

La visite de M. James Baker à Moscou

L'URSS prête à retirer des troupes de Cuba

La solitude de Fidel Castro

ES temps sont durs pour le dernier « caudillo » d'Amérique latine, qui fait de plus en plus figure de personnage anachronique. S'il faut en croire l'agence officielle cubaine Prensa Latina, M. Gorbatchev n'a pas pris le temps de consulter ou d'avertir M. Fidel Castro à propos de son intention de retirer les troupes soviétiques stationnées dans la grande île cubaine.

L'humiliation est d'autant plus grande pour le dirigeant cubain que l'annonce de ce retrait a été faite en présence du secrétaire d'Etat américain. Le président soviétique ne laisse aucun choix à M. Castro, puisqu'il affirme que les pourparlers destinés à mettre fin à la présence d'une « brigade d'entraînement » dans l'île commenceront « très prochainement » et que « des nombreux mois » ne sont pas, selon lui, nécessaires pour qu'ils aboutissent. Même si M. Gorbatchev ne dit pas explicitement qu'il a en vue un retrait total, c'est bien de cela qu'il s'agit.

M. GORBATCHEV souhaite également que les relations commerciales entre l'URSS et Cuba se fassent désormais « au bénéfice mutuel » des deux pays, en clair que cessent les innombrables subventions déguisées accordées par Moscou à La Havane. L'URSS a longtemps acheté la sucre cubain bien au-dessus du cours mondial tout en lui vendant à bas prix le pétrole dont l'île a besoin, et même plus, ce qui permettait à Cuba de revendre avantageusement le surplus à d'autres pays latino-américains. Les échanges avec les pays du défunt COMECON représentaient ainsi, il y a encore quelques années, 70 % du commerce extérieur de Cuba.

La situation désastreuse de l'économie soviétique ne permettait plus, de toute façon, de telles largesses. La plupart des transactions sont facturées, depuis janvier, en devises fortes, y compris les livraisons de pétrole. Les Cubains en sont réduits à utiliser sans cesse davantage leurs lourdes bicyclettes chinoises, voire à remplacer dans les champs leurs tracteurs par des bœufs.

M. BUSH n'avait cessé de menacer Cuba au programme de ses entretiens avec M. Gorbatchev, se faisant plus insistant encore en juillet lors de sa visite à Moscou. Il lui est difficile, en effet, de faire accepter à son opinion publique ainsi qu'au Congrès l'idée d'une aide financière à l'URSS alors que celle-ci continuait à soutenir Cuba militairement et économiquement.

M. Fidel Castro aura encore plus de mal à aider les guérillas d'Amérique latine, comme il le faisait dans le passé. Il avait d'ailleurs depuis des années singulièrement réduit ses efforts d'exportation de sa propre révolution, qui ne paraissent plus très attrayants. Le dirigeant cubain a souvent répété que son régime n'avait eu nul besoin de l'Armée rouge pour s'installer au pouvoir. Il reste à savoir combien de temps il parviendra à imposer à ses compatriotes le douteux privilège de demeurer le seul pays communiste d'Amérique latine.

M0147 - 0913 D - 6,00 F



A l'issue du premier entretien qu'il a eu à Moscou avec M. Baker, secrétaire d'Etat américain, M. Gorbatchev a indiqué, mercredi 11 septembre, qu'il engagerait des discussions avec La Havane en vue du retrait de Cuba d'une « brigade d'entraînement » soviétique.

Pour sa part, M. Baker a fait état, après sa rencontre avec le président russe, M. Eltsine, de possibles ouvertures de Moscou à propos des îles Kouriles, annexées par l'URSS après la seconde guerre mondiale et réclamées par le Japon.

Lire aussi

- Pour beaucoup d'Américains, une ère nouvelle par ALAIN FRACHON
- La visite de M. Baker à Moscou par CLAUDE TRÉAN
- M. Joss en URSS par JACQUES AMALRIC
- Le récit du putsch par le maréchal Chapotnikov
- M. Badinter président de la commission d'arbitrage sur la Yougoslavie
- Les Français de la « Légion noire » par YVES HELLER
- L'intervention de M. Delors devant le Parlement de Strasbourg pages 7, 8 et 42

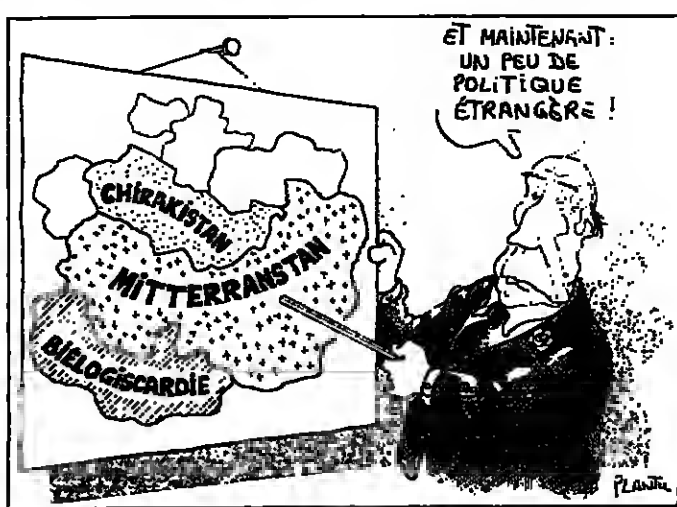
La conférence de presse du président de la République

M. Mitterrand demande un « strict contrôle » des armes nucléaires dans la « nouvelle Europe »

La conférence de presse organisée, mercredi 11 septembre, par M. François Mitterrand, a été consacrée, pour l'essentiel, à la remise en perspective de la politique européenne de la France et à sa vision de l'avenir des pays de l'Est. Saluant « la naissance d'une nouvelle Europe », le chef de l'Etat a indiqué que la « géopolitique » du continent avait désormais « grand besoin d'une théorie des ensembles ». Il a notamment proposé une réunion des quatre puissances détentrices de charges atomiques en Europe afin d'aboutir à « un strict contrôle » des armes nucléaires.

Il a repris à son compte, après avoir parlé de la Yougoslavie et de l'indépendance probable de la Slovaquie et de la Croatie, l'idée de forces d'interposition de l'ONU « sur les lieux contestés ».

Sur le plan intérieur, M. Mitterrand a renouvelé sa « confiance » à M^{me} Edith Cresson et rappelé l'objectif qu'il avait assigné au premier ministre : préparer la France à l'ouverture du marché unique européen.



Les Douze, avant tout

par Jean-Pierre Longellier

« La géopolitique de l'Europe a grand besoin d'une théorie des ensembles », M. François Mitterrand, pourtant littéraire de tempérament, n'a pas trouvé mieux, mercredi 11 septembre, que cette image mathématique pour illustrer le casse-tête que pose la métamorphose accélérée du Vieux Continent, à l'heure où, par un fulgurant retour de l'Histoire, la révolution partie de Moscou il y a quelques années, y revient et balaye l'empire soviétique.

M. Mitterrand assiste — comme tout un chacun — à la « naissance d'une nouvelle Europe ». Ni lui ni d'autres ne peuvent prétendre, en ce « moment magistral », décrire avec précision son futur paysage politique. Du moins s'efforce-t-il

de cerner le sens de l'ébullition en cours et de poser les grands principes — piliers et garde-fous — qui seraient plus solidement la future architecture européenne.

Le chef de l'Etat, qui croit à la vertu pédagogique des contrastes, résume en quelques couples antinomiques les paradoxes et les promesses de l'Europe d'aujourd'hui.

Lire la suite page 2

« Aidez-moi ! »

par Jean-Marie Colombani

Journalistes, aidez-moi ! Français, faites-moi confiance ! Ainsi va la V^e République : elle repose largement sur le verbe présidentiel. Et quand les choses vont mal, c'est à la magie pêtée à ce verbe-là que l'on fait appel. Ces deux raccourcis ne suffisent certes pas à rendre compte d'une prestation présidentielle essentiellement

destinée à effacer les critiques nées de l'attitude du président au moment du « putsch » soviétique, accessoirement consacrée à un second lancement de l'opération Cresson. Toute la question est évidemment de savoir si, au terme de dix ans de pouvoir, cette magie-là peut lui permettre de franchir le cap des quatre ans qui restent et si, aujourd'hui, M^{me} Cresson a de meilleures chances de s'imposer qu'il y a quatre mois.

Le moyen choisi par le chef de l'Etat, celui de la conférence de presse solennelle, pour démodé qu'il soit, n'avait qu'un seul but : réinstaller la majesté du titulaire de la fonction présidentielle à un moment où, brocardé par l'opposition, et nullement protégé par un premier ministre en chute libre, il en avait un urgent besoin.

Lire la suite page 4

Lire aussi

- Les principaux extraits
- La fausse mort du « ni-ni » par CLAIRE BLANDIN
- Le quinquennat, serpent de mer par ANDRÉ PASSERON
- L'idée du socialisme et son « chemin » par PATRICK JARREAU
- La fortune des élus par THIERRY BRÉHIER

pages 2 à 6

Phnom-Penh attend Sihanouk

La capitale du Cambodge se prépare au retour du prince symbole d'une paix attendue depuis vingt et un ans

PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

« Il y aura foule pour le retour de Sihanouk. Si les autorités laissent faire, le petit peuple se rendra en masse saluer le prince. Mais, dès le lendemain, les gens retourneront à leurs petites affaires. Il faut vivre et, parfois, survivre. » Cette opinion d'un spécialiste étranger du Cambodge est partagée par pas mal de monde. Le retour du prince, avec la forte symbolique de paix qu'il entoure, promet d'être un évènement majeur. Ainsi, un ordre compréhensible et plutôt rassurant se fera après plus de deux décennies de désordres intolérables. Mais, pour une majorité de Phnompenhois, le quotidien est souvent trop dur pour qu'ils puissent s'en détacher longtemps.

Dans le centre-ville, dès que l'on quitte les larges boulevards tracés par les Français pour s'engager dans les rues transversales, on tombe sur un grouillement de Cambodgiens et de Vietnamiens qui s'entassent dans de petits immeubles insalubres. Les entrées de cages d'escaliers ressemblent à des trous noirs.

Il n'y a plus d'éclairage public et la plupart des habitants ont

renoncé à l'électricité, faute de moyens. « Il faut compter entre trois et quatre mille riels par mois pour s'éclairer et nous n'en avons pas les moyens », explique la propriétaire d'un studio qu'elle a acheté en 1988. Pourtant, cette note mensuelle équivaut à moins de trente francs. Mais les petits salaires varient entre trois et six francs par jour, ce qui suffit à peine à mal se nourrir ou à changer de chemise une fois tous les deux ou trois mois. Les gens se sentent pris à la gorge, et les conversations tournent le plus souvent autour de la hausse constante des prix. Le petit peuple n'a toujours pas les moyens de vivre.

La radio est un luxe et les journaux n'existent pas. Ceux qui ont épargné quelques sous les dépensent dans des salles — cafés, cinémas — où l'on projette des films-videos, le plus souvent originaires de Hongkong. Sechent mal ce qui se passe, les gens accueillent encore avec circonspection les bruits de paix. Ils sont vaguement au courant des travaux engagés pour le retour du prince Sihanouk. Mais ils n'en savent guère plus.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Lire la suite page 11

Israël libère 51 prisonniers

page 9

Les grands chantiers de M. Quilès

page 31

Des juges à tout faire

page 14

LIVRES & IDÉES

■ Lionel Jospin soigne sa gauche. ■ La légende des Wittgenstein. ■ Rousseau, moraliste noir. ■ Le feuilleton de Michel Brédaud : « L'entre deux mères ». ■ Histoires littéraires, par François Bort : « La vie, quel drôle de mot ! ». ■ D'autres mondes, par Nicole Zand : « Mais où sont les frontières de l'Europe centrale ? » pages 19 à 30

AFFAIRES

■ Salomon Brothers, le purge après le scandale. ■ Birgit Breuel, la femme la plus importante d'Allemagne. ■ Vemas et Gardini lorgnent sur la Bourse. pages 33 à 35

« Sur le fil » et le sommaire complet se trouvent page 42

HERVÉ GUIBERT

Mon valet et moi

59 F

Editions du Seuil

هكذا من الأصل

Silence, on oublie

17 plats cuisinés pour les gourmets du Rayon Fin

HONORE JANNIN

A L'ÉTRANGER : Afrique, 4,50 DA; Maroc, 5 DH; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Antilles-Réunion, 9 F; Côte d'Ivoire, 400 F CFA; Danemark, 14 KRD; Espagne, 100 PTA; G.-B., 85 p.; Grèce, 220 DR; Irlande, 1,20 £; Italie, 2,200 L.; Luxembourg, 42 FL.; Norvège, 14 KRW; Pays-Bas, 2,75 FL.; Portugal, 170 ESC; Sénégal, 480 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 1,90 PS; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

LA CONFÉRENCE DE PRESSE

« La géopolitique de l'Europe a grand besoin

Loin d'ébranler ses certitudes, les événements confortent M. Mitterrand dans ses analyses. La conférence de presse - la sixième de type « généraliste » depuis son arrivée à l'Élysée - qu'il a tenue, mercredi après-midi 11 septembre, lui a permis de le dire. Démontrer le bien-fondé de l'action passée justifiée, à ses yeux, qu'elle soit poursuivie.

Ceux qui attendaient l'annonce d'une grande initiative n'auraient pas été déçus. L'attente n'aurait pas été déçue qu'ils se seraient - sans doute - emparés de son contenu pour en dénoncer tous les méfaits. Le manichéisme du débat politique est tel que l'absence de proposition est interprétée comme un signe de stérilité ou d'impuissance, mais que tout nouvel engagement est prétexte à redoubler la critique. Il se

renforce, bien évidemment, à l'approche des échéances électorales. M. Mitterrand s'est bien gardé de faire le cadeau à ses oppositions d'un engagement prématuré de campagne électorale.

Chaque chose en son temps. Les Français « trancheront », ils auront « la dernière mot ». Mais aujourd'hui, il s'agit pour le président de la République de fixer le cadre. D'abord celui de l'évolution de l'Europe à laquelle il a consacré les quatorze minutes de son intervention liminaire. Sa solution pour concilier les deux mouvements antagonistes qui bousculent l'Europe centrale et orientale (l'un poussant à l'unité, l'autre à la dispersion) tient dans la formule : « plus de liberté pour chacun, des institutions communes plus fortes pour tous ». Concrètement, à la question de la sécurité, M. Mitterrand répond par une proposi-

tion : la réunion des quatre puissances détentrices de l'arme nucléaire en Europe, la poursuite du désarmement conventionnel, l'extension de la formule de commission d'arbitrage, créée pour le cas yougoslave, et si nécessaire l'envoi de forces d'interposition par l'ONU, voire par la Communauté européenne elle-même. A cela de l'aide économique, il rassure : pour garantir la stabilité, « un plan d'urgence », une sorte de nouveau plan Marshall « s'impose ». Quant aux institutions, il met en garde sur le péril que courraient les Douze si on ne les adapte pas à la fin de cette année les traités d'Union économique, monétaire et politique.

Le renforcement de la cohésion communautaire ne relève pas plus aujourd'hui qu'hier, aux yeux du chef de l'État, la nécessité d'avancer la construction de la confédération européenne dont

il avait lancé l'idée en présentant ses vœux aux Français, le 31 décembre 1989.

C'est à peine si M. Mitterrand se sera défendu d'avoir donné l'impression d'un soutien insuffisant à M. Gorbatchev, confronté au coup d'État du 19 août, préférant citer les propos du président soviétique sur l'amitié entre les deux pays et ranger cette polémique dans la catégorie des « petits jeux de politique intérieure ».

C'est aussi sur le terrain intérieur qu'il était attendu. Après l'exposé géopolitique, le chef de l'État s'est livré à un exercice qu'il affectionne : la leçon d'histoire, celle de la gauche, celle de son « grand déclin ». « Moi, je suis socialiste », dit-il, « ca qui na l'ampêche pas, affirme-t-il de représenter « tous les Français ». L'union de la

Dans sa déclaration liminaire, dont voici le texte intégral, M. Mitterrand dit :

« La révolution qui a pris son élan à Moscou avec la perestroïka de Mikhaïl Gorbatchev et qui, après avoir fait le tour des capitales d'Europe centrale et orientale sous direction communiste, est revenue à Moscou pour achever de s'accomplir, pose à l'Europe tout entière des questions que je veux évoquer dans ce bref préambule, afin d'en débattre avec vous. La fin des empires en Europe, particulièrement de l'empire soviétique, l'un de ces moments magistraux de l'histoire du monde, a libéré des aspirations nationales, trop longtemps contenues par la force. La force disparue, chaque nationalité tend à sa propre existence, à l'affirmation de soi, et veut que son identité s'inscrive dans le cadre d'un État souverain. L'ordre, en attendant la suite. On assiste, de ce fait, à la naissance d'une nouvelle Europe. Trente-trois États bien, combien demain ? Ce mouvement est sain s'il se traduit par plus de liberté, l'autodétermination est un droit reconnu par la société internationale. C'est un principe fondamental : il n'est pas discutable. Mais veillons à ce qu'il s'exerce de façon démocratique et en conformité avec les traités qui assurent la sécurité et la paix sur notre continent. Et, dans le même temps, et en

sens inverse, un autre mouvement entraîne l'Europe vers l'unité. Les pays qui se sont combattus, parfois détruits au prix de millions et de millions de morts, l'ont compris. La Communauté des Douze d'une part et la conférence pour la sécurité et la coopération en Europe de l'autre en témoignent. Sans oublier les hommes d'État responsables de pays aujourd'hui déchirés, et qui recherchent de nouvelles formes d'union institutionnelle. Ces deux mouvements, l'un vers l'unité, l'autre vers la dispersion, vont-ils s'opposer ? La seule démarche d'avenir est à mes yeux celle qui les concilie. Plus de liberté pour chacun, des institutions communes plus fortes pour tous. Tel doit être le mot d'ordre des Européens conscients des risques et des chances.

Dans l'immédiat, il convient de savoir comment préserver notre sécurité. La sécurité nucléaire d'abord. L'incertitude venant de Moscou, c'est à Moscou de dire où l'on en est. Qui dispose de l'autorité, où se trouvent les armes atomiques, où elles iront, en vue de la soumettre à un strict contrôle. Une réunion des quatre puissances détentrices des charges nucléaires en Europe me paraît indispensable à bref délai.

Ensuite, le désarmement. Trop d'armes circulent encore en Europe, notamment en direction des zones litigieuses. Continuons la mise en œuvre des accords de

Vienne sur le désarmement conventionnel.

Enfin, la prévention et le règlement des conflits. Vous le savez bien, il n'y aura de paix durable en Europe que si le droit l'emporte sur la violence. Pour tenter de régler la crise yougoslave, la France a obtenu de la Communauté des Douze, à l'unanimité, la création d'une commission d'arbitrage composée de cinq présidents de Cours ou de Conseils constitutionnels d'États membres de la Communauté. Cette Cour appréciera les problèmes institutionnels et frontaliers soulevés par les parties en cause, conformément aux principes reconnus par les démocrates.

Vous avez sans doute appris que, aujourd'hui même, M. Robert Badinter avait été élu président de cette commission d'arbitrage. La France désire que cette procédure soit étendue à toute situation similaire. Elle souhaite également que les Nations unies envoient, le cas échéant, des forces d'interposition sur les lieux contestés. Et si, pour des raisons juridiques, les Nations unies se refusent, la France attend de la Communauté européenne qu'elle en prenne l'initiative et la responsabilité. M. Roland Dumas, qui représente si dignement notre pays, en a déjà saisi M. Perez de Cuellar.

Sécurité, stabilité. La France qui, avant le putsch de Moscou, insistait auprès de ses partenaires

des sommets économiques pour que la politique de M. Gorbatchev fût davantage aidée, estime que la stabilité en Europe commande aux pays plus prospères de contribuer à la reprise économique des pays dits de l'Est. Un plan d'urgence s'impose. On y travaille. Et c'est sous cet angle que, nous Français, nous examinons la situation des importations des produits agricoles en provenance de l'Est. Qu'il soit bien clair que nous ne sommes pas hostiles au projet d'accord prévu entre la Communauté, la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Hongrie. Nous demandons seulement des garanties. Je pense que ce problème sera réglé ce mois-ci, à la satisfaction de tous.

La deuxième question, après celle de la sécurité, est celle des structures. Quelle Europe succèdera à celle de l'Est ? Heureusement, la Communauté des Douze et la CSCE sont là. Heureusement ! Donnons-leur plus de pouvoirs, plus de moyens. Il est impératif, j'insiste là-dessus, que la Communauté adopte pour la fin de l'année les traités d'union économique, monétaire et politique actuellement débattus au sein des deux conférences intergouvernementales.

Tout retard dans le calendrier serait l'amorce de l'échec. A ceux des Douze qui hésiteraient, je demanderai de réfléchir aux tensions, qui naîtraient du retour, aux luttes d'influences et, pourquoi ne

pas le dire, au jeu des alliances. La Communauté n'y résisterait pas. Le choix de la France est fait. Ce pas franchi, il conviendra, et le plus tôt sera le mieux, d'élargir le champ des actions communes entre Européens aux problèmes de sécurité ou de défense. L'UEO constitue à cet égard un premier embryon.

Les pays d'Europe centrale et orientale affrontent, on le voit bien, de grandes difficultés. Pour les résoudre, certains d'entre eux souhaitent adhérer à la Communauté. La France ne s'y oppose pas. En attendant, elle favorisera la conclusion d'accords d'association entre la Communauté et ces États. Cependant, la confédération européenne dont j'ai avancé naguère le projet, me paraît plus que jamais nécessaire. Elle ne saurait se substituer à la Communauté, môle de toute structure. Mais ce serait créer un vide dangereux que d'attendre que tous les pays d'Europe centrale et orientale soient en mesure de rejoindre la Communauté avant d'instituer, entre eux et avec nous, et sur un pied d'égalité, des rapports permanents d'échanges et de travail.

Quoi qu'il en soit, je pense que la géopolitique de l'Europe a grand besoin d'une théorie des ensembles. Le temps des empires s'éloigne, commence celui des contrats. Je veux dire des obligations mutuelles librement contractées, acceptées. Et je pose une dernière question à ce stade de notre rencontre : que feraient les Européens sans Europe ?

Je vous remercie et, sur ces points qui viennent d'être traités ou sur d'autres de politique extérieure touchant à l'Europe, je suis sûr à fait prêt à vous répondre. Contrairement à un certain nombre de dessins très astucieux que je lis, je suis très content de vous revoir.

Interrogé sur l'André, pour la France et l'Europe, qui soit maintenue, dans son intégrité, l'Union soviétique à l'exception des pays baltes, M. Mitterrand répond :

Il est souhaitable qu'il reste un corps central, suffisamment libre par des liens institutionnels, libérant consentis, pour qu'il existe dans le nord et l'est de l'Europe un pôle solide. (...) Nous assistons, en vérité, non seulement à l'écroulement de l'empire de Staline, mais aussi à l'écroulement de l'empire de Pierre le Grand. On a connu la Russie, à travers les siècles, nom générique pour beaucoup d'autres régions : beaucoup d'autres peuples. Et la France a presque toujours, sans peut-être sous les deux Bonaparte, entretenu des relations tout à fait amicales avec ce grand pays. Donc on ne doit pas souhaiter la dissolution générale de tout ensemble en Europe. C'est pourquoi j'ai dit que nous avions le plus grand besoin d'une « théorie des ensembles », là aussi.

Vers la reconnaissance de l'indépendance de la Croatie et de la Slovaquie

La position de la France, qui, au début du conflit yougoslave, s'était prononcée en faveur du maintien de l'unité d'une fédération qui, de facto, n'existait plus depuis au moins deux ans, évolue petit à petit.

Lors de la conférence de paix, samedi 7 septembre à La Haye, M. Roland Dumas avait déjà évoqué la possibilité d'une reconnaissance de l'indépendance de la Slovaquie - sans toutefois élever M. François Mitterrand à franchir un pas de plus en déclarant : « On peut penser, à la haine de l'expérience de ces deux mois, que la Slovaquie sera indépendante. A mon avis, la Croatie aussi. Je

L'avenir de la Yougoslavie

La Communauté européenne, demande-t-on à M. Mitterrand, est-elle en mesure d'imposer la fin des hostilités en Yougoslavie. Le chef de l'État déclare :

« Imposer, certainement pas. Les choses se font plus simplement. Qui, à l'heure actuelle en Europe, et même dans le monde, est en mesure de tenter un arbitrage, une conciliation ? Et s'il doit y avoir, comme on peut le penser, séparation, il faut que cette séparation se fasse dans le droit, respecté de part et d'autre, et qu'il n'y ait pas ensuite, aux frontières nouvelles entre deux États qui seraient alors différents, une source permanente de conflits dont l'Europe entière pâtirait. Je crois que la Communauté a très bien réagi, dès le point de départ. (...) »

Comment décider ? Ce n'est pas mon rôle de faire à la place des Yougoslaves ou de ceux qui appartiennent ou appartiennent jusqu'à ce jour à la Yougoslavie. On peut penser, à la lueur de l'expérience de ces deux mois, que la Slovaquie sera indépendante. Mais, à mon avis, aussi la Croatie. Mais cela, c'est une hypothèse. Je ne pense pas me tromper en disant que telle est leur volonté. (...) »

« Je pense qu'une Yougoslavie (...) continuera d'exister, sauf si elle éclate tout entière. On n'en est pas là. Comment nous, pays européens ayant des liens très forts avec les peuples de cette région, qui avons été notamment à l'origine de la création de la Yougoslavie en lendemain de la guerre 14-18, comment pourrions-nous être indifférents au sort de ce pays qui, à sa manière (...), a maintenant une certaine réalité commune et politique dans cette partie de l'Europe ? »

J'ai eu cette remarque de Bismarck après Sedan, donc en 1866, après duquel on s'était donné qu'il ne profitait pas de sa victoire sur l'Autriche pour dépecer l'empire d'Autriche-Hongrie, comme ce fut le cas ensuite en 1918. Et Bismarck répondait : « L'Autriche-Hongrie, ils savent comment faire avec les Slaves du Sud, pas nous. Il n'avait donc pas voulu modifier l'équilibre dans cette région. »

Je crois qu'il faut répondre aux besoins d'indépendance là où ils sont évidents. Et je crois même qu'il faut que nous, pays démocratiques, nous insistions pour que ne s'installe pas une sorte de guérilla permanente entre des pays qui ont tout de même été à l'origine de plusieurs grandes guerres auxquelles nous avons été mêlés.

Interrogé sur la formule de M. Bronisław Geremek, président du groupe parlementaire de Solidarité en Pologne, qui a parlé d'un

Les Douze avant tout

Suite de la première page

Les « contrats » y remplacent les « empires » ; les « risques » vont de pair avec les « chances » ; il faut concilier les mouvements vers l'« unité » et vers la « dispersion » (de même, M. Roland Dumas évoquait-il mardi à Moscou les « forces centrifuges » et les « forces centripètes » en URSS, opposition généralisable à l'ensemble du continent).

Hier à peine, l'Europe comptait trente-trois États. Aujourd'hui, M. Mitterrand y recense « dix-sept situations » où « les forces disjointes, chaque nationalité tend à sa propre existence, à l'affirmation de soi, et veut que son identité s'inscrive dans le cadre d'un État souverain ». Trente-trois États existants, dix-sept États potentiels, « en attendant la suite des deux autres ». M. Mitterrand exprime la contradiction géopolitique fondamentale d'un continent qui abrite plus de nations ou de groupes ethniques et culturels à vocation nationale - une cinquantaine (on est près du compte) - que d'États.

Autodétermination et frontières

Ce constat présidentiel est l'aboutissement d'une évolution récente, le reflet d'une prise de conscience des nouvelles réalités européennes. Il n'y a pas si longtemps, M. Mitterrand répugnait à trancher entre le vieux principe de l'intangibilité des frontières - si utile pour préserver la paix, fil-croisé au prix de l'injustice - et celui du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, généreux mais créateur de désordre. Méfiant face au réveil des nationalismes d'Europe centrale et orientale, il réduisait trop souvent ces puissants phénomènes historiques à une simple question de protection des minorités et de respect des droits de l'homme.

Ce n'est plus le cas. La proclamation au profit des Kurdes d'Irak d'un « devoir d'ingérence humanitaire » avait déjà permis de prendre des libertés avec le sacro-saint respect des frontières. Aujourd'hui, l'autodétermination, assure M. Mitterrand, est « un principe fondamental (...) pas discutable », pourvu qu'il « s'exerce de façon

démocratique » sans remettre en cause « la sécurité et la paix sur notre continent ». Ainsi s'est-il fait, semble-t-il, à l'idée que « la Slovaquie sera indépendante et sans doute aussi la Croatie », même si l'on souhaite que leur divorce « se fasse dans le droit » pour épargner à l'Europe une « source permanente de conflits dont l'Europe entière pâtirait ».

Il n'est donc plus question pour M. Mitterrand de refuser toujours et partout la moindre remise en cause du statu quo territorial, même s'il préférerait la préservation en URSS d'un « corps central, pôle solide dans le nord et l'est de l'Europe » et la survie d'une « Yougoslavie amputée ». Ce qui importe désormais pour l'Europe, c'est de pouvoir maîtriser ses transformations frontalières, en évitant au maximum d'en être « déstabilisé ».

Tout sera donc affaire de négociations, de procédures, de mécanismes d'arbitrage. Cela suppose de poursuivre le désarmement conventionnel et de supprimer, en ces temps incertains, tout risque nucléaire. D'où l'urgence, selon M. Mitterrand, d'une réunion des quatre puissances détentrices de charges nucléaires en Europe. Anticipant les craintes des Occidentaux, M. Gorbatchev avait affirmé mardi que le pouvoir central devrait conserver « un contrôle effectif » de ses armes nucléaires soviétiques.

M. Mitterrand n'a jamais par le passé fait preuve d'angélisme. « Il est quelquefois bon d'être pessimiste », observait-il en novembre dernier lors du sommet de la CSCE à Paris, songeant à l'Europe de demain, qui ne sera ni « un lit de roses », ni « un paradis retrouvé ». En l'espèce, il est vrai, tout optimisme excessif ne pourrait être, comme l'idéologie naguère, qu'un « sommeil de la raison ». Cela n'empêche pas, au contraire, d'essayer d'y régler - et surtout d'y prévenir - les conflits, mais sans nourrir trop d'illusions.

Dans certaines situations - comme la guerre civile yougoslave - l'Europe ne peut rien imposer. Elle ne peut que proposer ses bons offices, et espérer en l'ultime sagesse de ceux qui veulent tant en découdre. A Moscou, la CSCE constate et déplore l'impuissance

de ses mécanismes de prévention de crise. A La Haye, la tenue d'une conférence de paix n'a en rien réduit les combats. La création par les Douze - et à l'initiative de la France - d'une commission d'arbitrage présidée par M. Robert Badinter aura-t-elle plus d'effet ?

Rejoignant une proposition faite par le président polonais Lech Wałęsa dans son entretiens à notre journal (Le Monde du 10 septembre), M. Mitterrand souhaite l'envoi par les Nations Unies d'une « force d'interposition » entre les belligérents. En cas de refus par l'ONU, il reviendrait à la communauté européenne d'en prendre l'initiative et la responsabilité.

Renforcer la Communauté

Décidément, la CEE est bien, aux yeux de M. Mitterrand, l'épine dorsale de l'Europe, le « môle de toute structure » qu'il faut renforcer. « La création de la CEE - d'une commission d'arbitrage présidée par M. Robert Badinter aura-t-elle plus d'effet ? »

Cette profession de foi européenne était notamment destinée aux Néerlandais, avocats d'une « Europe à deux vitesses » - dont les membres n'avanceraient pas à la même allure vers l'union économique et monétaire - (« nous comprenons les soucis hollandais mais nous ne les partageons pas »). Mais elle visait surtout les Britanniques, qui cherchent sans cesse à freiner le mouvement, le jour même où M. John Major était reçu à l'Élysée et y plaçait en faveur de la proposition néerlandaise. Mettant les points sur les i à l'intention de Londres, M. Mitterrand exprimait une nouvelle fois sa vieille hantise d'une dégradation de la Communauté en une « vague zone de libre-échange », comme certains pays membres « le souhaitent depuis le premier jour ».

A un moment où les nouvelles démocraties d'Europe centrale se disent déçues par la tiédeur de la France, M. Mitterrand a pris quelques gants avec elles qui, au printemps, n'envisageaient pas leur adhésion à la CEE avant « plusieurs dizaines d'années » affirme

maintenant que « la France ne s'y oppose pas » et qu'elle favorisera, en attendant, la conclusion d'accords d'association entre les Douze et ces États.

Pour les aider, ainsi que l'URSS, « un plan d'urgence s'impose » qu'on peut assortir d'opérations « triangulaires » - entre la CEE, l'URSS et les pays d'Europe centrale - idée chère à M. Dienstbier, chef de la diplomatie tchécoslovaque. Et en gage de bonne volonté, M. Mitterrand a annoncé que le différend né la semaine dernière à Bruxelles entre la France et les pays d'Europe centrale à propos des importations de viande serait réglé « ce mois-ci à la satisfaction de tous », moyennant des « garanties ».

Il n'empêche : sur le fond du problème, M. Mitterrand ne semble avoir modifié sa position. On le sent toujours aussi réticent à une entrée rapide de l'Europe centrale au sein de la CEE, d'autant qu'il doute que certains soient prêts à en payer la note. Rappelant le président de l'admission de l'Espagne et du Portugal, il se méfie des embellissements verbaux de certains des partenaires de la France, soudain moins enthousiasmés le jour où il faut mettre la main à la poche. A ses yeux, l'approfondissement de la Communauté prime pour l'instant son élargissement, à fortiori au deuxième cercle des pays prétendants.

Pour faire patienter ces derniers, le projet de Confédération européenne, chère au chef de l'État et « plus que jamais nécessaire », reste le meilleur lieu d'accueil. Le moment venu lorsque les candidats seront prêts, ils devront se « soumettre aux mêmes contraintes ». Autrement dit, les difficultés subies sous le règne communiste ne leur donneront droit à aucun traitement de faveur. Et leur entrée dans la CEE ne devra pas modifier l'édifice communautaire, tel qu'il sortira des réformes en cours.

Néanmoins, M. Mitterrand s'est gardé de toute autocritique à propos de ses réactions dévissées au putsch de Moscou. S'estimant victime d'un « mauvais procès », il a évité de revenir sur cet épisode et a convoqué pour sa défense les meilleurs témoins qui soient, MM. Elsiné et Gorbatchev qui viennent, tous deux, d'exprimer l'estime et l'amitié qu'ils portent à la France. La prouesse était facile mais il était plutôt court de ramener cette sérieuse controverse à « de petits jeux de politique intérieure ».

JEAN-PIERRE LANGELLIER

هكذا من الأصل

DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

d'une théorie des ensembles

gauche? «C'était une excellente chose que de travailler à l'unité» de ceux qui «subissaient la loi des plus forts». Cette «loi» est «éternelle», le «combat» entre classes sociales dominées et dominantes est «permanent», le socialisme est bien une idée qui «continuera son chemin».

Le socialisme à la française fait de moins en moins place au rêve. Il est confronté au «très cruel» chômage. Pour y remédier, M. Mitterrand compte toujours sur la reprise de la croissance mondiale. En attendant, il donne la feu vert au gouvernement pour «associer des capitaux privés à minoritaires», au financement de certaines entreprises publiques, sans pour autant accepter de parler de privatisations. Il est des mots sacrilèges pour le docteur du «ni-ni»... Le bés-

fice de ces «respirations» du secteur public devront servir l'emploi, au même titre que le plan PME-PMI, dont le détail sera connu lundi 16 septembre.

Au palmarès des bons élèves, M^{re} Cresson arrive en tête... et elle se voit promise à la durée. M. Mitterrand s'est appliqué à rendre caduques les spéculations sur l'éventuel départ du premier ministre, rendant hommage à la tâche déjà accomplie et soulignant le «confiance» qu'il porte à un chef de gouvernement qui «remplit son office». Mais M^{re} Cresson n'aura pas été la seule, même si elle a été privilégiée, à recevoir de flatteuses appréciations: M. Jacques Delors à qui il porte «la plus haute estime et beaucoup d'amitié», M. Pierre Bérégovoy dont la politique écono-

mique constitue «un socle solide et éternel», M. Brice Lalonde - «clin d'œil aux écologistes» - à l'instigation duquel des mesures nombreuses et remarquables ont été prises. M. Roland Dumas qui représente si diligemment la France... Et même M. Michel Rocard qui «a très bien travaillé».

Les coups de patte à l'opposition ont été distribués de façon plus générale. Sur les «affaires», M. Mitterrand a défendu au bloc la classe politique, tout en reconnaissant qu'elle n'était pas plus exempte de défaillances que d'autres professions... et en soulignant que la France avait connu pire «avant 1974». Quant à ceux qui misent sur l'usure dont il serait victime, il les abandonne,

avec quelque mépris, à leur «piédestal», d'où ils vaticinent.

Pour faire face aux critiques d'une droite qui, à l'exception du prudent M. Edouard Balladur, considère comme acquiescées sa victoire électorale, M. Mitterrand n'a pas choisi l'offensive. Il a préféré présenter le visage de la sérénité, de la tranquillité, de l'assurance, de la certitude. Cette forme de contre-attaque, accentuée par un recours fréquent à l'ironie altérativement souriante et mordante, a un objectif: dédramatiser, relativiser une situation qui, si elle n'est pas facile, n'est pas pire que les difficultés rencontrées ces dix dernières années; et mieux faire douter l'adversaire.

ANNE CHAUSSEBOURG

«rideau de fer» économique entre la CEE et l'Europe de l'Est. M. Mitterrand répond: «Le terme de «rideau de fer» me paraît excessif. M. Giscard, que j'estime beaucoup et dont l'amitié m'honore, s'est un peu trop souvenu d'une expression appliquée en d'autres lieux, en d'autres circonstances. Des difficultés existent, c'est certain. (...) On a discuté le 6 septembre, à Bruxelles, des importations de viande, notamment bovine, dans le cadre d'une discussion beaucoup plus générale, où au moins dix autres dossiers ont été réglés favorablement. Ce n'était pas facile, mais du textile, la France et, surtout, le Portugal, par exemple, se sont battus diplomatiquement, parce qu'ils sentaient leur propre santé économique en péril. Le Portugal n'est pas un pays riche.

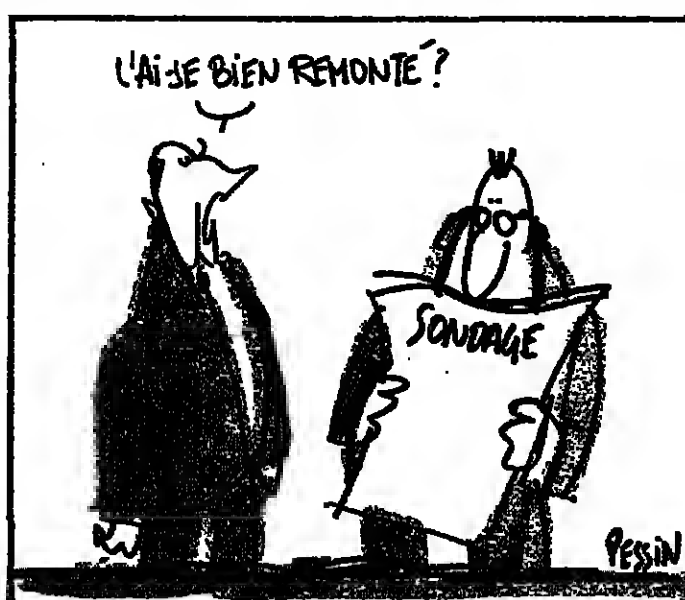
Tous ces accords se sont faits, sauf un, celui sur les importations de viande de ces trois pays: Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie - vers les pays de la Communauté. (...) Quelle est toujours la position de la France? C'est qu'il faut que ces accords soient consentis, mais sous conditions de garanties. (...) A la fois, tout le monde est d'accord, mais l'expérience nous a appris qu'il faut quand même un contrôle, qu'il faut être vigilant à l'égard de toute fraude à l'intérieur du contingent, parce que nous avons aussi à protéger nos propres producteurs, qui connaissent une crise sévère. (...) D'autre part, nous avons pris conscience - et c'est par là même que j'ai lu des critiques à ce sujet - que la Communauté aide, par

exemple, l'Union soviétique, naturellement par des aides financières, à acheter à ces trois pays et à d'autres. Elle en a besoin: la famine menace l'Union soviétique. Si elle ne peut pas procéder à ces achats, c'est qu'elle n'en a pas les moyens. Fournissons les lui. C'est une certaine forme de plan Marshall. Je demande que cette proposition, dite triangulaire, soit acceptée par nos partenaires.

L'élargissement de la CEE

M. Mitterrand est invité, ensuite, à donner son appréciation sur l'idée d'une association politique des pays de l'Est avec la CEE, préalable à leur intégration économique future. Il précise que «la France n'est pas hostile à l'adhésion de ces pays. Il l'explique: «Simple- ment, elle est franche. Ceux qui, comme moi, participent au débat interne de la Communauté savent, par exemple, ce qui s'est passé à l'occasion de l'adhésion du Portugal et de l'Espagne. Avant que je ne sois élu, cette adhésion avait été refusée par la France, et j'entendais dire constamment, dans ces rencontres internationales: «C'est la France qui ne veut pas». Les Espagnols et les Portugais commencent à nous regarder d'un drôle d'air. Alors j'ai dit: «Mais la France le veut! A partir de la République allemande, ce n'est pas nous qui les suscitons, c'était un révé-

lanceur... à l'époque, c'était l'Allemagne qui avait proposé de nous laisser avec vous, et entre nous, mais avec un statut moindre que ceux des membres de la Communauté? Seulement, la Communauté, elle, a des règles, des contraintes strictes, et je ne veux pas qu'elle devienne - et il faut bien qu'on l'entende en dehors de nos frontières - une vaste zone de libre échange, comme certains pays de la Communauté le souhaitent depuis le premier jour. Je ne le veux pas. C'est là que se situe le débat. Il ne faut pas que les pays de l'Est en soient victimes, et je pense que s'il doit y avoir un certain temps - que je vais bien me garder d'évaluer - entre la dis-



Croyez-moi, pour les pays de l'Est, cela risque d'être la même chose. (...) La France ne s'oppose pas, mais elle sait que lorsqu'il s'agit d'accroître les versements nationaux à la Communauté, d'alourdir la charge de ceux qu'on appelle les contributeurs nets (...), c'est-à-dire ceux qui paient plus qu'ils ne reçoivent, à ce moment, beaucoup se désolent. J'ai d'ailleurs lu, dans la presse de ce matin, une déclaration du président de la République allemande, M. von Weizsäcker, qui disait que l'Allemagne a besoin de ses partenaires et qu'elle pourrait pas supporter seule cette charge. D'ailleurs, personne ne le lui demande. (...) On peut la supporter tous ensemble. Est-ce que nos partenaires y sont prêts? Sur le papier, pour la propagande, oui; dans la réalité je n'en suis pas sûr. (...)

Les pays en question (...) savent bien qu'ils ne peuvent pas entrer comme cela dans la Communauté, et ils ont besoin, tout de suite, de traités d'association. Ils les demandent, mais il ne faudrait pas en rester là. (...) C'est un peu la même question que se pose quand je parle de confédération: «Est-ce que ce n'est pas un moyen de nous laisser avec vous, et entre nous, mais avec un statut moindre que ceux des membres de la Communauté? Seulement, la Communauté, elle, a des règles, des contraintes strictes, et je ne veux pas qu'elle devienne - et il faut bien qu'on l'entende en dehors de nos frontières - une vaste zone de libre échange, comme certains pays de la Communauté le souhaitent depuis le premier jour. Je ne le veux pas. C'est là que se situe le débat. Il ne faut pas que les pays de l'Est en soient victimes, et je pense que s'il doit y avoir un certain temps - que je vais bien me garder d'évaluer - entre la dis-

cussion de ce soir et l'adhésion, à laquelle nous ne nous opposons pas, de tel ou tel Etat d'Europe centrale ou orientale, ce sont les accords d'association qui remplissent tout le blanc. Cela sera aussi la confédération, car la confédération doit recouvrir toute l'Europe. L'Europe tout entière (...).

A la question de savoir si les critiques qui ont été exprimées sur la lenteur des réactions de la France face aux événements de l'Est relèvent d'un «mauvais procès», M. Mitterrand se borne à répondre: «Je ne l'aurais pas dit, mais vous parlez très bien.»

On lui demande, ensuite, comment il espère réussir en moins de quatre ans, dans le cadre européen, ce qu'il a réussi en dix ans dans le cadre national: vaincre le chômage.

Missiles Hadès: «Quelque chose à négocier»

«Ce que nous n'avons pas réussi depuis 1973 à répondre, vous personnalisez un peu le débat. Le chômage, visiblement, n'obéit pas aux gouvernements, et il n'obéit pratiquement dans aucun des pays de la Communauté. Il obéit peut-être un peu mieux en Suède, m'a-t-on dit, d'après les statistiques. Tout cela est fragile. Tous les experts - en particulier M. Delors, qui est le meilleur d'entre eux - me disent encore, récemment, que renforcer la Communauté vers le marché unique, comme nous l'avons décidé en 1985 à Luxembourg et comme cela va se faire le 1^{er} janvier 1993, c'est la meilleure façon de créer des millions d'emplois (...).

A propos des missiles Hadès dont dispose la France, M. Mitterrand déclare: «Les missiles Hadès (...) sont destinés à (...) l'ultime aversissement. (...) Ce n'est pas une arme tactique, comme on dit, c'est une arme stratégique. C'est donc relié à l'ensemble de nos armes stratégiques. On ne peut pas imaginer qu'on va tirer, comme cela, un coup d'artillerie isolé, sans qu'il y ait l'ouverture d'une guerre atomique. Or cette guerre atomique est exclue, elle a été exclue dans les faits pendant plus de quarante ans, à plus forte raison aujourd'hui (...), la stratégie de dissuasion de la France a été faite non pas pour gagner la guerre, mais pour l'empêcher. (...) J'ai considérablement réduit (...) le nombre de Hadès par rapport aux prévisions initiales. Le chiffre fixé à l'heure actuelle, c'est une production de trente Hadès. Trente missiles. Ces missiles seront stockés, il n'y aura pas de nouvelles unités disposant des Hadès en situation de tir. L'unité responsable aujourd'hui aura pour mission, en dépôt, de veiller sur ces armes d'un type quand même assez spécial. Aucun Hadès n'est déployé.

Alors, me direz-vous, pourquoi, s'ils ne servent à rien? Permettez! Une négociation nucléaire a commencé entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique depuis déjà longtemps; ça n'a pas beaucoup avancé, mais ça a avancé, il faut le reconnaître. La France dispose de quelques centaines de charges nucléaires. Les Etats-Unis et l'Union soviétique, aujourd'hui encore, disposent de treize mille à quatorze mille charges nucléaires. Ils ont promis de réduire considérablement leur potentiel, leur arsenal. Qu'ils le fassent! Quand ils seront à un chiffre d'un certain niveau (...), la France [prendra] part à la négociation. Cela ne sera pas inutile d'avoir quelque chose à négocier.

J'ajoute que les armes nucléaires AN 52 - ce sont celles qui équipaient l'avion Jaguar - ont été, comme prévu, retirées du service le 1^{er} septembre, cette année. Et, d'autre part, le système Pluton, que vous annoncez, sera retiré du service en 1993 ou 1994. Il reste donc ces trente Hadès. Eh bien! que nos amis allemands se rassurent. Nous n'avons pas l'intention de nuire en quoi que ce soit aux intérêts et à la vie des Allemands, hypothèse folle. Ce sont nos amis, ce sont nos alliés. De plus, les objectifs de ce qu'on appelle «l'ultime aversissement» sont des objectifs militaires (...). Cela restera comme ça, à l'avenir, jusqu'à une négociation globale.

Interrogé sur le point de savoir si les traités d'union monétaire et politique, entre les Douze, doivent prendre en compte les modifications géopolitiques de l'Europe, M. Mitterrand répond:

«Non, non. Il ne faut pas toujours courir après l'événement et attendre ce qui se passera demain pour conclure aujourd'hui. Les pays qui adhéreront à la Communauté - La porte est ouverte, à condition de se soumettre aux mêmes contraintes - eh bien! ces pays-là connaîtront très exactement l'ensemble de leurs obligations, notamment celles qu'implique l'union économique, monétaire et politique. S'ils ne veulent pas, ils n'adhéreront pas.»

«Je suis socialiste»

Le socialisme, demande-t-on au chef de l'Etat, est-il toujours «une idée qui fait son chemin»? M. Mitterrand déclare:

«Je pense que oui (...). Le socialisme, pour lequel ont combattu et combattaient beaucoup d'hommes et de femmes, fait partie des grandes traditions politiques et sociales de la France, depuis les années 1840; le libéralisme lui-même était légèrement plus ancien, plus archaïque d'une vingtaine d'années, avec Adam Smith. Je pense que cette idée-là continuera son chemin.

C'était à la fois une théorie, une espérance, parfois un rêve. Un certain nombre de théoriciens ont bâti une société idéale sur le papier (...), le phalanstère en particulier. Puis il y a eu une autre école, celle de Blanqui en particulier, et puis la naissance du mouvement que j'appellerais léniniste pour bien me faire comprendre. Les voies ont divergé. A partir de 1917, cela a été la révolution marxiste-léniniste à Leningrad et Moscou.

Lire la suite page 4

Une autolimitation des armes préstratégiques françaises

Pour la première fois, M. Mitterrand, chef des armées, a fait publiquement un fait déjà rapporté par la presse (le Monde des 16 décembre 1989, 20 novembre et 1^{er} décembre 1990) mais sur lequel un silence officiel était observé à ce jour, à savoir l'autolimitation par la France de son futur armement nucléaire préstratégique. Mais, en même temps, c'est la première fois que d'une façon aussi avouée le président de la République justifie le maintien d'un nombre réduit de ses armes nucléaires par la nécessité pour la France d'en garder afin de prendre sa part des négociations sur une diminution, voire un abandon de l'arsenal nucléaire tactique en Europe.

Depuis des années, en effet, la France s'était constituée une panoplie diversifiée en la matière: soit cinq escadrons de quinze avions (Mirage III-E et Jaguar) chacun dans l'armée de l'air (avec trois escadrons supplémentaires d'appareils pour une aide à la pénétration des proximités), deux flottilles d'avions Super-Éclair (quatre avions chacune) dans la marine et cinq régiments d'artillerie sol-sol Pluton (trente rampes de tir au total, avec un missile d'une portée de moins de 120 kilomètres).

Les unités aériennes et embarquées ont été progressivement modernisées, avec le remplacement des bombes AN-52 largables au-dessus de leur objectif par des missiles air-sol ASMP tirés à distance de sécurité pour l'équipage.

En 1988 a commencé une évolution restée discrète, qui a consisté à ne pas remplacer nombre pour nombre les matériels qui étaient retirés du service. Ainsi, l'armée de l'air ne devrait plus conserver à terme que trois escadrons (avec des Mirage 2000-N armés du missile ASMP). Ainel, encore, le

programme Hadès, qui est un missile sol-sol de 480 kilomètres de portée maximale et qui est destiné à succéder au système d'arme Pluton programmé pour disparaître en 1994, a été réduit considérablement dès le début de l'an dernier: à l'origine, il avait été conçu autour de soixante véhicules lanceurs et de cent vingt missiles (deux engins par semi-remorque banalisée).


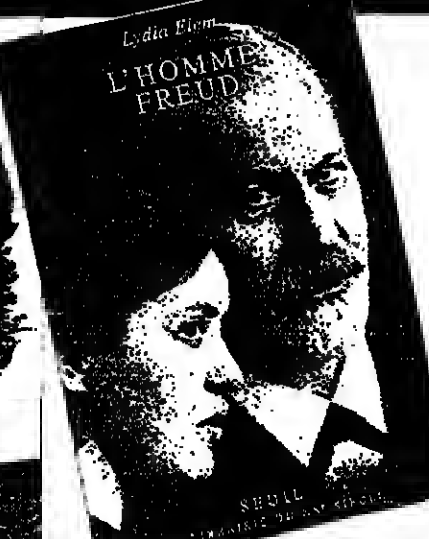
Ce que M. Mitterrand a donc confirmé, c'est la limitation du système Hadès à trente missiles mais, surtout, il a précisé - c'est là une nouveauté - que de tels armements ne seraient pas déployés dans des unités d'artillerie «en situation de tir».

Les Hadès devraient donc être stockés et, probablement, ils pourraient même être mis «sous cocon» comme disent les spécialistes, conservés en leur état dans un environnement adéquat sous la protection d'unités de gardiennage et prêts à servir en quelques semaines au sein d'un régiment désigné. M. Mitterrand marque là son hostilité de principe à tout projet de mise à disposition (ou «déplacable») selon les états-majors en cas de crise grave. Cela explique aussi pourquoi il a écarté, au début de juillet (le Monde du 21 juillet), la solution du S 45 pour remplacer les missiles stratégiques fixés en sites du plateau d'Albion.

En dépit de la démonstration faite par les Soudanais dans la guerre du Golfe, qui ont obligé la coalition anti-Saddam Hussein à dépenser beaucoup de temps et d'énergie pour les détecter, puis les mettre hors service, le chef de l'Etat français demeure convaincu que la mobilité des missiles porte atteinte à la crédibilité de la dissuasion dès lors que leur moindre déplacement sur le territoire national risque d'inquiéter la population qu'ils sont censés protéger.

JACQUES ISNARD

LYDIA FLEMM

Un livre remarquable.
Si vous voulez comprendre la personnalité de Freud, lisez ce livre.
Bernard Pivot / Bouillon de culture

Collection La Librairie du XX^e siècle
dirigée par Maurice Olender, 110 F

Editions du Seuil

هكذا من الأصل

LA CONFÉRENCE DE PRESSE

Le quinquennat, serpent de mer

Le quinquennat est devenu un véritable serpent de mer de la vie politique française puisque son apparition est régulièrement signalée dans les eaux territoriales depuis une vingtaine d'années.

Aujourd'hui, si l'on se réfère au plus récent sondage de la SOFRES (le Monde du 6 septembre 1991), 50 % des personnes interrogées souhaitent la réduction à cinq ans du mandat présidentiel, alors que le chef de l'Etat indique seulement que la réponse à cette question « qui vaut d'être posée à son heure ». Il avait pourtant lui-même souhaité cette réduction du septennat non seulement sans se laisser aller à la réduction de la durée du mandat, mais déjà dans la quarante-cinquième de ses cent dix propositions de 1981.

Il y a dix ans, le candidat socialiste à l'Elysée le choisit entre le quinquennat renouvelable une fois ou le septennat non renouvelable. En 1981, il ne retenait que le double quinquennat et n'envisageait de procéder à cette réforme que « si une large majorité parlementaire et le gouvernement s'accordaient sur une mesure de ce type ». Tous les leaders des grandes formations politiques sont aujourd'hui favorables à la réduction de la durée du mandat. M. Giscard d'Estaing, qui, en 1981, proposait un mandat de six ans renouvelable une fois, préconise maintenant le double quinquennat. Seul M. Raymond Barre ne souhaite pas que l'on touche aux institutions fondées par le général de Gaulle. Le RPR fait de la réduction du mandat, renouvelable une fois, l'une de ses propositions de réforme après avoir pendant quelques années hésité au nom du respect dû à l'œuvre de de Gaulle.

C'est aussitôt après l'élection de Georges Pompidou à la présidence de la République en 1969 que cette modification a été envisagée. Plusieurs propositions de loi ont été alors déposées, notamment par Alexandre Sanguinetti, ancien secrétaire général de l'UDR. Georges Pompidou y était à l'origine hostile, redoutant que le concordat de durée ne dénaturât les institutions. Le programme commun de l'union de la gauche en 1972 prévoit également le quinquennat. Les républicains indépendants veulent, de leur côté, compléter cette réforme par l'instauration d'un régime présidentiel alors que les « réformateurs » animés par Jean Lecanuet ne souhaitent pas une modification des institutions sur ce point, tout comme le Parti communiste dans son programme de 1971.

La mémoire de de Gaulle

C'est donc son message au Parlement du 2 avril 1973 que Georges Pompidou déclara que « le septennat n'est pas adapté aux institutions nouvelles » et indique qu'il recourra à la procédure parlementaire de révision de la Constitution (art. 89), dans le souci notamment d'améliorer les relations avec le pouvoir législatif. Le président de la République, qui souffre déjà de façon visible de la maladie qui l'emportera le 2 avril 1974, semble vouloir aller assez vite, bien qu'il affirme alors qu'il est prêt à sa représentation en 1976 pour un quinquennat. Certains refus s'expriment aussitôt de la part de quelques personnalités qui veulent s'opposer à une atteinte à la mémoire du général

de Gaulle, comme ses anciens ministres, MM. Maurice Couve de Murville, Michel Debré, Jean-Marcel Jeanneney ou Christian Fouchet.

Le conseil des ministres du 5 septembre 1973 adopte cependant un projet de loi modifiant l'article 6 de la Constitution et prévoit même la réunion du Congrès du Parlement pour ratifier le texte à Versailles le 19 octobre. M. Mitterrand, premier secrétaire du Parti socialiste, exprime alors son désaccord avec cette réforme, car il souhaite également un « réajustage des pouvoirs ». En définitive, le Parti communiste et le Parti socialiste, tout comme le Parti radical et quelques gaullistes, décident de s'opposer au projet.

À l'Assemblée nationale, le 16 octobre, le texte du gouvernement est adopté par 270 voix (UDR, républicains indépendants, union centriste), contre 211 (PS, PC, réformateurs et 3 UDR). Au Sénat, le projet recueille ensuite 162 voix contre 112. Les trois cinquièmes des voix requis par la Constitution n'étant pas réunis pour une adoption par les deux Chambres du Parlement réuni en Congrès à Versailles, le président de la République remet sine die l'aboutissement de cette réforme, invoquant alors la gravité de la situation internationale et la guerre israélo-arabe.

Ainsi, dix-huit ans après la seule tentative faite pour modifier une institution datant du 20 novembre 1873, et dont le premier titulaire fut le maréchal de Mac-Mahon, la réforme du mandat suprême est toujours en suspens et le cours de la procédure peut reprendre à tout moment.

ANDRÉ PASSERON

« Aidez-moi ! »

Suite de la première page

Le président a fait de ce moyen un usage alerte, didactique et parfois plaisant, utilisant à l'égard de ses détracteurs un mode désinvolte qui lui va mieux que le ton teigneux qu'il avait cru devoir employer à la fin du mois d'août. Il n'y avait d'ailleurs, dans ce domaine, qu'un seul message : la durée. M. Mitterrand n'entend manifestement pas ébréger son mandat et compte dans l'intervalle mettre la main à la pâte électorale. Au-delà de la forme, globalement réussie, M. Mitterrand était surtout attaqué, et donc attendu, sur le théâtre central qu'est l'Europe. Est donc réapparu M. Mitterrand l'Européen, sûr de lui, reprenant mal pour mot des formules qu'il avait déjà employées (la révolution est revenue à Mitterrand, la fin de l'Europe), la fin de l'Europe pour montrer la cohérence et la continuité de sa pensée. Réapparition parce que son comportement au sortir de la guerre du Golfe et le langage cressonien avaient pu laisser penser que, face au poujadisme-populisme ambiant, M. Mitterrand jouerait une carte plus nationaliste. Le voilà donc revenu à ce qui a toujours été présenté comme la « grande affaire » du second septennat, avec toutes les conséquences que ce choix comporte au plan intérieur.

Il est clair, désormais, que l'Européen tel le socialiste. La longue marche vers le marché unique, le fait de se placer en tête de ceux qui veulent le succès des deux conférences gouvernementales interdites à la France de se lancer dans une tentative solitaire de relance de l'économie. Elle le conduit, de la même manière, d'autant plus sûrement que l'opération est masquée par un langage

« socialiste », vers un recentrage de l'Etat dont témoigne la fin du « ni-ni ». Plus que jamais l'Europe impose sa loi, son espace obéit à un mode d'organisation à dominante anglo-saxonne, et réduit le « socialisme à la française » à une équation simple : le libéralisme plus l'impôt sur la fortune.

Le « socialisme » est donc, aujourd'hui, réduit à une évocation, celle d'un passé qui fut parfois glorieux, et à une incantation. Face aux bouleversements politiques et idéologiques, M. Mitterrand peut certes se prévaloir, à double titre, d'un bilan positif. Les deux paris qu'il avait engagés ont été, en effet, largement gagnés : en privilégiant l'anarage occidental (de sa condamnation, en 1966, de la sortie de la France de l'OTAN à la crise des euromissiles, ou à la guerre du Golfe), il peut se flatter de n'avoir jamais été aux sirènes brejnéviennes et soviétiques. Quant à l'effondrement du communisme français, il a été accéléré par la tactique mitterrandienne. Les procès qui lui sont faits sur ce terrain sont donc absurdes. Mais avoir eu raison hier ne garantit pas que l'on voie juste aujourd'hui.

Que faire du PS ?

Le PCF en déroute, par qui le remplacer ? Le socialisme atteint par l'échec d'une des deux branches « de la même famille », comme disait Léon Blum, comment le refonder ? Le PS ayant échoué dans sa tentative d'approcher les 40 % de l'électorat, pour équilibrer une droite réunie, comment le réorienter ? A toutes ces questions, le président n'apporte d'autre réponse que le statu quo. Autant M. Mitterrand avait été efficace dans la mise sur pied du

PS comme machine à conquérir le pouvoir, autant il n'a jamais vraiment réussi à en faire une fois parvenu à l'Elysée. Aujourd'hui, il paraît interdire tout mouvement à ce même PS, souhaitant comme toujours continuer de le cantonner dans un rôle de support et de relais auquel, pourtant, il se résout mal. Or le problème pour le PS n'est plus d'ajouter un courant à un autre, mais d'imaginer autre chose. La perspective n'étant plus celle d'un PS à 40 %, il lui faut sans doute le concevoir comme un mouvement au sein d'une mouvance, d'une fédération de progrès, partenaire et plus nécessairement tout-puissant.

Il est sans doute trop tôt pour dire que le mitterrandisme a épuisé sa vocation historique : M. Mitterrand s'est efforcé de le prouver mercredi après-midi. Mais il lui faudra sans tarder trouver autre chose que la perpétuation de ce qui existe. Sur tout lorsque celle-ci signifie un chômage record, à un niveau qui ne peut pas ne pas être considéré comme un échec personnel pour un homme qui avait, en 1981, fait campagne sur ce thème : « Deux millions de chômeurs, moi, François Mitterrand, je dis que c'est injuste ! »

C'est peu de dire que la perspective de trois millions de chômeurs n'aidait pas M. Cresson, même si elle semble assurée d'être là jusqu'aux élections régionales et cantonales du mois de mars prochain. Le premier ministre doit une bonne part de son impopularité aux conditions du départ de son prédécesseur. Le point de vue, M. Mitterrand n'a rien apporté, sinon, à l'encontre, une confirmation : en comparant le sort de M. Rocard à celui de MM. Chaban-Delmas et Debré, tandis qu'il couvrait d'éloges celui-ci, le président a donné une indication qui n'est pas négligeable. A ce stade, la droite n'a donc nulle raison de désespérer.

JEAN-MARIE COLOMBANI

Suite de la page 3

Mais, à partir de 1920 et 1921, cela a été le grand déchirement de cette famille socialiste. (...)

Léon Blum a levé le flambeau de la liberté en disant : Je refuse (...) les ordres venus de l'extérieur et je refuse ce qu'on appelle le centralisme démocratique, qui, en réalité, est une négation de la démocratie. Et puis, lorsque les forces du travail ont triomphé en 1936, c'est lui qui a tenu le gouvernement de la France et symbolisé les grandes réformes de l'époque. C'était le grand choix. Et bien ! nous sommes de cette école de pensée.

« Je suis socialiste », me chargeait-il — et ce n'est mon devoir, que je représente tous les Français dans leur diversité. Personne ne me demande de renoncer à ce que je suis. Je suis convaincu que l'homme, les sociétés humaines, ont besoin d'autres libérations, au-delà de la libération annoncée par la Révolution de 1789 — de libération individuelle, d'une libération collective, que le prolétariat avait besoin d'être libéré de ses graves entraves. C'était un combat nécessaire, cela reste un combat quand même, car il y a des catégories, des couches sociales, on pourrait dire des classes sociales, qui sont dominées ou exploitées. C'est un combat permanent dans toute société. Donc les socialistes, qui ont été les plus fidèles défenseurs de la liberté, n'ont pas été séduits par les dictatures que moi j'ai connues dans ma jeunesse.

Songez que, lorsque j'avais vingt ans, soldat de la deuxième guerre mondiale, il y avait autour de nous Hitler, Franco, Mussolini, Salazar, Staline et puis d'autres encore dans plusieurs pays de moindre importance. On disait partout (...) : Que pourront faire ces pauvres petites démocraties avec leurs crises ministérielles, avec leurs dirigeants à veston, à grosse moustache, à grande barbe, incapables de résister à ces hommes admirables habillés, avec des uniformes, à ces chefs de milliers d'hommes militaires ? Qu'est-ce qu'ils peuvent faire ? Eh bien ! ce sont ces hommes à lorgnon, à barbe, qui ont gagné. C'est la démocratie qui l'a emporté. (...) Alors voilà, je suis de cette école de pensée. Et, vraiment, j'y crois. Et j'admire les socialistes défenseurs de la liberté qui ont eu beaucoup à souffrir du schisme qui a opposé à leurs frères de la vieille ou de l'avant-veille ou du siècle précédent qui étaient abandonnés au socialisme de la dictature, enfin ce qu'on appelle le communisme. Je n'ai pas l'intention de me rendre (...).

Maintenant, c'est le Parti communiste. En France en particulier, on se retourne du côté des socialistes en disant : Vous vous êtes entendus avec eux. C'était une excellente chose que de travailler à l'unité de l'ensemble des femmes et des hommes qui travaillaient durement et qui subissaient la loi des plus forts, cette loi éternelle. Elle ne va pas cesser demain matin.

La « situation de fortune » des parlementaires

Peut-on concilier la morale et la politique ? M. Mitterrand répond positivement à cette question, et continue :

« C'est le cas de l'immense majorité des responsables politiques, croyez-moi. Ce n'est pas le cas de tous, comme dans toute profession. La proportion est-elle plus forte, je n'en sais rien. Naturellement, pour les responsables politiques, c'est plus visible et, donc, plus choquant. Me présidant-elle été le siège de plus de scandales financiers que d'autres ? Je préfère ne pas faire le compte. Il serait accablant, mais pas pour moi. Je ne pense pas à une époque récente — je veux dire que je ne remonte pas à 1974, — cela va beaucoup plus loin.

Une affaire centrale a concentré tous les tirs, et je dois dire que je comprends : c'est l'affaire du financement des partis politiques. Ce financement des partis politiques a vu le Parti socialiste, d'une certaine manière plus frais que d'autres, rechercher le moyen de soutenir ses campagnes de manière licite, comme les autres — différemment, sans doute. C'est pour quoi j'étais démenté, en son temps, une loi sévère, avant 1986, loi qui a été complètement vidée de substance par le gouvernement qui a suivi. Je l'ai redemandée et, cette fois-ci, il s'agit de Michel Rocard, qui, lui, a pleinement appliqué ce que j'avais souhaité.

La loi actuelle est une bonne loi et doit intervenir tout retour aux mauvaises mœurs. Si tel n'était pas le cas, alors il faudrait des dispositions encore plus sévères pour frapper ceux qui s'en rendraient coupables. Mais, vous savez, il n'y a pas que les milieux politiques. J'observe une certaine démolition qui est peut-être due — ce sont les effets pervers des meilleures lois — à l'extraordinaire diffusion des centres de décision : décentralisation par ci, par là... C'est vrai qu'il y a nécessité d'un fort redressement. J'ai bien l'intention — j'en ai parlé à M. le premier ministre — de prendre des dispositions qui frapperont sévèrement ce type de pratiques. Je ne parle pas là des milieux politiques.

Quant aux milieux politiques, j'ai l'impression que la loi a été sévère. Je pense qu'elle sera retenue. Puis, il y a des moyens, des systèmes. Pourquoi ne les mettrait-on pas en œuvre ? Pourquoi est-ce que les parlementaires français, tous les parlementaires français, ne se seraient pas soumis à la publicité sur leur situation de fortune ? En accord avec M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du Parti socialiste, avec lequel j'en ai parlé, cette proposition sera faite dès la prochaine session. A ce moment-là, eh bien ! vous comprenez.

« Une demande de précision sur la demande de réunion des puissances nucléaires présentes en Europe, le président de la République répond :

« M. Dumas en est chargé ; M. Joxe a déjà entrepris des rencontres avec ses deux collègues anglais et américains. Ce sera pour-

suivi quand on saura exactement à qui parler avec les représentants de l'Union des Etats souverains, qui ont, eux, perdu leur nom, mais dont la réalité n'est pas moins respectable. M. Dumas a déjà reçu des instructions. D'ailleurs il n'en a pas tellement besoin, il connaît ces problèmes par cœur. Il ne se débrouille pas mal. (...) »

Capitaux privés et entreprises publiques

Le chef de l'Etat fait ensuite une sorte de seconde déclaration liminaire à propos des affaires strictement françaises. Il déclare :

« Il y a quatre mois, j'ai donné pour mission à M. Edith Cresson, en la nommant premier ministre, de préparer la France à l'ouverture du marché unique européen le 1^{er} janvier 1993. (...) Voilà l'enjeu. (...) M. Cresson, ajoutez-il, « pour premier objectif » de donner à notre industrie les atouts qui lui manquent. La politique économique conduite par Pierre Bérégovoy constitue un socle solide, sain, d'un grand mérite. (...) »

Parlons d'abord des entreprises publiques. C'est un patrimoine national. Il a été valorisé. C'est facile à démontrer depuis 1981. Pour accroître l'investissement, pour développer l'appareil de production, accroître nos capacités d'emploi, j'ai autorisé le gouvernement à associer des capitaux privés au financement de certaines de ces entreprises publiques. L'Etat restera présent partout et majoritaire là où il l'est. Le gouvernement devra veiller à ce que ces opérations se déroulent dans la plus grande transparence. Les ressources financières ainsi dégagées serviront aux entreprises et n'ont pas comblé le trou que quelque part et permettront la création d'emplois.

M. le premier ministre exposera, lundi prochain 16 septembre à Bordeaux, un plan de grande ampleur en direction des PME et PMM. (...) La politique de l'emploi recevra de ce fait une impulsion nouvelle. (...) »

Mais tout est lié à la formation. Il n'y a pas d'économie compétitive sans système de formation lui-même compétitif, concret, permanent, axé sur l'entreprise. Je pense en particulier, M. le premier ministre l'a fort bien dit et y travaille, et elle s'inscrit dans l'apprentissage et la formation en alternance. J'attends du gouvernement, et je n'attendrai pas longtemps, qu'il s'y attaque avec audace, sans préjugé, afin d'obtenir des résultats rapides. (...) »

Il n'y a pas que l'industrie, il n'y a pas que l'agriculture, il faut que ce devienne d'un même pas avec la cohésion sociale. (...) Associer le progrès économique, l'efficacité industrielle et la cohésion sociale, le respect du patrimoine industriel et de l'environnement : voilà un rude problème mais prioritaire posé au gouvernement. (...) »

Après avoir déclaré que M. Solson, ministre de la fonction publique, « prendra les contacts nécessaires à l'ouverture des

L'« idée » du socialisme et son « chemin »

M. Mitterrand, à qui il a été demandé si le socialisme est toujours, selon lui, « une idée qui fait son chemin », thème d'une campagne d'affiches représentant le chef de l'Etat, alors premier secrétaire du PS, en 1978, — a répondu en évoquant l'histoire de ce courant d'idées depuis 1840 et son « déchirement » dans les années qui ont suivi la révolution bolchévique d'octobre 1917. Les socialistes d'aujourd'hui, a-t-il rappelé, sont de « l'école de pensée » de ceux qui avaient refusé le centralisme démocratique et qui avaient été battus au sein du PS d'alors, où n'étaient restés que « le quart peut-être » des militants, les autres fondant le Parti communiste.

C'est, en effet, un peu moins du quart des mandats (1 022 contre 3 208, avec 397 abstentions) que la motion hostile à l'adhésion à l'Internationale communiste avait recueillie, le 25 décembre 1920, au congrès de Tours. Léon Blum était le principal orateur du camp minoritaire, qui allait « garder la vieille maison » de la SFIO avec l'idée que les autres, partie « courir l'aventure » du communisme, y reviendraient un jour.

L'affrontement entre les deux courants, divisée partout en Europe, sera rude et étirée. Son plus haut degré en Allemagne, où le social-démocrate, ayant participé à la répression de

la révolution spartakiste en 1919, subira les attaques du PC dans les années 20 et 30, ce qui facilitera la victoire du nazisme. Le message que celui-ci représenta pour l'Union soviétique envenimée Staline à l'Internationale communiste, en 1935, la recherche d'accords avec les socialistes, qui aboutiront, en France notamment, au Front populaire. Le PCF, considérablement renforcé aux élections de mai 1936, soutint, sans y participer, un gouvernement socialiste et radical dirigé par Blum.

« Sur le terrain du PC »

L'échec du Front populaire en 1937, puis, deux ans plus tard, le pacte germano-soviétique — approuvé par la direction communiste, ce qui entraîne la mise hors la loi du PCF — vont opposer de nouveaux les deux partis. A la libération, les communistes, à leur époque électorale en raison de leur engagement dans la Résistance, proposent une social-démocratie de reconstruction l'unité organique des deux courants dans un même parti (fusion) qui sera imposée par la force aux sociaux-démocrates des pays occupés par l'armée soviétique. Le SFI refuse et, en mai 1947, c'est un président du conseil socialiste, Paul Ramadier, qui chasse du gouvernement le

secrétaire général du PCF, Maurice Thorez, et les autres ministres communistes. En 1956, le PCF soutient, sans y participer, un gouvernement dirigé par Guy Mollet, secrétaire général de la SFIO.

En 1971, le nouveau PS, né sur les débris d'une SFIO déchirée par les guerres d'Indochine et d'Algérie, adopte la stratégie proposée par M. Mitterrand. Elle consiste à renouer à tout prix de retrouvailles idéologiques avec les communistes et à conclure avec eux, en revanche, un accord sur un programme de gouvernement. Celui-ci est signé en juin 1972. Le mois suivant, devant l'Internationale socialiste, que cette démarche choque, M. Mitterrand explique que son ambition est de reconstituer une gauche socialiste « sur le terrain occupé par la PC lui-même » et de faire la démonstration que « sur les cinq millions d'électeurs » qui votent, alors, communiste, trois millions peuvent voter socialiste.

Après avoir perdu le quart de ses électeurs en 1981, le PCF sera en effet ramené à 2,2 millions de voix aux élections européennes de juin 1984, mais la PS n'a pas attiré à lui, durablement, les anciens partisans de son rival et allié. Et si se pourrait bien que l'idée du socialisme soit restée sur le chemin.

P. J.

Quelques modèles 91 encore disponibles à des prix très préférentiels !



- 205 Color Line (essence)
- 205 XAD, XLD
- 309 XA, XR, XS
- 309 Gracif (5p)
- 405 GR, Break Affaires (essence)
- 505 SX
- 605 SV3

NEUBAUER

vend et loue des PEUGEOT

227, bd. Anatole France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21

هكذا من الأصل

DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Le Monde • Vendredi 13 septembre 1991 5

91 5

« négociations dans la fonction publique » et que « c'est imminent », M. Mitterrand ajoute : « Puis la sauvegarde de l'environnement, la qualité de la vie. Voilà encore une exigence très forte. Les mesures qui se sont égrainées au cours de ces dernières semaines, sous l'impulsion de M. le premier ministre et de M. Brice Lalonde, à l'instigation de ce dernier, ont été nombreuses et remarquables. (...) »

Interrogé sur une possible réduction du chômage par la relance et sur la destination des sommes dégagées par les privatisations, le chef de l'Etat répond : « M. Bérégovoy vous dirait comme moi qu'on ne connaît pas de cas depuis les expériences de 1973 où le retour à l'inflation par la relance de la consommation ait jamais réussi à réduire le chômage. Finalement, le résultat a été le contraire. Je ne vois pas pourquoi on ne tirerait pas bénéfice de l'expérience vécue. Sa politique est une politique saine, le budget on le serra beaucoup, mais il n'y a pas que là qu'on pourra révéler l'emploi. Les mesures dont je vous ai parlé tout à l'heure et que M. Edith Cresson a proposées en pays, croyez-moi, seront beaucoup plus efficaces qu'une relance budgétaire. »

Vous avez dit « privatisations » (...). Il s'agit de vendre des actifs minoritaires d'un certain nombre d'entreprises publiques. Et effet, il n'y a pas de raison que cet argent soit gelé, puisqu'il sera employé. Il n'y a pas de raison que les fonds du budget et même pas de descendre la France, qui n'est d'ailleurs pas plus endettée que la plupart des pays concurrents. Il servira à développer l'investissement et l'emploi de ces sociétés. (...) »

Confiance en M^{me} Cresson

M. Mitterrand est invité, ensuite, à expliquer et à juger, avec le recul, le remplacement de M. Michel Rocard par M. Edith Cresson, en mai dernier, à la tête du gouvernement.

« Tout en ayant beaucoup de considération pour Michel Rocard, avec lequel j'ai très bien travaillé, je pense que les gouvernements, généralement, s'écroulent au bout de trois ans. M. Cresson est arrivé très souvent à M. Chaban-Delmas, à M. Mauroy, à M. Michel Debré. C'est arrivé à M. Rocard. Ce n'était pas une catastrophe particulière, qui lui était spécialement destinée. Il a très bien travaillé. »

Donc, il me paraissait utile d'avoir un gouvernement neuf à sa tête, avec de bons ministres - c'est le cas - pour occuper cette dernière phase de la législature, surtout jusqu'au 1^{er} janvier 1993. M. Rocard n'était pas du tout un

premier ministre anti-électoral, au contraire, ce n'est pas le problème. C'est le problème du 1^{er} janvier 1993 : mobilisation industrielle et bien d'autres choses encore. Donc je ne regrette absolument pas. Pourquoi regretterais-je ? Pour moi, cela a été un acte volontaire. Je me suis pas réveillé un matin en me disant : « Tiens, on va changer de gouvernement ! » Cela ne se fait pas comme ça. J'ai parlé à M. Rocard dans les semaines qui précèdent. Je pense que les choses ont été faites correctement et cordialement, et je suis très content d'avoir désigné M. Edith Cresson.



Vous parlez de son impopularité. Mais les Français ne la connaissent pas ! Vous pourriez me dire que cela pourrait être une raison de popularité : c'est déjà arrivé. Vous avez pu remarquer qu'un certain nombre de courbes font que beaucoup de premiers ministres sont très bien vus au début, moins bien à la fin. Si le phénomène contraire se produit, assez injustement traité au début et mieux à la fin, est-ce que ce n'est pas mieux ? Moi, j'ai confiance dans l'œuvre du premier ministre ; je connais ses qualités, je ne vais pas les répéter, cela vous ferait sourire, non pas parce que vous douteriez de mes propos, mais parce que vous trouveriez que je commence à me répéter, et vous en chercheriez peut-être la cause.

Le gouvernement travaille très bien. Déjà, son œuvre est importante, à l'heure qu'il est, d'ailleurs vous le savez très bien. Peut-être vous, qui êtes si soucieux du destin de M^{me} Cresson, peut-être pourriez-vous nous donner un coup de main plus que vous (...) ne le faites, bien ? Avec vous, je me sens solide et pratiquement imbattable, M^{me} Cresson étant premier ministre. Naturellement, sans

vous, c'est plus difficile. Vous me demandez de me livrer à un examen de conscience (...). Faites le vôtre, mesdames et messieurs ! Les prélèvements obligatoires ont-ils recommencé à augmenter ? « Non, monsieur, répond le chef de l'Etat, les prélèvements obligatoires, depuis que j'en ai pris la décision, ont légèrement baissé, ce qui ne doit pas vous faire oublier que, depuis près de dix ans, ils augmentaient chaque année de près de 1 % et que, il faut le dire, le ministère des finances était tellement habitué à cela que lorsque j'ai décidé de casser cette mécanique en demandant une réduction



de 1 %, M. Delors, ministre des finances à l'époque, m'a dit : « Mais mes services ont déjà prévu 1 % ! Au lieu de 1 %, c'est 2 % que vous me demandez. » J'ai dit : « Heureusement que j'ai arrêté cela. » Jacques Delors en était content d'accord, car c'est un gestionnaire sérieux. (...) »

L'augmentation des cotisations sociales : vous connaissez un autre moyen pour sauver à ce moment-là la Sécurité sociale ? Oui, il y avait la CSG, mais, de toute manière, c'était une demande adressée à beaucoup de Français. Non, il faut absolument stopper l'éventuelle dérive de ce qui, soit sur le plan des prélèvements sociaux, soit sur le plan des impôts d'Etat - je ne suis pas comptable des impôts locaux, nombreux et souvent lourds - fait que qu'on appelle les prélèvements obligatoires. Il n'y aura pas d'augmentation d'impôts. Il y a depuis trois ans de sévères, très sévères diminutions d'impôts. Les cotisations sociales ont été augmentées. Nous emploierons tous les moyens normaux pour qu'il y ait compensation dans le revenu des salariés et des gens en difficulté.

Estime et amitié pour M. Delors

M. Delors à l'hôtel Matignon ? « Pour l'instant, récite M. Mitterrand, M. le premier ministre remplit très bien son office. (...) Elle n'est pas au terme des trois ans fatidiques, que je ne lui ai d'ailleurs pas fixés. Je ne suis pas un mannequin. (...) S'il s'agit de porter une appréciation sur tel ou tel responsable politique, je vous dirai tout de suite que j'ai la plus haute estime et une grande amitié pour M. Delors, avec lequel je travaille depuis tant d'années et que, s'il est président de la Commission, c'est parce que j'ai pu bénéficier, grâce à M. Kohl, de substituer un candidat allemand au candidat français, alors que c'était loin d'être le tour de la France. (...) Depuis cette époque, M. Delors est allé vraiment de réussite en réussite et il est devenu une personnalité principale du monde politique européen, dans le ne peut faire que des choses. A-t-il un avenir ? Bien entendu. Ce n'est pas à moi de le fixer. Vous me faites sortir de mon rôle. Je n'ai rien d'autre à dire, je demande à M. Cresson de se sentir pleinement responsable ; je n'ai d'ailleurs pas besoin de le lui dire. »

A une question d'un journaliste de la politique économique et sociale pour le « peuple de gauche », le président de la République répond :

« Il faut faire une politique qui finalement sera utile à ceux dont vous parlez, qui m'intéressent autant que vous. Je ne suis pas maître des courants économiques internationaux. Je ne peux pas prendre à rebrousse-poil une crise qui vient d'ailleurs et qui nous frappe, au point de l'aggraver pour la France. Mais je suis résolu à optimiser, d'abord parce que je compte sur ceux dont vous parlez, c'est-à-dire sur les travailleurs français, sur les salariés. Je compte beaucoup sur eux, je peux leur faire confiance. Il m'a fait confiance, au demeurant, dans le passé. Les difficultés sont multiples, on n'arrive pas à les surmonter toutes. Vous avez le droit d'insister : le chômage est un drame. J'ai l'impression que la manière d'aborder ce problème avec la perspective de « croissance » devrait vous permettre de ne pas tenir le même langage la prochaine fois que nous nous reconcevrons. »

En sujet d'éventuelles réformes électorales, il indique :

« Je souhaite des réformes électorales départementales, régionales, sénatoriales, parce que les lois actuelles sont injustes. Il faut que les Français en prennent conscience. Je parle quelquefois pour qu'ils en prennent conscience. Lire la suite page 6

La fortune des élus

Quand ses amis politiques sont enlisés dans les scandales financiers, la réaction de M. Mitterrand est toujours identique : il souhaite publiquement une nouvelle loi moralisant les rapports délicats entre argent et politique. La bêtise est incontestable, puisque, ainsi, la France a commencé à ratrapper son retard sur la plus part des grandes démocraties occidentales. Seulement, le président de la République a tort d'accorder la saut mérita à la gauche.

Contrairement à ce qu'il a affirmé, le premier texte législatif sur la sujet ne date pas de l'avant-1988, mais a été voté en janvier 1988, dans les dernières semaines du gouvernement de M. Jacques Chirac. S'il est vrai que M. Mitterrand a été l'instigateur, cette initiative naît remonte au 16 novembre 1987, dans une interview à RTL, alors que le PS était accusé d'avoir financièrement profité de la vente illégale d'armes à l'Iran. Le chef de l'Etat n'avait même pas jugé bon, auparavant, de demander aux gouvernements de MM. Pierre Mauroy et Laurent Fabius d'insérer à l'ordre du jour du Parlement la proposition de loi sur ce thème rédigée dès 1982, par le groupe socialiste de l'Assemblée nationale.

Il est aussi vrai que, dans sa déclaration de novembre 1987, le président de la République avait demandé : « Pourquoi est-ce qu'on ne déciderait pas officiellement de contrôler l'état du patrimoine et de la fortune des élus d'un certain rang ? » Après avoir organisé une table ronde réunissant les chefs de partis représentés à l'Assemblée nationale, M. Chirac, alors premier ministre, avait accédé à ce souhait, malgré les réticences d'une grande partie de sa majorité sur cette amorce de transparence.

Dans la loi votée quelques semaines avant l'élection présidentielle et qui, pour la première fois, institue un financement public des partis politiques et des campagnes électorales ainsi qu'un plafonnement des dépenses de celles-ci, il était prévu qu'en

début et en fin de mandat le président de la République déclarerait au Conseil constitutionnel l'état de son patrimoine ; les parlementaires feraient de même auprès des bureaux de leur Assemblée, ainsi que les ministres, les présidents des conseils régionaux et généraux, et les maires des villes de plus de 30 000 habitants auprès d'une commission composée du vice-président du Conseil d'Etat et des premiers présidents de la Cour de cassation et de la Cour des comptes.

Un nouveau piège

Seulement, sauf dans le cas du chef de l'Etat, dont la déclaration est publiée au Journal officiel, le secret a été jalousement préservé sur la fortune des autres responsables politiques. La gauche avait demandé que soit organisée la publicité sur celle-ci, mais le droit s'y était fermement opposé, et le PS n'avait pas fait un des éléments de sa négociation avec le gouvernement, qui cherchait à obtenir un consensus sur ce texte. D'ailleurs, lorsqu'au début de l'affaire Urbain Fabius d'insérer à l'ordre du jour du Parlement la proposition de loi sur ce thème rédigée dès 1982, par le groupe socialiste de l'Assemblée nationale.

Le résultat en est curieux (le Monde du 20 juin 1990). Si la commission de magistrats s'est donné les moyens de contrôler l'évolution de la fortune de ses ressortissants au cours de leur mandat, les bureaux de l'Assemblée nationale et du Sénat se sont contentés d'enfermer dans des coffres les déclarations envoyées par les parlementaires, sans même vérifier si elles étaient correctement rédigées.

Une amélioration de la législation est donc, à l'évidence, indispensable. La nouvelle loi tendu par M. Mitterrand à la droite va peut-être permettre un progrès supplémentaire dans la nécessaire moralisation de la vie politique française.

THIERRY BRÉHIER

La fausse mort du « ni-ni »

Pour la première fois publiquement, le président de la République a donné son feu vert à la cession de parts minoritaires du capital d'entreprises publiques à des intérêts privés, improprement baptisés « privatisations partielles ». Celles, d'entre autres que M. Mitterrand s'était exprimées sur le sujet, comme tout récemment et en des termes enjoliveurs, comme M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, et l'aval présidentiel était implicite dans toutes les opérations de ce type pratiquées depuis 1988 - introduction en Bourse de Pechiney International, du Crédit local de France, augmentations de capital des compagnies d'assurances, d'Elf, d'Air France, Renault-Volvo et Bull-NEC... Mais, jamais depuis sa prise de position, dans la « Lettre aux Français », pendant sa campagne électorale en 1988, avec le fameux « ni nationalisation ni privatisation » érigé depuis en dogme, M. Mitterrand n'était réapparu personnellement et officiellement sur le sujet. C'est désormais chose faite. Mais ses déclarations appellent quelques précisions.

Le dogme du « ni-ni » reste intangible pendant toute la législature : les entreprises publiques ne demeurent, avec le non-franchissement du plancher de 51 % du capital détenus par l'Etat, limite entre le public et le privé fixée par l'arrêt Cogem du Conseil d'Etat du 24 novembre 1978. Pour les firmes dans lesquelles la part des capitaux publics est législativement fixée à 75 %, telles Renault, Air France ou les compagnies d'assurance, une nouvelle loi serait nécessaire pour abaisser le seuil à 51 %. Les « privatisations mitterrandiennes » pourront prendre deux formes, déjà mises en œuvre. M. Mitterrand a d'ailleurs lui-même rappelé leur existence, en parlant

de « respiration du secteur public ». Ce fut l'occasion d'un lapsus, le président évoquant les années 1984-1985, se souvenant sans doute d'un projet de loi mort-né, alors que la vraie « respiration » est un élément de la loi de privatisation de M. Edouard Balladur en 1988.

Le principe de transparence

Première forme : ce peuvent être des augmentations de capital ouvertes à des intérêts privés qui apporteront les fonds propres nécessaires aux entreprises publiques, l'Etat acceptant une cession de sa part dans les limites fixées. En ne se faisant plus une obligation de suivre de telles opérations, l'Etat dégage ainsi des sommes budgétaires disponibles pour d'autres.

Seconde forme : la cession d'actifs permettant à l'Etat de se procurer des capitaux destinés à financer le développement économique. L'introduction en Bourse de 20 % du Crédit local de France, prévue d'ici à la fin de l'année et qui devrait rapporter de l'ordre de 2 milliards de francs au budget, en est un exemple. Reste à prouver que cet argent ira bien, selon l'intention présidentielle, à la « musculature » de l'économie, et notamment aux dotations en capital des entreprises publiques que leur situation financière empêche d'aller sur le marché, et non au comblement du déficit budgétaire ou au désendardement de l'Etat.

M. Mitterrand a d'autre part défini les conditions dans lesquelles devraient s'effectuer ces « privatisations partielles ». Qu'il n'y ait pas de bradage, que ces opérations se fassent dans la transparence, qu'elles soient créatrices d'emplois... Le « non-bradage » est un rappel d'un principe énoncé lors

de l'interview télévisée présidentielle du 14 juillet 1988 et une attaque camouflée des privatisations réalisées par M. Balladur en 1988-1987. La « transparence », est également au stade du principe, les règles d'évaluation, par exemple, n'étant pas encore fixées. L'ancienne commission de privatisation de M. Balladur, rebaptisée commission d'évaluation des entreprises publiques après 1988, pourrait servir. On peut se demander cependant pourquoi la cession de 20 % du Crédit local de France n'est pas passée devant cette commission, par ailleurs utilisée pour les augmentations de capital des compagnies d'assurance ou l'introduction en Bourse de Pechiney International. Cela augure mal de la transparence...

Quant aux créations d'emplois, personne ne se fait guère d'illusion sur le rôle de fer de lance que devraient jouer les entreprises publiques : Renault, Bull, Thomson... sont bien d'autres pour prouver que la modernisation industrielle est génératrice de suppression d'emplois. Mais les conseillers gouvernementaux croient plus volontiers à l'effet à moyen terme, « multiplicateur d'investissements » et donc d'emplois, des capitaux qui seraient injectés par le privé dans les entreprises publiques. Reste que les sommes en jeu concernées par les déclarations présidentielles sont d'ampleur limitée - quelques milliards de francs - et n'atteignent pas le montant des privatisations réalisées par M. Balladur. Vu son rôle, le plan financier de Paris ne pourrait d'ailleurs y parvenir, sans compter que les entreprises privées ne doivent pas se voir exclues du marché par leurs concurrents du public.

CLAIRE BLANDIN

La longue histoire du chômage

Si toute histoire a un début, pourquoi faire commencer celle du chômage en 1973 ? A l'époque, le taux de chômage était évalué aux environs de 2,6 %, à peu près comme en 1968 et les années suivantes. Il y avait alors 424 000 demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE, à comparer aux pratiquement 2,8 millions d'aujourd'hui, en données corrigées.

En fait, l'évolution du chômage apparaît à une longue descente aux enfers. Sauf à de rares moments, le mouvement n'a pas connu de répit. Au début de 1977, la barre du million est franchie, dont Georges Pompidou avait prédit qu'elle provoquerait l'explosion. Le passage à 1,5 million intervient en 1980 et c'est à la mi-1982 que les 2 millions sont dépassés, à la mi-1986 que l'on atteint les 2,5 millions.

Les deux chocs pétroliers

S'il faut retenir de grands moments, ceux-ci se situent en l'espace de deux chocs pétroliers. A partir de la fin de 1974 et jusqu'au début de 1976, d'une part. A compter de la mi-1980, pour s'accroître à la mi-1981, ensuite. Depuis les sommets de 1984-1985, le chômage évoluait plus lentement. Jusqu'à la brutale aggravation de ces derniers mois.

A. Le.

fondation saint-simon

SÉMINAIRES 1991-1992

- L'éthique de l'environnement
Animateur général : Luc Ferry
- L'avenir de l'URSS
Animateur général : Marie Mendras
- Le Moyen-Orient : réseaux et territoires
Animateur général : Olivier Roy
- La démocratisation de l'entreprise française
Animateurs généraux : Philippe d'Iribarne & Yves Lichtenberger
- Pathologies de la politique moderne
Animateur général : Jacques Julliard
- Forces et faiblesses de l'industrie française
Animateur général : Pierre Blayau

Ces séminaires s'adressent à un public motivé par une réflexion pluridisciplinaire de haut niveau consacrée aux problèmes du monde contemporain. Ils se déroulent, soit sur un rythme de séances hebdomadaires de deux heures, soit sous forme de journées complètes.

fondation saint-simon
91 bis, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris
Tél. : (1) 42 22 38 52 et (1) 42 22 29 95
Télécopie : (1) 42 22 95 33

LA CONFÉRENCE DE PRESSE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Des avantages fiscaux importants pour les PME

Le projet de budget pour 1992, qui sera rendu public mercredi 18 septembre à l'issue du conseil des ministres, contiendra d'importantes mesures fiscales en faveur des petites et moyennes entreprises, mais aussi - quoique dans une bien moindre mesure - en faveur du logement.

Les mesures PME seront révélées par M. Cresson dès le lundi 16 septembre à Bordeaux. Le plus spectaculaire sera l'annonce d'une réduction du taux de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices distribués de 42 % à 34 %. Ainsi se trouveront réduits les taux de l'impôt sur les bénéfices que ceux-ci soient distribués ou réinvestis (le taux d'imposition est déjà dans ce cas de 34 %). M. Bérégovoy avait envisagé une réduction sur un taux de 33,3 %, qui correspond à un avoir fiscal à 100 %, mais eût dû se contenter - économiquement - de 34 %.

La mesure bénéficierait d'abord - par le jeu des exonérations - aux petites et moyennes entreprises, celles qui réalisent un chiffre d'affaires annuel de 100 millions de francs (500 millions pour l'industrie). En contrepartie, la taxation des plus-values financières réalisées sur les obligations, les parts d'OPCVM (organismes de placement collectifs de valeurs mobilières), sera relâchée de

25 % à 34 %. Les terrains à bâtir ne seraient pas concernés par le relèvement. Le projet de durcir l'imposition des parts de SICAV de capitalisation détenues par les entreprises a été abandonné (la Monnaie du 30 août).

Une autre mesure favorable aux PME achemine maintenant : il s'agit d'un crédit d'impôt non remboursable égal à 25 % du montant des augmentations de capital, à condition que l'augmentation soit faite par apport en numéraire et pour un montant égal ou supérieur à 25 % du capital social et des réserves. Enfin, les plus-values réalisées sur valeurs mobilières et immobilières seraient fiscalement exonérées à chaque fois qu'elles seraient réinvesties dans une PME. Cette mesure, évidemment très importante, est encore en discussion.

La fiscalité serait aussi utilisée pour relancer la construction et, d'une façon générale, le logement. La réduction d'impôt prévue par la disposition Méhaignerie, qui concerne les épargnants achetant des logements neufs pour les louer pendant six ans au moins serait utilisable deux fois (au lieu d'une) entre 1992 et 1997. Enfin, le plafond des déductions d'intérêt autorisées sur les emprunts contractés pour l'acquisition d'un logement sera relevé.

Al. V.

Les prélèvements obligatoires ont baissé

Les prélèvements obligatoires ont baissé ces dernières années. Cumulant les impôts d'Etat et ceux des collectivités locales ainsi que les cotisations sociales, ils sont passés de 44,6 % de la production nationale en 1984 - année où ils avaient atteint leur plus haut niveau - à 43,8 % en 1990.

Pour légèreté que puisse apparaître cette baisse (0,8 point en six ans), elle n'en marque pas moins un coup d'arrêt à une tendance ancienne qui voyait les prélèvements augmenter chaque année d'un point environ. Ainsi, en 1970, les prélèvements obligatoires ne représentaient encore que 35,1 % de la production nationale mais entre 1974 et 1984 ils passèrent de 35,5 % à 44,5 % du PIB (produit intérieur brut). L'engagement pris par M. Mitterrand de les faire baisser a donc eu un certain effet. Le poids des prélèvements globaux est maintenant revenu au niveau de 1983.

En termes relatifs, le poids des impôts d'Etat n'a cessé

de décroître. Il représentait 18,4 % du PIB en 1970 : il n'en représentait plus en 1990 que 16,4 %. La tendance à la baisse enregistrée depuis le début des années 70 s'est amplifiée à partir de 1983. Le palier des impôts locaux, en revanche, ne cesse de s'élargir, passant de 3,4 % du PIB en 1970 à 4,6 % en 1980 et 6 % en 1990. Il y a là un véritable problème, les collectivités locales ennuies avec des impôts croissants les efforts d'élargissement accomplis par l'Etat.

Quant aux prélèvements sociaux, ils s'accroissent fortement, passant de 13,1 % du PIB en 1970 à 16,3 % en 1980 et 20,3 % en 1990. La marque de ces dérapages se retrouve dans l'évaluation des salaires qui, depuis quelques années, pressent en « brut » mais excluent ou à peu près en « net » ; d'où le débat actuellement en cours sur le nécessaire freinage des prélèvements sociaux.

Al. V.

Suite de la page 5

Est-il normal, en dehors de toute lutte politique, qu'il y ait deux régions présidées par des gens de progrès, dits de gauche ? Et métropolitain, deux sur vingt-deux, est-ce que cela correspond à la réalité populaire ? Est-ce qu'il est normal qu'il y ait vingt-cinq présidents de conseil général sur une centaine ? Ce n'est pas juste.

Est-il juste que ce soit les présidents de conseil général de cantons ruraux (...) des représentants de populations minoritaires, très minoritaires, qui décident du sort de dizaines de millions de gens qui habitent dans des centres urbains ? Il faut un meilleur équilibre. Il ne faut pas, non plus, renverser la vapeur : il faut garder à ces régions, à ces cantons, à ces petits pays, toute leur force. (...)

Est-il normal que le Sénat soit élu ? Bon ! J'ai parlé. Pour les deux premières, j'ai fait un pronostic. Il y a pas de majorité au Parlement. Bon, très bien. Mais ce sera dit. Les Français s'en rendront compte. D'autre part, pour les élections législatives, j'aimerais bien que cela soit plus juste, mais, depuis que la République existe, chacun s'entend. On dit : la proportionnelle, c'est plus juste. C'est vrai, mais c'est moins efficace. Le scrutin uninominal, cela permet d'avoir une majorité : c'est plus efficace, mais moins juste. (...)

M. Mitterrand parle ensuite de l'intervention de la France « pour obtenir et maintenir une aide très importante à l'Algérie, à l'instar de ce qui avait été consenti à la Pologne. L'Algérie nous avait demandé de défendre sa cause. Nous l'avons fait avec succès. »

M. Mitterrand ressent-il l'usure du pouvoir ?

« Comme le dit une marque à laquelle je ne veux pas faire référence, ce n'est pas vrai. Elle m'a approuvé à partir de moment où elle a compris que ça tournait mal pour elle. Mais qu'est-ce que j'ai catégorisé jusqu'au 15 janvier, y compris jusqu'au plan de poix français ? Et avant, ça allait pas, c'était pas le moment, il fallait agir plus tôt. Tous ces donneurs de conseils siègent sur de très hauts piédestaux. Ils vaticinent facilement. (...) « Elle », au pluriel. (...) Pendant la guerre du Golfe, ça a été dur. (...) »

Le quinquennat ? « C'est une question qui vaut d'être posée. La réponse viendra à son heure », indique-t-il.

Un journaliste revient alors sur l'attitude de M. Mitterrand envers M. Gorbatchev et envers M. Eltsine.

« Que j'aie battu M. Eltsine, je me demande ce que vous voulez dire. Je sais qu'il a été battu froid ici ou là, mais pas par moi, et pas à l'Elysée. Il a été reçu tout à fait comme il devait l'être. Il a bien voulu à l'époque envoyer une lettre de remerciements, qu'il a reléguée à d'autres titres depuis lors. Non, nos relations sont excellentes. (...) »

Quant à M. Gorbatchev (...) il a dit : « La France et M. Mitterrand ont été les meilleurs amis de l'Union soviétique, non seulement au cours des dernières périodes, mais depuis toujours. (...) » Le reste, laissons passer, ce sont les petits jeux de politique intérieure. Ce n'est pas moi qui le dis. Dans mes relations avec l'opinion publique française, avec les Français, je m'en arrange. (...) »

Interrogé sur la différence d'attitude de l'opposition à son égard pendant la guerre du Golfe et

depuis le putsch manqué de Moscou, le chef de l'Etat répond :

« Que l'opposition m'a toujours approuvé pendant la guerre du Golfe, ce n'est pas vrai. Elle m'a approuvé à partir de moment où elle a compris que ça tournait mal pour elle. Mais qu'est-ce que j'ai catégorisé jusqu'au 15 janvier, y compris jusqu'au plan de poix français ? Et avant, ça allait pas, c'était pas le moment, il fallait agir plus tôt. Tous ces donneurs de conseils siègent sur de très hauts piédestaux. Ils vaticinent facilement. (...) « Elle », au pluriel. (...) Pendant la guerre du Golfe, ça a été dur. (...) »

C'est dur pour l'unité allemande. La première position, que j'appellerai officielle, de l'opposition, lorsque je me suis exprimé le 3 novembre 1989, six jours avant la chute (du mur) de Berlin, à Bonn, en compagnie du chancelier Kohl - pour dire : je ne craignais pas l'unité allemande - c'était pour me dire : Mitterrand a eu tort de parler de l'unité allemande. (...) »

Donc, guerre du Golfe, c'est pas vrai. A partir d'un certain moment, c'était une guerre, une guerre vite gérée. A ce moment-là, bien entendu, j'avais une énorme troupe derrière moi. Une énorme troupe. J'avais mes lieutenants les plus fidèles... vraiment je ne les reconnaissais pas. Ils ont vite enlevé leurs fausses barbes. Il a fallu huit jours. C'est tout. (...) »

Je suis habitué à être critiqué. Je n'ai pas une règle finale, c'est d'obéir à la conscience que j'ai de mon devoir. La France est un grand pays, un des pays les plus présents sur la scène du globe, et des plus respectés. Il y en a qui se croient pas en qui font semblant de ne pas le croire. C'est

Les réactions dans les milieux politiques français

M. Chirac juge impensable qu'un « mur de l'argent » remplace le « mur de Berlin »

co-épiaillant ou possédant une session utilisée par le président de la République, il y a quelques mois.

M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS : « Pour nous, socialistes, un seul mot : confiance. Le président a réchauffé le cœur de beaucoup de Français et de Françaises. Beaucoup de Françaises et de Français ont retrouvé leur président avec ses convictions, sa détermination et la clarté de ses choix. La droite sera déçue. (...) »

M. Jean Lecanuet, président d'honneur de l'UDF : « Une conférence présidentielle prévue de l'annonce d'une grande décision n'est plus qu'un commentaire assorti d'un effort de justification qui n'a pas atteint son objectif. (...) »

M. François Léotard, président d'honneur du PR : « Il ne s'agit pas de dire que les gens doivent être heureux dans une Europe pacifique. Il s'agit de savoir si la France va avoir un budget de la défense fort. Est-ce que la France veut intervenir massivement dans le concert européen, et notamment financièrement ? Est-ce qu'on a les moyens de le faire ? (...) »

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR : « J'ai vu comment, pour une fois, le président de la République a été à l'origine d'une opération de réanimation. (...) »

M. Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale : « François Mitterrand s'est trompé de siècle. Il n'a jamais autant incarné l'archaïsme. Il reste prisonnier des modèles du passé et se réfugie dans ses souvenirs, faute de pouvoir prendre en compte la nouvelle donne internationale. François Mitterrand est essouffé par le rythme de l'histoire. Il est fatigué par les difficultés économiques et sociales qu'il ne parvient plus à maîtriser. François Mitterrand est atteint par l'usure du pouvoir. (...) »

M. Pierre Méhaignerie, président du CDS : « Aucune proposition concrète pour éviter à tout prix la France les trois millions de chômeurs. (...) »

M. Yves Galland, président du Parti radical : « Nous avons vu un président distillant généralités, banalités, références historiques, symbolisant un socialisme cynique et à bout de souffle. Les engagements pris, comme le « non » sont tenus. Les promesses comme le quinquennat mises aux oubliettes. On est le défilé fracassant, on sont les salutations aux problèmes des Français ? (...) »

Négociations salariales dans la fonction publique

En annonçant lui-même l'ouverture prochaine de négociations salariales avec les syndicats de fonctionnaires, le président de la République confirme implicitement que cette décision a nécessité un arbitrage au plus haut niveau. Alors que M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la fonction publique, plaide en faveur d'un accord, le ministre de l'économie, en plein bouillonnement budgétaire, faisait la sourde oreille. Bien que la dernière augmentation générale des traitements (+1,3 %) remonte à décembre 1990, l'effet report de cette mesure et, surtout, la multiplication des mesures catégorielles aboutissent d'ores et déjà à une progression de la masse d'un peu plus de 5 % sur l'année. Quant à l'Hôtel Matignon, il paraissait plus sensible à ces arguments qu'au plaidoyer de M. Soisson.

Philippe Lemaître

leur affaire. Je le répète, c'est le peuple français qui aura le dernier mot.

Faut-il débaptiser le Parti socialiste et l'appeler Parti social-démocrate, lui demande-t-on. M. Mitterrand observe :

« Si on demandait mon avis - Pierre Mauroy m'a d'ailleurs entretenu de cela hier soir - je le leur déconseillerais. Le Parti socialiste tel qu'il est, tel qu'on le connaît, est un parti de libération. Que dans le discours ils ajoutent « démocratique » pour mettre quatre points sur le même « i », je veux bien. Le parti, c'est le Parti socialiste. C'est en tout cas comme ça que je le sens. Il ne faut pas ouvrir dans ce qu'on est, pas craquer son histoire, il faut avoir confiance dans son avenir. Cela représente une telle somme de sacrifices et d'idéal. Pourquoi laisser cela au bord de la route ? Cela dit, chaque formation politique, y compris celle-là, fera ce qu'elle voudra. (...) »

M. Mitterrand revient à nouveau à la suite d'une question, sur les « privatisations » :

« Il n'y a pas d'idéologie là-dessous puisque ce qui est public reste public. Le reste ce sont des procédures et les modalités. Au demeurant, depuis trois ans, j'ai occupé, parce que les avis de M. Rocard étaient souvent très judicieux sur cette matière. (...) Ce sont des décisions d'actes d'entreprises publiques. L'Etat restaure majoritairement. Restons-en là. (...) Je pense que nous restons fidèles à nous-mêmes, et surtout, soyons sérieux, nous sommes pris à la gorge, sous tous, par l'aggravation du chômage. Il faut donc que nos tissus industriels se renforcent, et tout doit être fait pour ça. C'est un mot d'ordre. Tout le reste passe après. Voilà l'explication. (...) »

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national : « Je n'ai pas vu une seule proposition qui justifiait cette conférence de presse. Il m'a fait penser à un vieux jeune homme qui tenait à paraître déconstruit. (...) »

M. Yves Briant, président du CNL : « François Mitterrand vient d'échouer lamentablement à sa conférence de presse de rattrapage. Pas une seule proposition ne ressort de son intervention. Le mandat de son mandat, la France est à bout de souffle, et il poursuit sa politique comme si de rien n'était. (...) »

M. Antoine Waechter, porte-parole des Verts : « Le mouvement n'est plus l'art du président de la République. François Mitterrand n'a pas résolu l'incapacité d'une politique économique fondée sur la croissance avec la nécessité d'inverser le processus de dégradation de notre patrimoine naturel et de notre milieu de vie. (...) »

M. Jean-Claude Gysnot, membre du bureau politique du PCF : « En ce qui concerne les questions internationales, je trouve que M. Mitterrand a confirmé l'orientation : cap sur le marché unique de 1993. Or cette continuité enfonce la France dans les difficultés. Au plan intérieur, il me semblait réentendre pour une part le discours de M. Edith Cresson, c'est-à-dire : il faut muscler l'économie, attaquer au chômage. Seulement, depuis, les actes témoignent de l'inverse. (...) »

M. Soisson sait qu'il n'a pas le droit à l'erreur. Les fonctionnaires constituent politiquement une population très sensible pour le pouvoir, et un échec des discussions porterait un coup très dur à la politique contractuelle, bloquée depuis avril 1990 dans la fonction publique.

J.-M. N.

Les importations de viande des pays de l'Est en voie de règlement

BRUXELLES (communiqué européennes) de notre correspondant

Quelles garanties la France réclame-t-elle pour accepter les facilités d'accès aux marchés de la Communauté que la Commission de Bruxelles, suivie par ses onze partenaires, proposa d'accorder aux exportations agricoles de la Pologne, de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie, et pour cesser par là-même d'être montrée du doigt - ce qui pourrait rapidement devenir politiquement et même commercialement malsain, - comme la nation « mesquine », qui, au nom d'intérêts archaïques, refusait une aide, pourtant largement symbolique, à ses voisins de l'Est ? Sa principale préoccupation concerne les importations dans la CEE de veaux et de jeunes bovins que les Polonais et les Hongrois ont vendus l'année dernière à des prix de braderie et en grandes quantités, très au-delà du contingent - cent quatre-vingt-dix mille têtes - que les Douze acceptent de recevoir des pays tiers à prévisions réduites.

Les veaux ainsi livrés ont été ensuite engraisés dans la CEE et

ont contribué à déprimer un marché aujourd'hui en pleine débâcle, caractérisé par un stockage massif (près d'un million de tonnes de viande dans les entrepôts frigorifiques depuis le début de l'année), des exportations vers les pays tiers considérables (1 million de tonnes prévu pour 1991), bien sûr à coups de subventions ruineuses pour le budget européen. En dépit de ces efforts, les prix se maintiennent à des niveaux très élevés, les éleveurs sont mécontents, ils formeront le gros bataillon de la manifestation paysanne du 29 septembre.

Afin d'éviter en 1991 les débordements de l'année précédente, les Douze, au printemps dernier, ont maintenu le contingent d'importations à prévisions réduites de veaux et de jeunes bovins à cent quatre-vingt-dix mille têtes, mais sachant que le prélèvement plein (au-delà des cent quatre-vingt-dix mille têtes) ne saurait pas pour empêcher des entrées qui s'effectueraient à très bas prix, ils ont plafonné à quatre cent vingt-cinq mille têtes le total des achats susceptibles d'être opérés à l'extérieur de la CEE.

L'offre présentée par la Commission dans le cadre des négocia-

tions avec les pays de l'Est consiste à augmenter de 10 % par an pendant cinq ans l'actuel contingent à prévisions réduites, ce qui le porterait à trois cent dix-neuf mille têtes, mais en laissant inchangé le plafond de quatre cent vingt-cinq mille têtes. Les Polonais et les Hongrois, parce qu'ils vont également bénéficier de réductions supplémentaires du prélèvement, vont pouvoir tirer avantage, mieux que les autres fournisseurs traditionnels, autrichiens ou yougoslaves, de cette augmentation du contingent, mais ils seront vite barrés par le maintien du plafond de quatre cent vingt-cinq mille têtes.

Rassurer les éleveurs échaudés

La France, et en en arrive aux garanties invoquées par M. Mitterrand, entend vérifier que la Commission dispose de la volonté et des moyens nécessaires pour appliquer automatiquement des mesures de sauvegarde efficaces dès que ce seuil de quatre cent vingt-cinq mille têtes sera atteint. Elle entend aussi se prévaloir contre d'éventuelles demandes conventionnelles des Yougoslaves ou

des Autrichiens qui vont faire les frais de la concession faite aux Polonais et aux Hongrois. Elle voudrait encore que des gens d'argent soient dégagés pour des opérations triangulaires consistant par exemple à financer la livraison de viande polonaise à l'URSS. Mais elle entend que cet argent ne soit pas prélevé sur les crédits de 500 millions d'euros (3,5 milliards de francs) que les Douze ont déjà décidé d'affecter à la fourniture de produits agricoles à l'URSS, et qui dans son esprit devraient être mobilisés pour dégager les entreprises surchargées de la CEE.

Moyennant quelques précautions nécessaires pour rassurer des éleveurs échaudés par les dégâts qu'ont suscité en 1990 des importations massives, notamment de l'ex-RDA, l'affaire semble donc en voie de règlement. Il reste à savoir s'il était opportun de proposer, face à un marché déjà perturbé, une concession commerciale, d'une portée extrêmement limitée pour les intéressés, mais qui ne pouvait être perçue que comme un chiffon rouge par les agriculteurs des Douze, et en particulier les Français.

Philippe Lemaître

هكذا من الأصل

Les visites à Moscou de M. Baker et du ministre français de la défense

M. Gorbatchev promet un retrait des troupes soviétiques de Cuba

Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a obtenu, après une longue et pénible négociation, de M. Gorbatchev, le 11 septembre, beaucoup de promesses des dirigeants soviétiques, en particulier sur des dossiers qu'il venait plaider : Cuba et les îles Kouriles.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

M. Gorbatchev, immédiatement après son entretien de deux heures et demie avec le chef de la diplomatie américaine, a annoncé son intention d'engager très prochainement des discussions avec les dirigeants cubains en vue du retrait de l'île d'une « brigade d'entraînement » soviétique, soit quelque 3 000 hommes. Ce succès est précieux pour l'administration américaine. En annonçant sa décision, lors d'une conférence de presse donnée en compagnie de M. James Baker, M. Gorbatchev a

d'ailleurs fait état de la présence de 11 000 militaires soviétiques à Cuba, soit plus que ce qu'estiment généralement les experts occidentaux. Commentaire de M. James Baker : « Ce geste très important prouve qu'il y a et qu'il y aura de nouvelles occasions de coopération entre les Etats-Unis et l'Union soviétique ».

C'est un peu vague, comme l'exigent la décente d'Etat et la prudence dont fait encore preuve Washington au sujet de l'assistance économique à l'URSS. Mais ce sont apparemment les premières d'un assouplissement des positions américaines sur ce sujet. D'autant que M. Baker a paru satisfait du début de réorganisation des relations économiques entre le Centre et les Républiques, dont le président de l'Union venait de lui exposer le projet.

Pour ce qui est des besoins à court terme de l'URSS, M. Gorbatchev a annoncé que le nouveau Conseil d'Etat allait très rapidement reprendre langue avec M. John Major en sa qualité de président du G7. Un dialogue

constructif au sujet de l'aide économique semble finalement se nouer, alors que le dialogue de sourds prévalait encore en juillet, lors de la dernière réunion du G7.

C'est après son entretien avec M. Boris Eltsine que le secrétaire d'Etat a évoqué les ouvertures possibles de Moscou à propos des îles Kouriles. Par décection, la encore, M. James Baker n'a pas voulu révéler la nature des « suggestions » que venait de lui exposer le président de Russie sur une question qui n'est, en principe, pas de son seul ressort, mais de celui de l'Union.

Un autre dirigeant de Russie s'est rendu récemment au Japon et M. Eltsine semble vouloir prendre à bras-le-corps le règlement de ce problème, sur lequel les Japonais n'avaient pu faire fléchir M. Gorbatchev lors de sa visite à Tokyo il y a quelques semaines. « Je pense », disait mercredi M. Eltsine, « que, compte tenu des nouvelles relations internationales et du fait que nous devons signer le plus vite possible un traité de paix avec le Japon, il faut régler ce problème le

plus rapidement possible ». A la fois, il a aussi, à la perspective de crédits japonais qui relanceraient l'opportunité des capacités très limitées des Etats-Unis.

M. James Baker a enfin recueilli auprès des deux dirigeants des assurances quant au contrôle par les autorités centrales des armes nucléaires soviétiques. « Moi-même et Gorbatchev nous avons garanti aux Etats-Unis qu'ils pouvaient être tranquilles et que ces armements ne tomberaient jamais dans d'autres mains », a dit M. Eltsine. Ces assurances sont-elles suffisantes pour M. James Baker ? C'est en tout cas un sujet de préoccupation qui partageait tous les Occidentaux et qui habite notamment le ministre français de la défense, actuellement en visite en URSS.

La CSCE et les minorités

Intervenant dans l'après-midi devant les ministres des affaires étrangères des pays membres de la CSCE réunis depuis mardi à Moscou, M. James Baker a naturellement souligné les profondes mutations survenues ces dernières semaines en Union soviétique et appelé les dirigeants de ce pays à continuer de s'inspirer pour la suite du respect des droits de l'homme et des libertés individuelles. M. Boris Pankine, le nouveau ministre soviétique des affaires étrangères, venait d'annoncer devant le même forum une prochaine amnistie pour tous les condamnés pour raisons politiques et de se prononcer en faveur d'une totale liberté de déplacement des personnes.

Mais c'est l'engrenage de la violence en Yougoslavie qui — en lui-même et parce qu'un scénario analogue pourrait se reproduire ailleurs — préoccupait le plus les ministres ici rassemblés. M. Baker, ouvrant son intervention sur ce thème, a de nouveau condamné ceux qui sèment la violence en Yougoslavie et « ne reculeront qu'un ougrien de misère ». Mettant plus particulièrement en cause les dirigeants serbes et l'armée fédérale, il leur a promis « l'exil politique et économique » s'ils poursuivent dans cette voie plutôt que de saisir la perche que leur tend la Communauté économique.

M. Baker a enfin souligné que la CSCE se dote de moyens de médiation dans les conflits impliquant des minorités nationales. Ce thème des minorités aura dominé les deux jours de réunion ministérielle de la CSCE, y compris dans les discours qu'ont prononcés, mercredi, les nouveaux membres de ce forum : les ministres baltes et allemands. Le ministre des affaires étrangères de Tirana s'est livré à une étonnante défense des Albanais du Kosovo et il a profité de la tribune qui lui était offerte pour rappeler cette assemblée, volontiers satisfait d'elle-même, aux conventions qu'elle a souscrites au sujet des émigrants.

L'Italie ne fut pas nommée, mais elle était visée. Quant aux Baltes, qui avaient choisi de s'exprimer en anglais plutôt qu'en russe, ils ont fait état de mesures juridiques et pratiques qu'ils ont récemment adoptées pour la protection des minorités nationales et qui les faisaient apparaître auprès de plus d'un comme des modèles.

CLAIRE TRÉAN

Le sort des armes nucléaires soviétiques inquiète les Occidentaux

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Malgré leurs déclarations optimistes destinées à calmer le jeu en URSS, les dirigeants occidentaux sont inquiets sur l'avenir des armes nucléaires soviétiques. M. Pierre Joxe, le ministre français de la défense, qui s'est entretenu de la question, mercredi matin 11 septembre, avec M. Mitterrand avant de quitter Paris pour Moscou, l'a dit aussi, avec ses collègues allemand, britannique, américain ou espagnol, avec lesquels il a eu des entretiens pendant le dernier week-end.

La « mise en réserve » des prochains missiles Hades, annoncée par le président de la République lors de sa conférence de presse (lire page 3), comme sa proposition de réunir une conférence des quatre puissances nucléaires en Europe s'expliquent essentiellement par cette inquiétude. Certes, la mesure concernant les Hades ne pourra que faire plaisir aux Allemands et aux pays d'Europe centrale ou orientale. Mais elle constitue surtout le prix à payer pour la France afin d'obtenir un droit de regard sur l'avenir de la panoplie nucléaire soviétique. Un droit de regard qui ne comporterait aucun caractère de réciprocité, puisque la décision française de geler certaines de ses armes nucléaires tactiques (même si on préfère les appeler « préstratégiques ») est le fruit non pas d'une négociation, mais d'une décision unilatérale.

Ce sont les armes nucléaires tactiques soviétiques — de l'ordre de 15 000 à 20 000 — qui soulèvent la plus grande inquiétude. D'où la proposition de M. Mitterrand, à bref délai sur qui détient l'autorité en URSS, où sont les missiles que vont-ils devenir. Très nobles — il s'agit pour l'essentiel de missiles sol-sol ou d'obus d'artillerie — ces armes sont disséminées sur tout le territoire soviétique et elles dépendent d'une chaîne de commandement qui ne remonte pas forcément au plus haut niveau, surtout dans la situation trouble actuelle. Longtemps elles ont été assimilées par les stratèges soviétiques à des armes du champ de bataille.

Bonne foi des dirigeants

Le recensement et la localisation de ces armes qui n'ont jamais fait l'objet d'opérations de réduction, comme les armes stratégiques et conventionnelles, devient urgent, estime-t-on à l'Ouest. C'est à cette tâche que les Occidentaux veulent appeler les nouvelles autorités de Moscou, et des Républiques : il s'agit d'un travail auquel ils aimeront bien participer sous une forme ou sous une autre (l'idée d'une commission internationale de contrôle a déjà été lancée), avant d'ouvrir des discussions sur une réduction massive de ce type d'armes, qui, comme l'a déclaré la semaine dernière M. Dick Cheney, le secrétaire américain à la défense, « n'ont plus de grande valeur dans le nouvel

environnement européen ». Le dossier est au centre des discussions que M. Joxe doit avoir, jeudi 12 et vendredi 13 septembre, à Moscou, non seulement avec son homologue, le général Chaptchikov, mais aussi avec M. Gorbatchev et M. Eltsine. La bonne foi de ces dirigeants, qui se sont déjà déclarés prêts à une réduction massive, ne pose pas tant problème que les difficultés matérielles de l'opération. Aucune de ces armes ne devrait en effet passer au travers du filet qui reste à mettre en place, et leur destruction constituera une opération délicate, soumise au pays de Tchernobyl, où les mesures de sécurité sont jugées très laxistes.

Autre question. Qu'en est-il exactement du rapatriement annoncé vers la Russie des armes stratégiques stationnées en Ukraine, au Kazakhstan, en Biélorussie ? Les Soviétiques sont avares de précisions, et il peut s'agir, dans le cas de certaines armes entrées, d'opérations dangereuses, coûteuses et très longues. Ne vaudrait-il pas mieux envisager dans ces cas-là la neutralisation sur place de tels engins plutôt que leur transport ? M. Eltsine le pense aujourd'hui, après avoir préconisé le rapatriement vers la Russie et réclamé pour sa République le bénéfice de la « double décision d'emploi ». Ses dernières propositions avaient été violemment critiquées par plusieurs Républiques, qui y voient une volonté hégémonique grand-russe. Depuis, le président de Russie semble avoir mis de l'eau dans son vin : il n'a plus parlé de « double décision » et il a reconnu la nécessité d'un « accord » unique qui dépendrait des armes nucléaires.

L'obsession des stratégies

Un autre problème commence aussi à obséder les stratégies occidentales : si l'URSS s'engage dans une diminution très forte de ses dépenses militaires et de sa panoplie nucléaire, que vont devenir les dizaines de milliers de chercheurs et d'ingénieurs qui se consacrent exclusivement à l'effort de défense ? Ne vont-ils pas former une cohorte de mercenaires du nucléaire, prêts à vendre sur le marché international leurs connaissances et leurs services ? Le président irakien est dans tous les esprits. On pense aussi à l'Iode et au Pakistan. Les mêmes questions peuvent se poser à propos des spécialistes des armes chimiques et bactériologiques.

La période institutionnelle transitoire dans laquelle est entrée l'Union soviétique concerne aussi le domaine militaire. Les dirigeants politiques et militaires affirment haut et fort depuis quelques jours que le « centre » existe bien et conserve le contrôle des opérations. Bien des questions toutefois demeurent sur l'avenir militaire de l'Union. Selon certains, on ne pourra y répondre avant plusieurs années, le temps pour la nouvelle Union soviétique d'avoir prouvé qu'elle s'est ralliée à la démocratie.

JACQUES AMALRIC

Trois ambassadeurs de France dans les pays baltes

M. Philippe de Sureau

en Lituanie

M. Philippe de Sureau a été nommé, mercredi 11 septembre, en conseil des ministres, ambassadeur de France en Lituanie. Il avait été envoyé en mission dans les pays baltes au mois d'août.

[Né en 1940, M. Philippe de Sureau est diplômé de l'Ecole nationale des langues orientales. Après l'administration centrale (direction Europe), il est en poste à Bucarest (1965-1966). Il retrouve l'administration centrale (Afrique du Nord), en 1966-1967, puis rejoint l'ambassade de France à Moscou où il reste en poste jusqu'en 1972. Il est ensuite envoyé à Budapest (1972-1976), puis Bruxelles (jusqu'en 1979). Après un nouveau passage au sein de l'administration centrale, il retrouve Moscou (1981-1985) avant de partir pour Tel-Aviv où il est resté en poste jusqu'en 1989. Directeur adjoint d'Europe au Quai d'Orsay, il s'était occupé notamment de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE).

M. Jacques de Bausse en Lettonie

M. Jacques de Bausse a été nommé ambassadeur de France en Lettonie. Il est le fils de l'un des derniers ambassadeurs de France en poste à Riga avant la seconde guerre mondiale.

[Né en 1932, M. Jacques de Bausse est ancien élève de l'Ecole nationale d'administration (ENA). Après l'administration centrale (direction Europe), en 1961-1962, il part en poste à Varsovie (1962-1964). De 1964 à 1967, il retrouve l'administration centrale, avant de rejoindre Bruxelles (1967-1978), où il occupera, notamment, les fonctions de conseiller politique auprès du secrétaire international de l'OTAN. Après un nouveau passage au sein de l'administration centrale, il travaille au comité du désarmement des Nations unies à Genève (1980-1983). Il passe une année à Harvard avant de travailler pour la CSCE (1984-1987). Il était, depuis 1987, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à La Valette [Malte].

M. Jacques Huntziger en Estonie

M. Jacques Huntziger a été nommé ambassadeur de France en Estonie.

[Né en 1943, M. Jacques Huntziger a été secrétaire national du Parti socialiste chargé des relations internationales avant de devenir l'un des spécialistes du PS pour les questions de défense. Il a été également adjoint au directeur de l'Institut des Nations unies de recherches sur le désarmement, puis chargé du Forum méditerranéen, organisme informel qui groupe les quatre pays de la CEE méditerranéenne (France, Italie, Espagne, Portugal), ainsi que les pays du Maghreb.]

Pour beaucoup d'Américains

La déclaration du chef du Kremlin marque l'avènement d'une ère nouvelle

Aux Etats-Unis, où la « crise des fusées » de 1962, en pleine guerre froide, avait créé un traumatisme qui a alimenté l'hostilité de beaucoup d'Américains à l'égard du régime castriste, le retrait d'une brigade soviétique de Cuba est vu comme un symbole de bon augure. Personne ne se risque toutefois à prédire la chute rapide de M. Fidel Castro.

WASHINGTON

de notre correspondant

Encore un héritage de la guerre froide qui s'effondre et, pour beaucoup d'Américains, cela marque véritablement l'avènement d'une ère nouvelle. Ce ne sont pas tant les répercussions militaires de l'annonce du retrait des troupes soviétiques de Cuba qui intéressent les Etats-Unis : il y a beau temps que les quelques milliers de soldats de l'armée rouge stationnés sur l'île n'inquiètent plus le Pentagone.

Dans les milieux dirigeants comme dans l'opinion, la mesure annoncée, mercredi 11 septembre, par M. Mikhail Gorbatchev a une portée beaucoup plus profonde. Elle évoque un passé encore proche, où l'on fut tout près de l'affrontement. Car, aux Etats-Unis plus qu'ailleurs, la coopération militaire entre Moscou et La Havane a symbolisé certains des moments les plus durs de la confrontation Est-Ouest.

Mercredi soir, à l'heure du journal télévisé, des milliers de jeunes Américains ont pu voir en noir et blanc des images du non moins jeune président John Kennedy sommant le Kremlin de retirer les missiles qu'il venait d'entreposer à Cuba. C'était en octobre 1962, mais les images de

la « crise des fusées » ont accompagné mercredi les « papiers » des commentateurs sur l'annonce du retrait soviétique. Kennedy tint bon, Khrouchchev rebra ses fusées. La coopération militaire soviéto-cubaine ne s'arrêta pourtant pas. Au fil des ans, Moscou a bâti une armée cubaine qui sera longtemps l'une des plus fortes d'Amérique du Sud, les Etats-Unis conservant une base militaire à Guantanamo, à l'extrême est de l'île.

Hormis le nucléaire et les missiles, les Soviétiques déploieront à peu près toute leur panoplie d'armes à Cuba : bombes, chasseurs, stations radar, blindés et même une base de sous-marins. L'armée cubaine est équipée de pied en cap. L'URSS se sert de l'île comme d'un entrepôt, d'une base d'écoute des communications américaines. En 1979, l'administration Carter décapa la présence à Cuba d'une brigade soviétique qui était apparemment sur l'île depuis pas mal de temps.

Rendre l'immigration plus difficile

La décision soviétique facilitera un peu plus les relations entre Moscou et Washington. Mais elle ôtera en rien l'hostilité que les Etats-Unis vouent au régime cubain. L'administration Bush paraît plus déterminée que jamais à fragiliser l'un des derniers bastions du communisme. La vieille garde du PC soviétique, celle qui fomenta la tentative de coup d'Etat, était l'élite principale de M. Castro à Moscou, et les dirigeants américains se réjouissent de l'isolement grandissant du « Lider Maximo ». « Il doit commencer à suer » (de peur), a charitablement commenté George Bush. Le département d'Etat, plus diplomatiquement, appelle à la tenue d'élections à Cuba.

Le blocus économique de l'île persiste, même si de nombreux Américains se rendent aujourd'hui à Cuba. Les Etats-Unis ignorent rien de la dégradation accélérée de la situation économique cubaine. Ils sont conscients que le régime de M. Fidel Castro se sert de l'émigration comme d'une soupape de sécurité — abaissant l'âge à partir duquel les Cubains peuvent quitter le pays — et d'une pompe à devises, en faisant payer très cher et en dollars les visas de sortie (le dollar du 31 août).

Ces dix derniers mois, les chiffres de l'émigration cubaine aux Etats-Unis ont suivi une courbe exponentielle : près de quarante mille entrées, sans compter les dizaines de clandestins, ces « boat people » des Caraïbes qui, chaque jour, bravent une mer dangereuse, la soif et les requins pour gagner la Floride.

Washington entend resserrer la vis et rendre plus difficile l'entrée des Cubains au grand dam des dirigeants de la communauté américaine-cubaine de Miami. Les dirigeants américains ne veulent pas permettre à « Fidel » de recommencer l'opération qu'il fit en 1980, lorsque 125 000 Cubains furent autorisés à quitter le port de Mariel pour les Etats-Unis. Selon le New York Times, la marine américaine a préparé un plan de blocus des côtes pour barrer la route à une éventuelle nouvelle vague de « marielitas ».

L'opinion dominante à Washington est que le régime cubain sera rapidement privé de toute aide économique sérieuse en provenance de l'URSS. Il en sera un peu plus chancelant, et les divergences au sein du cubain encore exacerbées. Pour autant, personne ne se risque à prédire la chute de M. Fidel Castro. Le chef de la révolution cubaine a prouvé qu'il avait d'exceptionnelles capacités de survie politique.

ALAIN FRACHON

Dix des quatorze responsables du putsch accusés de trahison plaident non coupable

Dix des quatorze dirigeants soviétiques arrêtés pour leur participation au coup d'Etat manqué du 19 août, accusés de trahison, un chef d'accusation qui les rend passibles de la peine capitale, ont plaidé non coupable. Le parquet de Russie a précisé, mercredi 11 septembre, que parmi eux figuraient M. Anatoli Loukianov, ex-président du Soviet suprême, et que certains tiennent pour le « cerveau » de la tentative de putsch. L'avocat de M. Loukianov a annoncé que son client, qui dément les accusations portées contre lui, était tombé gravement malade mardi en raison de « stress nerveux ».

Un porte-parole du parquet de Russie, qui mène l'enquête, a indiqué qu'un seul des accusés avait plaidé coupable de tous les chefs d'accusation retenus contre lui.

Le Conseil d'Etat se prononcera le 16 septembre sur la démission de M. Silaev

Le premier ministre soviétique par intérim, M. Ivaïlo Silaev, a déclaré, mercredi 11 septembre, à la télévision soviétique qu'il appartenait au Conseil d'Etat, qui doit se réunir lundi 16 septembre, de se prononcer sur sa démission. M. Silaev qui avait annoncé dans la journée qu'il renoncerait à par-

tir de lundi prochain à ses fonctions à la tête du gouvernement soviétique provisoire, n'a pas répondu à la question de savoir si sa démission restait une « question ouverte ». Le Conseil d'Etat soviétique, organisme transitoire créé après le putsch manqué d'août dernier, est présidé par M. Mikhail Gorbatchev et regroupe les dirigeants de la plupart des Républiques.

L'agence non officielle Interfax a rapporté que M. Silaev, qui est aussi chef du gouvernement de la Fédération de Russie, avait présenté sa démission à la suite d'accusations avancées par le maire adjoint de Moscou, M. Youri Loujov.

Ce dernier avait affirmé que les décrets pris par la direction russe après le putsch « empiétaient sur les droits et les biens des Républiques, ainsi que sur les biens et les droits de l'Union ». — (AFP)

L'analyse de la conjoncture

REPÈRES

L'immigration

REPÈRES

128 p., 42 F. 100 titres

LA DÉCOUVERTE

هكذا من الأصل

LES BOULEVERSEMENTS EN UNION SOVIÉTIQUE

Le putsch raconté par le maréchal Chapochnikov

« Les forces armées doivent être dirigées par un civil » affirme le nouveau ministre soviétique de la défense

Nommé ministre de la défense de l'URSS et maréchal de l'air au lendemain du putsch de Moscou, le général Nikolai Chapochnikov, quarante-neuf ans, commandait jusqu'alors les forces aériennes soviétiques. Dans un entretien accordé au journaliste soviétique Andreï Karoulov et que publie jeudi 12 septembre le Journal indépendant de Moscou, il raconte en détail comment les journées du mois d'août ont été vécues au « Pentagone » soviétique, le ministère de la défense que dirigeait alors le maréchal Iazov, aujourd'hui arrêté avec les autres putschistes. Nous publions en exclusivité cet entretien, diffusé en France par l'hebdomadaire Courrier international.

« Vous qui avez côtoyé longtemps votre prédécesseur le maréchal Iazov, avez-vous été surpris de le voir figurer dans le comité pour l'état d'urgence ? »

« Voyez sa date de naissance : 1923. Cela veut dire que Iazov a été formé et est devenu adulte sous Staline. Et voilà qu'arrive la perestroïka, la démocratisation, la glasnost. Et plus ça va, plus cela lui déplaît. Il a été longtemps patient. Mais l'Union craque, l'armée réagit, les frontières nationales, l'économie est en proie au chaos. Alors, Iazov le maréchal est pris de doute. Je crois qu'il a été saisi par le désarroi. Mais il n'est pas allé jusqu'au bout, il n'a pas tiré sur les civils. »

« Le matin du 19 août, il a réuni ses généraux pour leur apprendre que l'état d'urgence était instauré, que les troupes devaient être en état d'alerte sur tout le territoire de l'Union soviétique et que des unités seraient introduites dans certaines villes, y compris à Moscou. Alors, a-t-il dit, ne faites pas de bêtises. Dans la foule il y aura des gens qui vont se jeter sous les tanks ou lancer des cocktails Molotov. Je ne voudrais pas d'effusion de sang ni de carnage. » C'est ce qu'il a dit. »

« C'est peut-être pour cela que l'ordre fatal n'a pas été donné. On a dit tout simplement aux soldats d'entrer dans la ville, de stationner à tel endroit, et rien d'autre. J'ai compris dans la matinée du lundi 19 août qu'il n'oserait pas, ne donnerait pas d'ordre irréversible. Je crois que c'est, en fin de compte, à son avantage. »

« Les relations entre vous n'étaient pas des meilleures ? »

« Nous n'étions pas proches en tant qu'hommes. Nous n'avions que des relations de service. Iazov avait toujours son point de vue sur tout, il considérait qu'il savait tout mieux que tout le monde. Le 19 août, lors de la réunion du collège des généraux convoquée par Iazov, nous étions tous dans un état de choc, atterrés. Il ne nous a pas laissé le temps de la réflexion, parlant brièvement, pas plus d'un quart d'heure. J'ai remarqué qu'il n'était nullement enthousiasmé, plutôt abimé, quelque peu distrait, réticent. Il nous a dit d'embellie que Gorbatchev était malade, que la signature du traité de l'Union avait été prévue pour le lendemain, mais qu'il n'était pas question de le signer dans cette situation. Alors, afin de calmer les esprits, on instaure l'état d'urgence. Il a dit : nous allons travailler et garder l'espoir. Agissez ! Il n'a pas permis de poser des questions et, d'ailleurs, pour être franc, personne n'en a manifesté l'envie. Exécutez les ordres, a-t-il dit. »

« L'ambiance dans le collège des généraux est loin d'être de franche camaraderie. Je ne me souviens pratiquement d'aucun cas où on aurait parlé franchement, en vidant son sac. Ce n'est pas que nous nous méfions les uns des autres, mais tout cela vient du stalinisme. Alors, le 19, c'était la même chose : je sors, je descends l'escalier à côté du premier commandant adjoint de la marine (le commandant lui-même était en vacances). Il faut dire que l'armée de l'air et la marine sont considérées chez nous comme les plus démocratiques dans les forces armées. Alors je lui ai dit : Qu'est-ce que tu en penses ? A moi, tout cela ne me dit rien qui vaille. On dirait un coup d'Etat. Oui, m'a-t-il répondu, je suis de ton avis. Apparemment, ce sont tous des hommes de Gorbatchev, et ce sont eux qui profondément l'état d'urgence... Nous sommes montés dans nos voitures et chacun est parti de son côté. Ce fut tout, pas un mot de plus. »

« Je vais vous conter une anecdote à propos de Iazov. Le 20 août, la radio d'Echo de Moscou a annoncé mon arrestation. Sobchak (le maire de Leningrad, NDLR) a dit lors d'un meeting à Leningrad que les forces de l'armée de l'air sont passées du côté de Eltsine dans leur totalité. Les radios étrangères ont annoncé la même chose. Pendant ce temps-là, je me trouvais dans mon bureau. Soudain, le téléphone sonne : c'est Iazov qui me convoque. »

« Que dois-je faire à ton avis ? »

« Vous risquiez de ne pas en revenir... »

« Mon attitude était la suivante : ils ne savaient pas exactement de quel côté j'étais. J'ai reçu quelques coups de fil du KGB : « Nous avons eu vent des institutions vous concernant, expliquez-vous ! Moi, j'ai fait l'innocent. Je ne peux pas démentir, ai-je dit, ce que je n'ai pas entendu de vive voix. Mais, d'après Sobchak... Non, ai-je dit, je n'en sais rien, vous ferez mieux de rattrapper, ce n'est pas la peine d'insister. Bref, Iazov ne pouvait rien savoir sur mon attitude. Plus tard, j'arrive au ministère où je l'attends en vain pendant près d'une heure. Je l'ai appelé ensuite dans sa voiture. »

« J'arrive bientôt, attends-moi », m'a-t-il répondu. Alors, pour la première fois depuis de nombreuses années, j'ai entendu une voix humaine. Il est allé à ma rencontre, s'est excusé de son retard et m'a invité à m'asseoir. »

« Il s'est installé en face de moi. Je me suis dit que tout cela ne promettait rien de bon, qu'il préparait un coup fourré. Mais il me dit en français les sourcils : « Que dois-je faire à ton avis ? Parle franchement. »

« Alors, j'ai parlé franchement. Je lui ai dit qu'il fallait essayer de sortir de cette situation. Comment ? Digne ment, bien entendu. « Sais-tu de quelle manière ? Oui, en retirant les troupes de la capitale et en ordonnant l'annulation de l'état d'urgence. Admettons, me dit-il. Mais qu'advient-il du comité ? Il faut le dissoudre, le déclarer hors-la-loi, arrêter ses membres s'il le faut, donner le plein pouvoir au Soviet suprême et ramener Gorbatchev à Moscou. »

« A peine ai-je prononcé ces paroles que trois membres du collège militaire entrèrent dans le bureau. Iazov se transforme immédiatement, son visage devient tout différent. Il invite les trois à s'asseoir et me lance : « Savez-vous pourquoi je vous ai convoqué ? » J'ai senti mon sang se glacer : « J'ai eu tort de lui parler ouvertement. Mais il me dit : « Il y a trop de démocrates dans les forces de terre et de l'air. On peut s'attendre à tout moment à n'importe quel de leur part. Etes-vous certain de garder le contrôle sur ces personnes ? Oui, j'en suis certain. Alors, disposez et vagues à vos occupations. »

A l'assaut du Kremlin ?

« Comment expliquez-vous cette étrange convocation ? »

« Il avait des doutes. J'ai l'impression qu'au moment où ces trois généraux sont entrés dans son bureau, il voulait me défendre devant eux, me protéger. En fait, j'ai eu la nette impression qu'il cherchait une issue. »

« Après cette entrevue, je suis retourné dans mon bureau et j'ai convoqué mes premiers adjoints. « Alors les gars, ai-je dit, qu'est-ce que vous en pensez ? Oubliez pour l'instant que nous sommes tous des haut gradés. Dans l'aviation on s'est toujours regardé droit dans les yeux. Alors, que faire ? Parlez. » La réponse, comme je l'avais supposé, fut unanime : il faut en finir avec cette affaire. « Bon, dis-je, tout est clair. En tout état de cause, vous n'écoutez que des ordres venant de moi et d'aucune autre personne, quelle qu'elle soit. » La même instruction fut transmise aux troupes. »

« A l'approche de la nuit du 20 août, j'ai appris que l'assaut de la « Maison Blanche », le siège du Parlement de Russie, se préparait. J'ai appelé le général-en-chef Gratchev (1). Il m'a dit qu'il n'avait pas l'intention d'exécuter les ordres des putschistes et voulait présenter sa démission. Si celle-ci n'était pas acceptée, il se tirerait une balle dans la tête. Je lui ai dit que la balle pouvait attendre et qu'il valait mieux aller à la « Maison Blanche ». Ma femme, je dois l'avouer, m'a dit que si j'y allais, je serais révoqué. « De toute façon tu seras écarté du commandement, mais l'effet en sera tout différent. »

« J'ai suggéré à Gratchev d'assiéger le Kremlin avec ses paras et

d'arrêter la junte nous-mêmes. Connaissant très bien le Kremlin et ses fortifications, il a émis des doutes sur le succès de cette entreprise. Il m'a conseillé plutôt de rester près du téléphone afin de garder le contrôle et d'éviter les bêtises. La nuit porte conseil, m'a-t-il dit. »

« Alors j'ai pensé : si l'ordre d'assaut est donné, je lance un ultimatum aux putschistes : annulez cet ordre, ou bien j'envoie les bombardiers et je vous écrase. Nous sommes restés en contact permanent avec la « Maison Blanche ». Un de mes colonels m'avait appelé de là-bas et j'entendais dans le combiné : « Vive la Russie ! »

« De vieux alcooliques »

« Le 21 au matin, on m'a appelé pour me convoquer chez Iazov pour 9 heures. Il tournait autour du pot, tenait des propos incohérents, portait à présent des jugements négatifs sur Pavlov et Iazov (le premier ministre et le vice-président, tous deux membres de la junte, NDLR). Comme quoi ils n'étaient que de vieux alcooliques qui l'avaient mis dans le coup malgré lui, que tout cela était une honte pour l'armée... »

« En tant que doyen du collège, j'ai porté le premier, exigeant que l'ordre de se retirer de Moscou soit donné aux troupes. J'ai répété également mes propos de la veille. Pratiquement tous les membres du collège m'ont soutenu. Alors Iazov nous a annoncé qu'il avait refusé d'assister à une réunion du comité des putschistes qui se tenait au même moment, et qu'il comptait, selon toute probabilité, donner l'ordre de retrait aux troupes. Il a ajouté qu'il ne se retirerait pas du Comité, afin de ne pas être traité une deuxième fois : « Je porterai ma croix jusqu'au bout. »

« Alors, qui a mis fin à ce putsch ? »

« Tous ensemble, je pense. Pardonnez-moi cette banalité, mais c'est l'époque qui en a fini avec ce putsch. »

« Les généraux ont-ils été surpris de la décision de démissionner du PC en plein putsch ? »

« Certains oui, mais la majorité le 19 ou le 20. »

Lermontov plutôt que Lénine

« Le putsch a donc changé l'armée. »

« Je voudrais qu'on ne dise plus jamais que c'était un coup d'Etat militaire. Les militaires ont pu en sortir avec honneur, comme la Russie tout entière. Le peuple soviétique doit être fier de son armée. La première préoccupation du ministre de la défense est la formation de comités d'officiers. Etant donné la liquidation des structures du parti dans l'armée, nous aurons beaucoup de gens à caser. La majorité de ces personnes a servi la patrie comme elle le pouvait. Ensuite, l'armée deviendra peu à peu professionnelle. Le ministère de la défense lui-même doit être radicalement réformé, devenir un organisme civil et être dirigé par un civil. Les forces armées basées sur le territoire d'une république doivent garder ses frontières, ne jamais s'ingérer dans ses affaires intérieures, n'organiser de manœuvres sur ses terres qu'avec l'aval du Soviet suprême et du président... »

« Mais je pense que toute république, y compris les Républiques baltes, n'est pas en mesure de protéger à elle seule ses frontières et son espace aérien. Si la confiance mutuelle règne, chaque République acceptera, je crois, de conserver un certain contingent de forces armées. Peut-être pas aussi important qu'à présent. Par exemple, aucune République ne dispose de sa propre aviation. Mais nous partirons à la première demande. »

« Il y a des portraits de Lénine, médailles d'honneur, dans tous les bureaux de généraux. Allez-vous les décrocher ? »

« Je vous le dis franchement : je n'ai pas compris Lénine jusqu'à aujourd'hui, ni en tant qu'homme d'Etat, ni l'homme tout court. Si je le comprends un jour, j'en tirerai les conclusions. Alors, je remplirai son portrait par celui de Pouchkine. Ou bien de Lermontov, qui était officier. »

(Traduit du russe par Vladimir Nadumov.)

(1) Le général Nikolai Gratchev commandait au moment du putsch les troupes aéroportées. Il est depuis le 21 août premier vice-ministre de la défense de l'URSS.

EUROPE

Le débat sur la Yougoslavie au Parlement européen

L'activité économique a chuté de 35 % dans la Fédération depuis le début des hostilités

Intervenant, mercredi 11 septembre, au cours du débat sur la Yougoslavie au Parlement européen, M. Delors, le président de la Commission de Bruxelles a habilement distillé quelques vérités premières en soulignant notamment que trouver à brève échéance des solutions aux crises actuelles relevait de « la quadrature du cercle ».

Contrairement aux chefs de file de l'Assemblée, qui ont préféré laisser s'exprimer des seconds rôles sur le dossier yougoslave, M. Delors n'a pas contourné l'obstacle. Pour lui, la Communauté dispose de deux armes essentielles : les sanctions économiques et la menace d'une reconnaissance de l'indépendance de la Croatie et de la Slovénie qui reste une carte maîtresse dans les négociations de La Haye. Il a évalué à 35 % la chute de l'activité économique dans la Fédération depuis l'ouverture des hostilités. « Déjà à ce stade, a-t-il estimé, il

faudrait injecter cinq à six milliards de dollars pour relancer l'outil de production. »

Répondant à l'appel de nombre de parlementaires en faveur de la création rapide d'une force d'interposition européenne en Yougoslavie, le président de l'exécutif communautaire a précisé que les Douze travaillaient sur cette hypothèse mais qu'elle soulevait une difficulté de taille : « Comment prendre cette décision, s'est-il interrogé, sans l'aval des Nations unies ? » Dans la résolution votée à une forte majorité (209 voix pour, 10 contre et 70 abstentions), l'Assemblée... qui n'hésite pas à parler « de processus de dissolution en cours de l'état yougoslave » ne retient pas cette éventualité mais demande que les parlements du Kosovo et de la Voïvodine (les deux provinces sous contrôle serbe) soient représentés à la conférence de paix... (Corresp.)

Les Français de la « légion noire »

D'étranges mercenaires se battent pour la Croatie

et contre le communisme

SISAK (CROATIE)

de notre envoyé spécial

Cette guerre est « une saloperie », « une guerre civile » où l'ennemi « peut vous tirer dessus de n'importe où à n'importe quel moment ». Stjepan Le Fauconier, un Lyonnais de vingt-cinq ans, est bien placé pour juger de la guerre en Yougoslavie car il a fait depuis un peu plus d'un mois dans les forces croates engagées contre les irréguliers serbes et l'armée. Et pas dans n'importe quelle force puisqu'il appartient, comme un autre Lyonnais de vingt ans, Damien, ainsi qu'un Allemand spécialiste en explosifs, à une unité spéciale, sorte de groupe de choc chargé de « nettoyer le terrain » en chassant des lignes tenues par la garde nationale croate.

Unité « antipartisans », selon l'expression de Damien, cette troupe a pour nom officiel « brigade anti-terroriste ». Mais ses membres l'appellent plus communément entre eux « légion noire », en référence aux uniformes des troupes américaines « noirs » qu'ils portent pour les combats de nuit qui constituent le plus clair de leur activité.

Dépendant directement, selon leurs cadres, du « préfet de l'état de guerre » de la région de Sisak – à une cinquantaine de kilomètres au sud-est de Zagreb – où ils ont leur quartier général, et du président de la Croatie, M. Franjo Tudjman, les « hommes en noir » ont pour chef un ancien émigré croate qui, selon ses dires, a pu s'offrir ses propres fonds pour équiper son armée de pied en cap – « des armes au whisky ».

Discretion sur le rôle de sa « brigade »

Surnommé « Mladen le Noir », ce général « donneur » de trente-quatre ans affirme tenir sa fortune de son exil de sept ans en Suède, où il a monté un restaurant avant de rentrer à Zagreb l'année dernière et y avoir créé une agence de tourisme et une entreprise d'exportation de fruits et légumes. « J'ai vendu mon restaurant et mon agence de tourisme pour financer la brigade anti-terroriste », assure-t-il, investissant 550 000 deutschemarks dans « son » unité. Les troupes, il les a achetées aux Américains. Quant aux armes, il indique simplement les avoir acquises à l'étranger, « surtout où j'ai pu en trouver », les payant « trois fois le prix ».

Il refuse d'en dire plus sur son origine, de même qu'il étudie toute question sur la composition de l'armement de la « légion noire ». Seule indication obtenue directement des « hommes en noir », ceux-ci viennent d'être dotés de nouveaux fusils d'assaut de type Kalashnikov à munitions OTAN. Si Mladen le Noir assure que son groupe est équipé de « tout ce dont nous avons besoin », ses hommes sont loin d'être de son avis et avouent être largement sous-équipés bien que mieux armés que la garde nationale aux missions plus « stériles » que la « légion noire », explique Stjepan Le Fauconier.

Mladen se montre très discret sur le rôle exact de sa « brigade », refusant même d'en évaluer les effectifs – environ trois cents hommes, apparemment. Reprenant le langage officiel des autorités croates, il affirme : « Le gouvernement nous a demandé de tirer, même contre l'armée. Tout ce que nous faisons, c'est défendre les villages croates, et nous n'enrons la nuit que dans ces derniers. » A l'entendre, sa mission ne se distinguerait en rien, ou presque, de celle de la garde nationale.

En fait, selon Luy d'entre eux, les « hommes en noir » effectuent notamment « des opérations d'infiltration » derrière les lignes serbes. Stjepan explique : « Nous nettoyons le terrain en avant des lignes et la garde nationale vient occuper pour défendre les positions que nous avons prises. » La dernière opération à laquelle il a pris

part remonte à lundi dernier et a failli lui coûter la vie. Chargé avec une quarantaine d'hommes et trois blindés d'aller rétablir la liaison avec Kostajnica, petite localité croate (au sud de l'autoroute Belgrade-Zagreb), totalement assiégée par les Serbes, à la frontière de la Bosnie-Herzégovine, il a vu son unité taillée en pièces par l'adversaire tirant à partir de la Bosnie, sur l'autre rive de la Una, rivière formant la frontière entre les deux républiques.

La « compagnie » de Stjepan et Damien a dû faire demi-tour après avoir perdu trois hommes ainsi que les blindés. Stjepan et Damien reviennent d'ailleurs le peu d'entraînement des combattants croates et s'étonnent de la tactique suivie, presque suicidaire, comme lors de l'opération sur Kostajnica. « Nous avançons en file indienne derrière les blindés sur la route longeant la rivière, bien en vue des Serbes qui nous ont tirés comme des lapins. Des blindés ont été touchés, bourrés de munitions, ils ont touché ; assommés par la déflagration, nous avons été laissés pour morts et nous sommes retrouvés seuls, Damien, l'Allemand et moi. Nous avons mis des heures pour regagner nos lignes. »

Il constate aussi l'absence d'armements que ne peut compenser la détermination d'hommes dont le seul entraînement se fait pendant la bataille. Les combattants croates arrivent pour la plupart sans instructions et doivent se former sur le terrain, expliquent-ils. Or, estime Stjepan, « ce n'est que le début de la guerre, ça sera longue ». A cela s'ajoute « un manque de coordination » entre les différentes unités croates, qui se révèle dramatique et réduit encore leur efficacité. « Tu vas au combat, tu te débrouilles, chacun pour soi. D'autant qu'en face, les « terroristes » sont « fanatisés » et totalement équipés par l'armée serbe, dit Stjepan qui refuse d'évoquer le spectacle des massacres qu'il affirme avoir découverts en entrant dans certains villages croates.

La « brigade anti-terroriste », elle, se dit « propre », bien que l'un de ses membres ne se fasse pas prier pour affirmer qu'il est « ici pour tuer le maximum de Tchétchènes » (du nom des bandes de partisans royalistes serbes durant la deuxième guerre mondiale). Ainsi son chef assure-t-il avoir libéré « une dizaine de prisonniers serbes qui avaient pourtant été pris les armes à la main, et alors que plusieurs de ses propres hommes, blessés, se seraient suicidés plutôt que de tomber vivants aux mains des « terroristes » serbes. Mais, dans ce contexte, les « hommes en noir » ont pour mission de « nettoyer le terrain » de l'ennemi, les gestes d'humanité sont bien moins nombreux que ne voudrait le faire croire Mladen le Noir.

Chacun pour soi

Membre de la « brigade anti-terroriste », Boris raconte que tous les prisonniers – jusqu'à y en a quelques jours l'objet d'une « enquête ». Ceux qui n'ont pas tué de civils, affirme-t-il, sont relâchés. Et les autres ? « Que voudriez-vous qu'on en fasse ? Qu'on les invite à dîner ? Pourquoi ne sont-ils pas ramis à la justice ? Pour qu'ils les libère immédiatement ! »

Mystérieuse personne à Sisak ne sait très bien à quel corps elle se rattache – la « légion noire » est loin de faire l'unanimité et, reconnaît Boris, a même « mauvaise réputation » auprès d'une partie de la population. Ce n'est pas seulement pour la facilité avec laquelle certains de ses membres « réquisitionnent » des véhicules, mais, de l'avis même de Boris, pour son côté irrégulier et cet uniforme noir qui rappelle trop à certains les sinistres outachis du dictateur Ante Pavelic (1), auquel les Allemands avaient confié un royaume croate et qui s'est illustré, sous la protection nazie, par sa cruauté.

Mladen le Noir, évidemment, nie

toute filiation de son groupe avec les bandes outachis. Il multiplie les professions de foi « antifascistes », met en avant le passé de partisans, selon lui, le son grand-père, et vient l'armistice qui liait sa famille à celle du président Tudjman. Son but ? « Faire en sorte que la Croatie vive dans ses frontières et que tout le monde y ait les mêmes droits ». Anticomuniste, son rêve serait de voir la Croatie devenir une espèce de deuxième Suède, « où tout le monde aurait les mêmes chances dans la vie », dit-il, débordant littéralement de son triomphe, revêtu d'un magnum et poignant à la ceinture (il en a un deuxième fixé à la botte noire). « Moins fumeux et je l'épouserai à la fin de la guerre. Serbes et Croates, il faudra tous vivre ensemble », confie-t-il, à la fin d'une tournée de whisky. « Quand on revient de l'enfer, il ne reste qu'une chose à faire, boire. »

« National-socialiste et fier de l'être »

Le « modèle suédois » paraît toutefois très loin lorsqu'on entre dans la cantine du quartier général de la « légion noire », une maison de petite réquisitionnée. Au mur, deux portraits côte à côte : l'un, du président Tudjman, et l'autre, d'Ante Pavelic. A peine deux-croix-entrées dans la pièce que Mladen a ordonné à l'un de ses hommes de le décrocher. Stjepan, lui, ne trouve rien à redire aux outachis ; au contraire, il les trouve « braves ». Il est vrai qu'il ne cache pas ses opinions et s'affiche ouvertement « national-socialiste et fier de l'être ». A la ceinture, il arbore une boucle des jeunesses hitlériennes.

Quant à ses compagnons d'armes, il les trouve moins extrémistes que lui, simplement « nationalistes ». Il ne veut pas parler de ce qu'il appelle sa « vie privée » mais il a, tatoué sur le cou, l'aveu d'un passé récent : « skin-head » y est inscrit. Il en est de même de son expérience militaire, que certains lui disent avoir été acquiescé à la légion étrangère. Lui, refuse de répondre. Mais ses réticences, au fil de la discussion, et la comparaison qu'il fait entre son degré d'entraînement et celui des autres « hommes en noir », laissent peu de doutes. De plus, une cicatrice lui barre le crâne, visible sous les cheveux coupés ras. « En Nouvelle-Calédonie », consent-il seulement à dire. Mutisme encore sur son voyage de Lyon à Zagreb. En revanche, il est prodigieux sur les raisons qui l'ont poussé à rejoindre les forces croates et qui, toutes, à l'entendre, sont idéologiques : « La Croatie est un pays européen agressé par l'imperialisme serbe. Or, nous avons le devoir de défendre un pays européen. » Mis au courant de la situation par des amis croates de Lyon, Stjepan et Damien ont alors décidé de venir se battre contre « l'armée communiste ».

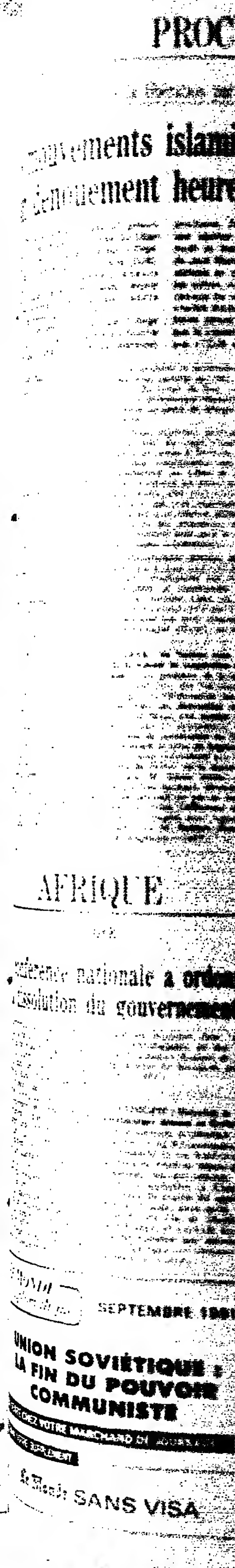
« Réservé, plus efficace que son ami, Damien ne se dit pas national-socialiste. Lui est venu en Croatie avec le désir « d'en finir avec les idéologies mortes », à savoir le communisme, et « préparer l'avenir : une Europe libre ». Tous deux assurent avoir refusé de recevoir une solde et n'avoir accepté pour tous argent depuis leur engagement qu'un cadeau de M. Tudjman : mille dinars chacun.

Mercredi soir 11 septembre, Stjepan et Damien s'apprêtaient à repartir en opérations pour « nettoyer » un village, près de Petrijno, non loin de Sisak. Seul regret de Damien : il devait bénéficier d'une permission mais devait encore attendre avant d'aller, enfin, voir un match de football à Zagreb.

YVES HELLER

(1) Ante Pavelic, prit le titre, en 1929, du mouvement nationaliste des outachis contre la politique centralisatrice de la Serbie. Bâti à l'usage, il occupa l'assaut du roi Alexandre I^{er} à Marseille en 1934. Il dirigea, en 1941, l'Etat croate, reconnu par Hitler et Mussolini, et y établit un régime de terreur.

هكذا من الأصل



monique a chute de 35
depuis le début des hostilités

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

de la « légion noire »

PROCHE-ORIENT

A la suite de la libération par Israël de cinquante et un prisonniers chiites

Les mouvements islamistes laissent entrevoir l'espoir d'un dénouement heureux pour les détenus au Liban

A la suite de la libération des 51 prisonniers libanais que détenait l'Armée du Liban sud (ALS), milice auxiliaire d'Israël, l'Organisation de la justice révolutionnaire (OJR), l'un des principaux groupes preneurs d'otages au Liban, a exprimé jeudi l'espoir d'un « dénouement heureux surviendrait pour tous les détenus » au Liban.

L'OJR a également indiqué que l'otage britannique Jack Menn était « en bonne santé », ce qui pourrait signifier sa libération

prochaine. Dans un communiqué parvenu à une agence de presse occidentale à Beyrouth au bas duquel est publiée une photo de Jack Menn, l'OJR affirme que « les négociations en cours avec les Nations unies et les autres médiateurs ont abouti à un processus de règlement en vertu duquel le cheikh Abdel Karim Obeid et les autres frères seront libérés par étapes ». Elle note que la « première étape a été accomplie » et que « l'OJR exécutera ses engagements du

moment que l'autre partie a rempli les siens ».

Dans un communiqué adressé à une agence de presse internationale à Beyrouth, le Djihad islamique s'est déclaré prêt à régler la crise des otages. « Nous sommes tout à fait prêts à offrir le soutien nécessaire... » écrit le Djihad qui a joint au communiqué une vieille photo de l'otage américain Terry Anderson.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Un grand pas vers la libération des dix derniers otages occidentaux encore retenus au Liban a été franchi ces dernières quarante-huit heures, quelque part entre Téhéran, Jérusalem, Beyrouth et l'extrême sud du pays du Cèdre. Premier résultat tangible des efforts entrepris par le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, en visite à l'heure actuelle dans la capitale iranienne, Israël ayant reçu mardi des informations crédibles sur le sort de deux de ses soldats disparus au Liban, a accompli mercredi 11 septembre un geste spectaculaire qui devrait permettre de poursuivre, voire d'accélérer le processus de libération des prisonniers et otages de la région.

Premier volet du vaste marchandage qui vient d'être lancé, neuf cadavres de maquisards chiites libanais, « des terroristes du Hezbollah » selon l'armée israélienne, ont été remis dans des cercueils de pin, par des soldats de Tshah, au comité international de la Croix-Rouge (CICR).

Les neuf hommes en question avaient été tués ces dernières années par l'armée israélienne ou ses alliés du Liban du Sud, puis enterrés dans le nord du pays, près d'un kibboutz nommé Gadot, dans une sorte de cimetière de combattants « arabes » qui compterait plus de deux cents tombes. Un peu plus tard dans l'après-midi, à quelques kilomètres au nord, dans la zone dite « de sécurité » de

15 kilomètres de profondeur qu'Israël s'est ouverte en 1982 à l'initiation du Liban du Sud, cinquante et un prisonniers libanais étaient libérés du camp de détention d'Al-Khiam.

« Nous espérons, déclarait mercredi soir au cours d'une conférence de presse à Tel-Aviv, M. Uri Lubrani, coordinateur des actions israéliennes au Liban et négociateur numéro un dans ce genre d'affaires, que ceci n'est qu'un début et que cette importante étape aboutira à la solution définitive du problème des prisonniers et des disparus israéliens ainsi qu'à la tragédie des otages occidentaux ».

Officiellement détenus par l'Armée du Liban-sud (ALS), une milice virtuellement aux ordres de Jérusalem et commandée par le général Antoine Lahd, en l'occurrence « encouragé » par l'armée israélienne « à faire, comme dit le communiqué officiel, un nouveau

geste humanitaire », les prisonniers libérés, dont cinq femmes, paraissent en bonne santé.

Israël, précisait le communiqué publié par Tshah dans l'après-midi, suit avec attention les efforts du secrétaire général des Nations unies et lui a accordé toute sa confiance en vue de nouveaux et rapides progrès.

Au-delà du compliment adressé à M. De Cuellar, objet de véritables, et rares, louanges mercredi soir dans les milieux officiels israéliens, le message, répété un peu plus tard par M. Uri Lubrani, est clair : l'Etat hébreu a tenu la promesse qu'il avait faite au secrétaire général il y a moins d'un mois, il entend obtenir ce qu'il demandait en échange, à savoir des informations « complètes et crédibles » sur le sort de « tous » ses soldats disparus en opération au Liban.

Israël sait maintenant avec cer-

titude que le fantassin Rahamim Alsheikh, disparu en février 1986 dans une embuscade tendue au Liban du Sud par le Hezbollah, est mort.

Pour ce qui concerne son compagnon d'opération, le soldat Yosef Fink, les informations obtenues « sont encore un peu confuses ». Une identification complète ne pourra être effectuée que lorsque Israël aura pu rapatrier les restes de ses soldats, une opération dont M. Lubrani a affirmé ignorer où, quand, comment, elle pourrait avoir lieu. Pour les cinq autres soldats dont Jérusalem a perdu la trace depuis des années, rien.

Bien sûr, le grand trac en cours n'est pas encore entré dans sa phase finale, et Israël, comme disait mercredi soir un porte-parole du ministère de la Défense, a encore « quelques beaux atouts en main » pour obtenir ce qu'il veut. D'abord il reste quelque trois cents prisonniers libanais coupés du monde depuis des années dans le camp-prison d'Al-Khiam.

Ensuite et surtout, en juillet 1989, un commando hélicoptère de Tshah a enlevé un atout maître, aujourd'hui détenu quelque part en Israël même dans une cellule de haute sécurité, à savoir le cheikh Abdel Karim Obeid, prédicateur chiite et membre influent de la direction du Hezbollah. De lui, pour l'instant, il n'a pas été question. « Nous verrons comment les choses vont évoluer », a indiqué M. Lubrani.

PATRICE CLAUDE

AFRIQUE

NIGER

La conférence nationale a ordonné la dissolution du gouvernement

La conférence nationale, réunie à Niamey, a décidé, mardi 10 septembre, de dissoudre le gouvernement et de suspendre de ses fonctions le chef de l'état-major de l'armée, le colonel Toumba Boubacar, a annoncé l'Agence nigérienne de presse (ANP). Les participants à la conférence ont reproché au gouvernement - dont ils avaient, au départ, ordonné le maintien provisoire - de ne pas s'occuper suffisamment des affaires courantes. Les questions portant sur la sécurité et le rôle de l'armée avaient été évoquées à plusieurs reprises au cours de ces derniers jours. La suspension de fonction du chef de l'état-major intervient après les récentes revendications de jeunes officiers, réclamant la mise à l'écart de leurs pairs ayant exercé des fonctions politiques ou

ayant été impliqués dans l'affaire de Tchintabaraden, en mai 1990, quand plusieurs dizaines de Touaregs avaient été massacrés par l'armée. - (AFP)

o ETHIOPIE : libération de treize Occidentaux détenus en Erythrée. - Treize touristes occidentaux - six italiens, cinq Britanniques, une Allemande et un Américain - détenus en Erythrée depuis quatre semaines, ont été relâchés, mercredi 11 septembre, à Khartoum (Soudan). Ils avaient été appréhendés, le 8 août, alors qu'ils naviguaient vers l'île de Dahlak, en mer Rouge, et aussitôt accusés d'avoir « pénétré sans autorisation dans les eaux territoriales érythréennes ». - (AFP)

LE MONDE diplomatique

SEPTEMBRE 1991

UNION SOVIÉTIQUE : LA FIN DU POUVOIR COMMUNISTE

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 18 F

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde SANS VISA

AMÉRIQUES

CHILI : pour l'anniversaire du coup d'Etat de 1973

Des milliers de manifestants ont réclamé la punition des crimes commis sous la dictature

SANTIAGO-DU-CHILI

de notre correspondant

Deux « célébrations » contradictoires ont marqué la journée du mercredi 11 septembre, date du dix-huitième anniversaire du coup d'Etat du général Augusto Pinochet contre le président socialiste Salvador Allende.

A l'appel des organisations de parents des victimes de la répression et des partis de gauche, plusieurs milliers de personnes ont manifesté dans les rues de la capitale, réclamant le « châtiement » des auteurs des crimes commis sous la dictature et la libération des cent quatre-vingts prisonniers politiques toujours détenus. Dans la soirée, les habitants de plusieurs quartiers populaires ont dressé des barricades qu'ils ont ensuite incendiées. Des incidents ont ensuite opposé des manifestants aux carabiniers.

De leur côté, les membres du gouvernement ont assisté à une messe funèbre à l'intérieur de la Moneda, le palais présidentiel où

Allende s'était suicidé (selon la version officielle) en 1973, après avoir résisté, avec une poignée de fidèles, à l'assaut des putschistes. Au même moment, une autre messe était célébrée à l'école militaire en présence du général Pinochet, actuel commandant en chef, et de son état-major, tandis que plusieurs centaines de ses partisans sillonnaient en voiture les rues des beaux quartiers.

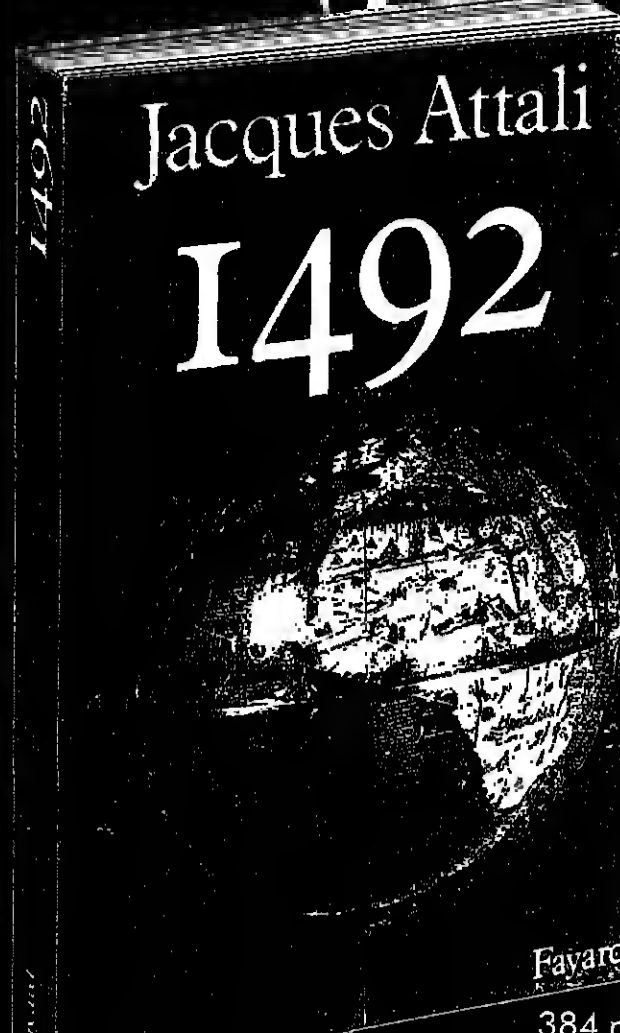
L'ancien dictateur s'est efforcé, ces derniers jours, d'atténuer la fâcheuse impression produite par ses déclarations imprévisibles sur « le sens de l'économie » dont auraient fait preuve les militaires en mettant deux corps par terre dans un cimetière de Santiago, où les cadavres d'une centaine de victimes de la répression ont été découverts. Le président Patricio Aylwin, au pouvoir depuis mars 1990, avait, quant à lui, choisi de passer le 11 septembre sur l'île de Pâques, à 3 500 kilomètres du cérémonial militaire.

GILLES BAUDIN

o ETATS-UNIS : M. Djerjian nommé secrétaire d'Etat adjoint pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud. - Le président George Bush a annoncé, mercredi 11 septembre, le remplacement de M. John Kelly, secrétaire d'Etat adjoint pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud, par M. Edwards Djerjian, ambassadeur des Etats-Unis en Syrie depuis 1988. M. Djerjian, cinquante-deux ans, a également été en poste en Jordanie et en URSS, et il a occupé les fonctions de porte-parole adjoint de la Maison Blanche pour les affaires étrangères et de sous-secrétaire d'Etat adjoint pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud. - (AFP)

o SALVADOR : la guérilla décrète une trêve pendant les négociations de paix aux Nations unies. - Les dirigeants du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) ont annoncé, mercredi 11 septembre, une trêve unilatérale à partir de vendredi, pour favoriser le déroulement d'une réunion qui doit rassembler, les 16 et 17 septembre à New York, les représentants du gouvernement salvadorien et du FMLN, autour du secrétaire général des Nations unies. M. Javier Perez de Cuellar avait proposé cette rencontre pour trouver une issue à la guerre civile qui déchire le Salvador depuis douze ans. - (AFP, Reuters)

JACQUES ATTALI



"I492" est un bel ouvrage clair, riche, ardent comme si, se faisant cette fois historien, Jacques Attali écrivait sous le regard de Fernand Braudel. Ouvrage provocant aussi.

Françoise Giroud,
Le Journal du Dimanche

FAYARD

هكذا من الأصل

Les Emirats Arabes Unis : 20 ans de progrès

LES EMIRATS ARABES UNIS SONT UNE FÉDÉRATION DE SEPT EMIRATS INDÉPENDANTS AUTREFOIS CONNUS COMME LES ÉTATS DE LA TRÈVE, QUI ONT ÉTÉ FORMÉS APRÈS LE RETRAIT DES TROUPES BRITANNIQUES À L'EST DU CANAL DE SUEZ EN DÉCEMBRE 1971, POUR DEVENIR LE PLUS JEUNE PAYS DE LA PÉNINSULE ARABIQUE. LE PLUS IMPORTANT ET LE MIEUX CONNU DES EMIRATS EST LA CAPITALE FÉDÉRALE, ABOU DHABI, TANDIS QUE LES AUTRES MEMBRES, PAR ORDRE D'IMPORTANCE SONT : DOUBAI, CHARJAH, RAS AL KHAIMAH, FOUJEIRAH, OUM AL QWAIN ET AJMAN.



Son Altesse Cheikh Zayed Bin Sultan Al Nahyan Président des Emirats Arabes Unis.

Economie et commerce

La base de l'économie des Emirats Arabes Unis est la production du pétrole, avec ses réserves recouvrables aujourd'hui de 200 milliards de barils et ses installations produisant une capacité de plus de trois millions de barils par jour. La majeure partie du pétrole provient de l'Emirat d'Abou Dhabi où la première découverte fut faite en 1958. Les exportations commencèrent en 1962, suivies de celles des Emirats de Doubaï, Charjah et Ras Al Khaimah.

Les niveaux de production varient selon la demande du marché et selon les directives données par l'OPEP, dont les Emirats Arabes Unis sont membres depuis leur indépendance. La politique pétrolière du gouvernement d'Abou Dhabi est votée par le Conseil Suprême Pétrolier et présidée par Cheikh Khalifa Bin Zayed Al Nahyan.

Les plus grands producteurs de pétrole dans l'Emirat sont la compagnie d'opérations pétrolières à terre d'Abou Dhabi, ADCO, et la compagnie d'opérations maritimes d'Abou Dhabi, ADMA-OPCO. 60 % de ces compagnies appartiennent à la compagnie nationale pétrolière d'Abou Dhabi et le reste en consortium avec des compagnies pétrolières étrangères. Il existe une importante industrie de liquéfaction de gaz à Abou Dhabi, Doubaï et Charjah. Tandis que le pétrole et le gaz naturel apportent le plus gros du revenu national du pays, les ports des Emirats Arabes Unis ont aidé à gagner une place importante dans la région comme centre de ré-exportation et de commerce. Un secteur d'industrie lourde a été développé, comprenant des projets à long terme dans l'industrie du pétrole, tels qu'une raffinerie pétrolière et une usine d'engrais. DUBAI, la plus grande fonderie d'aluminium, et DUCAB, qui fabrique des câbles électriques de basse tension, sont toutes deux situées dans la zone industrielle de Jebel Ali. L'industrie légère est maintenant également en expansion. Le produit national brut du pays a augmenté, par rapport à 1990, de 128 milliards de dirhame (35 milliards de dollars). Ces augmentations ont fait suite à une décision de l'OPEP autorisant les États membres à abolir les limites de production afin de compenser des pertes de pétrole en Irak et au Koweït après l'invasion du Koweït le 2 août 1990. Le secteur bancaire put se remettre très rapidement du premier impact négatif suite à l'invasion de l'Irak grâce aux rapides actions de la

Le Chef d'Etat et Président, Son Altesse Cheikh Zayed Bin Sultan Al Nahyan, Souverain d'Abou Dhabi, fut élu en 1971 et a été réélu tous les cinq ans par ses collègues, membres du Conseil Suprême des Souverains. Le Vice-Président, aussi Premier Ministre, souverain du deuxième Emirat par ordre d'importance - Doubaï -, Son Altesse Cheikh Maktoum Bin Rashid Al Maktoum, succéda à son père, Cheikh Rashid, en octobre 1990. Le Parlement du pays s'appelle le Conseil Fédéral National - ses quarante membres sont choisis dans chaque Emirat par rapport à la taille de l'Emirat. Les Emirats Arabes Unis, qui s'étendent sur les côtes sud du Golfe Arabique, avec un petit littoral sur le Golfe d'Oman, couvrent à peu près 78 000 kilomètres carrés. Au dernier recensement national, en 1985, la population totale était de 1 622 464 habitants dont 670 000 vivaient à Abou Dhabi, la capitale fédérale, et Al Ain, oasis située à l'intérieur des terres. Un peu plus de 400 000 personnes vivent dans l'Emirat de Doubaï, principalement dans les villes jumelées de Doubaï et Deira, les centres commerciaux des Emirats Arabes Unis et le reste de la population vit dans les Emirats plus petits. La population est estimée à 1,8 million d'habitants.

Banque Centrale qui, en assurant la liquidité, redonna aux sociétés une confiance quasi immédiate dans les banques commerciales. D'après les chiffres annoncés après la guerre par les diffamantes autorités portuaires du pays, on s'aperçoit que, malgré les coûts élevés des assurances, le commerce maritime continue dans la région.

Transports et communications

Il y a cinq aéroports internationaux à Abou Dhabi, Doubaï, Charjah, Ras Al Khaimah et Foujeirah et un sixième qui devrait s'ouvrir au début de l'année 1992 à Al Ain. Le pays a deux transporteurs aériens : Emirates Airlines et Gulf Air. Les principaux ports du Golfe Arabique sont les ports de Mina Zayed à Abou Dhabi, le port Rashid et le port Jebel Ali à Doubaï, le port Khalid à Charjah et le port Sagr à Ras Al Khaimah. Sur la Golfe d'Oman, on trouve le port Khor Fakkan de Charjah et le port de Foujeirah. Ce dernier et le port Rashid sont maintenant répertoriés parmi les principaux ports de containers au monde. Les Emirats

300 000 élèves. Plus de 9 000 étudiants à l'Université d'Al Ain et aux Collèges de Hautes Technologies d'Abou Dhabi, Doubaï et Al Ain et plus de 2 500 autres, financés par le gouvernement, continuent leurs études à l'étranger. Les Emirats Arabes Unis se sont promis de mettre fin à l'analphabétisme avant l'an 2000. Les hôpitaux et les cliniques publics, dans les villes aussi bien que dans les villages de montagne ou dans la désert, offrent tous une médecine moderne aux citoyens et aux résidents des Emirats à un prix très raisonnable.

Politique extérieure

Les Emirats Arabes Unis sont membres actifs des Nations Unies et de leurs agences spécialisées, de l'Association des États Arabes et de l'Organisation de la Conférence Islamique. Les sujets tels que l'arabisation, l'islam et le non-alignement sont les lignes principales de leur politique étrangère. A un niveau régional, le pays, aussi bien seul qu'à travers le Conseil de Coopération du Golfe Arabique, fut un membre important dans les efforts de paix entre l'Irak

et l'Irak. De même, au niveau international, le pays joua un rôle actif contre l'occupation du Koweït par l'Irak en soutenant l'Association Arabe et les résolutions des Nations Unies.

Tourisme

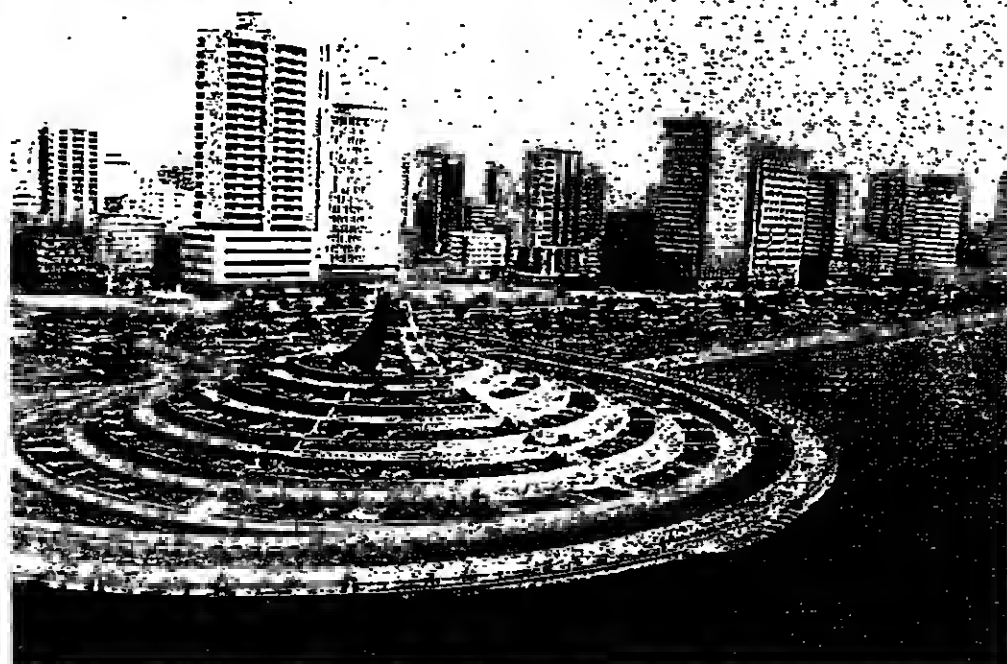
Durant ces dernières années, les Emirats ont attiré un nombre de touristes sans cesse grandissant, principalement en provenance de l'Europe de l'Ouest, en plus d'un trafic important arrivant du monde arabe et de l'Extrême-Orient. En dehors des attractions touristiques, un autre aspect du pays maintenant séduit les visiteurs attirés par le sport : football et sports nautiques, mais aussi d'autres activités telles que le patin à glace, sont en plein essor. Il y a quatre patinoires très populaires. Le premier terrain de golf de 18 trous sur herbe à Doubaï, et le premier au Moyen-Orient, est un énorme succès et deux autres terrains sont en train d'être construits à Doubaï et Abou Dhabi. Le sport local le plus populaire est et reste le football, lequel a été d'autant plus favorisé depuis que l'équipe nationale s'est qualifiée pour les finales de la Coupe du Monde en Italie, en 1990, pour la première fois.

Agriculture et reboisement

Bien que la plus grande partie du paysage soit un désert aride ou semi-désertique, et malgré la rareté des pluies, des sommes importantes furent investies dans l'agriculture et dans les programmes d'implantations d'arbres utilisant, quand cela fut possible, de l'eau dessalée. Désormais, le pays se suffit largement à lui-même pour les produits agro-alimentaires avec un surplus de denrées destinées à l'exportation. Dans le désert, sur à peu près 200 000 hectares, près de 70 millions d'arbres et 14 millions de palmiers ont été plantés afin de changer l'environnement du pays. Les villes d'Abou Dhabi et d'Al Ain sont tout particulièrement remarquables quant au nombre de jardins et de parcs. Abou Dhabi a mérité le titre de « La ville jardin du Golfe » - appellation inconcevable il y a une vingtaine d'années.

La place des femmes

Les femmes jouant un rôle de plus en plus important dans l'économie et au gouvernement. Leur participation dans les affaires nationales, régionales et mondiales devint très visible durant la crise du Golfe, lorsque des centaines d'entre elles participèrent aux collectes de fonds, aux opérations de secours et prirent part aux cours de défense civile et même à l'entraînement militaire. La Fédération des Femmes des Emirats Arabes Unis, dont la présidente est Son Altesse Cheikha Fatima Bint Mubarak, la femme du Président des Emirats Arabes Unis, fut à la tête, comme dans le passé. Des milliers de jeunes femmes deviennent, chaque année, des diplômées de l'université, des collèges et des instituts techniques.



Abou Dhabi, la capitale des Emirats Arabes Unis

Arabes Unis ont quatre stations satellites permettant un accès direct des télécommunications sur 150 pays.

Education et santé

Les importants investissements faits dans les secteurs de l'éducation et de la santé ont permis d'obtenir d'excellents résultats. En 1971, au début de la création de la Fédération, on comptait moins de 28 000 étudiants à travers tout le pays. A la fin de l'année scolaire 1990-1991, le nombre d'élèves atteignait

et l'Irak. De même, au niveau international, le pays joua un rôle actif contre l'occupation du Koweït par l'Irak en soutenant l'Association Arabe et les résolutions des Nations Unies.

Les relations avec les pays européens sont, par tradition, chaleureuses et amicales. Une attention toute particulière a été accordée aux pays en voie de développement. En tant que pays musulman, et suivant les instructions données par Cheikh Zayed, les Emirats ont consacré des sommes importantes pour le développement de pays moins dotés qu'eux. Une aide efficace a été apportée aux pays touchés par des catas-

Pour toute information, contacter le ministère de l'information et de la culture. B.P. 17 ABOU DHABI, les Emirats Arabes Unis. Téléphone : (9712) 45-30-00. Télécopie : (9712) 454846

هكذا من الأصل

ASIE

redemption

com-Penh and Sihanouk

Cette semaine

VENEMENT

OUR BASTARD VIVANT?

EAU DE LA MEDUSE

LES HOMMES SONT-ILS EGAUX?

ASIE

CAMBODGE : le retour du prince

Le Royal redevient le Royal

Pour accueillir son prince, en principe le 14 novembre, la capitale du Cambodge fait sa toilette. Rien ne semble trop beau, compte tenu des très chiches moyens du moment. Le retour de Norodom Sihanouk n'en symbolisera que davantage celui de la paix après plus de vingt et un ans de guerres et de massacres.

PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

Dans l'enceinte du palais royal, les travaux vont bon train à la résidence du prince, baptisée palais Khmerin. Tout y est refait à neuf, y compris le pavillon adjacent de la princesse Monique. Les palous qui séparent le palais de la berge du fleuve ont été réalisés en carrelage. Une vaste estrade couverte, dans le style traditionnel, a été bâtie sur la berge même, face aux « Oustre Bras », où Mekong et Tonlé Sap se rejoignent pour former les deux Basses. Le prince Sihanouk l'inaugurera, quelques jours après son retour, à l'occasion de la traditionnelle Fête des eaux.

Cadau de Napoléon III, un petit pavillon à la structure en forte est également remis en état par une trentaine de stagiaires français. En partie subventionnée par Paris, cette opération est patronnée par l'architecte en chef des Monuments historiques de

Lyon. Le pavillon a été monté sur place en 1863 avant la construction, tout autour, du palais royal. Sa restauration devrait se terminer fin septembre.

L'hôtel Wat-Phnom, résidence des hôtes du ministère des affaires étrangères, va être rénové, avec l'aide de la France, pour devenir le siège du Conseil national suprême (CNS). En revanche, on n'avait toujours pas trouvé, début septembre, les fonds nécessaires à la réhabilitation, à laquelle tiendrait particulièrement l'ancien souverain, de la Salle du trône, au centre du palais royal.

Maçons du Vietnam

L'ancien hôtel Royal, rebaptisé Phnom par le régime Lon Nol, puis Semaki (Solidarité) par le gouvernement actuel, a retrouvé son label passé. Ce grand bâtiment de style colonial, entouré d'un jardin abritant bungalows et piscine, est également en voie de réhabilitation. Le Royal, qui a accueilli une génération de journalistes avant d'être occupé par des organisations non gouvernementales étrangères, redevient donc le Royal. Entre-temps, Phnom-Penh s'est enrichie d'un grand hôtel moderne, la Cambodiana, dont les structures avaient été élevées avant 1970, mais dont la première aile a été ouverte l'an dernier.

Plusieurs pagodes ont été restaurées ou sont en voie de l'être. L'ancienne ambassade de France, qui abritait un orphelinat et une salle de projection, a été rendue au gouvernement français. Paris n'a pas encore choisi entre la réhabilitation et la démolition d'un bâtiment peu pratique et sans caractère, mais qui a connu son moment d'histoire puisque tous les Occidentaux encore présents à Phnom-Penh lors de l'arrivée des Khmers rouges, le 17 avril 1975, y avaient été regroupés avant d'être expulsés sur le Thaïlande. De toute façon, pendant deux ans, les diplomates français devront se contenter de locaux provisoires.

Le terminal de l'aéroport de Pochentong est en voie de réfection, de même que les locaux de la Banque nationale. Le ministère des affaires étrangères a été doté d'un auvent. Sans attendre l'arrivée de forts contingents d'étrangers, les quartiers résidentiels se sont transformés en vastes chantiers, et le prix des locations a déjà amorcé une montée en flèche. Maçons et apprentis, souvent venus du Vietnam pour l'occasion, restaurent des centaines de propriétés dont la location aux étrangers s'annonce particulièrement profitable. Des missions officielles commencent, en effet, à prospecter pour loger les ambassades qui seront accréditées auprès du CNS.

J.-C. P.

Phnom-Penh attend Sihanouk

Suite de la première page

En dehors de la «*monarchie*», on ignore souvent que des Khmers rouges vont également s'installer à Phnom-Penh, que l'armée sera en partie démobilisée et qu'une intervention massive de «*casques bleus*» se prépare. Le plus important, pour l'instant, est de joindre les deux bouts, de trouver de quoi nourrir des ribambelles de bambins qui patagent, à moitié nus, dans les ruelles encombrées d'ordures, qui s'évalent sur des kilomètres. Pour ramasser les ordures à Phnom-Penh, une agglomération de 700 000 à un million d'habi-

tants, la municipalité ne dispose que de six citonniers-béliers. Les petites gens vont donc rendre hommage à leur prince, toujours perçu comme un demi-dieu en dépit de ce qu'il a pu être seriné sur son compte depuis vingt ans. Dans la conscience populaire, l'ancien monarque demeure quelque part entre ciel et terre, et justice sera ainsi rendue à ce qu'il est plutôt qu'à ce qu'il a fait. La politique n'a donc pas grand-chose à voir avec ce genre de réflexe. En revanche, parmi les cadres du régime et ce qu'il existe de bourgeoisie urbaine, on calcule d'avance que Phnom-Penh-là redevient sihanoukiste. Mais, si parler de Sihanouk n'est plus prohibé, les gens ont cependant du mal à ima-

giner un avenir encore suspendu à un ultime accord sur un plan de paix.

Ils sentent seulement que les choses bougent. Les attaques officielles contre le prince ont cessé. Les délégations étrangères se multiplient. Un jour, une mission des Nations unies enquête. Le lendemain, un avion militaire américain débarque à l'aéroport de Pochentong des secours destinés aux victimes des inondations. Quelques jours plus tard, un appareil thaïlandais – avec, à son bord, un membre du gouvernement de Bangkok – en fait autant pour les mêmes raisons. Toutes des premières.

Entre-temps, plusieurs missions étrangères sillonnent la capitale en quête de locaux pour leurs futures chancelleries. Bref, la nouvelle bourgeoisie se rend compte que le retour du prince Sihanouk s'accompagne de beaucoup de changements. Pour la première fois, l'espoir de la paix commence à prendre racine.

Plongeon dans l'inconnu

Certains s'en inquiètent. Sans attendre l'éventuelle démobilisation de 70 % des armées en présence, le banditisme se développe même sur les principaux axes routiers. Des voitures ont été attaquées au bazooka. Des déserteurs se transforment en bandits de grand chemin. Des gens stockent quelques vivres – on ne sait jamais – et les demandes de visas pour l'étranger sont en augmentation. Il n'y a pas de réflexe de panique – les Cambodgiens en ont vu d'autres – mais la minorité qui en a les moyens commence à prendre des précautions.

L'espoir de paix doit s'accommoder des craintes habituelles face à ce qui ressemble encore à un plongeon dans l'inconnu. Certains agissent déjà comme s'ils redoutaient des flottements dans la période qui précèdera l'éventuelle intervention d'une force de paix onusienne prévue, dans le meilleur des cas, en janvier ou février 1992.

Chacun, enfin, a ses propres préoccupations. La hiérarchie bouddhiste, la *sangha*, s'interroge sur sa légitimité, qui sera contestée par les bonzes qui reviendront des camps de réfugiés en Thaïlande. L'intervention de l'ONU va entraîner une forte spéculation foncière, sur laquelle misent déjà les propriétaires fortunés, tout en se préoccupant de savoir si ceux qui vont regagner Phnom-Penh dans la foulée du prince ne revendiqueront pas leurs anciens biens.

Les petits, de leur côté, souffrent déjà de la flambée du prix du riz, en grande partie due aux inondations. Et personne ne parle trop du retour des Khmers rouges, souvent par ignorance et parfois par prudence. On en est encore au stade de l'attente avec, pour seule certitude, le sentiment qu'un chapitre se termine mais sans trop deviner la suite.

JEAN-CLAUDE POMONTI

L'UNION DE DEUX SPECIALISTES FAIT BAISSER LES TAUX

Dès la rentrée. Kaufman & Broad crée l'événement avec le Crédit Agricole d'Ile de France en baissant le taux des prêts immobiliers à 9,65 % sur tous ses programmes. Pour l'acquisition d'un appartement. Kaufman & Broad prend à sa charge la différence de taux sur la totalité de votre prêt principal. Cette offre représente un avantage financier important. Venez le mesurer avec nous !

9,65%



Le Victoria à Boulogne

PARIS 13^{ème}
34, rue des Peupliers
Tél. 45 65 07 50

PARIS 16^{ème}
5, rue Largillière
Tél. 45 20 29 48

PARIS 19^{ème}
67, bd Sérurier
Tél. 40 03 05 64

POISSY (78)
14-20, av. Fernand-Lefebvre
Tél. 30 65 92 29

LE CHESNAY (78)
42, bd St-Antoine
Tél. 39 55 73 80

BOULOGNE (92)
118, rue de Sully
Tél. 46 05 53 25

SURESNES (92)
Renseignements et ventes :
Tél. Siège : 49 00 19 00

ROSNY-SOUS-BOIS (93)
Rue Raspail
Tél. 48 54 46 58

NOGENT-SUR-MARNE (94)
28-30, bd de la Marne
Tél. 43 94 17 70

VINCENNES (94)
62, rue de Montreuil
Tél. 43 28 22 10

MONTMORENCY (95)
Rue du Panorama
Tél. 39 64 08 58

CA CRÉDIT AGRICOLE D'ILE-DE-FRANCE

KAUFMAN & BROAD

Bureaux de vente ouverts tous les jours, sauf mardi et mercredi, de 11 h à 13 h et de 14 h à 20 h, et sur rendez-vous. • Appartements décorés à visiter.

Pour 10.000 F empruntés : coût total du crédit (Hors Capital) : 8.960 F. Taux Effectif Global Hors Assurances : 9,65 %. Chiffres donnés pour un prêt principal Crédit Agricole d'Ile de France de 15 ans à taux fixe et mensualités constantes. Vous disposez d'un délai de réflexion de 10 jours et la vente est subordonnée à l'obtention du prêt. Si celui-ci n'est pas obtenu, Kaufman & Broad remboursera les sommes versées. Offre valable du 1^{er} au 30 septembre 91 pour une signature d'acte notarié avant le 30 novembre 91 et à l'exclusion de toute autre action promotionnelle.

Cette semaine

L'EVENEMENT

Mitterrand : morqué par l'âge. Giscard : dévoré par son ego. Chirac : atteint par le ridicule. Fabius : anéanti par sa prudence. Rocard : trahi par le verbe. Méhaignerie : happé par le vide. Mauroy : piétiné par les éléphants. Léotard : guetté par la déraison.

QUI RESTERA VIVANT ?

LE RADEAU DE LA MÉDUSE

LES PAPYRUS ENIGME

LA DELINQUANCE DES VIEUX

TOUT SUR VOS DÉCOUVERTES BANCAIRES

Enquête sur le concept de races...

LES HOMMES SONT-ILS ÉGAUX ?

هكذا من الأصل

POLITIQUE

Le bureau exécutif

Les dirigeants socialistes réclament un infléchissement de la politique économique du gouvernement en faveur de l'emploi

La réunion du bureau exécutif du PS, qui a débuté, mercredi matin 11 septembre, au « séminaire » de la direction du parti sur le « projet socialiste », a été l'occasion, pour plusieurs responsables, d'exprimer leur inquiétude sur la montée du chômage. Le débat qui a eu lieu a montré qu'il existait une majorité virtuelle pour exiger du gouvernement un infléchissement de sa politique. M. Pierre Mauroy n'a nié, d'ailleurs, qu'il est prêt, si une telle majorité se confirme, à exiger du gouvernement, au nom du parti, des mesures énergiques en faveur de l'emploi et qu'il souhaite que ce problème soit réglé avant les journées d'études des groupes parlementaires les 25 et 26 septembre.

Les socialistes jugent électoralement suicidaire une politique qui paraît s'accommoder d'une augmentation du chômage telle que l'on comptabiliserait trois millions de personnes privées d'emploi à la rentrée de 1992. L'attitude du gouvernement leur paraît, à cet égard, dangereuse, et c'est, bien sûr, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, qui a été principalement mis en cause. Au-delà du ministre lui-même, M. Henri Emmanuelli, jospiniste, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, et M. Claude Allègre, conseiller de M. Lionel Jospin, ont dénoncé la « dictature » de l'administration des finances. Le premier s'est élevé contre la « logique monétariste », en observant que la France est peut-être le dernier pays à y obéir. « Ce n'est pas la puissance de la monnaie qui fait la force de l'économie », a déclaré M. Emmanuelli, mais l'inverse.

« Reaganisme »

Le député des Landes, critiquant le plan en préparation pour les PME-PMI, a parlé de « reaganisme ». Au sujet d'une nouvelle baisse de l'impôt sur les sociétés, il a souligné que la « problématique » que pose la situation des entreprises françaises « n'est pas l'investissement, mais la compétitivité ». Deux responsables

rouennais, MM. Jean-Claude Boulard et Gérard Fuchs, membres du secrétariat national, ainsi que M. Gérard Collomb, proche de M. Mauroy, ont plaidé pour une relance du secteur du bâtiment et du logement. Ils ont observé qu'il s'agit là d'un domaine où l'action des pouvoirs publics peut être économe d'emplois sans avoir de conséquences négatives sur le volume des importations, et que le montant des crédits nécessaires est modéré. M. Pierre Mensuviel, jospiniste, membre du secrétariat national, a récusé l'alternative entre rigueur et relance dans laquelle M. Bérégovoy enferme le débat.

Souhaitant que la France a le plus faible déficit budgétaire parmi les pays de l'OCDE, l'endettement le plus bas après celui du Luxembourg et un taux d'inflation inférieur à

celui de l'Allemagne, M. Moscovici estime qu'une action budgétaire est possible sans entraîner de tensions sur la monnaie et les taux d'intérêt. Le recours à l'emprunt, ainsi que les privatisations partielles - à condition que leur produit soit affecté à des mesures en faveur de l'emploi - lui paraissent, également, de bonne méthode.

Soul M. Christian Pierret, fabien, membre du secrétariat national, a défendu nettement la politique de M. Bérégovoy. M. Thierry Mandon, lui aussi fabien, partageant en partie le souci des autres intervenants au sujet de l'emploi, M. Mauroy s'est dit décidé à obtenir du gouvernement un ensemble de mesures économiques et sociales qui doivent aboutir, selon lui, à « déstabiliser » un million de chômeurs sur les trois millions redoutés.

P. J.

Au second tour de l'élection cantonale partielle de Montmarault

La fédération de l'Allier du PS appelle à voter communiste

MOULINS

de notre correspondant

La fédération de l'Allier du Parti socialiste a décidé de soutenir le candidat présenté par le parti communiste au second tour de l'élection cantonale partielle de Montmarault. Dans ce canton, qui fait partie de la circonscription législative de M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, et qui est détenu par le PCF depuis 1977, le candidat communiste, M. René Mathonière, a recueilli 45,70 % des suffrages au premier tour, le 8 septembre (le Monde du 10 septembre). La fédération socialiste, dont le candidat d'avant pas recueilli suffisamment de suffrages pour pouvoir se maintenir,

a publié un communiqué dans lequel, tout en regrettant que le PCF n'ait pas tiré les conséquences des récents événements d'Union soviétique, elle explique : « Au-delà des divergences et dans le souci de fidélité à nos idéaux de solidarité et de justice sociale, nous avons décidé de tout mettre en œuvre pour battre le candidat de la droite ».

M. Robert Pandraud, secrétaire général adjoint du RPR, chargé des élections, a dénoncé cette décision, en s'étonnant que « le parti du président de la République et le premier ministre continuent d'appuyer son soutien à l'un des derniers partis communistes d'Europe à avoir soutenu jusqu'au bout le Parti communiste d'Union soviétique ».

J.-Y. V.

Les élections régionales

Controverse entre M. Tapie et M. Mauroy sur la composition des listes

Dans un entretien publié jeudi 12 septembre dans le *Provençal*, M. Bernard Tapie indique qu'il « ne souhaite pas polémiquer » avec le premier secrétaire du Parti socialiste, M. Pierre Mauroy. Ce dernier avait déclaré la veille, devant le bureau exécutif du PS : « Bernard Tapie ne fera pas la loi au Parti socialiste ». Il avait rappelé que la composition des listes devait respecter la procédure en vigueur au PS.

Candidat aux élections régionales en Provence-Alpes-Côte d'Azur, M. Tapie avait affirmé, de son côté, que les listes qu'il soutiendrait dans la région ne porte-

raient pas l'étiquette « majorité présidentielle », ce précisant, que ses choix ne se feraient pas « en fonction de l'appartenance politique de tel ou tel candidat mais de ses compétences civiles ».

Dans son entretien au *Provençal*, le député (non-inscrit) des Bouches-du-Rhône apparaît vouloir mettre un terme à cette controverse en indiquant qu'il « préfère concentrer toute son énergie sur la bataille contre Le Pen, [avec] la volonté de faire triompher tous ceux qui se reconnaissent dans la majorité présidentielle ».

A un mois exactement de leur prochain congrès d'Angoulême des 12 et 13 octobre, les choses se précipitent chez les centristes. Alors que la réélection de M. Pierre Méhaignerie paraissait d'avance acquise, faute de combattants, M. Dominique Baudis songe aujourd'hui sérieusement à lui disputer la présidence du parti qu'il détestait depuis 1982. Le maire de Toulouse pourrait le confirmer officiellement la semaine prochaine, au terme des journées parlementaires du groupe UDC des 17 et 18 septembre à Epervier. Car, pour s'être interdit jusqu'à

Au prochain congrès d'Angoulême

M. Baudis a l'intention de briguer la présidence du CDS

présent toute déclaration publique, M. Baudis n'est pas resté cependant ces derniers temps inactif. Le 29 août, il avait surpris quand il avait fait part devant les jeunes centristes réunis en université d'être à Risoul (le Monde du 29 août) de son souci de « se mettre à la disposition » de son parti. Mais ce que M. Baudis ignorait alors, c'est que le même jour et pratiquement à la même heure, M. Méhaignerie donnait son accord de principe à M. Chirac pour la fameuse équipe de Moscou.

Or, depuis, un certain vent d'est

plutôt frisquet souffle dans la maison centriste et déçoit sérieusement M. Méhaignerie. Beaucoup ne lui pardonnent pas d'avoir accepté, sans en référer à quiconque, de s'être glissé ainsi dans la valise de M. Chirac et d'avoir fait de surcroît le pied de grue derrière la porte de M. Gorbatchev. Cette escapade moscovite a créé un profond traumatisme chez des militants qui souffrent déjà trop d'être considérés comme « les rous de secours » du premier convoi qui passe. Lors du bureau politique du CDS, mercredi 11 septembre, M. Bernard Stasi, chargé des relations internationales du parti mais dont l'avis d'avait même pas été requis, s'est à ce propos vivement fait l'écho de ce malaise. Disant se faire l'interprète de tous ses amis sénateurs, M. René Monory a tout aussi sévèrement condamné le président du CDS.

M. Méhaignerie se trouve à présent dans une situation extrêmement précaire qui explique que M. Baudis se soit soudainement senti pousser des ailes. Ses offres de services ont, selon lui, suscité un intérêt à la base qui a dépassé ses espérances. Le fait, en outre, que M. Méhaignerie ait pas cru bon de lui tendre la main dès la fin août semble l'avoir encouragé. Ce n'est que ce jeudi 12 septembre que M. Méhaignerie comptait lui proposer un poste de porte-parole qui lui semblerait bien accessoire. M. Baudis est prêt à s'engager et il le fera d'autant plus volontiers si M. Bernard Stasi - ce qui n'est pas encore acquis - accepte de lui remettre « un ticket » avec lui, en se chargeant du poste de secrétaire général. Sur la défensive, M. Méhaignerie pourrait être tenté de se contenter en définitive de la présidence du groupe UDC qu'il voulait abandonner et qui paraissait jusqu'alors devoir revenir à M. Jacques Barrot.

Poussé par des militants réclamant une profonde rénovation du CDS et ce supplément médiatique qui lui fait tant défaut, M. Baudis a de réelles chances. Et dans la perspective des prochaines présidentielles, il doute que cela ne lui fasse personne indifférent dans l'opposition.

DANIEL CARTON

Les relations au sein de la gauche

Dans le Val-de-Marne, la droite veut mettre le PS en porte-à-faux

Le conseil général du Val-de-Marne va se réunir en séance extraordinaire dans les quinze jours à venir, à la demande de l'intergroupe de l'opposition (RPR, UDF, CNI). Plus de tiers des membres de l'assemblée de ce département (1), - un des deux seuls, avec la Seine-Saint-Denis, à être gérés par les communistes - s'étant associés à cette demande, son président, M. Michel Germa, (PCF) a pu s'y opposer.

Les élus de droite souhaitent cette réunion afin, comme l'a écrit M. Jacques Martin, conseiller général (RPR) de Nogent-sur-Marne, de M. Germa, fin août, que chaque conseiller général communiste « déclare officiellement pour quel type de société il se bat » et qu'ainsi « l'assemblée départementale et les Val-de-Marnais sachent si les élus communistes du département soutiennent le camp de la démocratie en marche, ou les positions réactionnaires des communistes conservateurs ». De son côté, M. Gaston Viers, maire et conseiller général d'Orly, reconstruit, exclu du PCF lors des municipales de 1989, qui estime « impossible de faire l'économie d'un débat », a écrit à ses collègues pour les inviter à « affirmer publiquement le primat absolu de la démocratie et du droit en tout lieu et en toute circonstance ».

Bien que des fissures soient apparues au sein du groupe communiste, celui-ci se ressoudé pour la circonstance. M. Marcel Tignon (maire d'Arcueil), refondateur, ancien suppléant de M. Georges Marchais, qui ne cache pas ses sérieux désaccords avec la direction du PCF, désapprouve « la démarche de remise en cause du conseil général ». C'est pourquoi il a tenu à réaffirmer sa « totale confiance au président Michel Germa et à son équipe ».

Mais ce sont surtout les socialistes, sans le soutien desquels le PCF ne pourrait pas diriger le département, que l'opposition veut

gérer. Ses dirigeants locaux ont ainsi écrit au président du groupe socialiste du conseil général, M. Marc Méchain (maire de Hay-les-Roses). Dans cette lettre ils lui disent notamment : « Vous ne pouvez rester silencieux ; vous devez dire aux Val-de-Marnais dans quel camp vous vous situez : ou vous êtes cohérent avec le discours de votre parti et vous refusez de vous compromettre plus longtemps avec vos alliés ; ou vous devez, lors d'abandonner vos postes de vice-président du conseil général et vos présidences des commissions et rejoindre ainsi le camp des démocrates ; ou bien vous réaffirmez votre parfaite solidarité et votre appui à l'équipe dirigée par M. Germa et dont les responsables sont, comme lui, membres du PCF. Dans cette hypothèse, et vous le savez, les électeurs vous jugeront très sévèrement ».

« Opération politicienne »

M. Patrick Sève, premier secrétaire de la fédération du PS du Val-de-Marne, a refusé un tel choix. Dans un communiqué, publié mardi 10 septembre, il écrit que « les socialistes ne sauront apporter leur appui aux représentants de la droite dans le Val-de-Marne pour mener quelque opération politicienne que ce soit ». Il ajoute que « sur l'essentiel, il y a accord entre les groupes socialistes et communistes pour promouvoir une action en faveur des plus démunis ». (-) L'assemblée départementale ne nous semble pas le lieu le plus approprié pour mener un débat de politique générale d'une telle nature.

FRANCIS GOUGE

(1) Le conseil général compte quatre-vingt-neuf conseillers généraux : dix-neuf communistes et neuf socialistes, qui forment la majorité ; un reconstruit ; et vingt membres de l'opposition (RPR, UDF, CNI et non-inscrits).

COMMUNICATION

Bertelsmann porté par le marché allemand

Second groupe mondial derrière Time Warner et premier européen dans le secteur de la communication, le groupe Bertelsmann a terminé en juin son exercice 1990-1991 avec un chiffre d'affaires de 14,5 milliards de deutschemarks (49,3 milliards de francs) en hausse de 9 %. Le résultat net est de 540 millions de deutschemarks (1,83 milliards de francs) contre 910 millions de deutschemarks l'an dernier.

Le marché allemand, avec des ventes en hausse de 23 %, a compensé la faiblesse des marchés étrangers (+1,8 %) et celle du dollar. Bertelsmann s'est en particulier fortement implanté à l'est de l'Allemagne réunifiée, avec un million de nouveaux membres pour ses clubs de livres et le rachat de journaux vendant deux millions d'exemplaires quotidiens.

Le groupe entend réaliser des investissements de plus de 30 milliards de francs sur les trois prochains exercices. Il va notamment lancer un mensuel économique en France en octobre, *Capital*.

« L'Express »

renouvelle sa formule

Avec sa nouvelle formule lancée jeudi 12 septembre, le premier hebdomadaire français d'informations générales, *L'Express* (576 49 exemplaires diffusés en moyenne en 1990 selon l'Office de justification de la diffusion, OJD), entend résister à la concurrence hexagonale et se préparer à croiser le fer avec les magazines qui vont introduire les groupes européens sur le marché français.

L'hebdomadaire augmente sa pagination rédactionnelle de dix pages en moyenne par rapport à l'an dernier, renforce sa partie « culture » (une trentaine de pages sur cent cinq), développe le dialogue avec ses lecteurs dans ses pages « Franchise » et crée « Balises », une rubrique pédagogique et pratique.

L'Express, dont les recettes proviennent à 70 % de la publicité, a bien résisté à l'érosion du marché publicitaire, selon sa direction, qui prévoit cependant « un bénéfice inférieur à celui de 1990 » (49 millions de francs pour un chiffre d'affaires proche du milliard). Après avoir stoppé en début d'été son magazine *Mensuel* et son supplément *L'Express-Paris* (transformé en guide au sein du titre), le groupe négocie la vente de son mensuel *Enfants-Magazine* au groupe Bayard-Press.

Préavis de grève sur FR3 le 19 septembre. - Les syndicats FO, CFDT, CGT, CFTC, SNI, CGC et CRCTA de FR3 ont lancé mercredi 11 septembre un appel « à l'ensemble des personnels à cesser le travail » pour vingt-quatre heures le 19 septembre, à compter de 0 heure. Opposés au plan de restructuration et de suppressions d'emplois présenté par la direction d'Antenne 2 et FR3, ces syndicats affirment n'avoir « d'autre choix que de se trouver face au président Bourges au tribunal de grande instance de Paris le 19 septembre », après duquel le comité central d'entreprise a engagé une procédure de référé (le Monde du 12 septembre).

Réorganisation du secteur des programmes jeunesse d'A2-VR3. - La présidence d'A2 et FR3 a annoncé la création d'une délégation à la jeunesse, confiée à la productrice Agnès Vincent et chargée notamment d'élaborer une politique générale des programmes pour enfants, de coordonner les deux chaînes publiques en matière de programmation et de coproduction et de les représenter auprès des intervenants internationaux. Agnès Vincent - qui a produit l'émission « C'est pas juste » pour FR3 et qui sera entourée de trois conseillers (Mireille Chalvon, Michel Kuhn et Anne Dorville) - devra remettre à M. Hervé Bourges, président-directeur général commun, avant le 1^{er} novembre un rapport concernant « les activités, les stocks et les projets du secteur jeunesse sur les deux chaînes ».

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 12 septembre 1991

DES DECRETS

N° 91-898 du 6 septembre 1991 portant application de la loi du 1^{er} août 1905 modifiée sur la répression des fraudes en ce qui concerne la protection de la dénomination du lait et des produits laitiers lors de leur commercialisation.

N° 91-899 du 6 septembre 1991 portant application de la loi du 1^{er} août 1905 sur les fraudes et falsifications en matière de produits ou de services en ce qui concerne les huiles d'olive et les huiles de grignons d'olive.

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme

(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

AFRIQUE CULTURELLE

Envoyer 40 F (timbres à 2.50 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro

PUBLICATION JUDICIAIRE

Par arrêt du 27 mai 1991, la 1^{re} chambre de la cour d'appel de Paris a condamné la solidarité la société FÉDÉRATION FRANÇAISE DES MÉDECINS GÉNÉRALISTES M.G. 75, ainsi que sa présidente, M^{me} Marie-Laure ALBY, et son vice-président, M. Gérard AGULHON, à 50 000 F de dommages-intérêts pour avoir publié et tenu, le 1^{er} août 1990, des propos diffamatoires à l'égard des sociétés SOS MÉDECINS FRANCE et SOS MÉDECINS ÎLE-DE-FRANCE. M^{me} Bernard DARTVILLE, avocat à la cour.

Au cours d'un débat organisé par la revue *Projet*

M. Bianco annonce la création d'une « Fondation de l'intégration »

M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, invité, mercredi 11 septembre, d'un débat organisé par la revue *Projet* (1) a estimé qu'il faut parler au moins autant d'intégration et de solidarité que de compétitivité et de grand marché.

« L'intégration, a-t-il souligné, n'est pas seulement l'affaire d'un ministre ou d'un gouvernement, mais de la société tout entière. La convaincre qu'il s'agit d'une nécessité est une tâche fondamentale, un grand dessein pour cette fin de siècle ». Chaque individu « doit pouvoir construire son projet » d'intégration, mais aussi vivre des solidarités de groupes fondées sur l'âge, l'appartenance à un quartier, voire l'ethnicité : « Cela ne me gêne pas dès lors que le modèle français et républicain d'intégration s'applique », a affirmé le ministre.

M. Bianco a annoncé qu'il soutiendrait, avec le ministre du travail, le développement des entreprises d'insertion, et créerait, en 1992, des « Carrefours de l'intégration » destinés à promouvoir les réalisations de terrain positives. Parallèlement, une « Fondation de l'intégration » verra le jour, afin

d'initier « des partenariats très divers à s'engager ». Il promet de financer toutes les initiatives tendant à faciliter la rencontre entre les populations exclues et les institutions, citant en exemple les « Médiateurs linguistiques » mises en place à Meaux, qui ont permis l'ouverture d'un dialogue inédit entre l'école et les familles immigrées.

Apostrophé enfin sur les « restrictions au droit d'asile » dénoncées par les associations humanitaires (le Monde du 12 septembre), le ministre des affaires sociales et de l'intégration s'est inscrit en faux, en rappelant sa volonté d'appliquer « toute la Convention de Genève » sur les droits des demandeurs d'asile, mais aussi l'impossibilité pour la France d'accueillir les « réfugiés économiques ». « Il faut que la société veuille intégrer », a répété M. Bianco. Mais veut-elle intégrer tous les réfugiés économiques ou se présenter ?

Ph. Be.

(1) Le numéro d'automne de *Projet* (21, rue d'Assas, 75006 Paris) publie un dossier intitulé « Réussir l'intégration ».

هكذا من الأصل

JUSTICE

Devant le tribunal correctionnel de Bayonne

La « Dame noire » du GAL bénéficie de vices de procédure

Le palais de justice de Bayonne devait être au cœur d'un dispositif policier spécial, jeudi 12 et vendredi 13 septembre. Dominique Thomas, connue en Espagne comme la « Dame noire » ou, en France, comme la présumée « tueuse blonde du GAL », le Groupe antiterroriste de libération qui, entre 1983 et 1987, a assassiné en Pays basque français vingt-six personnes, la plupart originaires du Pays basque espagnol, et en a blessé quelques dizaines d'autres — est entendue par la justice au terme de quatre ans et demi d'un feuilleton policier et judiciaire.

BAYONNE

de notre correspondant

Cette frêle jeune femme, née à Saigon en 1957, aussi brune que son surnom la blondie, n'est pas seule devant les juges. Trois hommes l'accompagnent : Raymond Sanchis, Christian Hiter et Patrick Pironneau. Tous ont été incriminés afin de purger des peines relatives à leur participation à des attentats revendiqués par le GAL à partir de l'Espagne ou bien ont fait de la prison préventive dans le cadre d'instructions judiciaires liées à des affaires du GAL. Ajoutons qu'ils doivent répondre de « participation à association de malfaiteurs, détention de munitions et d'armes de première catégorie, détention d'explosifs ».

L'affaire dite de la « blonde » débute à la fin du mois d'août 1987 lorsque deux journalistes espagnols découvrent, non loin de la frontière franco-espagnole, au

col de Courléon, en Pays basque français, une cache du GAL. Parmi les armes et explosifs, se trouvent une carte d'identité espagnole portant la photographie de Christian Hiter — qui réside alors en Andorre — et des documents relatifs aux surveillances effectuées sur des réfugiés basques en France, ainsi qu'un tampon aux lettres « GAL », de couleur rouge, portant en effigie une bache tranchant la tête d'un serpent (1).

Dans la cache de Courléon, il y a aussi une perruque blonde et une paire de ballerines, pointure 37, utilisées lors de trois attentats du GAL en côte basque française, au cours desquels le « blonde » avait tué trois personnes et en avait blessé quatre autres. Sur la base de témoignages recueillis à la suite de cette découverte, une équipe de la police judiciaire de Bayonne se rend en Andorre afin d'y interroger Dominique Thomas, soupçonnée, si ce n'est d'être la vraie « blonde du GAL », au moins d'être l'une des deux inconnues blondes qui effectuèrent plusieurs attentats mortels pour le compte de cette organisation. Pour les médias espagnols, la « blonde du GAL » était la « Dame noire », sans doute en référence à ses cheveux bruns, mais aussi aux malheurs mortels que la jeune femme abattait sur ses cibles.

Annulation des trois-quarts du dossier

Interpellée le 15 mars 1988, Dominique Thomas est remise en liberté le 17. La police andorrane explique que la « police française n'a pu apporter la preuve formelle de la participation de Dominique à ce dont on l'accuse ». Et l'équipe de la PJ de Bayonne retourne bredouille. Enfin alors, davantage, la terrible légende de la « blonde » Dominique Thomas voit

apparaitre sur la place publique sa relation sentimentale avec José Amedo Fouce, son ami avec Christian Hiter en même temps que sa participation à un repas de responsables du GAL, à San-Sebastian.

Le 5 juillet suivant, coup de théâtre : accompagnée de son mari et de deux avocats, Dominique Thomas se présente au palais de justice de Bayonne, « parce qu'elle n'a rien à cacher et prétend s'expliquer sur les accusations que l'on porte contre elle », déclare alors M. Georges Catala, son avocat toulousain. Quelques heures d'interrogatoire plus tard, la tête sous un vêtement, Dominique Thomas quitte dans un fourgon de police le palais de justice de Bayonne, inculpée d'association de malfaiteurs et de tentative d'assassinat dans un attentat du GAL commis en 1985 à Ciboure.

Après quatorze mois de détention, M. Catala obtient de la justice paloise l'annulation des « trois-quarts du dossier et des actes d'instruction ». Soit environ sept cents pages. En effet, les principales informations qui avaient permis de délivrer une commission rogatoire à la PJ de Bayonne pour se rendre en Andorre, comme celle qui avait permis d'interroger et d'interpeller Christian Hiter en Belgique où il s'était réfugié, ne reposaient que sur des témoignages anonymes. Cette annulation provoque la chute des principales accusations portées contre Dominique Thomas, lui évitant la perspective d'un procès en cour d'assises, ou devant le cour d'assises spéciale, comme c'est généralement le cas pour les affaires de terrorisme.

PATRICK BUSQUET

(1) Le symbole d'ETA est une bache autour de laquelle s'enroule un serpent.

PATRIMOINE

La sauvegarde des 287 temples

Accord sur Angkor

Plan à long terme de sauvegarde, formation de personnels cambodgiens compétents dans tous les domaines nécessaires, coordination de toutes les aides sous l'égide de l'UNESCO, lutte énergique contre les trafics illicites de sculptures découpées dans les tamplais et vendues sur le marché international de l'art : la deuxième table ronde sur Angkor, qui a réuni à Paris, du 9 au 11 septembre, une quarantaine d'experts de onze nationalités, a trouvé un accord sur ce que doit être le sauvetage d'un des plus beaux ensembles du patrimoine mondial.

Le prince Norodom Sihanouk est venu, le 11 septembre, apporter son « soutien inconditionnel » aux efforts qui devraient être entrepris dès que possible pour la mise sur pied d'un gouvernement émbodgien d'union nationale reconnu par la communauté internationale.

Les deux cent quatre-vingt-sept temples d'Angkor, disséminés sur quelque 200 kilomètres carrés, n'ont pas trop souffert de la guerre proprement dite. Mais ils ont subi de graves dommages, souvent énormes, ont été érodés sans fondations, que leurs pierres ont été assemblées à joints vifs (sans ciment de liaison). Les pluies, très abondantes plusieurs mois par an, contribuent à faire pousser une végétation exubérante qui disloque les monuments.

Pour la sauvegarde proprement dite, tout le monde est d'accord pour que les restaurations et consolidations ne soient entreprises que dans le cadre d'un plan d'ensemble à long terme. Ce dernier devra comprendre tous les aspects du problème, depuis les techniques proprement dites et la formation de personnels cambodgiens compétents jusqu'à la mise en valeur du site prenant en compte le développement socio-économique de la région ainsi que l'afflux prévisible des touristes. Tous les travaux et les aides doivent être impérativement fédérés sous l'autorité unique de l'UNESCO.

Y. R.

POLICE

Réclamant plus de moyens pour la sécurité

Les policiers en tenue de la FASP lancent une « grève » des contraventions

La Fédération autonome des syndicats de police (FASP) a annoncé, mercredi 11 septembre, un mouvement d'« interruption des contraventions », à partir de lundi 16 et « pour une durée illimitée », ainsi que le lancement d'une pétition nationale pour la sécurité intérieure.

« La citoyenne, le citoyen, demande instamment que la sécurité intérieure soit considérée comme une priorité nationale et que les moyens budgétaires correspondants à cette priorité soient mis au service des professionnels de la sécurité », proclame la pétition que les militants de la Fédération autonome des syndicats de police, majoritaire chez les quatre-vingt mille policiers en tenue, vont prochainement faire signer aux élus et à la population.

En se proposant d'atteindre les deux millions de signatures à la fin du mois de novembre, date à laquelle devrait être examiné le budget du ministère de l'intérieur, la FASP entend obtenir un débat parlementaire, des projets de réforme et des moyens budgétaires « à la hauteur des enjeux qui engagent la sécurité intérieure de la France ». La liste des élus locaux et nationaux signataires de cette pétition — comme celle des non-signataires — sera publiée.

Les policiers sont également appelés à « suspendre les contraventions pour une durée indéterminée ». Cette initiative populaire auprès des automobilistes (les infractions graves au code de la route resteront sanctionnées) avait déjà été mise en œuvre pendant

trois jours, en avril dernier, par le syndicat des policiers de province (SNPT). Dès lundi prochain, le 16 septembre, les fonctionnaires des corps urbains sont invités à « laisser le carnet de timbrures » au commissariat et de ne pas appliquer à la lettre les notes de service en vigueur, une sorte de grève du zèle qui devrait provoquer de longues files d'attente dans les aéroports et aux postes-frontières.

« La police traverse la plus grande période de mécontentement de toute son histoire », a considéré le secrétaire général de la FASP, M. Richard Gerbaud. Comme il l'a fait pour l'éducation, la recherche et la formation, le gouvernement devrait affirmer en conséquence que la sécurité intérieure est une priorité nationale et dégager les crédits adéquats.

Estimant que la France « vit en état de stress permanent depuis près d'un an » — des flambées de violence dans les banlieues aux risques d'attentats liés à la crise du Golfe — M. Gerbaud attend que le gouvernement affirme enfin « une ligne politique claire en matière de sécurité ». Annoncé dès octobre 1989 par M. Pierre Joxe, le projet de loi sur la sécurité intérieure n'a toujours pas fait l'objet d'une communication en conseil des ministres par son successeur, M. Philippe Marchand. « Que l'on n'attende pas d'entrer en période électorale, au printemps prochain, pour aborder le dossier de la sécurité », avertit le patron de la FASP. La police républicaine doit le traiter hors des surenchères et des démagogies extrémistes.

E. In.

RELIGIONS

Par crainte du sida

L'Eglise réformée de Besançon modifie le rite de la communion

Le conseil presbytéral de l'Eglise réformée de Besançon (Doubs) a décidé de modifier dans ses églises le rite de la communion sous les deux espèces. Il propose que les fidèles renonceraient à poser leurs lèvres sur le bord de la coupe remplie de vin ou de jus de raisin, pour seulement tremper un morceau de pain distribué au cours de l'office. Le pasteur Marc Weiss admet que le risque de contamination du sida par le contact des lèvres avec le calice est « quasi nul ». Mais, ajoute-t-il, on ne peut affirmer qu'il soit « inexistant », exprimant la, selon

lui, la préoccupation de nombreux paroissiens. La crainte d'une contamination — avant guerre, elle portait sur la tuberculose — n'est pas nouvelle chez les fidèles communiant à la coupe. Certaines Eglises anglo-saxonnes ont développé les petites coupes individuelles. En France, liée à la crainte du sida, la tendance est aussi au renoncement à la coupe collective. Des pasteurs de Reims distribuent par exemple des gobelets individuels. Cette pratique est encore plus étendue dans certains pays étrangers, notamment en Afrique.

L'Etat reste acquéreur de la villa de M. Médécine

NICE

de notre correspondant régional

Après de multiples péripéties, l'Etat est resté acquéreur de la villa de M. Jacques Médécine, ancien maire (CNI) de Nice, après avoir été déclaré adjudicataire pour la somme de 1271000 francs lors de la troisième et dernière vente aux enchères qui eut lieu jeudi 12 septembre devant la chambre des criées du tribunal de grande instance de Nice.

Le Trésor public avait acquis la maison de M. Médécine, le 11 juillet dernier, pour le somme de 751000 francs. Mais la princesse Sofia Borghese d'une part, et une société luxembourgeoise, Eurafiance, d'autre part, avaient surchiffré de 10 % sur le montant de l'adjudication. Ce qui portait la nouvelle mise à prix à 826100 francs. Finalement, l'achat du Trésor public, M. Daniel Heney, l'a emporté contre un

groupe d'adjudicataires milanais et un autre surséensien. L'adjudication par M. Henri-Charles Lambert, qui a voulu conserver l'anonymat. La princesse Sofia Borghese, qui, selon son avocat M. Jean-Paul Mas, a été « effrayée par la pression médiatique », n'a pas participé aux enchères.

L'Etat est donc devenu définitivement propriétaire de la villa. Le prix de vente correspond sensiblement à l'estimation des Domaines de M. Lambert, s'exprimant au nom de M. Médécine, l'a jugé « raisonnable ». Le montant de la vente sera distribué aux créanciers après publication du jugement.

Outre le Trésor, l'ex-épouse de M. Médécine, M^{me} Claude Mailley, est titulaire d'une hypothèque de 700 000 francs sur la propriété. Celle-ci est grevée d'une autre inscription de 1470000 francs pour une autre créance du Trésor public contestée par M. Médécine.

G. P.

ÉDUCATION

M. Jospin précise la réorganisation du troisième trimestre scolaire

Lors de sa communication sur la rentrée scolaire au conseil des ministres du mercredi 11 septembre, le ministre de l'Éducation a précisé les mesures prévues pour réorganiser le troisième trimestre et éviter qu'il ne soit amputé de plusieurs semaines par les procédures d'orientation et les examens (le Monde du 10 septembre).

M. Jospin a ainsi fixé les dates à partir desquelles les conseils de classes pourront avoir lieu en 1992 : les 29 et 30 juin au plus tôt en 6^e et en 4^e, et à partir du 13 juin pour les autres classes soumise à des procédures d'orientation, notamment au lycée, soit quinze jours à trois semaines plus tard que cette année. Il a confirmé les nouvelles dates des épreuves du baccalauréat : dans la semaine du 15 juin pour la philosophie et la semaine suivante pour les autres matières. C'est également dans cette semaine du 22 au 26 juin qu'aura lieu l'épreuve anticipée de français. Il a précisé que les dates de délibérations des jurys, consécutives aux dernières épreuves orales du baccalauréat, seront fixées par les recteurs et pourront s'étendre jusqu'au vendredi 10 juillet.

Enfin, la possibilité est maintenant formellement établie « dans certaines académies » d'utiliser d'autres locaux que ceux des lycées publics et de faire appel pour la surveillance des épreuves et pour les corrections « à des enseignants de l'enseignement privé sous contrat ayant suivi avec succès les épreuves d'un concours de l'enseignement public ou bénéficiant d'un contrat définitif ».

Les parents d'élèves de l'enseignement privé lancent une « opération coup de poing ». L'Union nationale des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre (UNAPEL) a décidé de lancer une « opération coup de poing » pour sensibiliser l'opinion publique aux « risques de marginalisation et d'effacement de l'enseignement privé ». Dans une lettre adressée, mercredi 11 septembre, aux 800 000 familles adhérentes, M. Alain Cérisola, président de l'UNAPEL, appelle à la mobilisation afin de « changer le dispositif législatif qui n'est plus adapté ».

Création d'un Comité pour la vérité sur l'assassinat de Chappour Bakhtiar

Sept personnalités françaises de sensibilités diverses — MM. Claude Cheysson, Régis Debray, René Dumont, Max Gallo, Felix Guattari, Edgar Morin, et M^{me} Simone Weil — ont signé le texte créant un Comité pour la vérité sur l'assassinat de Chappour Bakhtiar. Evoquant la vingtaine d'attentats commis hors de l'Iran contre des opposants iraniens, les membres du comité dénoncent « l'existence de régimes où l'opposition n'a pas droit de cité » et qui « poursuivent, et même éliminent physiquement, leurs opposants jusque dans les pays où ils ont trouvé asile ».

M. Jean-Edern Hallier condamné à verser 800 000 F à M. Bernard Tapie. — L'écrivain et polémiste Jean-Edern Hallier, a été condamné, mercredi 11 septembre, par la 1^{re} chambre du tribunal de Paris, à verser immédiatement 800 000 F de dommages et intérêts à M. Bernard Tapie pour des propos « diffamatoires, injurieux, et attentatoires à sa vie privée », publiés dans l'Idol civilisation. M. Hallier avait déjà été condamné à 400 000 F de dommages et intérêts, en mars 1989, pour des propos semblables dans l'Idol international.

SOLIDARITÉ

Les dons de Cheikh Zayed

Au cours de sa visite officielle en France, du lundi 9 septembre au jeudi matin 12 septembre, le président de l'Etat des Emirats arabes unis, Cheikh Zayed Ben Sultan El Nahyien, a fait une série de dons à des organismes français. L'Institut Pasteur, principal bénéficiaire de la générosité du cheikh, a ainsi reçu 1 million de dollars (8 millions de francs environ) en guise de contribution à la lutte contre le cancer et d'encouragement pour les recherches sur le sida.

Cheikh Zayed a également fait don de 0,5 million de dollars au ministère des affaires sociales et de l'intégration et de la même somme à l'ensemble des institutions qui s'occupent des handicapés, afin « d'alléger les souffrances de ces derniers ». Il a aussi décidé de verser à l'Institut du monde arabe, installé à Paris, les arriérés de son pays au budget de cette institution, qui se chiffrent à 5 millions de dollars.

ASSINTHA

Association pour l'Insertion des Travailleurs Handicapés dans l'Assurance

Dans le cadre de l'accord professionnel sur l'emploi des travailleurs handicapés dans l'assurance

l'ASSINTHA

a pour mission de faciliter l'embauche des personnes handicapées dans les sociétés d'assurances.

Pour vous-même, pour vos proches.

Renseignez-vous

152, boulevard Haussmann, 75008 Paris

Numéro vert : 05-39-36-50.

هكذا من الأصل

DANSE

Vers la lumière

Merce Cunningham ouvre le 22^e Festival d'Automne avec une création mondiale

Le monde — celui, du moins, des spectateurs de danse — se divise en deux : ceux qui affligent la vue, sur scène, du septuagénnaire Merce Cunningham, tout perclus de rhumatismes, les pieds féroce-ment déformés par l'arthrose, et ceux (moins en nombre) que sa singulière présence continue de fasciner : « Arrêter de danser ? Dieu du ciel, ça vient tout juste de commencer ! », répondait-il, récemment, à un quidam qui lui demandait s'il comptait se retirer.

Lorsque le rideau se lève sur *Loosestrife*, il est seul en scène, au fond, côté jardin. Immobile, avec un maintien à la fois impérial et « cool », qui est son secret. Dans le plus grand silence, il commence à bouger. Si les jambes se bornent désormais à quelques marches précautionneuses — ou plus tard, dans cette pièce, à une curieuse sortie à genoux, à reculons — combien les mouvements du buste sont vifs, surprenants, étonnants ! Les danseurs vont entrer par petits groupes, mais longtemps on n'aura d'yeux que pour lui. Merce ne s'accroche pas aux planches comme une vieille star incapable de renouer à la voluptueuse caresse des projecteurs ; il nous dit tout simplement avec humour et sérénité : voici comment ; moi, Merce Cunningham, soixante-douze ans, je danse aujourd'hui. C'est beau, c'est émouvant.

Comme le conjoint du Festival d'Automne, qui fête son 20^e anniversaire, et du Théâtre de la Ville, où la Merce Cunningham Dance Company se produit pour la 7^e fois, *Loosestrife* est donné à Paris en création mondiale à la mémoire de Michel Guy, disparu en juillet 1990. On sait avec quelle fermeté de son Michel Guy, l'homme des plus grandes fidélités artistiques, a toujours soutenu

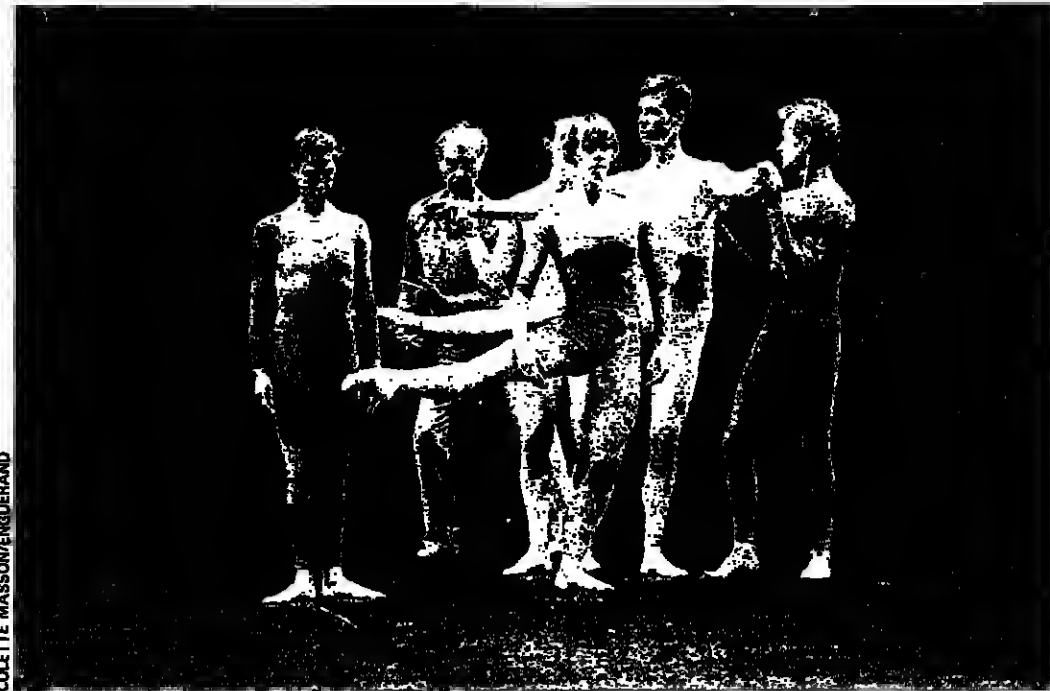
Cunningham contre vents et marées. Il allait non seulement en faire une figure emblématique de son Festival d'Automne, dès la naissance de celui-ci en 1972, mais contribuer à lui ouvrir d'autres portes : celles du Festival international de danse, du Théâtre des Champs-Élysées en 1966, celles de l'Opéra de Paris en 1973 : Merce Cunningham n'est pas encore revenu de la façon royale, et stupéfiante pour un créateur alors très discuté, avec laquelle Michel Guy lui fit cette dernière proposition : « Voulez-vous occuper toute la soirée, ou la partager avec d'autres chorégraphes ? »

— Je préfère être seul.
— Monter deux ou trois pièces courtes ou une seule grande ? ...
— Une seule grande...

Un mystère une affaire...

Ce fut le magnifique *Un jour ou deux* que le Palais Garnier serait bien inspiré de reprendre de temps à autre. Précisons pour la petite histoire que la première visite de Merce Cunningham à Paris remonte à 1949, quatre ans avant qu'il ne fonde sa compagnie : il dansa quelques solos au Théâtre du Vieux-Colombier devant trois chats et un pelé. On dit aussi qu'à la même époque il passa une audition devant Roland Petit au cours de laquelle il ne fit que taper du pied sur le plateau. On se doute qu'il ne fut pas engagé...

Loosestrife pourrait bien rester parmi les chefs-d'œuvre de l'antenne de Cunningham. Si la rigueur de la construction se dissimule, comme toujours, sous une délicate apparence de fantaisie et d'improvisation et si l'écriture oppose savamment fluidité et ruptures, vitesse et lenteur, il y régné



Merce Cunningham, soixante-douze ans : « Arrêter de danser ? Ça vient tout juste de commencer ! »

un climat assez neuf de mystère, d'attente. Mais un mystère et une attente qui ne seraient pas angoissés. Au contraire : empreints d'espoir, presque d'une joie secrète. Les danseurs évoluent dans des maillots académiques gris, tachés et à la couleur plus vive (ce sera, à quelques détails près, l'uniforme de la soirée). Après le long silence initial, la musique de Michael Pughes tombe en gouttes tibètes, feutrées.

Il faut avouer qu'on s'était un peu ennuyé au début du spectacle avec *Exchange* (déjà donné au Théâtre de la Ville en 1979). Peut-être parce qu'on y reste sur sa faim incapable de nouveauté, et que cette pièce nous semble aujourd'hui un Cunningham « de série ». Il faut la replacer dans son

contexte. Créée en 1978, elle marque une étape importante dans la constitution ou la consolidation du langage cunnighamien — ce n'est pas par hasard qu'il a souhaité la reprendre et la retravailler en transmettant son propre rôle, symboliquement, au beau danseur qu'est Alan Good. Jasper Johns y signe de subtils dégradés de gris dans sa toile de fond et ses collants, David Tudor a conçu une musique électronique qui peut évoquer des rats démenageant dans un grenier luisant de provisions de noix pour l'hiver, puis un décollage d'hélicoptère.

Notive Green, qui date de 1985 et figure ici en création française, évoque pour sa part les oiseaux s'il faut à tout prix des équivalences concrètes à l'abstraction

d'une danse qui veut engendrer l'émotion par le seul mouvement. Des pattes d'oiseaux finement dessinées sur les costumes et le décor de William Anastasi, des stridences sursauts dans la musique de Takehisa Kosugi y contribuent peut-être mais plus encore la fraîcheur, le sentiment « de nature » qui baigne la chorégraphie.

Et la soirée, lorsqu'elle se termine sur *Loosestrife*, prend respectivement sa cohérence et son sens : une montée, paisible et méditative, vers la lumière.

SYLVIE DE NUSSAC

Théâtre de la Ville, premier programme jusqu'au 14 septembre. Deuxième programme du 17 au 21 septembre, 20 h 30.

Or et désordre au Théâtre de la Ville

Depuis au moins vingt ans, le Théâtre de la Ville étale ses dessous sur la place publique : de la rue, si on lève le nez, on voit bien, en effet, à travers les baies, l'envers des gradins de béton nu qui ont fait bon poids dans le programme de réaménagement du théâtre à la fin des années 60, une époque où on osait encore être moderne sans ambiguïté, même au-dessus d'un édifice du siècle dernier.

François Morellet, à qui la Ville de Paris a passé commande, pour ne pas faire de jaloux — la loggia du théâtre d'en face, le Châtelet, ayant été confiée aux bons soins d'Adami, et la rideau de scène à Garouste — a choisi ces dessous pour intervenir.

En y mettant de l'or, par esprit de contradiction. De l'or, non pas en barre, mais en lignes tracées au hasard (d'après les lettres de « Ville de Paris ») et faites de petites tautologies collées en vrac à même le béton. Et qui se croisent, se recroisent, se cessent et se reconstituent selon la loi du hasard.

L'intervention est discrète, là où on ne l'attendait pas et relativement peu visible, mais par là-même, le décor à l'or de l'envers du décor donne au hall du théâtre un élan de béton royal, ce qui coup met en évidence ce qui l'entoure, composite en diable. Peut-être à revoir.

G. 8.

MUSIQUE

La baguette étoilée

Un Américain de vingt-neuf ans remporte le quarante et unième concours de chefs d'orchestre. Un Français et un Canadien sont finalistes exaequo

BESANCON

de notre envoyé spécial

Héroïques ! les musiciens de l'Orchestre symphonique de Moscou, les trois jeunes chefs d'orchestre finalistes, le pianiste Philippe Cassard (qui a démontré une fois de plus ses qualités de musicien en s'adaptant au style de chacun des candidats dans l'œuvre concertante imposée) et le public entassé sur la scène et dans la salle du théâtre de Besançon, mardi 10 septembre, ont été héroïques jusqu'au bout, acceptant tout — une chaleur à défailir, des fauteuils inconfortables, l'acoustique effroyablement sèche, « amusicale » d'une bâtisse qui aurait dû être

abattue depuis longtemps, — pour participer à la finale publique du plus prestigieux concours de direction d'orchestre du monde (lorsque ce théâtre a été construit en quelques mois, il y a trente ans, les autorités municipales avaient affirmé qu'il était à titre provisoire).

Le Concours international de jeunes chefs d'orchestre est une institution à laquelle les Bisontins sont, au moins, aussi attachés qu'à leur ville et à leur festival. Telle-ment attachés que les plus mordus d'entre eux sont prêts à pétitionner pour que l'on construise ce fameux auditorium dont on parle depuis tant d'années. Quelques heures plus tôt, le maître socialiste, M. Robert Schwint, affirmait, sur les antennes de Radio-France Besançon, qu'il n'en était pas question puisque la ville avait déjà... un théâtre. Au même moment, le président de la chambre de commerce se déclarait favorable à ce projet. Sans doute a-t-il compris tout le parti que l'on pouvait tirer d'un festival qui pourrait, s'il en avait les moyens, devenir un petit Salzbourg français dont les retombées économiques seraient certaines.

Présence et autorité

C'est le pari lancé par M. Georges Frêche, le maire de Montpellier. La population des deux villes n'est pas comparable (207 000 habitants d'un côté, 137 000 de l'autre), mais les mélomanes bisontins n'exigent pas non plus l'édification d'un Opéra tel que le Corral ! Ils ne souhaitent qu'une excellente salle de concerts de 1 800 ou 2 000 places, un excellent orchestre de chambre et une excellente saison de concerts l'hiver. Grâce à un accord passé entre Radio-France Paris et Patrick Ponce, le nouveau directeur artistique du festival, six concerts vont être donnés cet hiver. Il serait dommage de s'en tenir là.

Mais revenons au concours de chefs d'orchestre. Présidé cette année par Vladimir Fedosseiev (venu de Moscou avec son magnifique et virtuose orchestre), le jury réunissait des personnalités, chefs d'orchestre, imprésarios, une pianiste, un journaliste de renom (I. Il n'eut aucune difficulté à désigner vainqueur à l'unanimité George Pehlivanian, un Américain

de vingt-neuf ans. D'origine arménienne, né au Liban, ce jeune chef a travaillé avec Lorin Maazel, Ferdinand Leitner et Pierre Boulez. Sa gestique est fluide, efficace, sa présence et son autorité indéniables. Sa manière associée avec bonheur précision et engagement personnel. Dans le *Sacre du printemps* de Stravinsky, dans le *Premier Concerto* de Brahms et dans la pièce primée l'an dernier par le jury du concours de composition (*How de Kasper Topclitz*), il a démontré des qualités et un sang-froid que ses deux confrères furent loin d'atteindre. L'éloge décisif, la réserve de Jean-Marc Burfin (France, vingt-neuf ans), l'efficacité assez primée de Claude Lapalme (Canada, vingt-neuf ans), ne pouvaient rivaliser avec un concurrent qui s'est présenté au public, à l'orchestre comme s'il dirigeait un concert et non une épreuve...

En plus d'un prix de 30 000 F, George Pehlivanian a été engagé par l'Orchestre des Pays de la Loire, l'Orchestre national de Toulouse, l'Orchestre de Nancy (pour un opéra), le Sinfonietta de Picardie, l'Orchestre de la radio-télévision de Moscou et celui de la télévision de Budapest. Nous aurons donc l'occasion de le réentendre bientôt.

Le même soir, fut proclamé le palmarès du concours de direction musicale, qui en est à sa quatrième édition. Présidé par Pascal Dusapin, le jury (2) n'a pas déshérité, dans les œuvres qui lui ont été soumises, une pièce d'orchestre d'un intérêt suffisant pour qu'un grand prix soit décerné. Laurent Christian Lacques (Français, né en 1965), s'est donc contenté d'une mention, décernée à l'unanimité pour sa *Rapsodie chorale* qui devrait être jouée l'an prochain par les finalistes du concours de direction d'orchestre, ainsi que le veut le règlement.

ALAIN LOMPECH

(1) Présidé par le Russe Vladimir Fedosseiev, le jury de ce quarante et unième concours réunissait Horst Boehm et Georg Mark (Autriche), Osvito Roca (Estonie), Sergei Kolobkov (Union soviétique), Stéphane Cardon, Marc Soussart et Brigitte Engerer (France).

(2) Présidé par le Français Pascal Dusapin, le jury réunissait Claudio Ambrosini (Italie), James Dillon (Grande-Bretagne), Charles Chaynes, Michel Decoust et Antoine Duhamel (France).

Complicités en chambre

Pour leur troisième édition les Musicades lyonnaises affirment leur personnalité

LYON

Correspondance

Quand on avance la comparaison avec Marlboro, Alain Meunier, un des « pères » de la manifestation lyonnaise, habitude depuis quinze ans du festival américain (*Le Monde* du 4 septembre), se fait prudent : « Cela n'a rien à voir. Marlboro est une institution unique. Mais dans l'esprit, oui, nous cherchons une ressemblance ».

L'esprit, c'est ce concert inaugural du vendredi 6 septembre où quatre artistes prestigieux et chevronnés entouraient la jeune Isabelle Faust (dix-neuf ans), l'effacement dans leur son maîtrisé et serin son violon un peu vert pour la version originale de la *Petite musique de nuit* (quatuor à cordes et contrebasse). C'est, le lendemain, le quintette avec deux altos de Dvorak (en mi bémol majeur) et son bouleversant, large, servi avec un respect si pur par Joseph Silverstein, Matthias Bucholtz, Sylvie Gazeau, Annick Roussin et Alain Meunier.

Car la quarantaine de musiciens de toutes générations qui fréquentent pendant un dizaine de jours les Musicades lyonnaises sont là avant tout pour « entendre les œuvres et non pas se faire entendre à travers elles », comme l'explique Alain Meunier. Le violoncelliste français aime, on le sait, ces lieux d'échanges, de rencontres, de plaisir partagé : « Nous avons la prétention de sortir meilleurs musiciens que nous ne sommes entrés. Le public y trouve aussi son compte ».

Ce travail entre musiciens se

double aussi d'une partie pédagogique, avec des « master-classes » délivrées par quelques maîtres de la musique de chambre. Entendre Félix Galimir, extraordinaire jeune homme de quatre-vingt-quatre ans qui a connu Webern, Ravel ou Milhaud, faire répéter un quatuor chinois est une leçon inoubliable. Joseph Silverstein, autre violoniste, qui fit les beaux jours du Symphonique de Boston, Bruno Giuranna, altiste, fondateur de l'*Musiel*, témoignent aussi de ce désir de transmettre. Master-classes, répétitions, sont d'ailleurs ouvertes au public moyennant un modeste droit d'entrée.

Une tonalité très Europe centrale

Pour leur troisième édition, les Musicades semblent petit à petit trouver leurs marques. Elles disposent d'un cadre de travail idéal au Conservatoire national supérieur de musique, un ancien couvent du dix-huitième siècle, véritable oasis où viennent se briser les bruits extérieurs. Et il suffit de remonter la Saône de quelques encablures pour trouver la salle Mollière, petit théâtre kitsch à l'acoustique parfaite.

La constitution d'un « triumvirat », composé de Bruno Giuranna, Christian Ivaldi et Alain Meunier, garantit la cohérence artistique du projet : la programmation de cette année a une tonalité très Europe centrale (Mozart, Dvorak, Webern), mais ne s'interdit pas non plus les incursions dans la musique contemporaine (Amy, Donatoni). L'accès des master-classes est réservé à des ensembles déjà constitués, ce qui permet d'améliorer les exigences de niveau et de professionnalisme.

Les Musicades participent à leur manière à l'exceptionnel éclat du début de saison lyonnaise : la Biennale des arts (*Le Monde* du 6 septembre) qui s'est ouverte la semaine dernière, et celle de la Musique française, qui commence le 19 de ce mois. Elles disposent d'un soutien efficace de la municipalité (Michel Noir, on le sait, est un adepte du violoncelle...), d'une aide développée de l'Etat, de l'appui des institutions musicales de la ville et d'un certain nombre de sponsors privés (1).

Cette année, l'organisation a gagné en efficacité et en autorité, mais elle repose essentiellement sur l'enthousiasme militant du luthier Jean-Frédéric Schmidt et de sa femme. On comprend parfois leur déception devant des salles à moitié vides, ou des master-classes ébichement suivies. L'intimisme de la musique de chambre s'accommode mal des tambours médiatiques. Pourtant, grâce à une complicité fondée sur l'expérience et la tradition, héritage des grandes écoles de musique européennes, les Musicades de Lyon sont en train de grandir.

PIERRE MOULINIER

(1) Le budget des Musicades s'élève à 1,4 million de francs. La manifestation s'autoalimente à 30 %. Les subventions viennent de la ville de Lyon, de l'Etat, et du Conseil régional (qui a cependant réduit son soutien, alors que le département du Rhône supprimait le sien). La Caisse des dépôts et consignations est le principal mécène.

Prochains concerts : Schumann, Webern, ce jeudi 12 : Berg, Amy, Schumann, le 13 : Schumann le 14 : Webern, Schoenberg, Schubert, le 15 : Salle Mollière, 18, quai de Bondy, Lyon (6^e), 20 h 30. Tél. : 78-33-26-62.

THEATRE DE LA GAITE-MONTPARNASSE
26, RUE DE LA GAITE PARIS 14^e LOC. 43 22 16 18

JEAN-PAUL FARRÉ JEAN-LUC MOREAU

VOLTAIRE ROUSSEAU

DE JEAN-FRANCOIS PREVAND



CULTURE

Godard le mistigri

Promenade désenchantée dans la solitude de l'Allemagne réunifiée

VENISE

de notre envoyé spécial

Dans *Allemagne année zéro* de Rossellini, le petit garçon ressuscitait soudain la voix de Hitler dans les décombres de Berlin-1947, au moyen d'un disque dont il s'appropriait à faire commerce. Ce brusque repliement de l'histoire sur elle-même, Jean-Luc Godard le pratique sur la longue durée, celle de l'histoire de l'Allemagne, et de l'Europe.

Godard nie que l'histoire soit un ruban qui se déroulerait toujours dans le même sens, chaque nouveau morceau annulant ce qui précède. Contre l'amnésie, il s'empare du ruban pour en faire des nœuds, des anneaux de Mochius, des cocottes en papier. Pour faire « réagir », au sens de l'expérimentation chimique. Et observer.

C'est très simple, finalement. Comme le titre. Où : *Allemagne*. Quand : *Année 90*. Quoi : *neuf zéro*. Rien de nouveau. Jean-Luc

Godard a prétendu jadis savoir deux ou trois choses de la banlieue parisienne. Sur l'Allemagne il ne prétend détenir aucun savoir. Juste un peu de mémoire, qu'on ira sur place mettre à l'épreuve. Mémoire des mots qui viennent de la littérature, des images qui viennent du cinéma, de la musique qui a enseigné la fugue et le contrepoint.

Obstination mélancolique

Mais Jean-Luc, prudent Helvétie, s'adjoint pour plus de sûreté un guide, vieille connaissance et personnage typique du folklore est-allemand : un espion dormant américain, informé que sa mission n'a plus de sens, se met en chemin pour rentrer à l'Ouest ; Eddie Constantine, inusable Lemmy Caution, silhouette massive indifférente aux intempéries de l'actualité, visage de vieux Sitting Bull buveur de bière, emporte le film à ses basques.

Le sentier courant du film est

ainsi la longue marche de Lemmy Caution, avec la Môme-Vert-de-Gris en morceaux dans son attaché-case. Le héros d'*Alphaville* atteindra au bout de son errance les vitrines obscures d'Omégaville, le bout du voyage berlinois qui semble le fond de la poubelle européenne éblouissante de lumière. Mais, à la différence de la cité oppressante du film de 1965, Lemmy n'a plus de Natacha à ses côtés : les Russes sont repartis vers l'Est, et la tendresse plus loin encore. Il est seul, comme un chien, celui qui accompagne Mozart à la fosse commune. Puis, que c'est de solitude qu'il s'agit - c'est écrit sur un carton au début, et c'est le thème de la série-télé commanditaire du film.

Depuis plus de vingt ans, Godard fait des films comme on joue au « jeu des mariages », ici celui du passé et du présent (l'histoire) - Seul, bien seul à ne pas participer du carnaval myope qui a accueilli les « événements » des pays de l'Est, il refuse de jeter

dans un même mouvement les eaux sales du stalinisme, les bébés enfarinés dans la douleur de l'espoir, et les bagnoires, fussent-elles du fer-blanc est-allemand, sans avoir examiné comment elles s'étaient fabriquées.

Avec sa lucidité hors d'époque et son obstination mélancolique, il reste le mistigri qui ne s'apparie rien. Alors il appelle des connaissances à la rescousse, Kafka et Rilke et tant d'autres qui annonçaient toute cette tristesse en parlant d'autre chose, ou M^{me} de Staël - qui avait fui la Terreur à Rolle, en Suisse, là où habite Godard. M^{me} de Staël qui, avant d'écrire *De l'Allemagne*, avait signé un *De la littérature considérée dans son rapport avec les institutions sociales*, titre où il n'y aurait que le premier mot à remplacer par « cinéma » pour décrire le travail de Jean-Luc Godard.

« Mais où est-ce, l'Occident ? »

Cet homme-là a de la morale aussi, ou au moins de la décence. Assez pour prendre le temps d'aller chercher une rose pour Sophie Scholl, résistante décapitée par les nazis avec son frère Hans. Et pour dire son nom. Et il a de l'oreille, également, lui qui entend dans une plaque de nom de rue (Clara Zetkin-Strasse, mais qui est-ce ?) quelques mesures d'une chanson ancienne, «... adieu le plus noble des frères... ». Cette chanson avec laquelle, depuis un siècle et plus, furent portées en terre tant de victimes de tant de répressions dans l'Europe entière. Toutes ces choses qu'on n'entend plus du tout en ce moment. Toute cette mémoire que pas un journaliste, pas un politicien « de gauche », n'a su dire durant ce mois qui a suivi la liquidation des mornes soviétiques. Et moins encore les derniers militants communistes, levés dans les ultimes gerances rouges de banlieue par les médias.

« Mais où est-ce, l'Occident ? », demande le marmaréen Eddie Constantine à ceux qui croisent son chemin. Eh bien, logiquement, c'est nulle part. S'il n'y a plus d'Est, il n'y a plus d'Ouest non plus. Se faufile l'idée qu'on n'a pas forcément gagné à cette indolence. Mais bien sûr, c'est « du Godard », l'homme qui cache les réponses dans les violons. Les questions, elles, ne sont pas compliquées, seules selon les capacités et les besoins... pour peu que le film soit un jour visible : produit par la télévision, *Allemagne année 90 neuf zéro* essaie de faire du 9 avec du vieux - les citations, les extraits de films. Pour qu'il ne se perde pas entre le 0 et l'infini, il lui faut une salle de cinéma. A la télé, il deviendrait, à son tour, un fantôme.

JEAN-MICHEL FRODON



CHARLEY MAROUANI ET GILBERT COULLIER PRÉSENTENT

MONTAND à BERCY

EN EXCLUSIVITÉ POUR TOUTE LA FRANCE

A PARTIR DU 29 MAI 92

LOCATION BERCY, FNAC, VIRGIN MÉGASTORE, AGENCES

MINITEL 36 15 BERCY - TEL 43 46 12 21

EUROPE 1

هكذا من الأصل

Beauté fatale

Sur le destin des épouses dans la Chine traditionnelle, une superbe calligraphie

VENISE

de notre envoyé spécial

« *Hissez les lanternes rouges* ! » Chaque soir, les quatre épouses de maître Chen attendent le cri qui désignera celle qui recevra pour la nuit leur seigneur. Pour cet honneur, les quatre femmes se livrent une guerre aussi impitoyable que sournoise, sur l'échiquier complexe de la grande maison, de ses cours et de ses corridors, dans le labyrinthe des règles draconiennes qui régissent leur vie.

Comme les tuiles vernissées des toits prennent une nouvelle couleur à chaque heure du jour, les lois domestiques déterminent chaque instant. Autour du maître, puissance suprême à peine entrevue, chacune redouble d'intrigues pour prouver sa soumission à l'homme, qui fera sa puissance sur ses rivales.

Épouses et concubines s'attache surtout au sort de la quatrième

épouse, interprétée par la sublime Gong Li, déjà vedette des deux précédents films de Zhang Yimou, *Le Sorgho rouge* et *Ju Dou*. A ses côtés, et une année durant, se déroule le cycle des jous et des saisons, des tendresses et des trahisons, jusqu'au crime et à la folie. Zhang Yimou, qui fut d'abord chef opérateur - en particulier de Chen Kaige, l'autre grand cinéaste chinois (exilé) actuel - filme merveilleusement les lieux immobiles, oppressants, dans lesquels il enferme son huis-clos.

Mais, comme déjà dans *Ju Dou*, il privilégie la beauté formelle, emprisonne le film dans une splendeur hiératique qui fait regretter la puissance émotionnelle du *Sorgho rouge* - par ailleurs tout aussi beau visuellement. Il s'en fait d'un souffle, d'une vibration, pour qu'*Épouses et concubines* soit non seulement un film splendide, mais un film bouleversant.

J.-M.F.

Premiers pas

VENISE

de notre envoyé spécial

La sélection française de la « Semaine de la critique » attire, à Venise, une attention particulière : en 1989 et 1990, les candidatures s'intitulaient *Un monde sans pitié* d'Éric Rohmer et *La Disparition* de Christian Vincent. Cette année, deux premiers films tentaient de prendre la succession de ces découvertes : *Bar des rails* de Cécile Kahn et *Le Ciel de Paris* de Michel Béné.

Débutant de vingt-cinq ans, Cécile Kahn observe les démons et les peurs d'un tout jeune homme à l'heure des premières amours, sur fond de mal-vivre banlieusard. La première bonne surprise du film réside dans le choix de l'interprète : Marc Vidal n'est en rien un de ces adolescents dont le cinéma pour teenagers est friand. Pas mignon, pas « cool », le contraire d'une figure de mode. Un bizarre mélange d'enfance et d'âge adulte, loin de la « noble jeunesse » des années 80, Fabienne Babe campe avec justesse une jeune femme qui, elle, n'a plus rien d'une gamine.

Le film a les mêmes qualités et les mêmes défauts que son personnage, ses balbutiements et ses élans cinématographiques ressemblent aux balbutiements et aux élans amoureux du garçon. De cette fragilité, de cette maladresse même, naît un attachement relevé de la difficulté des premiers pas. Mais, comme son héros avec son lycée, le réalisateur finit par se laisser déborder par son mélange de sincérité, de timidité et de volonté de s'affirmer. Et ses cadrages incertains, ses prises de vues sous-exposées, ses dialogues à peine audibles dans le brouhaha d'un monde indifférent, cessent de servir son propos. Au point que lorsque passe, à l'antenne, la chanson *Un autre monde*, l'idée vient que le

groupe Téléphone avait très bien dit en trois minutes ce que le cinéaste mat décidément trop longtamps à raconter, « da fausses fins en inutile codicille. Pêché de jeunesse... »

Il s'agit aussi d'amour et de jeunesse dans *Le Ciel de Paris*, mais d'une tout autre façon. Michel Béné décale la figure du triangle : Suzanne et Marc partagent un appartement, en tout bien tout honneur, ils rencontrent par hasard Lucien, et c'est Marc qui tombe amoureux de lui, qui de son côté s'éprend de Suzanne. Suzanne, la lumineuse, la toujours parfaite Sandrine Bonnerre, à la fois omniprésente et généreuse pour ses partenaires. Qui sont, tous les deux, Marc Fourastier et Paul Blain, absolument remarquables.

Comme est remarquable la manière dont Michel Béné construit son film, par petites scènes courtes et toujours olivées sur un ton doux, une question, un appel. Sans jamais s'apaiser. Alors que l'homosexualité a valu au public vénitien son comptant de manifestes appuyés et de voyeurisme, l'ancien assistant d'André Téchiné tricote à toute vitesse une histoire mobile, à la fois touchante et intrigante, et qui fait place à de très beaux personnages secondaires (Eveline Bouix, Amélie Delcamp).

Sans être entièrement abouti - la série de crises qui boucle le scénario est moins convaincante que le puzzle délicat des tendresses, des séductions et des attentes qui en constitue l'essentiel - *Le Ciel de Paris* est à l'évidence un film réussi, et extrêmement prometteur. Cette promesse ne sera jamais tenue : Michel Béné est mort le 10 juillet dernier, juste après avoir terminé son film.

J.-M.F.

3 BALZAC • MAX LINDER PANORAMA • SAINT-GERMAIN-DES-PRES
14H30 - 20H 11H - 15H30 - 20H15 11H - 15H30 - 20H

La Belle Noiseuse

14 JUILLET ODEON - CINE BEAUBOURG LES HALLES - 3 BALZAC - 14 JUILLET BASTILLE - LES 7 PARNASSIENS

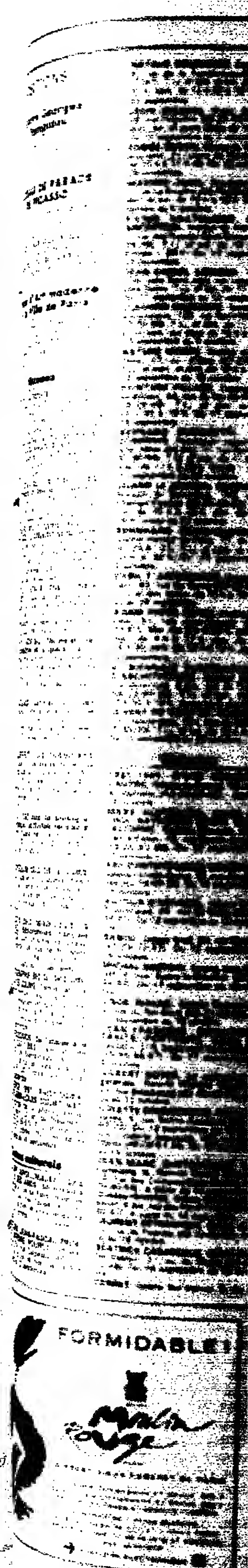
un film de CHANTAL AKERMAN

JACK : "Pour l'instant je suis chauffeur de taxi la nuit. Je préfère la nuit, comme ça je passe le jour avec Julie."

JULIE : "Le jour il me raconte sa nuit. J'ai l'impression qu'il invente un peu et l'inverse un peu avec lui."

JOSEPH : "On m'avait dit même toi, si jamais tu tombes amoureux c'est là que les annus commencent."

AVEC GUILAINE LONDEZ FRANÇOIS NEGRET THOMAS LANGMANN



SPECTACLES

JEUDI 12 SEPTEMBRE

EXPOSITIONS

Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.J., et mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

RIDEAU DE PARADE DE PICASSO.

Soirée d'actualité jeunesse. Jusqu'au 18 novembre.

ALDO ROSSI PAR ALDO ROSSI. Galerie du Ciel. Jusqu'au 30 septembre.

LE THÉÂTRE EN BULGARIE. Petit foyer. Du 18 septembre au 30 septembre.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J., et mar. de 10 h à 18 h, dim. et jours fériés de 10 h à 18 h.

LE LISSITZKY. Entrée : 30 F. Jusqu'au 13 octobre.

Musées

PRIMROSE BORDIER. Orangerie de Bagatelle, allée de la Reine-Marguerite. Du 12 septembre au 13 octobre.

CARTE BLANCHE À PELACHAUD. Musée de la Ville de Paris. Du 12 septembre au 13 octobre.

CHEFS D'ŒUVRE RETROUVÉS. Musée de la Ville de Paris. Du 12 septembre au 13 octobre.

LA COULEUR DU TEMPS. PHOTOGRAPHIES DE LÉONARDO MISONNE. Centre national de la photographie. Du 12 septembre au 13 octobre.

JEAN-LOUIS COURTYNAT. Prix NIEPCE 1991. Palais de Tokyo. Du 12 septembre au 13 octobre.

DERrière le Rideau. Musée de la Ville de Paris. Du 12 septembre au 13 octobre.

STAN DOUGLAS. Galeries nationales du Jeu de Paume. Du 12 septembre au 13 octobre.

JEAN DUBUFFET. LES DERNIÈRES ANNÉES. Musée de la Ville de Paris. Du 12 septembre au 13 octobre.

EN BATEAU. 150 ans de photographie de bateau. Musée de la Ville de Paris. Du 12 septembre au 13 octobre.

LE MONDE SELON SES CRÉATEURS. Musée de la Mode et du Costume. Du 12 septembre au 13 octobre.

LA PASSION DES MANUSCRITS ENLUMINÉS. Bibliothèque nationale. Du 12 septembre au 13 octobre.

LA PHOTOGRAPHIE BELGE DES ORIGINES À NOS JOURS. Centre national de la photographie. Du 12 septembre au 13 octobre.

MARIO PRASSINIS. De l'atelier à la donation. 1057-1985. Pavillon des Arts. Du 12 septembre au 13 octobre.

PRIX NIEPCE 1991. PHOTOGRAPHIES DE JEAN-LOUIS COURTYNAT. Centre national de la photographie. Du 12 septembre au 13 octobre.

LES ATELIER. JEAN-PIERRE PRINCE. Centre national de la photographie. Du 12 septembre au 13 octobre.

ANTOINETTE CHALUS. Centre national de la photographie. Du 12 septembre au 13 octobre.

JEAN-PIERRE PRINCE. Centre national de la photographie. Du 12 septembre au 13 octobre.

ANTOINETTE CHALUS. Centre national de la photographie. Du 12 septembre au 13 octobre.

JEAN-PIERRE PRINCE. Centre national de la photographie. Du 12 septembre au 13 octobre.

ANTOINETTE CHALUS. Centre national de la photographie. Du 12 septembre au 13 octobre.

JEAN-PIERRE PRINCE. Centre national de la photographie. Du 12 septembre au 13 octobre.

ANTOINETTE CHALUS. Centre national de la photographie. Du 12 septembre au 13 octobre.

JEAN-PIERRE PRINCE. Centre national de la photographie. Du 12 septembre au 13 octobre.

ANTOINETTE CHALUS. Centre national de la photographie. Du 12 septembre au 13 octobre.

JEAN-PIERRE PRINCE. Centre national de la photographie. Du 12 septembre au 13 octobre.

ANTOINETTE CHALUS. Centre national de la photographie. Du 12 septembre au 13 octobre.

JEAN-PIERRE PRINCE. Centre national de la photographie. Du 12 septembre au 13 octobre.

ANTOINETTE CHALUS. Centre national de la photographie. Du 12 septembre au 13 octobre.

JEAN-PIERRE PRINCE. Centre national de la photographie. Du 12 septembre au 13 octobre.

ANTOINETTE CHALUS. Centre national de la photographie. Du 12 septembre au 13 octobre.

JEAN-PIERRE PRINCE. Centre national de la photographie. Du 12 septembre au 13 octobre.

ANTOINETTE CHALUS. Centre national de la photographie. Du 12 septembre au 13 octobre.

JEAN-PIERRE PRINCE. Centre national de la photographie. Du 12 septembre au 13 octobre.

ANTOINETTE CHALUS. Centre national de la photographie. Du 12 septembre au 13 octobre.

JEAN-PIERRE PRINCE. Centre national de la photographie. Du 12 septembre au 13 octobre.

ANTOINETTE CHALUS. Centre national de la photographie. Du 12 septembre au 13 octobre.

JEAN-PIERRE PRINCE. Centre national de la photographie. Du 12 septembre au 13 octobre.

ANTOINETTE CHALUS. Centre national de la photographie. Du 12 septembre au 13 octobre.

NATALIE DOUCHKINE. Espace Japon. Du 12 septembre au 13 octobre.

MARIE-ANTOINETTE CHALUS. Galerie Alain Boudet. Du 12 septembre au 13 octobre.

CHRISTINE CHAMSON. Galerie Michèle Broutin. Du 12 septembre au 13 octobre.

MIGUEL CLEMESSY. Galerie Lise et Henri de Manthou. Du 12 septembre au 13 octobre.

JEFF COLSON. Galerie Kersten Grève. Du 12 septembre au 13 octobre.

MICHEL COQUERY. Galerie Jacqueline Felman. Du 12 septembre au 13 octobre.

JEAN DANIEL LORIEUX. Hôtel de Ville. Du 12 septembre au 13 octobre.

VLADIMIR MARKOVIC. Centre culturel yougoslave. Du 12 septembre au 13 octobre.

NATURE MORTE. Galerie Institut de Paris. Du 12 septembre au 13 octobre.

PEINTURE PILLAGE. Espace Latino-américain. Du 12 septembre au 13 octobre.

BERNARD PIFFARETTI. HEIMO ZOBENIG. Du 12 septembre au 13 octobre.

CHRISTOPHE CUZIN. Galerie Bernard Jordan. Du 12 septembre au 13 octobre.

HUBERT DE CHALVON. Galerie Montanari. Du 12 septembre au 13 octobre.

PUCI DE ROSSI. Galerie Nottu. Du 12 septembre au 13 octobre.

QUANO LE JOURNAL DEVIENT ART. Du 12 septembre au 13 octobre.

YVIR T. ZAPHIRATOS. Espace Moisson. Du 12 septembre au 13 octobre.

LA BIENNALE INTERNATIONALE D'ARCHITECTURE. Du 12 septembre au 13 octobre.

LE VENT DU NORD VI. CLICHE. Institut d'Architecture. Du 12 septembre au 13 octobre.

MARK ALSTERLUND. HYUN SOO CHOK. Du 12 septembre au 13 octobre.

ART CONTEMPORAIN SOVIÉTIQUE. Du 12 septembre au 13 octobre.

BAROU. Galerie Krief. Du 12 septembre au 13 octobre.

MICHAEL BASTOW. Galerie Alain Boudet. Du 12 septembre au 13 octobre.

LAURENT BÉRENGER. Galerie Arca. Du 12 septembre au 13 octobre.

JEAN-FRANÇOIS BONHOMME. Du 12 septembre au 13 octobre.

GILBERT BOYER. Du 12 septembre au 13 octobre.

COLETTE BRUNSWIG. Galerie C. Du 12 septembre au 13 octobre.

JEAN-MARC BUSTAMANTE. Du 12 septembre au 13 octobre.

JEAN-PIERRE PRINCE. Du 12 septembre au 13 octobre.

ANTOINETTE CHALUS. Du 12 septembre au 13 octobre.

JEAN-PIERRE PRINCE. Du 12 septembre au 13 octobre.

ANTOINETTE CHALUS. Du 12 septembre au 13 octobre.

JEAN-PIERRE PRINCE. Du 12 septembre au 13 octobre.

ANTOINETTE CHALUS. Du 12 septembre au 13 octobre.

JEAN-PIERRE PRINCE. Du 12 septembre au 13 octobre.

ANTOINETTE CHALUS. Du 12 septembre au 13 octobre.

JEAN-PIERRE PRINCE. Du 12 septembre au 13 octobre.

ANTOINETTE CHALUS. Du 12 septembre au 13 octobre.

JEAN-PIERRE PRINCE. Du 12 septembre au 13 octobre.

ANTOINETTE CHALUS. Du 12 septembre au 13 octobre.

JEAN-PIERRE PRINCE. Du 12 septembre au 13 octobre.

ANTOINETTE CHALUS. Du 12 septembre au 13 octobre.

JEAN-PIERRE PRINCE. Du 12 septembre au 13 octobre.

ANTOINETTE CHALUS. Du 12 septembre au 13 octobre.

JEAN-PIERRE PRINCE. Du 12 septembre au 13 octobre.

ANTOINETTE CHALUS. Du 12 septembre au 13 octobre.

JEAN-PIERRE PRINCE. Du 12 septembre au 13 octobre.

ANTOINETTE CHALUS. Du 12 septembre au 13 octobre.

MIRIAMAN. Du 12 septembre au 13 octobre.

MARIE-ANTOINETTE CHALUS. Du 12 septembre au 13 octobre.

CHRISTINE CHAMSON. Du 12 septembre au 13 octobre.

MIGUEL CLEMESSY. Du 12 septembre au 13 octobre.

JEFF COLSON. Du 12 septembre au 13 octobre.

MICHEL COQUERY. Du 12 septembre au 13 octobre.

JEAN DANIEL LORIEUX. Du 12 septembre au 13 octobre.

VLADIMIR MARKOVIC. Du 12 septembre au 13 octobre.

NATURE MORTE. Du 12 septembre au 13 octobre.

PEINTURE PILLAGE. Du 12 septembre au 13 octobre.

BERNARD PIFFARETTI. Du 12 septembre au 13 octobre.

CHRISTOPHE CUZIN. Du 12 septembre au 13 octobre.

HUBERT DE CHALVON. Du 12 septembre au 13 octobre.

PUCI DE ROSSI. Du 12 septembre au 13 octobre.

QUANO LE JOURNAL DEVIENT ART. Du 12 septembre au 13 octobre.

YVIR T. ZAPHIRATOS. Du 12 septembre au 13 octobre.

LA BIENNALE INTERNATIONALE D'ARCHITECTURE. Du 12 septembre au 13 octobre.

LE VENT DU NORD VI. Du 12 septembre au 13 octobre.

MARK ALSTERLUND. Du 12 septembre au 13 octobre.

ART CONTEMPORAIN SOVIÉTIQUE. Du 12 septembre au 13 octobre.

BAROU. Du 12 septembre au 13 octobre.

MICHAEL BASTOW. Du 12 septembre au 13 octobre.

LAURENT BÉRENGER. Du 12 septembre au 13 octobre.

JEAN-FRANÇOIS BONHOMME. Du 12 septembre au 13 octobre.

GILBERT BOYER. Du 12 septembre au 13 octobre.

COLETTE BRUNSWIG. Du 12 septembre au 13 octobre.

JEAN-MARC BUSTAMANTE. Du 12 septembre au 13 octobre.

JEAN-PIERRE PRINCE. Du 12 septembre au 13 octobre.

ANTOINETTE CHALUS. Du 12 septembre au 13 octobre.

JEAN-PIERRE PRINCE. Du 12 septembre au 13 octobre.

ANTOINETTE CHALUS. Du 12 septembre au 13 octobre.

JEAN-PIERRE PRINCE. Du 12 septembre au 13 octobre.

ANTOINETTE CHALUS. Du 12 septembre au 13 octobre.

JEAN-PIERRE PRINCE. Du 12 septembre au 13 octobre.

ANTOINETTE CHALUS. Du 12 septembre au 13 octobre.

JEAN-PIERRE PRINCE. Du 12 septembre au 13 octobre.

ANTOINETTE CHALUS. Du 12 septembre au 13 octobre.

JEAN-PIERRE PRINCE. Du 12 septembre au 13 octobre.

ANTOINETTE CHALUS. Du 12 septembre au 13 octobre.

JEAN-PIERRE PRINCE. Du 12 septembre au 13 octobre.

ANTOINETTE CHALUS. Du 12 septembre au 13 octobre.

JEAN-PIERRE PRINCE. Du 12 septembre au 13 octobre.

ANTOINETTE CHALUS. Du 12 septembre au 13 octobre.

JEAN-PIERRE PRINCE. Du 12 septembre au 13 octobre.

ANTOINETTE CHALUS. Du 12 septembre au 13 octobre.

JEAN-PIERRE PRINCE. Du 12 septembre au 13 octobre.

ANTOINETTE CHALUS. Du 12 septembre au 13 octobre.

HOURDE. Du 12 septembre au 13 octobre.

MARIE-ANTOINETTE CHALUS. Du 12 septembre au 13 octobre.

CHRISTINE CHAMSON. Du 12 septembre au 13 octobre.

MIGUEL CLEMESSY. Du 12 septembre au 13 octobre.

JEFF COLSON. Du 12 septembre au 13 octobre.

MICHEL COQUERY. Du 12 septembre au 13 octobre.

JEAN DANIEL LORIEUX. Du 12 septembre au 13 octobre.

VLADIMIR MARKOVIC. Du 12 septembre au 13 octobre.

NATURE MORTE. Du 12 septembre au 13 octobre.

PEINTURE PILLAGE. Du 12 septembre au 13 octobre.

BERNARD PIFFARETTI. Du 12 septembre au 13 octobre.

CHRISTOPHE CUZIN. Du 12 septembre au 13 octobre.

HUBERT DE CHALVON. Du 12 septembre au 13 octobre.

PUCI DE ROSSI. Du 12 septembre au 13 octobre.

QUANO LE JOURNAL DEVIENT ART. Du 12 septembre au 13 octobre.

YVIR T. ZAPHIRATOS. Du 12 septembre au 13 octobre.

LA BIENNALE INTERNATIONALE D'ARCHITECTURE. Du 12 septembre au 13 octobre.

LE VENT DU NORD VI. Du 12 septembre au 13 octobre.

MARK ALSTERLUND. Du 12 septembre au 13 octobre.

ART CONTEMPORAIN SOVIÉTIQUE. Du 12 septembre au 13 octobre.

BAROU. Du 12 septembre au 13 octobre.

MICHAEL BASTOW. Du 12 septembre au 13 octobre.

LAURENT BÉRENGER. Du 12 septembre au 13 octobre.

JEAN-FRANÇOIS BONHOMME. Du 12 septembre au 13 octobre.

GILBERT BOYER. Du 12 septembre au 13 octobre.

COLETTE BRUNSWIG. Du 12 septembre au 13 octobre.

JEAN-MARC BUSTAMANTE. Du 12 septembre au 13 octobre.

JEAN-PIERRE PRINCE. Du 12 septembre au 13 octobre.

ANTOINETTE CHALUS. Du 12 septembre au 13 octobre.

JEAN-PIERRE PRINCE. Du 12 septembre au 13 octobre.

ANTOINETTE CHALUS. Du 12 septembre au 13 octobre.

JEAN-PIERRE PRINCE. Du 12 septembre au 13 octobre.

ANTOINETTE CHALUS. Du 12 septembre au 13 octobre.

JEAN-PIERRE PRINCE. Du 12 septembre au 13 octobre.

ANTOINETTE CHALUS. Du 12 septembre au 13 octobre.

JEAN-PIERRE PRINCE. Du 12 septembre au 13 octobre.

ANTOINETTE CHALUS. Du 12 septembre au 13 octobre.

JEAN-PIERRE PRINCE. Du 12 septembre au 13 octobre.

ANTOINETTE CHALUS. Du 12 septembre au 13 octobre.

JEAN-PIERRE PRINCE. Du 12 septembre au 13 octobre.

ANTOINETTE CHALUS. Du 12 septembre au 13 octobre.

JEAN-PIERRE PRINCE. Du 12 septembre au 13 octobre.

ANTOINETTE CHALUS. Du 12 septembre au 13 octobre.

JEAN-PIERRE PRINCE. Du 12 septembre au 13 octobre.

ANTOINETTE CHALUS. Du 12 septembre au 13 octobre.

JEAN-PIERRE PRINCE. Du 12 septembre au 13 octobre.

ANTOINETTE CHALUS. Du 12 septembre au 13 octobre.

DAVID ROBBINS. Du 12 septembre au 13 octobre.

MARIE-ANTOINETTE CHALUS. Du 12 septembre au 13 octobre.

CHRISTINE CHAMSON. Du 12 septembre au 13 octobre.

MIGUEL CLEMESSY. Du 12 septembre au 13 octobre.

JEFF COLSON. Du 12 septembre au 13 octobre.

MICHEL COQUERY. Du 12 septembre au 13 octobre.

JEAN DANIEL LORIEUX. Du 12 septembre au 13 octobre.

VLADIMIR MARKOVIC. Du 12 septembre au 13 octobre.

NATURE MORTE. Du 12 septembre au 13 octobre.

PEINTURE PILLAGE. Du 12 septembre au 13 octobre.

BERNARD PIFFARETTI. Du 12 septembre au 13 octobre.

CHRISTOPHE CUZIN. Du 12 septembre au 13 octobre.

HUBERT DE CHALVON. Du 12 septembre au 13 octobre.

PUCI DE ROSSI. Du 12 septembre au 13 octobre.

QUANO LE JOURNAL DEVIENT ART. Du 12 septembre au 13 octobre.

YVIR T. ZAPHIRATOS. Du 12 septembre au 13 octobre.

LA BIENNALE INTERNATIONALE D'ARCHITECTURE. Du 12 septembre au 13 octobre.

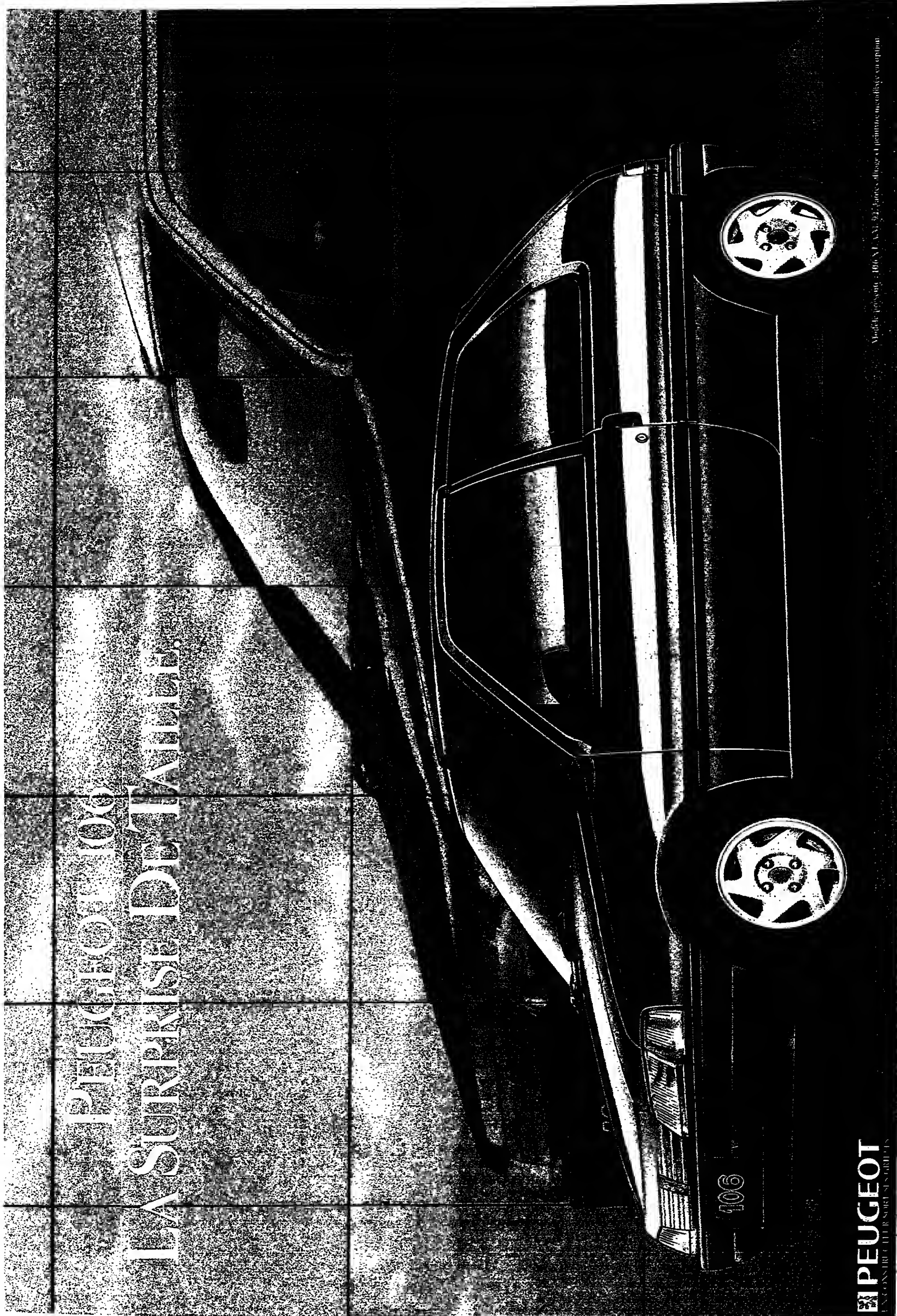
LE VENT DU NORD VI. Du 12 septembre au 13 octobre.

MARK ALSTERLUND. Du 12 septembre au 13 octobre.

ART CONTEMPORAIN SOVIÉTIQUE. Du 12 septembre au 13 octobre.

BAROU. Du 12 septembre au 13 octobre.

PERCUTANIO ALLA SORPRESA DEL TALENTO



PEUGEOT

Abstracts of papers presented at the 1996 American Psychological Association meeting on "The Role of the Family in the Development of Children's Mental Health Problems" are included.

La lég

Rousseau

In Germany:

1. *... ..*
 2. *... ..*
 3. *... ..*
 4. *... ..*
 5. *... ..*
 6. *... ..*
 7. *... ..*
 8. *... ..*
 9. *... ..*
 10. *... ..*
 11. *... ..*
 12. *... ..*
 13. *... ..*
 14. *... ..*
 15. *... ..*
 16. *... ..*
 17. *... ..*
 18. *... ..*
 19. *... ..*
 20. *... ..*
 21. *... ..*
 22. *... ..*
 23. *... ..*
 24. *... ..*
 25. *... ..*
 26. *... ..*
 27. *... ..*
 28. *... ..*
 29. *... ..*
 30. *... ..*
 31. *... ..*
 32. *... ..*
 33. *... ..*
 34. *... ..*
 35. *... ..*
 36. *... ..*
 37. *... ..*
 38. *... ..*
 39. *... ..*
 40. *... ..*
 41. *... ..*
 42. *... ..*
 43. *... ..*
 44. *... ..*
 45. *... ..*
 46. *... ..*
 47. *... ..*
 48. *... ..*
 49. *... ..*
 50. *... ..*
 51. *... ..*
 52. *... ..*
 53. *... ..*
 54. *... ..*
 55. *... ..*
 56. *... ..*
 57. *... ..*
 58. *... ..*
 59. *... ..*
 60. *... ..*
 61. *... ..*
 62. *... ..*
 63. *... ..*
 64. *... ..*
 65. *... ..*
 66. *... ..*
 67. *... ..*
 68. *... ..*
 69. *... ..*
 70. *... ..*
 71. *... ..*
 72. *... ..*
 73. *... ..*
 74. *... ..*
 75. *... ..*
 76. *... ..*
 77. *... ..*
 78. *... ..*
 79. *... ..*
 80. *... ..*
 81. *... ..*
 82. *... ..*
 83. *... ..*
 84. *... ..*
 85. *... ..*
 86. *... ..*
 87. *... ..*
 88. *... ..*
 89. *... ..*
 90. *... ..*
 91. *... ..*
 92. *... ..*
 93. *... ..*
 94. *... ..*
 95. *... ..*
 96. *... ..*
 97. *... ..*
 98. *... ..*
 99. *... ..*
 100. *... ..*

LIVRES • IDEES

La légende des Wittgenstein

Une biographie et un roman restituent la vie du plus excentrique des philosophes viennois

WITTGENSTEIN

Les années de jeunesse
(1889-1921)
de Brian McGuinness.
Traduit de l'anglais par V. Tennenbaum.
Seuil, 390 p., 140 F.

LE MONDE TEL QUE JE L'AI TROUVÉ

de Bruce Duffy.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Christophe Marchand-Kiss.
Flammarion, 617 p., 150 F.

«Pendant un siècle, écrivait Thomas Bernhard, les Wittgenstein ont produit des armes et des machines; puis, pour couronner le tout, ils ont produit Ludwig...» Quand Ludwig meurt, le 21 avril 1951, à Cambridge, il est déjà une figure de légende. Et, bien qu'il n'ait publié de son vivant qu'un seul livre, le *Tractatus logico-philosophicus* (1921), aucun de ceux qui l'ont approché ne doute de son génie.

Il est né à Vienne le 26 avril 1889, et, grâce à la scrupuleuse biographie de Brian McGuinness, le milieu qui a engendré Ludwig peut être étudié au microscope. D'abord son père, Karl Wittgenstein, qui, à l'âge de dix-huit ans, rompt avec sa famille, quitte Vienne sans un sou, mais avec son violon, et part pour New-York. Là, il s'enthousiasme pour le système capitaliste, l'absence de traditions et de conventions, et écrit : «Il est impossible d'imaginer meilleure école, pour l'éducation d'un être humain, que la vie d'un nouvel immigré. Il se trouve placé dans la terrible nécessité de tendre toutes ses forces à l'extrême, simplement pour survivre.»

Karl mène une carrière de chef d'entreprise et d'industriel qui fera de lui l'égal d'un Krupp. Dans son palais viennois, il collectionne les «œuvres» de Rodin, les tableaux de Segantini et de Klimt, et s'adonne avec son épouse, Léopoldine, à sa passion pour la musique.

L'histoire des Wittgenstein, en cela bien de leur époque, abonde en anecdotes qui pourraient figurer en appendice à un traité de psychanalyse : aucun des fils de Karl ne sera vraiment en mesure d'affronter ce père écrasant, dominateur, intrinsèque et supérieurement doué, aussi bien en économie politique qu'en philosophie.

De ses fils, il attendait qu'ils mènent comme lui une double carrière d'ingénieur et d'homme d'affaires. Résultat : trois d'entre eux se suicideront, quant aux deux derniers, ils seront souvent si près de le faire que le hasard seul leur permettra de mener leur vie jusqu'à son terme. De fait, aux yeux de son fils Ludwig, Karl incarnait l'idée de progrès, l'idée qui l'obsédait et lui faisait horreur : il y voyait la principale caractéristique de son



Ludwig Wittgenstein : peut-être un saint, peut-être un fou, peut-être un monstre.

époque et la raison pour laquelle lui-même s'y sentait étranger.

A l'instar de Schopenhauer, qu'il découvrit adolescent, Ludwig était persuadé que la misère, physique ou morale, était la toile de fond de toute existence et qu'on ne devait pas seulement regarder la mort en face, mais lui faire bon accueil. «C'est ce qui pouvait lui arriver de mieux», dit-il un jour en apprenant la mort d'un de ses compagnons. Il se sentait proche également d'Otto Weininger, ce jeune juif viennois qui se suicida à l'âge de vingt-trois ans, après avoir écrit *Sexe et caractère*. Ce qu'il retint surtout de Weininger, ce fut son attitude envers le suicide : c'est la solution la plus convenable lorsqu'un

homme cesse d'être à la hauteur de ses exigences morales. Dans ses journaux intimes, Ludwig portait sur son enfance le même regard que saint Augustin, traquant ses péchés et ses fautes dans les moindres recoins de sa vie et disant volontiers de lui-même (cela devint une de ses formules favorites) : «Ich bin ein Schweinehund» (Je suis un salaud). Même s'il considérait que son enfance n'avait pas été heureuse, il ne lui serait pas venu à l'idée d'accuser qui que ce soit et surtout pas ses parents. Si faible il y avait, elle était en lui. Sa citation préférée était empruntée à Gottfried Keller : «N'oubliez jamais, lorsque tout va bien, que rien n'oblige à ce qu'il en soit ainsi.»

En 1908, Wittgenstein s'inscrit à l'école d'ingénieurs de l'université de Manchester. La mise au point d'un moteur à réaction l'incite à se pencher sur les fondements des mathématiques : il a déjà étudié attentivement les travaux du logicien Gottlob Frege (1848-1925) et ceux de Bertrand Russell. Ce dernier, convaincu des dons exceptionnels du jeune Viennois, l'engage à résoudre certains problèmes, parmi les plus ardues, de logique mathématique.

«Il n'était pas commode, se souvient Russell. Il avait l'habitude de venir chez moi à minuit et de marcher pendant des heures de long en large comme un ours en cage. En arrivant, il annonçait qu'en sortant de chez moi, il se suiciderait... Aussi, malgré le sommeil qui me gagnait, je répugnais à l'éconduire. Lors d'une telle soirée, après une ou deux heures de silence de mort, je lui disais : «Wittgenstein, est-ce à la logique que vous pensez ou à vos péchés? - Aux deux», répondait-il, et il retombait dans le silence.»

A Cambridge, il se lia également avec George Moore (1873-1958) qui, avec ses *Principia Ethica* (1903), avait renouvelé la philosophie morale et était devenu le chantre du cercle de Bloomsbury; Ludwig y côtoya Lytton Strachey, Keynes et surtout David Pears, qui fut pour lui un véritable ami et confident. Dans son journal, David nota : «Il est affreusement tourmenté à l'idée que peut-être au fond tout son travail sur la logique ne sert vraiment à rien.» Ludwig vivait avec pour seule certitude, inébranlable, qu'il n'avait pas le droit de vivre.

Après la mort de son père, en 1913, les événements se précipitent : la brouille avec Russell - impossible, aujourd'hui encore, note McGuinness, de dire quel dieu a semé la discorde entre eux, - le retour de Wittgenstein en Autriche, son engagement dans l'armée. Rien n'aurait été plus facile pour lui que d'échapper aux servitudes de la vie militaire, mais il n'était pas homme à esquiver ses responsabilités, à se défilier, à accepter quelque privilège que ce fut. Et c'est dans les tranchées qu'il rédigea son *Tractatus logico-philosophicus* (le titre lui fut suggéré par Moore) où, partant des fondements de la logique, il aboutissait à la célèbre proposition : «Ce dont on ne peut parler, il faut le taire.»

Quant à la guerre, en l'obligeant à vivre, au sens le plus ordinaire, elle lui permit d'acquiescer à une certaine sérénité. Il confia à un pacifiste : «La guerre m'a sauvé la vie; je ne vois pas ce que je serais devenu sans elle.» Son frère Paul, pianiste virtuose, y perdit un bras. Un autre de ses frères choisit de se suicider plutôt que de se rendre à l'ennemi.

Finis *Austriac*. Le lieutenant Wittgenstein, après avoir été fait prisonnier en Italie, hésite entre la prétrise et le métier d'instituteur.

Roland Jaccard

Lire la suite page 25

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

L'entre-deux mères

Entre américain ou anglais fut un dilemme de toute la vie de Henry James. Le héros de Gilles Barbedette, Baltimore, vit entre deux langues, entre deux cultures.

Page 20

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bort

«La vie, quel drôle de mot!»

Georges Perros pratiquait une littérature dépouillée qui conciliait le naturel et la profondeur. Le contraire de la littérature d'apparat.

Page 20

ESSAI

Lionel Jospin soigne sa gauche

Lionel Jospin confronte ses convictions avec les leçons de l'exercice du pouvoir : un regard lucide et sans concessions sur la décennie Mitterrand.

Page 23

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Mais où sont les frontières de l'Europe centrale?

Rencontre d'écrivains en Slovaquie de l'Ouest, là où l'Europe est la plus déchirée, aux marches de la Mitteleurope.

Page 29

Rousseau, moraliste noir

Un écrivain qui n'aime rien, sauf la prose

LE JOUR DE L'ÉCLIPSE
de François-Olivier Rousseau.
Grasset, 260 p., 96 F.

Depuis ses débuts romanesques il y a dix ans avec *l'Enfant d'Edouard*, François-Olivier Rousseau raconte des vies. Celle d'un pianiste virtuose de la fin du siècle dernier et des débuts du nôtre dans *Sébastien Doré*, celles de deux peintres suédois dans le Berlin tumultueux des années 10 dans *la Gare de Wannsee*, celle d'un petit groupe de jeunes gens à Paris entre 1960 et 1970 dans *le Jour de l'éclipse*. Manière pour un écrivain de se moquer de la modernité et d'affirmer son mépris de toutes les modes que d'ignorer ainsi «l'ère du soupçon» et la crise du roman, et de reprendre, comme si de rien n'était, le fil de la narration classique là où il était censé s'être définitivement brisé.

Il n'entre pourtant dans ce propos pas la moindre parcelle de nostalgie, pas le moindre refus du temps tel qu'il nous fait et tel que nous le faisons. Certes, l'histoire habille nos actions, modèle nos

pensées, colore nos discours, mais elle n'est jamais, au fond, qu'un décor que nous utilisons pour mettre en scène nos existences, excuser nos faiblesses, adoucir l'amertume de nos défaites, donner un visage à nos renoncements. La France des marges héros du *Jour de l'éclipse* n'est ni plus plate, ni plus risible, ni plus désenchantée que Berlin à la veille de la première guerre mondiale ou que les salons snobs de la Belle Epoque. Il n'y a pas plus de raison de haïr son époque que de l'adorer; ou plus exactement haïr et adorer n'est que des fautes, des façons de faire supporter par le temps la responsabilité de ce que nous sommes.

François-Olivier Rousseau, on l'a compris, est un moraliste. Un moraliste sans douceur et sans indulgence. Rien n'échappe à la froide inquisition de son regard. Il est même parfois gênant qu'un romancier éprouve aussi peu d'amour - ou de simple pitié - pour ses personnages. Mais on n'est pas chez Rousseau pour parler d'amour ou de tendresse, sinon pour observer les ravages de la passion, pour suivre les dérives du

narcissisme, pour lire les recettes élaborées de la cuisine des fantasmes ou pour énumérer les mille manières de tromper sa solitude. La force d'attraction, un peu troublante, du *Jour de l'éclipse* tient d'abord à la brutale intransigence de ce romancier-confesseur, à ce qu'il faut bien appeler sa méchanceté.

Rien ne lui échappe des travers de son époque et de ces petits bourgeois de la publicité, de la presse, des variétés et du cinéma qui ont remplacés les artistes muets aussi petits bourgeois de la bohème d'hier. Rien du ridicule des modes et des prêts-à-porter idéologiques, rien des maquillages altruistes dont s'orne la mauvaise conscience, rien de cette fausse liberté que l'on nomme tolérance, rien des confortables et coûteux dépotoirs des cabinets de psychanalyse. Rien des ruses de la raison et des sentiments, rien de cette fameuse lucidité qui est la marque privilégiée des renoncements et des abandons.

Au départ, ils sont cinq jeunes gens dans la maison avec jardin du boulevard d'Inkermann, dans les beaux quartiers de Neuilly. Trois garçons dans la maison de

maître qu'occupent une grande bourgeoisie sur le déclin et son amant, roi déchu d'une infime monarchie d'Europe centrale, et deux filles dans les écuries aménagées de cet immeuble poussiéreux promis aux appétits des démolisseurs-promoteurs.

Les cinq enfants grandissent ensemble, puis la vie comme il se doit les sépare. Jusqu'à ce que l'un d'eux - le fils du roi devenu restaurateur dans une auberge d'Ile-de-France - soit tué d'une balle perdue lors d'un hald-up contre son établissement. La mort réunit un instant ces destins et ceux que le cours des choses y a associés. L'une des filles, Marie-Ange, la plus douée pensait-on, la plus franchement nuverte aux aventures de la vie, est devenue folle et s'est suicidée quelques années auparavant. Pour les autres, les retrouvailles sont une occasion de convoquer les souvenirs, de dresser des bilans, d'observer l'étrange trajectoire qui relie les espérances et les convictions de leur jeunesse à ce qu'ils sont devenus.

Pierre Lepape

Lire la suite page 22

RENTREE ROMANESQUE

La courte échelle



Noëlle Châtelet

urf

GALLIMARD

هكذا من الأصل

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

LE SENS DU PASSÉ

de Henry James. Traduit de l'anglais et présenté par John Lee. La Différence, 330 p., 120 F.

BALTIMORE

de Gilles Barbedette. Gallimard, 294 p., 105 F.

UNE SAISON EN ENFANCE

de Gilles Barbedette. Hatier, 100p., 80F.

CERTAINS auteurs se tuent littéralement à la tâche : Balzac et Proust sont les martyrs exemplaires de la corporation. Il arrive plus banalement que le mort surprenne l'écrivain avant qu'il ait posé le mot « fin », en plein travail. Les livres inachevés sont souvent les plus émouvants, les plus significatifs à l'intérieur d'une œuvre, sans doute parce que l'urgence de l'inéluctable ramène à l'essentiel, au tourment central. E. T. A. Hoffmann meurt en écrivant un récit intitulé *« L'Adversaire »*. Henry James succombe avant de venir à bout de son ultime roman, jusqu'à présent inédit en français et dont le titre, *Le Sens du passé*, est si éminemment « jamesien » qu'il pourrait couronner toute son entreprise, à la manière de *A la recherche du temps perdu*.

C'est un livre impossible et fou, comme beaucoup de ceux de cet immense romancier dont l'intransigeant Jorge Luis Borges disait : « Bien que né en 1843 et mort en 1916, Henry James est un des plus grands écrivains de notre époque », un livre pour amateurs passionnés de littérature, enfin disponible aux Éditions de la Différence (qui ont décidé de publier tout James, un exploit), préfacé et traduit avec une préciosité de bon aloi par John Lee.

D'ailleurs, précieux, James l'est sans l'aide de personne. Par tempérament, il ne peut pas produire une phrase courte et limpide. Au contraire, il préfère un cheminement sinueux, une formulation interro-négative, une forme de suspense (plutôt de sens suspendu un certain temps, pour créer l'ambiance d'étrangeté qui lui est si singulière, notamment dans les dialogues où l'on ne sait pas tout de suite de quoi parlent les personnages d'un air entendu), une progression rigoureuse dans le mystère. On se souvient de l'image dans le tapis (1), où un motif des brins de laine contenait la clé d'une œuvre, d'une vie ; ou du rêve fait dans la Bête dans la jungle, celui d'un danger imminent qui devait donner à l'existence sa signification et qui ne venait pas. L'intrigue du *Sens du passé* est tout aussi délibérément onirique.

Les invraisemblances y abondent, comme les coïncidences, les lapsus, les indications de détails spatiaux ou temporels apparemment superflus, les médailles-de-ma-mère, comme chez Thomas Hardy, son contemporain en Angleterre, dans la *Bien-aimée* notamment. Il faudrait plus de place que nous n'en disposons ici pour montrer comment ces deux auteurs, entre autres, à l'abri d'une langue classique, ont fait entrer dans le roman le rêve et la folie, dans le temps même où Freud inventait la psychanalyse.

Ralph Pendrel est un jeune Américain érudit que la maladie de sa mère a retenu de voyager — entendez chez James : voyager en Europe, sur le Vieux Continent, terre maternelle, lieu des vraies origines — quand il est enfin libre, en 1910 à New-York, de demander à la belle Aurora Coyne sa main. Celle-ci, qui a beaucoup navigué, à l'inverse, et se trouve veuve, décline sa



Gilles Barbedette : « L'enfance est le mal nécessaire »

L'entre-deux mères

demande. Ou plutôt elle pose une condition impossible : il faudrait que Ralph renonce à jamais partir (aller là-bas, du côté de la mère et du passé). Il s'en va quand même, ayant hérité une maison à Londres, et rencontre dans un tableau le portrait d'un homme qui lui ressemble, peint un siècle auparavant, et qui lui tend une bougie, le prie d'échanger leurs cadres, puisque lui, l'homme de 1820, n'aspire qu'au futur...

L'insupportable idée du mariage, la recherche infinie des secrets de l'Histoire et de la culture ancienne, le jeu de navette (un thème constant de la science-fiction moderne) entre les époques, comme un travail de couture entre les fils du temps jeté tel un vêtement sur le fauteuil ou l'oreiller de l'écrivain, ce sont là des thèmes courants chez James, certes, mais qui prennent ici une dimension fantastique.

ETRE américain ou anglais, ce fut sans doute un dilemme de toute la vie de James, pour qui la même langue ne signifiait pas la même culture ni le même enracinement symbolique. Cette dérive de l'ancien au nouveau continent ne s'est pas dissipée — il

est à craindre qu'elle ne fasse que se creuser à l'avenir — et d'autres écrivains en sont témoins, Nabokov entre autres, pour ne prendre que le plus considérable de tous. Gilles Barbedette, romancier et remarquable éditeur de celui-ci (on lui doit précisément la redécouverte de *l'Enchanteur*, première mouture de *Loïza*, en attendant l'édition de la *Piétade* dont il est le curateur avisé), est un exemple inverse de fascination transatlantique.

Le héros de son dernier roman, *Baltimore*, est un linguiste vieux garçon installé avec son chat Beppo dans un appartement du 42, boulevard du Temple, là où vécut un temps Flaubert, et travaille à la traduction du Dictionnaire de Samuel Johnson. Son vrai nom est Raymond Aubrée, mais il a choisi le pseudonyme de Raymond Baltimore, ou Baltimore tout court. Il s'explique longuement sur cette volonté d'être un autre, de cultiver son double, rêvant à ces barons anglais du Maryland qui, en héritant de leur titre, « avaient acquis un droit de tabouret qui permettait de s'asseoir à deux tables différentes et de mener de front deux destins dont l'un serait toujours anglais et l'autre désespérément américain ».

Son enfance à Saint-Malo, dans l'ombre de Chateaubriand, grand traducteur (de Milton) autant que grand écrivain, sa nou-nou russe, Talla, qui le savonne dans le bain, la mort de sa mère dont il ne comprend pas les derniers mots (« Maman, tu parles américain ? »), ses premières vacances aux États-Unis, tout l'amène à accepter l'idée d'une seconde identité, d'une seconde langue (« Quel plaisir de se vautrer sur la paille hirsute d'une langue nouvelle ! Le vrai linguiste est polygame »). Il se marie vaguement, fait deux filles sans que la fibre paternelle ne le sumène et tombe amoureux d'un William avec lequel il ne franchit pas vraiment le pas. Le désir d'être un autre ne va pas toujours jusqu'à l'audace d'être soi. Changer de mots, changer de corps, est-ce le plus important du reste ? James conseillerait plutôt à notre Baltimore un repli instantané sur le terrain inépuisable du passé.

C'est ce qu'exécute Gilles Barbedette en quelques superbes pages consacrées à son enfance. Cette enfance qu'il a départi à pris pour une « drogue inoffensive et délicieuse » avant de la sentir comme un « parfum nauséabond » qui embrouille la mémoire, entre souvenir et invention, est pour l'écrivain l'ultime recours. Moins pour les images plus ou moins réelles qui en demeurent en nous, tel jouet, le bruit de la crie sur un tableau noir, le goût du pain, l'amitié d'un chat, l'odeur des pivoines, que pour la disponibilité absolue qui baigne nos premières années.

« On ne sort pas de l'enfance comme on relève d'une maladie. L'enfance est le mal nécessaire, inévitable et incurable, le seul Eden impossible qui puisse venir au secours de nos vies ultérieures. Et nous avons tant de vies ! » Du moins c'est ce qu'il nous plaît de croire une fois venu le temps de la maturité, ce coma dépassé où nous bricolons, comme le dit joliment Barbedette, de petites choses ruinées. « De même que l'écrivain préfère se tuer à son œuvre plutôt que de savoir le livre « achevé », de même l'enfant ne veut pas écrire le mot « fin » au bout de son enfance [...]. Et c'est sans doute pour cela que nous avons des enfances plus intenses que toutes nos vies réunies. » Et que l'enfance, pour toujours, c'est la sortie des artistes.

(1) L'image dans le tapis vient d'être rééditée chez Grifone, dans une nouvelle traduction de Fabrice Hugot (94 p., 69 F.). Signalons aussi qu'une *rie de Londres* paraît en Poésie (10718, 11 221), traduit par François Rosso.

GEORGES PERROS

de Jean Roudaut. Seghers, collection « Poètes d'aujourd'hui », 223 p., 35 F.

GEORGES PERROS

de Jean-Marie Gibbal. Plon, 166 p., 130 F.

GEORGES PERROS aime Tenia (se femme), Eddy Merckx, l'Égypte et le Sphinx, la littérature, le football, la délicatesse des sentiments, le Breizh et les conversations. D'après son ami Jean Roudaut, il s'entretenait, notamment, « de la mort de Socrate » avec Brice Perain, « de la vingt-cinquième heure », avec Georg Christoph Lichtenberg, « de la bicyclette » avec Charles-Albert Cingria, « de la virginité » avec Søren Kierkegaard, « du ciel d'Égypte » avec Jean Grenier ou « des matinées de la vie » avec ce consul français de Civitavecchia qui se fit appeler Stendhal.

Dans la course vers l'infini, chacun choisit son moyen de transport. Georges Perros avait une moto. Il parcourait le Breizh sur sa machine. Il allait dire bonjour à l'océan et dire bonjour aux amis. Sous ses dehors pes commodes, c'était un homme très civil. Il s'arrêtait souvent dans les bistrot, car les chercheurs d'infini s'entendent volontiers dans ces endroits. « L'oasis de l'Occidental », disait-il, c'est le bistrot. Certains soirs, tout de même, il éprouvait « l'envie de téléphoner à Dieu », pour lui demander quelques renseignements lexicaux. Car, « le vie, quel drôle de mot ! » Meie Dieu connaissait-il assez le langage français ?

Perros écrivait des poèmes, des lettres et, surtout, des notes intimes ou des aphorismes qui épousaient le désordre de l'existence et les varie-

tions météorologiques de ses états d'âme. Il e réuni ces fragments dans trois volumes qu'il appelle des *Papiers collés*. Il n'avait pas une grande idée de lui-même. Il se voyait sous l'aspect d'un « contrebandier de la littérature ». Il se rangeait parmi ces « faiseurs de notes » que l'on examine d'un air soupçonneux, comme s'ils se consacraient à quelque négoce illicite. On règle leur sort en les tenant assez vite pour négligeables. Et l'« on se venge, d'habitude, en ne daignant publier leurs choses qu'après leur mort ». Leur genre littéraire a mauvais genre, malgré Joseph Joubert et malgré Jules Renard. Perros était une sorte de Joubert transféré au vingtième siècle, séjournant à Douarnenez, et qui était encouragé, le dimanche, l'équipe locale de football. Trop de gens écrivent au-dessus de leurs moyens. Il faut être Chateaubriand pour céder aux séductions du lyrisme. Joseph Joubert ne l'ignorait pas. C'est pourquoi, sans doute, il s'efforçait d'être discret, laissant le vicomte flamboyer tout seul.

De la même façon, Georges Perros était assez modeste pour vouloir réhabiliter le « vie ordinaire ». Il ne s'occupait ni des 14 juillet, ni des anniversaires d'Austerlitz, ni des 11 novembre. Seulement des jours obscurs et familiers. Ceux qui sont snobés par l'Histoire et les manuels scolaires. Il en faisait ressentir ou pressentir le

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

« La vie, quel drôle de mot ! »



mystère et la magie. Littérature dépouillée. Le contraire de la littérature d'apparat. Mais elle conciliait le naturel et le profond. Cela n'est pas si fréquent. C'est de là que vient tout le charme de Georges Perros.

TREIZE ans après sa mort, il entre dans la collection « Poètes d'aujourd'hui ». C'est Jean Roudaut qui le présente. Et Jean-Marie Gibbal fait son portrait dans un autre livre. On lui devait bien cette tardive reconnaissance. Selon Jean Roudaut, Perros avait accompli

ce vieux rêve des auteurs, qui est « d'écrire ce qu'ils vivent » et « de vivre ce qu'ils disent ». Il écrivait au plus près de son existence quotidienne. Lecteur exige et passionné — « dévorant » les livres « comme un type qui n'aurait pas mangé depuis des siècles », — Perros ne lisait pas seulement la littérature des autres. Il occupait le reste de son temps à lire sa vie. Toutes ses « notes » sont en quelque sorte des notes de lecture.

Jean-Marie Gibbal, qui fut aussi l'un de ses amis, fait ressortir les paradoxes de Georges Perros. Heureux et désespéré, enthousiaste et ironique, « il pensait et vivait en même temps l'envers et l'endroit de toute chose ». Cet homme, jaloux de sa solitude, favorisait les rencontres. Ce personnage taciturne entretenait les conversations. Il mariait l'euphorie et la misère. Il était contradictoire, comme d'autres sont agents d'assurances ou propriétaires de certitudes. C'était le métier qu'il avait adopté.

Jean Roudaut et Jean-Marie Gibbal ne résistent pas toujours à la tentation de vouloir expliquer leur ami. Alors que rien ne s'explique jamais. Ni les écrivains, ni les coups de foudre, ni la séduction des galaxies lointaines, ni la mauvaise humeur de votre concubine, ni même les cours de Well Street... Né en 1923, aux Batignolles, Georges Perros s'appelait Georges Poulot pour l'état civil. Quels drôles de gens, ces écrivains qui prennent un autre nom ! Jean-Baptiste Poquelin qui devient Molière, François Marie Arouet qui signe Voltaire, Henri Beyle qui se fait appeler Stendhal, et Isidore Ducasse, rien de moins que comte de Lautréamont. Ils désiraient peut-être égarer les soupçons ?

Jean Roudaut assure que le pseudonyme permet une sym-

bolique résurrection ». Il faut que meurent Poquelin, Arouet, Beyle et Destouches pour que naissent Molière, Voltaire, Stendhal et Céline. Sans doute. Mais Perros disait aussi qu'« écrire, c'est toujours être le négre de quelqu'un qu'on ne rencontrera jamais ». Il ajoutait : « J'écris toujours pressé par quelqu'un qui se réveille brusquement, et qui demande la parole. Je lui donne la mienne, à ce malheureux tombé chez un malheureux qui connaît un peu le français. » De Poulot ou de Perros, lequel était le négre de l'autre ?

GEORGES POULOT-PERROS avait commencé par faire du théâtre. Il était même entré à la Comédie-Française. Toutefois, il n'était pas resté longtemps dans ce métier. En 1959, c'est le comédien parisien qu'il avait quitté. Seuls à Douarnenez, loin de « la compétition sociale » et des simulacres dont elle s'accompagne, il s'était retiré en quelque sorte à la Trappe, comme l'abbé de Rencé. Sauf que la retraite de Georges Perros était peuplée de bistrot.

Pour lui, le Breizh, c'était une certaine alliance du ciel et de la mer, et « des odeurs de vieux saints moisissant dans un coin d'église ». Paradoxalement, les lenteurs de la vie bretonne laissaient à Perros le loisir de s'inquiéter. L'inquiétude, chez lui, était quelque chose de vorace et de féroce, qui ne le lâchait pas. « Exister n'est pas une sécurité », disait-il. Car la pensée de la mort lui donnait trop souvent « le torticolis de l'attente ». Au début de l'année 1978, un cancer de la gorge eut raison de lui. Encore un drôle de mot ! Comme si mourir c'était se rendre à la raison...

* Signalons que les deux premiers volumes de *Papiers collés* ont été réédités dans la collection « L'Imaginaire », chez Gallimard (1986-1989).

Le grana
Ghâpal

Paule Constant

GALLIMARD

هكذا من الأصل

LA RENTRÉE ROMANESQUE

Léger rose

Il faut une oreille fine pour ne pas confondre ce livre avec une bluette

LE ROMAN
de Jack-Alain Léger.
Orban, 346 p., 130 F.

La saison s'ouvre sur un joli roman rose, un roman d'amour qui affirme la nécessité indéfectible de ce sentiment, quelles que soient les traverses qu'il impose, sa nature fragile, et la peur qu'elle inspire. Le plus étonnant, c'est que cette romance à fin heureuse nous vient d'un écrivain réputé sombre, hérissé de difficultés avec lui-même, armé de sarcasmes envers son siècle, dont il a, voilà deux ans, dénoncé les ténébreux.

Jack-Alain Léger est coutumier de ces surprises. Tout au long d'une œuvre qui compte maintenant dix-sept titres, il a changé de tonalité avec autant d'aisance que d'éditeurs, quittant la confidence pour le gros roman d'aventures, revenant à l'autoparodie pour se plonger si tôt après dans l'histoire contemporaine, — on se souvient de *Wanderweg* et de son musicien de génie qui évoquait Richard Strauss aux prises avec le nazisme (1). Tantôt il se met directement en scène avec ses affres qu'il tente d'apaiser. C'était le cas du *Silence des ténébreux* (2). Cette diversité déroutante. On ne sait jamais où on va le retrouver : complotiste, satire, drame ?

Il nous donne, cette fois-ci, une romance dont il s'ingénie à faire un manifeste puisqu'il l'intitule *Le Roman*. « *N'ayons pas peur du romanesque* », disent ici les personnages qui prêtent leur voix à l'auteur. Avec le romanesque, Jack-Alain Léger s'en donne à cœur joie. Jugez-en plutôt.

Le plaisir de la littérature de gare

Un homme est seul dans une chambre d'hôtel à Zurich. Il y est venu pour mettre fin à ses jours : la femme qui partageait sa vie depuis cinq ans l'a quitté. C'est l'anniversaire de leur rupture et le lieu d'une de leurs folies. Au temps où ils s'aimaient, ils avaient utilisé ce palace comme un vulgaire hôtel de passe. L'amour quod il est vivant se nourrit de telles fantasmes. Et puis l'élan, la mousseline retombe. A pas de loup, le désamour s'installe, d'abord avec ses repentirs, puis avec ses certitudes : on croit n'avoir plus de raisons de vivre ensemble. Joyce est repartie chez elle et Dietrich peinant tout un an à tenter de survivre, jusqu'à ce jour anniversaire où il a décidé d'en finir.

Mais ce n'est pas lui qui commande ; et elle surgit au moment fatidique, conduite par un présentiment, dans le même hôtel où



Jack-Alain Léger : « N'ayons pas peur du romanesque »

ils s'étaient aimés. Des retrouvailles hautement improbables tout à fait dignes de la littérature de gare. Pourquoi se les interdirait-on, puisque nous sommes dans un roman et que le roman doit être un plaisir ?

Est-ce là la moralité de cette œuvre, tout en dissonance et qui vagabonde d'un thème à l'autre, d'un lieu à l'autre au gré des voyages, des obligations, des caprices... Les deux héros, Joyce et Dietrich, français l'un et l'autre, se sont rencontrés à New-York de la façon la plus romanesque et pour le plus méfiant des coups de foudre. Ils se sont fuis, rapprochés, séparés, retrouvés, et ils rencontrent finalement leur auteur, Jack-Alain Léger en personne, à la Foire du livre de Francfort. Ils ont habité successivement un loft à West-Broadway, une vieille maison couverte de vigne vierge rue du Regard, une cambuse sinistre dans la banlieue parisienne et cette chambre de Métropole, Mytheoqui de Zurich d'où ils prendront, grâce à un quasi-miracle, leur second départ pour la vie. Mûris par l'épreuve ? C'est possible. En tout cas condamnés à leur difficile et romantique amour.

Y-a-t-il là une ironie ? A voir comment l'intrigue se déroule — le romanesque — se mêle ici au reflet très réaliste de notre monde d'aujourd'hui, à nos habitudes, nos façons de parler, notre consommation télévisuelle ou publicitaire, on perçoit une contradiction entre l'histoire et le cadre dans lequel elle est insérée.

Tout y est saisi au plus près de l'expérience vécue pour oser, avec le plus parfait naturel, un conte de fées. Cette distorsion est subtile. Il faut une oreille fine pour l'entendre, comme il faut une oreille musicale pour goûter ce texte syncopé où les multiples thèmes s'entrecroisent, les uns moqueurs dans la satire, les autres ostentatoires dans ce qu'ils captent de nos rêves.

J'ai oublié de dire que le héros Dietrich était un clarinettiste qui joue aussi bien du jazz que du Mozart.

Jacqueline Piatier

(1) Gallimard, 1986.
(2) Orban, 1989.

Collectionneur d'instantanés rares

LA DÉRIVE
DES SENTIMENTS
d'Yves Simon.
Grasset, 266 p., 96 F.

Pour éviter l'ultime mélancolie, et parce qu'on n'est jamais si bien servi que par soi-même, Yves Simon avait, dans son précédent livre, *Jours ordinaires et autres jours* (1), rédigé sa propre nécrologie. Celle s'appelle « Éloge de soi », tout simplement, et l'on y pouvait lire ceci : « Sans nostalgie pour le passé, sans espoir béat ou désespoir maléfique pour l'avenir, il regardait l'un comme l'autre avec indifférence. L'inspiration est le mot qu'il préférait à tous les autres pour désigner la manière avec laquelle il convenait d'aborder le futur. »

C'est dans ce climat d'« insouciance », de « désamour », de « mépris »... — on pourrait ainsi multiplier les néologismes à la Yves Simon — sous le ciel gris des jours ordinaires, que s'ouvre son dernier roman, *La Dérive des sentiments*. On y croise les silhouettes élargies de héros un peu las, Simon et Marianne, deux jeunes gens qui s'aiment, oh ! pas d'amour fou, plutôt d'un attachement fragile, un de ces sentiments à la dérive chez

deux âmes qui ont l'air d'avoir débarqué sur une île avec leur petite troupe à pharmacie et un vague manuel de survie.

Yves Simon ne nous dit pas vraiment comment ils se sont retrouvés là, naufragés, sur ces rivages retranchés du monde, en plein Paris, « au troisième étage d'une résidence qu'un promoteur avait baptisée de l'Espérance ». L'important, ce sont les signes, magnifiques et désoilés que, depuis leur île, Simon et Marianne adressent au monde. Ils voudraient fuir, s'éloigner, « partir à la rencontre des choses » ou bien, au contraire, « entrer à l'intérieur d'eux-mêmes ». Mais, abrutis par les images, engourdis peut-être par « l'air du temps », Simon et Marianne ne réussissent qu'à voir passer leur vie au fil de l'eau, comme derrière « une mince pellicule translucide ».

Emotions fugitives

En souffrent-ils ? Ce n'est pas certain. Ils finissent par s'habituer à l'affaiblissement des passions, à la mort du désir, à l'effondrement des utopies. Au fond, conclut un autre personnage du livre, « ils étaient sans malheur et vivaient,

en démocrates qu'ils, un monde dont ils ne saisissent que les seules apparences ». Ce qui sauve le roman d'une trop lancinante morosité, c'est cet étonnant mélange, chez Yves Simon, de gravité et de malice. La mélancolie se fait-elle trop pesante ? L'auteur piroquette pour donner le change. Yves Simon est un collectionneur. Il accumule ainsi les anecdotes, trie les riens du quotidien, assemble les silhouettes, réelles ou rêvées, recherche les rencontres, qui sont « des objets rares ». Grand amoureux d'émotions fugitives, il éclaire ces « instants » dont, dit-il, « nous voudrions sans cesse qu'ils deviennent l'éternité ». Son livre est un assemblage poétique-hétéroclite de tous ces menus faits.

L'absence de véritable trame romanesque pousse, tour à tour, à l'agacement ou au charme, selon que l'on accepte de se laisser guider par le hasard et la fantaisie. Mais s'il n'est du roman comme de la vie, « le trajet le plus exaltant » pour aller d'un point à un autre, n'est-ce pas, pour Yves Simon, « cette ligne bis-cornue qui passe par les méandres de l'imprévisible » ?

FL N.

(1) Le Livre de poche, coll. « Bibliothèque Essais », voir le Monde des livres du 17 mai.

La traversée du deuil

Pour son premier roman, Noëlle Châtelet raconte une remontée vers la vie, et une approche de la mort

LA COURTE ÉCHELLE
de Noëlle Châtelet.
Gallimard, 188 p., 85 F.

Pierre Cambron est un « étrange animal », un homme « fort de sa soixantaine et d'un monarque notoire de complexes », un de ces individus, rares, qui ne se laissent « pas enlamer ». Jeanne, depuis quatre mois, est enlignée dans un deuil qu'elle ne veut pas voir finir. L'homme qu'elle aime est mort et elle refuse de mettre à distance sa souffrance. Elle accepte pourtant d'accompagner Pierre pour deux semaines, dans l'ancien moulin, près d'une rivière, où il aime à passer des vacances. Près de Pierre, Jeanne se met à réfléchir tout ce qu'elle s'interdisait. Elle retrouve les plaisirs ténués du quotidien. Elle admet la toute-puissance de la vie, qui apparaît comme une trahison, puis au contraire comme une fidélité. Pierre découvre, lui, que son corps l'abandonne, que la mort le guette.

On est ému par la figure de cet homme précocement vieilli, déclinant, sournoisement assailli par la maladie et dévouant ce qui lui reste d'énergie à une jeune femme endeuillée. Pierre fait à Jeanne « la courte échelle » pour lui redonner le goût d'une vie qu'il adore et qui le fuit. En retour Jeanne apaise Pierre à l'approche d'une mort dont elle ne peut le protéger. Il était revenu pour « revoir le moulin (...) Une... une dernière fois » et ce peut s'empêcher d'ajouter : « Sauf que vous n'étiez pas prévue, Jeanne ».

Elle aurait pu être assez belle, cette traversée du deuil, si Noëlle Châtelet avait conservé, pour son roman, la teinte et l'économie de ses nouvelles (1). *La Courte Échelle* aurait aisément pu être un livre dédicat, touchant, de ceux qu'on a, simplement, plaisir à lire. Il aurait suffi d'un peu moins d'afféteries, d'un peu moins de métaphores mal venues, d'un peu plus de conscience que le style est dans la

syntaxe et on dans l'abus de mots insolites, d'adjectifs inattendus, d'images saugrenues. La « loïne » peut se passer d'être « hostile », « l'oubé » d'être « blafarde », et « le rai de soleil juvénile (...) » impressionnerait l'ombre opaque du chagrin poisseux comme la sueur.

Noëlle Châtelet n'est pas la seule, cet automne, à s'être laissée emporter de manière incompréhensible et un peu maladroite de quoi on l'accablait. Mais où sont les éditeurs ? Où sont les lecteurs capables d'exiger de ceux qui — légitimement peut-être — veulent à tout prix écrire des romans, de la modestie (donc de la sobriété) ? La question est posée, et l'éditeur — comme la presse —, au lieu de chercher des clés purement économiques à sa crise devrait commencer de se mettre en cause.

Josyane Savigneau

(1) *Histoires de bouches* (prix Goncourt de la nouvelle 1987) et *Contrevent*. Les deux recueils sont disponibles en poche (« Folio », Gallimard).

RENTRÉE ROMANESQUE

Le grand Ghâpal



Paule Constant

nrj

GALLIMARD

Lecteur de femmes

JE CRAINS DE LUI PARLER LA NUIT
de Michel Schneider.
Gallimard, 226 p., 85 F.

Il faut généralement se méfier des romans d'époque et de mœurs : ils prétendent donner une image de l'époque, dressent un constat de ce qui a été et ne font en fait que renseigner sur l'humeur et les humeurs de l'écrivain. Humours projetés sur l'écran toujours disponible d'un passé proche, d'une jeunesse révolue, et agrémentés de l'émotion crénelle de la nostalgie.

De la nostalgie et des humeurs, Antoine Forger, le héros du premier roman de Michel Schneider, *Je crains de lui parler la nuit*, en a revendu. Le quarantenaire bien sonné, cadre supérieur dans une banque, il déboule dans l'existence, vaguement las. Deux passions, ou plutôt deux obsessions, dominent : les livres et les femmes : « Il était double et avait la certitude que ce n'était qu'au prix d'être double qu'il pouvait être. »

Sara, assise dans le train Quimper-Paris, un livre — *Un amour de Dino Buzzati* — ouvert sur les cuisses, révèle chez notre homme ce double désir, cette confusion de désirs mêlés dans laquelle « les

femmes lui étaient des bibliothèques d'odeurs, des manuscrits de vélin rares, des in-quarto de denses chevelures, des codex de gestes... »

Héros sans qualités, dregueur sans envergure, don Juan étranger à la signification et au vertige de ses obsessions, Antoine laisse monter en lui les souvenirs ternes de sa vie passée et les non moins ternes anecdotes de sa vie présente : le militantisme des années 60 et 70, les petits matins froids devant une usine d'hygiène, les livres projetés, rêvés et jamais écrits, l'interminable catalogue des prénoms féminins, des aventures chemelles peintes dans toute la gamme des gris de l'encre... « Il sur alors qu'on ne brise un charme qu'en le répétant en un autre. » L'histoire de Sara et d'Antoine se conduit, face au « secret des mystérieuses barrières » de la féminité, thème, ou plutôt poncif, connu.

Ce portrait d'un velléitaire « lecteur » de femmes, a-t-il démontré l'art des formules — pas toutes heureuses — et de l'observation des sentiments de l'auteur, échoue à constituer un roman. Réel sans réelle consistance ni nécessité, le livre de Michel Schneider fait passer la séduction et l'intelligence éventuelle de cas formulés avant tout souci de cette nécessité.

Patrick Kéchichian

RENTRÉE ROMANESQUE

En douceur



Jean-Marie Laclavetine

nrj

GALLIMARD

LA RENTRÉE ROMANESQUE

Maigrir, dit-elle

Mallet-Joris explore ce qui se cache derrière le jeûne

DIVINE
de Françoise Mallet-Joris.
Flammarion, 274 p., 115 F.

Les romanciers adorent qu'un leur raconte des histoires. Ils les rangent, les arrangent, les classent en pièces détachées dans leurs bûches à nutriments littéraires : elles serviront de matière première pour une œuvre future. Françoise Mallet-Joris est de ces fureuses en quête de faits et de récits divers : « Et, snuligne-t-elle, comme les gens, en général, j'aime beaucoup mieux parler qu'écouter, je n'ai aucun mal à rassembler le matériau dont je me sers. »

De là sans doute, depuis son premier livre, *le Rempart des Béguines*, il y a quarante ans exactement, cette curiosité renouvelée pour peindre notre époque, cette manière qu'on lui connaît de saisir « l'esprit du temps », et, dans son œuvre, cette veine réaliste qui se nourrit de notre quotidien, des stars du rock (*Dickie Roi*) aux problèmes de la drogue (*le Rire de Laura*) ou à celui de l'« anormalité » (*Allegro*). S'inspirant lui aussi d'une histoire familière — qui prise au pied de la lettre serait digne du courrier d'un magazine féminin — *Divine*, son dernier roman, est le reflet d'une réalité contemporaine presque banale. C'est, pourrait-on dire, la minutieuse chronique d'un régime alimentaire !

Jeanne, trente-cinq ans, est professeur de sciences naturelles dans un collège parisien. Plus qu'enveloppée, plus que rondelette, Jeanne est grosse. Un corps de Vénus bottenotée tout de sphères, d'ovales et de cônes imbriqués. En d'autres temps, cette silhouette en losange aurait fait d'elle une déesse de la fécondité, une dame de Willendorf, une grande baigneuse de Renoir. Mais, aux yeux de notre siècle, Jeanne est exagérément, scandaleusement grosse.

Le mélange des genres

Cédant sans remords au « péché d'obésité », elle ignore les restrictions et les brimades, festine, ripaille, célèbre la faim et la soif jusqu'à la satiété et à l'ivresse, et revendique le droit de s'abandonner sereinement à cette boulimie voluptueuse, apaisante et libératrice. Jusqu'au jour où, à la faveur d'une panne d'ascenseur dans la tour qu'elle habite, au trente et unième étage, tout va changer.

Le corps, cette « chère guenille », disait Molière. Celle de Jeanne se matérialise soudain autour d'elle comme une prison.



Françoise Mallet-Joris : saisir l'esprit du temps

Poids, cœur, souffle : Jeanne est-elle réellement incapable de descendre et remonter les sept cent treize marches de sa tour infernale ? Telle est l'interrogation de départ qui va servir d'amorce à une méditation très concrète sur l'esprit et le corps, le poids et la légèreté, le besoin et le manque, le creux et le plein, la laideur et le désir, les apparences et la liberté, l'envie et la pitié, la force et la faiblesse, le regard des autres, le poids des contraintes sociales, « la féminité, l'amour, le don de soi... »

Comme souvent chez Françoise Mallet-Joris, c'est le mélange des genres qui étonne. Cette façon de jouer des ciseaux et d'assembler l'un à côté de l'autre des fragments disparates, tout en ayant soin de faire disparaître aussitôt les traces de colle. Ici une description fouillée, travaillée, dont la précision évoque un dessin d'architecture. Comme celle de Jeanne promenant un regard incrédule sur son corps-objet : « Tout de suite après les mollets fins, c'est le brusque développement des genoux plantés sur ces fines colonnes comme un ornement monstrueux et trapu, un globe baroque comme un en-voit dans certains jardins, une pomme de pin géante, un chou. Après cette explosion silencieuse dans l'ombre de la jupe, le corps

n'a plus à se gêner, et c'est avec une calme majesté qu'il se développe, les cuisses massives, jeunes troncs d'arbre soutenant un ventre qui a conquis depuis longtemps ses voisins immédiats : la taille et l'estomac, et monte sereinement jusqu'aux seins massifs, bien plantés... »

Non loin de là, en style volontairement parlé, des dialogues bruts, des passages « hypercatallactiques » où l'auteur s'amuse à décrire la « perverse attirance », de son personnage pour « le camembert platéux », « la baguette molle » ou « les rillettes qui se dessèchent », des scènes qui rappellent, dans les galeries d'art moderne des années 70, les œuvres de l'eat art : les repas « piégés », arrêtés dans leur décomposition et collés sur une table, les coulées de bombons de César, les sucres sculptés de Boltanski...

Tout cela ne met pas toujours le lecteur en appétit, car Françoise Mallet-Joris ne nous fait grâce d'aucun détail, depuis l'inventaire phantasmé du frigidaire jusqu'aux dialogues un peu vains des « copines parlant effluve ». Les bons conseils de Liz Taylor voisinent avec le récit des tortures de Jean de Leyde, ce réformateur religieux qui, au seizième siècle, mourut en chantonnant dans d'affreux supplices. Tous les jours le mélange des genres, et l'occasion pour l'auteur de montrer que « ce se dame le corps, ça se dépasse (...). Et, si l'indamine son corps, c'est grâce à une supériorité morale, non ? »

Mais il apparaît vite que cette histoire de régime n'est pas la seule dimension du livre. Ainsi, au fur et à mesure que Jeanne maigrirait, l'attitude de son entourage se modifierait. Ses amies, sa mère, ses collègues, tous ceux qui glanteraient sonnoisement l'idée d'une « beauté normée », ne portent plus au « cas Jeanne » la même attention bienveillante. Celle qui, par ses mensurations monstrueuses, attirait la compréhension, est rendue coupable à posteriori de s'être écartée du modèle, d'avoir su briser le canon des images, de s'être inventé une personnalité au mépris des normes, et désormais de « remettre en marche », sans vergogne, « le mécanisme de la féminité et de la compétition ».

Car, bien sûr, Jeanne, surnommée Divine, finira par retrouver une silhouette de jeune fille. Et son mystérieux amant pourra bientôt lui chanter ce refrain d'autrefois (aurait-il inspiré l'auteur pour son titre ?) : « La taille fine de ma Divine tiendrait je crois, dans mes dix doigts... » Entre-temps, Françoise Mallet-Joris aura réussi à traiter le thème du poids avec la plus grande légèreté possible, et à faire naître à l'égard de son personnage ce qu'il faut de sympathie ironique pour que l'on suive jusqu'au bout, avec le sourire, ce ballet incessant entre un réfrigérateur et une personne !

Florence Noiville

Le malheur des temps

Un trafic de fausses reliques au début de la guerre de Cent Ans

LE ROMAN DU LINCEUL
de René Swennen.
Gallimard, 153 p., 75 F.

Orléans. Les archers anglais mettent en déroute les barons français lourdement caparazonnés qui charrient à tort et à travers. Le jeune chevalier Robert de Lagny, qui participe ce 26 août 1346 à son premier combat, n'a la vie sauve que par miracle. Il retrouvera un peu plus tard sur le champ de bataille le corps de son père, dépouillé de son armure et transpercé de toutes parts, qu'il enveloppera d'un linceul pour le ramener au château familial. Stupéfaction lorsque, quelques mois plus tard, il découvre sur le tissu précieusement conservé l'empreinte fidèle du corps et du visage du défunt.

Ce n'est que le premier linceul que nous rencontrerons au fil de ce roman, le dernier devant être celui qui est encore conservé à Turin et qui, affirme René Swennen, ne porte pas l'empreinte du corps du Christ mais celle de Robert de Lagny, qui s'est volontairement fait crucifier en vue de la fabrication, littéralement sur commande et moyennant finances, de cette précieuse mais fausse relique.

Mis à part l'épisode macabre de ce marché final, ce *Roman du linceul* est d'une étonnante vigueur d'écriture et se lit comme un saisissant témoignage sur ces années du

milieu du quatorzième siècle que marque, selon la formule de Georges Duby, « le malheur des temps ». La mort est ici et alors omniprésente. Mort violente sur les champs de bataille ou aux mains de brigands de toutes espèces qui sillonnent le royaume. Mais aussi dans l'extrême atrocité avec laquelle est exécutée la jeune et jolie maîtresse de Philippe de Valois qui a eu l'imprudence de s'éprendre du jeune chevalier de Lagny.

Mort plus sournoise aussi, mais qui ne fait pas de détail, avec l'épidémie de peste bubonique qui éclate en 1348 et décime les populations — lorsqu'elle ne réduit pas de la moitié ou des deux tiers le nombre de feux des bourgs et des villages. Robert de Lagny perd là sa seconde amante, douce poète et symbole de pureté au sein d'un monde où les évêques se rencontrent dans les bordels et où d'impudiques sabbats se célèbrent au fond des bois.

Car la recherche de la pureté est sans doute le principal fil conducteur de ce roman. Pas n'importe quelle pureté, mais celle que seule la mort permet d'atteindre. Le goût de la mort est présent à chaque page et vient à chaque instant à la pensée de Robert, du jour où il confesse à sa mère « son amour de la mort autant que sa foi jurée au roi de France » à l'appel ardent du supplice qu'il finira par choisir de

sa propre volonté en passant par la découverte de Paris, ville « à la mesure de ses rêves » mais face à laquelle « il sentait la mort le presser comme une amante malicieuse et se frotter à son doux aiguillon ».

La démarche du jeune homme — si l'on excepte le sacrifice ultime — n'est pas pour autant suicidaire. S'il « aime » la mort, c'est parce qu'il ne la craint pas et que, plongé dans une société en proie à tous les maux physiques et moraux — nous sommes, de fait, à l'un des plus sombres moments de l'histoire de France — il y entrevoit une forme de délivrance, d'apaisement.

Vnici un thème fort, porteur d'aventures qui ne peuvent que captiver le lecteur lancé à la découverte d'une époque, de lieux — la cour de Philippe de Valois ou celle des papes en Avignon — que ravagent les premières années de la guerre de Cent Ans, les famines, la maladie (la peste reviendra à plusieurs reprises) et où se forment pourtant ceux qui seront les artisans de la grande reconstruction du siècle suivant.

Un regard de cette aventure, les maquignonnages et le trafic, fit-il juteux, de fausses reliques, de byzance aux principales cours de la chrétienté, ont quelque chose d'un peu accessoire, « hors champ », si l'on peut dire. Etait-il judicieux d'en tirer le titre du roman, ses premières et ses dernières pages ?

A. J.

Les vies de Boris Schreiber

Le romancier poursuit le cruel inventaire de lui-même

LE TOURNESOL DÉCHIRÉ
de Boris Schreiber.
François Bourin,
314 p., 110 F.

Bien que ses romans bénéficient à leur parution d'une presse élogieuse et figurent régulièrement en bonne position sur les listes des prix littéraires de l'automne, Boris Schreiber n'a pas encore rencontré les faveurs d'un large public. Son cas, certes, n'est pas unique, mais cet homme souffre de ce qu'il considère comme une injustice. Cette souffrance a d'ailleurs nourri nombre de ses pages.

En fait, Boris Schreiber est l'unique responsable de ses déboires. Ce surdoué littéraire se comporte comme un gaminet. Il n'a de cesse de brouiller les pistes, de dérouter ceux qui suivent de près l'évolution de son œuvre. Ainsi après la *Traversée du dimanche* (1), une pure fiction traitée comme une comédie à l'italienne, il effectue un virage à 180 degrés avec le *Lait de nuit* (2), un récit autobiographique de facture plutôt classique. Aujourd'hui, alors que l'on retrouve, dans le *Tournesol déchiré*, les personnages de son précédent roman, il éclate la narration en incrustant, les uns dans les autres,

les lieux et les époques et, surtout, parle de lui-même à la troisième personne du pluriel.

Au-delà de l'exercice de style, que l'on oublie vite, Boris Schreiber met à nu tous les étres contradictoires qui l'habitent. Ces « *Borinka sans nombre* », nous les retrouvons à Riga, en Lettonie, où ils nous avaient abandonnés à la fin du *Lait de nuit*.

Jadis Borinka et sa mère auraient pu être pris pour des siamoises. Quelque quarante ans plus tard, pas moins de deux fois par semaine, se affrontent avec une violence inouïe en un duel verbal qui les laisse exsangues. Entre ces deux monstres d'égolisme qui se ressemblent trop pour se pardonner quoi que ce soit, se glisse parfois l'ombre de Vladimir, le père de Borinka. La vieille dame se raconte avec volubilité comme si les mots avaient la vertu d'effacer les années. Elle confond les époques, la Tcheka et la Gestapo, la révolution russe et la seconde guerre mondiale.

Adolescent, son visage était déformé par une mâchoire proéminente dont elle ne sera opérée, à Berlin que bien des années plus tard. La laideur, qu'elle se prêtait, la culpabilisa lorsqu'elle devint la maîtresse, puis la femme, de Vladimir. Elle aurait voulu que sa pas-

sion pour son mari fût platonique, l'amour physique ne lui inspirant que du dégoût.

Borinka écoute d'une oreille distraite les histoires de sa mère, perdu dans ses propres souvenirs, les seuls qui comptent à ses yeux. Cette apparente indifférence, la vieille dame n'en a cure, car elle ne cessait que trop les travaux de son coïvin de fils. Elle sait que, tôt ou tard, presque malgré lui, il restituerait ses confidences dans l'un de ses livres. Mère, russe et juive. Trois bonnes raisons pour qu'elle cherche à maintenir son fils en un esclavage affectif qu'elle voudrait éternel. Ce roman, d'ailleurs, n'est-il pas la preuve qu'elle a réussi dans son entreprise ?

En une ultime provocation, un peu dérisoire, elle entreprend d'écrire en français le récit de sa vie et lui inflige la lecture de ce brouet jusqu'à ce qu'il explose de rage et de douleur. Après un pareil livre, il ne sera plus possible à certains de nommer « Schreiber ? Vous avez dit Schreiber ? » lorsque l'on évoquera devant eux cet écrivain qui, enfant, grimpait dans les arbres afin que nul ne puisse perturber son sillage.

Pierre Drachline

- (1) Luneta-Ascot, 1987.
- (2) François Bourin, 1989, Folio, 1991.

Rousseau, moraliste noir

Suite de la page 19

Mais le retour sur le passé, le travail de la mémoire s'effectuent chez Rousseau aux antipodes de chez Proust. Le passé n'est pas ce moment de la durée dont la vérité retrouvée donnerait la clef d'une éternelle jeunesse, c'est tout au contraire l'origine d'une monstrueuse illusion d'optique, celle qui fait croire que l'on est encore ce que l'on a été. Les personnages du *Journal de l'Écluse* ne se sont pas contentés de vieillir, de perdre peu à peu leurs contours et leurs angles ; l'usure, l'échec, les déments qu'ils se sont apportés, les mensonges qu'ils ont construits pour rendre supportable et présentable leur raison intime, les ont faits étrangers à ce qu'ils ne se souviennent même plus avoir voulu être. Delphine, la plus lourdement et la plus désespérément raisonnable du groupe, parle de la « bienfaisante déperdition de la mémoire, à laquelle on devait de ne pas s'asphyxier tout à fait dans un air saturé du poison des souvenirs ».

L'humour de François-Olivier Rousseau est si noire, les existences qu'il décrit si racoïnes, si parfaitement ruinées et, pour comble, si exactement observées et décrites, que son livre pourrait être insupportable. Par bonheur, le contempteur terroriste de nos âmes pécheuses et de nos saluts sournois est aussi, est d'abord, un remarquable écrivain. S'il flagelle avec une science presque malsaine les points les plus douloureux, il le fait aussi avec un plaisir des mots, un plaisir des crocs qui parvient à nous faire les complices du supplice.

Rousseau n'aime rien, peut-être, sauf la prose, sauf l'agacement aigu et délicat de phrases ciselées, subtilement rythmées par une syntaxe en permanent déséquilibre. Travail d'artiste certes, et des plus habiles et des plus exacts, mais dont la perfection un brin recherchée, le raffinement lexical, le classicisme esthétisant sont encore de méchants pièges, la beauté de la langue servant à dissimuler la férocité de l'ironie, le tranchant glacé du regard.

Comme dans cette description clinique d'une de nos modes architecturales, le loft : « Les silhouettes impeccablement structurées de purs esprits étaient invitées à y dériver avec grâce dans un espace unique aux couleurs du demi-deuil. L'état de dénuement de la pièce dont l'austérité ne concédait au goût pimpant que quelques soufflèches tubulaires en acier inoxydable, s'il relevait d'une préméditation esthétique, faisait aussi par extension une manière d'artiste décorateur de l'humilié pratiquant une saïse immobilière. Le parti pris de créer un espace festif — entendez un appartement qui se prête à la réception d'invités nombreux — avait eu pour effet secondaire de ressusciter à quelque chose près les conditions d'existence du taudis insalubre des romans naturalistes, où une famille enlève contenue dans une seule pièce y suivait dans une promiscuité de tous les instants, propice à l'avi-lissement et aux violences ».

Pierre Lepape

RENTRÉE ROMANESQUE

Liverpool marée haute

Luc Lang
nrf
GALLIMARD

هكذا من الأصل

LIVRES • IDÉES
ESSAIS

Lionel Jospin soigne sa gauche

Le ministre de l'éducation nationale passe au crible de sa réflexion dix ans de pouvoir mitterrandien

L'INVENTION DU POSSIBLE
de Lionel Jospin.
Flammarion, 317 p., 120 F.

« Au pouvoir, nous avons appris à gérer. Mais n'avons-nous pas desapparis à savoir pourquoi ? » Cette question, qu'il se pose à lui-même et qu'il destine à toute la gauche, est au cœur de l'état d'esprit et de la démarche de Lionel Jospin. Non, il ne s'agit pas d'un livre de circonstances, comme il arrive trop souvent aux hommes politiques d'en écrire, ou d'en faire écrire ; pas plus qu'il ne s'agit d'assouvir une tentation littéraire, prélude obligé, dans ce pays, à qui veut prendre une pose de présidentiable ; ni même d'une de ces pierres que les uns ou les autres, trop exclusivement occupés à façonner leur image, destinent à leur propre mausolée. La réalité est plus simple, plus modeste, et combien plus intéressante.

Voilà un homme qui doute, s'interroge, accepte de remettre en question un bilan individuel et collectif. Il passe au crible de sa propre réflexion ces dix, bientôt onze ans de pouvoir mitterrandien, qui ont peut-être, chemin faisant, comme d'ailleurs la politique elle-même, perdu leur sens.

Confrontant ses convictions avec les leçons de l'exercice du pouvoir, pour ne pas perdre le fil de son engagement : tel est le propos de l'actuel ministre de l'éducation nationale. Il a, dit-il, besoin de comprendre pour pouvoir continuer à suivre et à soutenir. L'ardeur et la sincérité avec lesquelles il cherche à comprendre et met les problèmes sur la table sont touchantes. C'est un homme qui a besoin de croire à

ce qu'il fait pour continuer, et qui s'arrête, le temps d'un livre, pour tenter de retrouver quelques repères. Le courage avec lequel il aborde les difficultés actuelles de la gauche, les déçoit, pour aller finalement au bout de ses pensées, force le respect. Après tout, une telle démarche n'est pas si courante : elle mérite à ce titre qu'on s'y arrête. D'autant plus qu'à travers ses analyses Lionel Jospin se livre tel qu'en l'initiale : réaliste, mais pas opportuniste ; transparent, mais sachant échapper aux démons du maximalisme et de la surenchère ; bonnet, mais ne dédaignant pas l'habileté.

Aussi ne sera-t-on pas surpris à la lecture du bilan qu'il dresse du mitterrandisme : il est sans concession. « L'immobilisme, l'absence d'exigences et de perspectives », tels sont, par exemple, les dangers qui menacent aujourd'hui un Parti socialiste qui ne s'est pas encore relevé de son désastreux congrès de Rennes, et de la part qu'y a prise le chef de l'Etat. François Mitterrand a, en effet, aux yeux de Lionel Jospin, « laissé les socialistes se diviser sans vouloir considérer que cela était dommageable : il fut le rassembleur du PS, il a manifestement perdu le goût de l'être ». On ne saurait mieux suggérer que la subjectivité présidentielle, toute entière tournée vers la marche en avant de Laurent Fabius, est un des éléments de la crise que traversent les socialistes.

En ces temps où il ne fait pas bon critiquer le prince, ce diagnostic ne manque ni de vérité ni d'audace. Mais il est aussitôt corrigé par le fait que l'auteur ne manque pas une occasion de saluer l'œuvre du grand homme,



Lionel Jospin : ne pas perdre le fil de son engagement.

mieux même, de voler à son secours lorsqu'il estime que la critique est injuste ou systématique, en opposant, par exemple, à l'image du « florentin » celle d'une certaine clarté.

Fermeté sur le fond, souplesse ou adresse dans la forme : il sera difficile au chef de l'Etat de se formaliser. Même s'il est en désaccord avec l'ouvrage rendu à Michel Rocard, qui a, reconnaît Lionel Jospin, au chapitre des réalités économiques, « eu raison avant nous » ; même s'il ne partage pas la brillante analyse que Lionel Jospin fait des effets pervers de la « surprésidentialisa-

tion » du régime, et qui le conduit à préconiser l'instauration d'un régime présidentiel à la française, qui verrait le président assumer seul et pleinement la responsabilité de sa politique, sous le contrôle d'une Assemblée aux pouvoirs accrus.

Lionel Jospin passe ainsi en revue tous les grands problèmes de la démocratie française, des « habits neufs du léninisme » à l'appartenance du droit d'ingérence, en passant par une analyse rigoureuse et fortement argumentée de l'engagement français dans la guerre du Golfe, avec la distance d'un observateur extérieur lors-

qu'il s'agit du diagnostic, et la fermeté d'un militant qui aurait, au fond, après l'effondrement du communisme, pour réflexe de dire : on va enfin pouvoir parler de socialisme ! A condition de résoudre ce qui est, à ses yeux, la contradiction majeure qui piège aujourd'hui le pouvoir : celle qui existe entre des mois qui font appel aux valeurs de la gauche et une pratique somme toute conservatrice.

« Autant que des difficultés vécues, écrit-il, le découragement, la colère, se nourrissent de l'absence d'espoir, du sentiment que le chômage, l'inégalité, redonnent des réalités « naturelles », qu'il faut renoncer à vouloir les changer ». La question qu'il pose, la encore dans toute sa brutalité, est de savoir si, dans l'économie mondiale telle qu'elle est, il est encore possible de conduire une politique « de gauche », ou bien si l'« intériorisation » des contraintes extérieures tient lieu de politique. Si le « socialisme démocratique » ne fait pas la démonstration qu'il peut y apporter une réponse, c'est, dit-il, « sa justification historique » qui sera en cause.

Une inquiétude quasi existentielle

Derrière cette inquiétude quasi existentielle, il y a de sa part le souci plus immédiat (les élections approchent) de retrouver quelques points d'ancrage pour justifier une bataille droite-gauche qu'il appelle de ses vœux, et qui fonde les mécanismes de l'alternance. « J'ai assez milité pour qu'on évite les excès de langage, les anathèmes, l'enflure des mots, pour pouvoir demander qu'on ne

les jette pas tous à la rivière des griseries gestionnaires », plaide-t-il, avant de faire l'inventaire de ce qui sépare, aujourd'hui, les socialistes de l'opposition.

Tout au long de cette quête, celle précisément d'une justification historique qui se dérobe, on ne peut se départir d'une certaine sympathie pour cet homme qui a gardé quelque chose de sensible, d'accessible, dans sa démarche, qui conduit sa réflexion dans un style qui reflète son goût pour la pédagogie, son formidable besoin de comprendre, et surtout pour un homme qui a su traverser cette période en restant lui-même.

Au cours de son premier septennat, avant qu'il n'accepte la division des siens et que les liens se distendent, François Mitterrand citait souvent en exemple Lionel Jospin, homme d'une autre génération, avec qui il n'a pas de passé commun et qui ne s'est jamais conduit en courtisan. En exemple d'une génération, précisément, qu'il opposait à celle que de Gaulle mit en place et qui dérivait, un temps, vers le « gaullisme immobile ».

Si Lionel Jospin a su se préserver de toute dérive, il n'en va pas de même de tous les socialistes : l'affairisme, hélas ! est à l'ordre du jour. Il le reconnaît, et est de ceux qui peuvent le déplorer. Au point qu'il ne voit guère, « à court terme, d'initiatives particulières qui puissent permettre de rétablir ce sentiment rompu de confiance ».

Domage qu'à ce jour Lionel Jospin ne sache pas rassembler comme il sait incarner, séduire comme il sait convaincre.

Jean-Marie Colombani

Sibony dans l'entre-deux

Si le concept de différence fige les catégories, celui de l'entre-deux est plus apte à penser une société en mouvement

L'ENTRE-DEUX OU L'ORIGINE EN PARTAGE
de Daniel Sibony.
Seuil, 399 p., 150 F.

Il est inhabituel qu'un économiste s'efforce à rendre compte d'un livre écrit par un mathématicien, philosophe et psychanalyste de surcroît. Si pourtant cela m'a semblé possible, c'est que j'ai cru découvrir dans le concept que développe Daniel Sibony selon de multiples configurations, l'une de ces idées claires, lumineuses dont on perçoit intuitivement le sens appliqué aux autres disciplines de sciences sociales est riche de potentialités.

La différence est un concept statique qui fige les catégories en une typologie immuable : les jeunes et les vieux, les riches et les pauvres, les immigrés et les nationaux, les systèmes socialistes et capitalistes, etc. « L'entre-deux »

au contraire est mouvement : il décrit un espace dialectique où les différences apparaissent, s'engendrent, croissent leurs contraires selon des situations vivantes et singulières (l'entre-deux-âges, l'entre-deux-cultures, l'entre-deux-systèmes, etc.).

Sibony pose que l'entre-deux est un partage de l'origine, qui a comme tel quelque chose de traumatique, d'inhibant. Il n'offre en effet aucune prise. Ce fait alors « partager » comme on divise les difficultés pour les mieux affronter, ou comme on s'en éloigne un temps, pour chercher l'énergie de les résoudre. De même, c'est en tentant de s'approcher de l'origine puis de prendre distance, que se produit l'entre-deux, espace-mouvement où se déroule le voyage, dont ce livre nous donne plusieurs versions. Ainsi l'origine ou devient un potentiel générateur de mouvement que si l'on peut prendre un peu de distance, y trouver un minimum d'impulsion.

Sibony montre bien cela à propos du chômage, qu'il analyse comme un déplacement impossible, un entre-deux-places bloqué. Son idée est que pour pouvoir se placer il faut pouvoir se déplacer donc se dégager de la place précédente - ou originelle - que l'on occupe à son insu. De ce point de vue, avoir une « place » n'est pas un acte éosémbliste et inerte fixant un endroit où l'on vient combler un manque. C'est un pouvoir de dériver dans un potentiel de déplacements.

Facultés d'adaptation

Cela éclaire autrement la question de l'adaptation entre formation intellectuelle et activité professionnelle, question récurrente s'il en est, à laquelle il est généralement apporté de fausses réponses : il « suffirait de recenser les besoins de la société civile et d'y adapter le système d'enseignement ». Or une entreprise d'éducation ne produit pas des objets destinés à combler des manques préalablement répertoriés, mais

des facultés d'adaptation, c'est-à-dire de déplacements entre métiers divers ou entre diverses façons d'accomplir un métier.

L'enseignement agit sur la société bien qu'il est « agi » par elle : c'est à sa capacité d'assurer le passage de « l'entre-deux »-occupations qu'il doit être jugé.

Autre figure que développe Sibony : l'entre-deux-langues, ou pour passer d'une langue à l'autre, il faut apprendre à bonorer, reconnaître le niveau premier de langue, ce qui alors permet le « passage », le jeu de la distance et du retour possibles. Cela permet aussi le déplacement entre deux niveaux de la même langue, le changement de discours ou de style, ou le premier niveau, dit original se trouve alors « reconnu » au moment même où l'on peut s'en libérer. Le point crucial est que pour permettre le passage de l'entre-deux, l'origine « accepte » de se révéler entamée, marquée de manque, d'un « manque-à-dire original », dit Sibony. Elle n'était un point ou un bloc qu'au prix d'une grande fascination et d'un grand lueur.

Mais plutôt que de rapporter les autres figures de l'entre-deux que l'auteur développe, je voudrais tenter ici une application de ce concept au champ économique où il me semble trouver d'assez fortes résonances. Ne pourrait-on dire qu'aujourd'hui l'économie est entre deux langues ? Il y a la langue de la « nécessité » qui se donne comme « naturelle », originelle et qui coojuge les multiples contraintes de l'activité économique. Et il y a l'autre langue, celle de la « finalité », où l'économie ou vult que par son « projet » et plie sous la volonte politique : projet d'élevation du bien-être de tous, de place pour tous, de création d'un mouvement suffisant pour que chacun y trouve son compte, y compris en se déplaçant.

Ces deux langues paraissent civées : en fait, elles manifestent un entre-deux très lotique où la langue du projet n'est jamais vraiment quittée de celle de la nécessité, laquelle se prend parfois pour

l'origine où elle reste alors piégée. Cela recouvre la dualité entre « ce qui est » et « ce qui devrait être ». Or voici que l'effondrement des systèmes socialistes fait un trou béant dans la langue finaliste. Va-t-on alors régresser vers la langue originelle de la pure nécessité ? Disons déjà qu'à l'Est le discours du projet a échoué car il se donnait comme final, donc comme image exacte de l'origine, comme langue originelle et naturelle ne laissant apparaître aucun manque. En empêchant l'entre-deux de fonctionner, il bloquait les possibilités de déplacement, donc d'adaptation.

Pour la langue des contraintes, celle du projet finaliste apparaît comme à la fois ce qui lui manque et ce qu'elle risque. Naguère, en cas d'échec, de dysfonctionnements trop graves, on risquait le socialisme ; mais là que risquer-on ? Si l'idée du projet disparaît, la langue première de la nécessité peut s'imaginer être sans manques, sans failles, et pourtant occuper tout l'espace. Bref, l'agonie des systèmes socialistes ne risque-t-elle pas de nous totaliser, de nous rabattre sur nous-mêmes, de nous identifier à nous-mêmes ? Il n'y aurait plus d'alternatives.

Amputé d'un rêve

Au fond le système socialiste, finaliste, c'était que le symptôme du nôtre. Nous voilà donc privés du symptôme plutôt que guéris de ce qui l'engendrait : l'impossibilité de dynamiser certains manques (on excès). Certes, nous avons ici et maintenant assez d'illots finalistes, et l'entre-deux-systèmes est suffisamment répandu. Mais cela même est en cause aujourd'hui, au nom de la compétitivité, c'est-à-dire des dures lois de la nécessité.

Ajoutons que le système là-bas, basé sur le fantasme égalitaire, disparaît au moment où ici même, au terme d'une décennie que l'on voulait finaliste (« changer la vie »), on ne formule qu'un regret : on n'a rien pu faire contre

les inégalités... A croire que lorsque le projet socialiste est au pouvoir il l'est bien assez pour empêcher que tout le système le devienne. Notre socialisme se trouve donc amputé d'un rêve (la droite, elle, gardant le rêve de ceux qui perdent le pouvoir : le regagner). Du coup, comment préserver l'entre-deux-systèmes qui est le nôtre, et le moteur qui

l'anime : le désir d'entreprendre ? Notre système ne survit que s'il est entre-deux, que s'il est comme tel un entre-deux-systèmes, non pas bloqué entre une origine et une fin, mais dynamisé par ses manques et s'acquittant plus ou moins des langues de la nécessité.

Jean-Pierre Fitoussi
Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.



RENTREE ROMANESQUE

Je crains de lui parler la nuit

Michel Schneider

GALLIMARD

هكذا من الأصل

Un homme libre

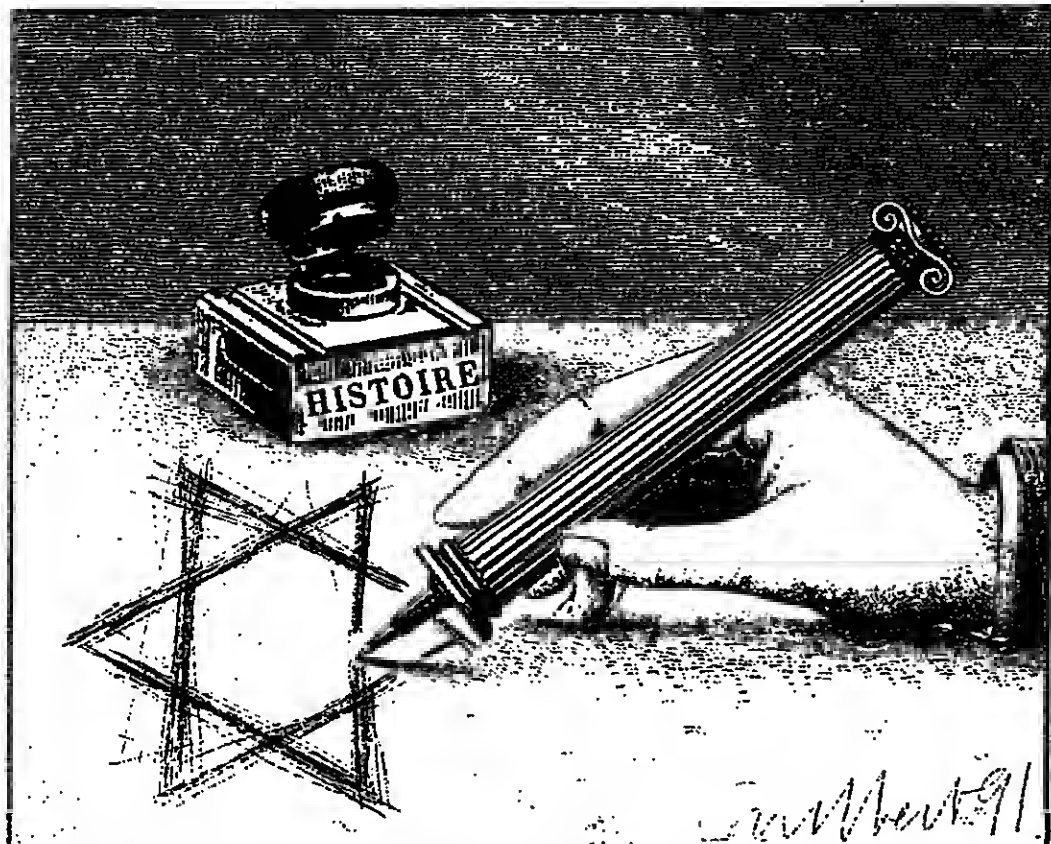
Pierre Vidal-Naquet concilie la distance de l'homme de science
et la proximité de celui qui raconte son histoireLES JUIFS, LA MÉMOIRE
ET LE PRÉSENT II
de Pierre Vidal-Naquet.
La Découverte, 320 p., 125 F.

Figure emblématique de l'intellectuel engagé, en ces temps de doute et de repli où la pensée souvent déserte la cité, se comportant comme un animal de compagnie et s'isole, Pierre Vidal-Naquet demeure homme d'érudition, de raison et de passion. De l'antiquité à l'actualité, il n'a cessé de traquer les faits sous les mots, le sens sous le mythe, la vérité sous la falsification historique, avec la même obstination critique.

« L'historien est un homme libre. » Cette affirmation est une forme de profession de foi s'applique à son auteur. Intraitable sur la rigueur, voire la minutie, documentaire, il prend le risque de l'interprétation et ose s'aventurer hors de son domaine d'expertise, le monde gréco-romain, pour interroger aussi ce dont sa discipline se méfie au plus haut point : la mémoire et le présent. Reprenant le titre et le principe d'une première livraison, parue il y a dix ans, il nous entraîne ainsi du deuxième siècle avant notre ère jusqu'à nos jours, en une suite d'études sur les espoirs, désespoirs et paradoxes juifs dans l'histoire, des divisions du judaïsme antique à la chute de Masada, de l'émancipation à l'affaire Dreyfus, de la ferveur républicaine au messianisme marxiste, de la Shoah à Israël aujourd'hui.

L'ouvrage s'ouvre sur une étude croisée des œuvres de Flavius Josèphe et du Livre du prophète Daniel, deux textes de transition, qui témoignent de la confrontation entre l'hellénisme et le judaïsme, mais plus encore deux personnages hybrides, deux figures de la dualité du juif de la Diaspora, à la croisée des cultures et de leur vision du futur. Deux figures du lointain mais qui ne sont pas pour autant totalement étrangères à notre modernité, et l'on comprend que Pierre Vidal-Naquet s'y soit attaché tant cette question de l'identité plurielle traverse toute sa réflexion.

Après les bouleversements du premier siècle, qui vit l'essor des mouvements messianiques apocalyptiques, l'insurrection de 66 contre Rome et la défaite finale dans le suicide collectif de Masada, racontés par Josèphe, le judaïsme se détourne de l'histoire au-delà des événements fondateurs fixés dans le récit biblique. Le futur se dilata jusqu'à l'horizon messianique. Masada fut oublié et Josèphe ignoré, pour très longtemps.



Il fallut attendre la fin du dix-huitième siècle, la diffusion des idées émancipatrices des Lumières en Europe occidentale d'abord, pour que le cours des événements sociopolitiques, comme objet de connaissance et comme enjeu, pénètre le monde juif, suscitant de nouveaux espoirs séculiers et de nouvelles formes de dualité. Ainsi de ce « franco-judaïsme » vécu entre particularisme et universalisme, attachement aux origines juives et assimilation à la nation, sans communautarisme et dévouement à la République qu'analyse Vidal-Naquet avec la distance de l'homme de science et la proximité compréhensive de celui dont c'est aussi l'histoire.

Le lien
d'une filiation

Car telle est en effet l'unité sous-jacente de ce recueil comme du précédent : une réflexion qu'anime le lien d'une filiation. Le lecteur la découvre livrée par bribes, suivant comme autant d'indices les repères familiaux disséminés avec pudeur d'un texte à l'autre. Il apprend que Moïse Vidal-Naquet, trisaïeul de Pierre, marchand de vin à Montpellier et responsable consistorial, écrivait dans l'*Echo du Midi* du

7 mai 1843 : « Au temple ou à l'église, l'on est juif ou chrétien ; dans les actes de la vie politique, l'on doit être français avant tout. »

Il découvre que l'arrière-grand-père Jules était franc-maçon car c'était « la meilleure façon pour lui d'exprimer son idéal de citoyen abstrait ». Le grand-père et l'oncle quant à eux s'engagèrent résolument dans la défense du capitaine Dreyfus. Cette lutte enflammée pour la justice et la vérité, Pierre Vidal-Naquet l'apprendra à l'âge de onze ans, en pleine guerre : « Toute ma vie a été marquée par le récit que m'a fait mon père de la fin de 1914 ou au début de 1942 de l'officier Dreyfus. (...) C'est aussi à travers l'affaire que j'ai été formé non seulement à la politique mais à la morale et à l'histoire. »

L'affaire, pour lui, ce sera d'abord la guerre d'Algérie, la dénonciation rigoureuse de la torture institutionnalisée et le refus éthique de la raison d'Etat. Dans un précédent recueil, réunissant ses articles d'alors, il se classe d'ailleurs parmi « les dreyfusards » soucieux, comme le jeune Péguy, du « salut éternel de la France » (1). Est-ce alors que Vidal-Naquet commence à « devenir juif », selon son autoportrait en prologue du premier volume des *Juifs, la mémoire et*

le présent, à se façonner lui-même « Juif de volonté si l'on veut, ou Juif de réflexion » ?

Délaissant les archives pour évoquer ses souvenirs d'enfance peignant la seconde guerre mondiale, l'animateur de *Vérité-Liberté*, le défenseur d'un dialogue israélo-palestinien débouchant sur la reconnaissance de deux Etats, se dévoile un peu plus dans un beau texte personnel à propos des rapports entre protestants et juifs. Il ébauche ainsi une forme d'« ego-histoire » que l'on aimerait moins cursive.

Sans doute l'historien se méfie-t-il des reconstructions de la mémoire comme l'homme des dualités se défie de l'illusion biographique et de ses continuités abusives. Aussi livre-t-il ses propres textes comme des documents, laissant ses lecteurs libres, à leur tour, d'y frayer leur chemin. Pourtant, au-delà de ces moments et fragments d'une pensée exigeante et d'un engagement existentiel, on aimerait lire un jour l'historien personnel et intellectuel de Pierre Vidal-Naquet, par lui-même.

Nicole Lapiere

(1) *Face à la raison d'Etat, un historien dans la guerre d'Algérie*. Editions La Découverte, 1989.

La victoire en courant

La bataille de Normandie
au jour le jourUN JOURNALISTE SUR
LE FRONT DE NORMANDIE
Carnets de route
Juillet/août 1944
de Jacques Kayser.
Arles, 187 p., 110 F.

En 1944, les services de la France libre avaient chargé le capitaine Jacques Kayser des relations avec les correspondants de guerre pendant la bataille de Normandie. Kayser, journaliste et jeune, ancien vice-président du Parti radical-socialiste, sera, après la guerre, un éminent spécialiste des problèmes de presse. Ses carnets, qu'il avait conservés et recopiés sans les livrer au public, sont une source précieuse d'informations sur les suites du débarquement vues à travers les incessants déplacements d'un officier à la recherche de combats, de villes libérées et d'envoyés spéciaux capricieux.

Il y a dix-huit mois que Kayser s'est évadé de France via les prisons espagnoles lorsque, fin juin 1944, il débarque en Normandie. Sa mission est assez imprécise, moins imprécise cependant que les moyens dont il disposera : les Anglais, et surtout les Américains, rechignent à laisser le champ libre à une information strictement française sur une libération dont ils entendent garder le contrôle.

La France que découvre Jacques Kayser en juin 1944, c'est la Normandie. Une Normandie ravagée par les bombardements alliés. Mais le ravitaillement y est surabondant : le lait, le beurre et la viande ne sont plus réquisitionnés ou seules à grands frais au marché noir par les gens des villes. Qu'en pensent les alliés ? se demande Kayser : ils viennent libérer une France affamée par l'ennemi et découvrent un pays de cocagne. Bayeux, libérée sans dommage dès le débarquement, offre une image faussée. Où est la vérité ? Dans les villes en ruine, paradoxalement, les forces alliées sont accueillies avec enthousiasme alors que dans d'autres, moins atteintes, parfois intactes, des foules maigrelettes mendient du chocolat, des cigarettes ou du chewing-gum.

L'officier de presse s'interroge le soir, stylo en main. Des héros, il en trouve, mais que dire de ces enfants et même de leurs parents qui ne savent pas qui est de Gaulle ? La Normandie, Caen-la-Martyre exceptée, est décevante. La Bretagne que négligent les correspondants de guerre lancés vers Paris est, elle, une terre de résis-

tance et de patriotisme. Bien mal récompensés les Américains attendent deux jours devant Rennes que les derniers occupants veulent bien s'en aller.

Les carnets ont la spontanéité et la rude franchise de qui pense n'avoir pour seul lecteur que lui-même. Leur auteur, toujours glosant d'un point à un autre du champ de bataille qui s'étend tout à coup aux dimensions d'une massive victoire, n'a pas le temps de pousser plus loin ses remarques hâtives, de se renseigner plus à fond.

Pour qui a connu la Normandie de 1944 de l'intérieur, bien des explications manquent. Telle ville intacte n'accueille pas les vainqueurs parce que sa population a été évacuée dans les campagnes environnantes. La division Leclerc, lorsqu'elle est connue, soulève l'enthousiasme, mais personne ne savait qu'elle avait débarqué. Kayser ne pouvait savoir que le préfet de Vichy, qui, « digne », l'invite à dîner avant de se démettre, est le même homme qui organisa du côté français la rafle du Vél d'Hiv.

Précisément parce qu'ils sont « bruts de fonderie », les carnets illustrent à la fois les réactions des populations de l'Ouest et l'idée qu'on se faisait à Londres, à travers la Résistance, d'un pays soulevé tout entier contre l'occupant. Ils montrent aussi les difficultés rencontrées par le Comité national français pour faire reconnaître par les alliés son autorité sur le territoire libéré.

Une population
placide

Les Français – de l'Ouest toujours – regardent avec placidité les hommes de de Gaulle remplacer les hommes de Pétain, d'autant plus que l'administration – à l'exception de quelques responsables, préfets et maires écartés – reste en place. Mais les alliés, s'ils recoocent vite à installer leur gouvernement militaire des territoires occupés (AMGOT), n'en interviennent pas moins pour interdire telle ou telle cérémonie, censurer tel ou tel télégramme de presse, freiner l'information.

La mission de Kayser subit les effets des incongruences et des contrastes de la politique alliée. Une bureaucratie tatillonne lui refuse les papiers nécessaires ou renvoie ce Français géant des services civils aux états-majors ou inversement. Il n'est pas question en haut lieu de reconnaître officiellement sa mission confiée par un pouvoir non encore reconnu. Mais sur le terrain, et jusqu'aux premières lignes, les combattants accueillent cordialement un préfet qui circule quasiment sans contrainte, interviewe des colonels américains au beau milieu d'une attaque.

En transcrivant ses carnets, Jacques Kayser n'a heureusement rien changé à un texte qui apporte, dans sa fraîcheur brutale, un utile contrepoint aux simplifications épiques de l'histoire.

Jean Planchais

RENTREE
ROMANESQUE

Marimé



Anne Wiazemsky

nrf

GALLIMARD

Le bleu de l'Europe

EUROPE : MÉMOIRE
ET EMBLÈMESde Michel Pastoureau
et Jean-Claude Schmitt.
Editions de l'Épervier
(6, rue Masseran, Paris-7) ;
208 p., 300 F.

Quelles nécessités ont présidé au choix de la couleur bleue frappée d'un cercle d'étoiles pour le drapeau qui n'est pas celui de l'Europe comme on le croit trop souvent, mais celui du Conseil de l'Europe, qui l'a élaboré et adopté à la hâte en 1955 ? C'est une des questions à laquelle répondent brillamment deux historiens dans un beau livre fort attachant sur la mémoire et les emblèmes de notre vieux continent.

Tout commence chez Hésiode, au huitième siècle avant Jésus-Christ, qui rapporte comment Jupiter éprouve le besoin de se transformer en taureau pour s'unir à Europe. De cette union devait naître Minos... et toute une histoire. Mais ce n'est pas un livre d'histoire qui nous est proposé, c'est plutôt une explora-

tion, principalement par l'image, des fondements de la culture européenne, dans sa dimension affective.

Chaque culture s'est dotée d'un système emblématique qui lui est propre pour s'identifier face aux autres. Le nôtre s'est fixé au douzième siècle dans les règles très codifiées du blason et n'a guère évolué depuis. Et nos spécialistes « blasonnant » ironiquement le drapeau européen « d'azur à douze étoiles d'or posées en arc ».

La couleur
des Barbares

On aurait pu penser à la croix, mais les Etats modernes se sont définis en marge du religieux. L'étoile a longtemps symbolisé l'Orient, celui des Rois Mages, mais, les musulmans ayant adopté le croissant, les étoiles se sont trouvées libérées de leur caractère oriental et sont devenues plutôt le symbole de la partie d'un tout : il y en avait treize sur le drapeau des jeunes Etats-Unis d'Amérique et leur nombre n'a cessé de croître.

Le Conseil de l'Europe s'est inscrit dans cette tradition, mais il a adopté d'emblée le chiffre 12 et s'y est tenu : c'est un 12 d'harmonie et de plénitude comme celui des 12 tribus d'Israël, des 12 apôtres du Christ ou des 12 pairs de Charlemagne.

Quant au bleu, pour les Romains et encore au neuvième siècle, c'était la couleur des Barbares. Mais une « grande révolution bleue » s'est produite au douzième siècle et il est devenu la couleur de la Vierge Marie, puis du Christ, puis du roi. Il est connu une progression fulgurante dans les armées et le vêtement, à tel point que l'islam représente le chrétien en bleu et rejette cette couleur.

Au début de ce siècle, Pierre de Coubertin colore en bleu l'anneau qui symbolise l'Europe dans l'emblème olympique. Le bleu européen s'inscrit donc dans une vieille tradition. C'est une couleur relativement neutre, calme, fédérative et les douze étoiles d'or viennent s'y inscrire dans l'harmonie. Le symbole n'est pas très puissant : du moins est-il pacifique.

Michel Sot

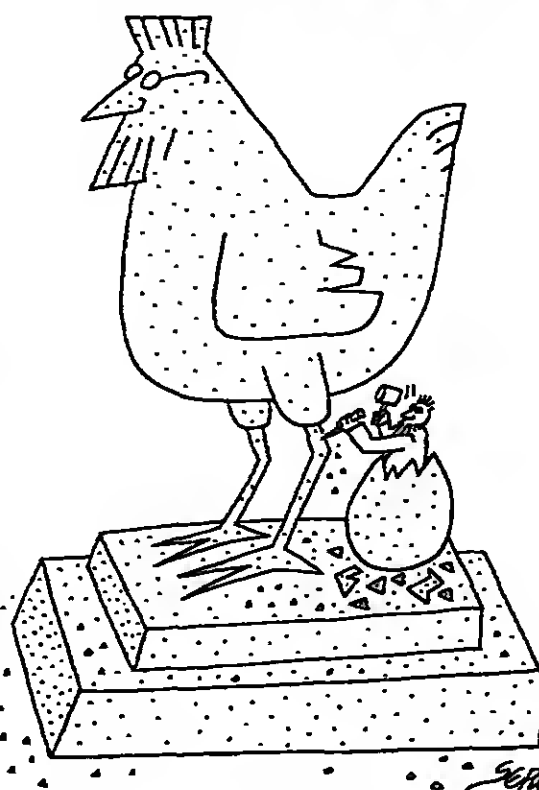
2^e Salon
de la
Revue21, 22, 23 septembre 1991
Paris, école des beaux-arts
Minitel : 3615 SJ*REVUEJacques Chaboud et Alain Rey
DICTIONNAIRE
DU FRANÇAIS
NON
CONVENTIONNEL
H. LAROUSSE

هكذا بن الأصل

PHILOSOPHIES

par Roger-Pol Droit

La création des concepts



QU'EST-CE QUE LA PHILOSOPHIE ? de Gilles Deleuze et Félix Guattari. Minuit, coll. « Critique », 208 p., 85 F.

L y a longtemps qu'on attendait ce livre. Depuis plusieurs années, Deleuze l'avait annoncé. Depuis toute sa vie, peut-être. En fait, l'attente vient de plus loin. Elle a duré des siècles, mis en jeu un autre temps que celui de l'Histoire, cheminé dans des évolutions singulières. On le comprend en lisant. Il est très difficile d'en rendre compte. C'est en effet un des très rares textes – univers où finalement tout se donne à voir et à vivre : vitesse, cohérence, jubilation, justesse tendent à l'infini.

On le sait tout de suite. En dix pages, l'introduction concentre l'ensemble. Sobrement. Comme un calme avant les éclairs. Avec cette liberté souveraine que donne « un moment de grâce entre la vie et la mort, et où toutes les pièces de la machine se combinent... ». La philosophie n'est ni contemplation, ni réflexion, ni communication. Elle est création de concepts – toujours nouveaux, toujours à construire, toujours enracinés dans l'obscur – sources de lumières mobiles, détachées du chaos, et le survolant. Art et science ont de tout autres gestes. Ils peuvent croiser ceux des philosophes, non les remplacer. Art et science plongent différemment dans l'inconnaissable. Leurs

embarcations, leurs filets, leurs pêches ne sont pas ceux de la philosophie – même si l'océan les porte tous, indifférent.

QU'EST-CE donc, la philosophie ? Une création. Une manière de tracer une face de l'univers, pour y fabriquer un monde possible et y déployer des possibilités de vie nouvelles. La philosophie n'a donc pas affaire à des vérités éternelles. Aucun donné déjà là n'est à contempler. On le voit uniquement après avoir, comme Platon, créé le concept d'une vérité... incréée. Le philosophe fabrique, agence, ajuste des concepts. Il emprunte au chaos de la vie, aux mouvements impensables qui traversent son corps, de quoi façonner un espace inédit. Un concept tente de donner consistance à un mouvement infini, sans pour autant le perdre.

Paradoxes des concepts. Multiples, ils survolent leurs composantes. Construits, ils se posent eux-mêmes, menant, si l'on ose dire, une existence singulière. Absolus, ils ne peuvent être solitaires, mais toujours solidaires d'autres concepts, évoluant de concert. Générateurs de problèmes, ils ont l'air d'en être les solutions. Émergent absolument de la nuit, ils paraissent éternellement lumineux. Aéroliques, ils sont pris pour des étoiles fixes. On confond ces « centres de vibrations » avec des formes universelles, des phrases bien faites, ou des vérités closes. Autant de méprises sur ce qu'est la philosophie.

La définir comme création de concepts conduit à écarter ces

illusions antiques et modernes. La philosophie combat indéfiniment – d'abord en elle-même – la transcendance, sous toutes ses formes. C'est son ennemie intime, son piège multiforme, la force aussi de déploiement. Ce livre inouï fait joyeusement la guerre à presque tout le présent. La « mort de la métaphysique ou le dépassement de la philosophie » ? « D'inutiles, de pénibles radolages. » Ou encore, entre cent autres formules : « Ce ne sont pas des philosophes, les fonctionnaires qui ne renouvellent pas l'image de la pensée, et n'ont même pas conscience de ce problème, dans la béatitude d'une pensée toute faite qui ignore jusqu'au labour de ceux qui elle prétend prendre pour modèles. »

FAIRE ce qu'on fait les grands : créer des concepts, encore et toujours. Et non répéter leur discours, ou pire : le conserver pieusement sans rien entendre. Telle est la leçon. Ce n'est pas la seule, et de loin. Il est question de la pensée comme mode d'existence, et de la vérité comme son intensification : « Un mode d'existence est bon ou mauvais, noble ou vulgaire, plein ou vide, indépendamment du Bien et du Mal, et de toute valeur transcendante : il n'y a jamais d'œuvre critique que la teneur d'existence, l'intensification de la vie. » Il est question du risque, et des postures du penseur : « Si la pensée cherche, c'est moins à la manière d'un homme qui disposerait d'une méthode que d'un chien dont on dirait qu'il fait des bonds désordonnés... » Il est question encore, entre autres, des personnages qui

animent les concepts, habitent la vie des philosophes et parlent sous leur signature : « Nous philosophes, c'est par nos personnages que nous devenons toujours autre chose, et que nous renouons Jordan public ou zoo. »

Il est question du « goût philosophique », réglant les relations entre le tracer d'un univers sous-jacent aux concepts, l'invention des personnages qui y vivent, la coexistence des concepts positifs ou négatifs qui le peuplent. Il est question, longuement, des plans où philosophie, science et art se distinguent. Et des manières dont leurs éléments respectifs se discernent : forme du concept, fonctionnement de la connaissance, force de la sensation. Et des façons dont ils se recourent. Et de leurs rapports au chaos. Et de la jonction qu'opère le cerveau entre ses trois styles de quête distincts au sein de l'impensable primordial.

Voilà qui est trop, qui va trop vite, et trop loin, pour que même des hribes infimes s'en retrouvent ici. On ne peut pas en hâte la miniature d'une tempête. Ce qu'il faut quelques heures pour traverser, il faudra quelques années pour l'entendre et le mesurer. Ou quelques vies peut-être. Ce livre est à la hauteur de l'impensable. Il appartient au petit nombre de ceux qui font basculer des bibliothèques inutiles, vous happent et vous mettent en route. Il va très vite. Il est au-delà du sage et du fou. Simple, et terriblement complexe. C'est tout, pour aujourd'hui.

La légende des Wittgenstein

Suite de la page 19

Bertrand Russell est bouleversé, bouleversé et exalté, par sa métamorphose : mystique, il lit Kierkegaard et Angelus Silesius et envisage d'entrer dans les ordres. Outre cela, il se livre à un véritable suicide financier : comme il n'est pas question pour lui d'accepter l'héritage paternel, il en fait don à de nombreux écrivains et artistes (Rilke, Kokoschka, Loos, Else Lasker-Schüler...) ainsi qu'à la revue *Der Brenner*, dont l'ambition était typiquement autrichienne, et même wittgensteinienne : réviser une réforme morale de la vie et de la pensée sans essayer de changer les conditions d'existence.

Le premier volume de la biographie de Wittgenstein s'achève sur la publication du *Tractatus*. A tous égards, note McGuinness, Wittgenstein a réalisé un véritable tour de force en rassemblant tous les problèmes de sa vie philosophique dans un livre qui, en même temps, reflète bien souvent l'impuissance et le désespoir d'un officier autrichien engagé dans une guerre perdue d'avance. « Ce que nous enseignent le *Tractatus*, ajoute-t-il, c'est que la philosophie a besoin de la logique, mais que celle-ci montre l'impossibilité de toute philosophie – cette impossibilité se révélant

néanmoins être la plus grande des libérations. »

L'intérêt de cette biographie, dont le second tome n'est pas encore achevé, est évident : McGuinness, qui enseigne l'histoire de la pensée scientifique à l'université de Stienne, a eu accès aux journaux intimes de Ludwig, ainsi qu'à sa correspondance. D'autre part, il retrace avec précision sa formation intellectuelle et donne des informations précises sur sa généalogie.

En revanche, même s'il lui arrive de s'interroger sur la « folie » ou la « sainteté » de Wittgenstein (ce dernier se décrivait comme un *fool*), McGuinness le présente, malgré tout, comme un individu éminemment respectable dont les accès dépressifs, la tentation suicidaire, la quête de logique et la fuite dans la mystique relèvent de ces excentricités auxquelles les Viennois nous ont accoutumés et qui ne sauraient désarçonner un Britannique. Quant à l'homosexualité de Ludwig, il y est à peine fait allusion. Bref, en dépit de ses qualités, le travail de McGuinness souffre de la comparaison avec le bref essai biographique

de Christiane Chauviré qui reste un modèle du genre (1).

Paradoxalement, c'est par le détour de la fiction qu'on saisira peut-être le mieux la complexité du personnage, ainsi que les liens étranges qui l'unissent à Bertrand Russell et à George Moore. Déjà, Jérôme Charyn, qui en avait fait un personnage dans son roman, *The Tar Baby* (1973), écrivait : « Si je suis venu à Wittgenstein, ce fut moins par sa philosophie abstraite que par les récits biographiques parus sur son compte, le genre de livres où l'on raconte comment il faisait la volée dans la boiserie ou allait au ciné pour s'asseoir au premier rang pour voir des westerns. Et, bien entendu, l'aphasie, la perte du langage... » N'oublions pas que Wittgenstein trouvait plus de philosophie dans le plus quelconque des polars que dans les plus prestigieuses revues intellectuelles.

Il aurait sans doute été captivé par le roman de Bruce Duffy, *Le Monde tel que je l'ai trouvé* qui, avec un brio exceptionnel et beaucoup de punch, entrelace les biographies de Russell, de Moore et de Wittgenstein, hrisant les conventions et transformant les nobles figures de la philosophie en

ambitieux, pervers ou névropathes dignes de figurer dans *Le Foucault maltais*, de John Huston. Sur la base d'une documentation précise – sept années de travail, nous dit l'éditeur, – Bruce Duffy, qui vit dans le Maryland, est parvenu à rendre palpable, même pour le néophyte, le destin de ces trois géants de la pensée. On ne lâche pas ce roman de plus de six cents pages avant d'avoir lu la dernière ligne.

« Lorsque quelqu'un est mort, disait Wittgenstein, nous voyons sa vie dans une lumière conciliante. Sa vie nous semble arrondie par une sorte de vapeur. Mais pour lui, elle n'était pas arrondie, elle était pleine d'aspérités et imparfaite. Pour lui, il n'y avait pas de réconciliation, sa vie était nue et détrempée. » C'est ainsi que le restitue Bruce Duffy, nous rendant Wittgenstein infiniment proche : peut-être un saint, peut-être un fou, peut-être un monstre ; en tout cas, un être écartelé qui sut construire sa légende, avec le même génie que celui déployé par son père, Karl, pour produire des armes et des machines.

Roland Jaccard

(1) Seuil.

Le voile de la folie

LA MAÎTRESSE DE WITTGENSTEIN de David Markson. Traduit de l'anglais (États-Unis) par Martin Winckler. P.O.L., 289 p., 120 F.

Elle a cinquante ans. Son fils vient de mourir. Elle a voyagé, beaucoup lu. Elle est folle. Elle a trop de bagages dans sa tête. Maintenant, elle est seule, dans une maison au bord de la mer. Elle tape à la machine, elle se masturbe, elle aurait aimé être la maîtresse de Wittgenstein, parce qu'il était homosexuel, parce qu'il transportait sa clarté dans un vieux bas, parce qu'il héritait de beaucoup d'argent mais donna tout, parce qu'il recommandait de ne pas s'engager et d'apprendre à voyager léger. Elle ressemble à Kien, le fou érudit d'Elias Canetti dans *Autodérèg*, un Kien au féminin, revu par Georges Perec. Elle promet d'être la personne romanesque la plus énigmatique de cette rentrée.

R. J.

Patrick Roegiers

Lacan en famille

L'album de photos de la fille du psychanalyste

VISAGES DE MON PÈRE Album Jacques Lacan de Judith Miller. Seuil, coll. « Champ freudien », 153 p., 250 F.

Fouillant ses propres souvenirs, Judith Miller a réuni les photographies qu'elle avait de son père en espérant qu'elles constituent « un ensemble présentable ». Ces images, restées jusque-là dans la confidence familiale, restituent, en toute simplicité, la présence vivante d'un homme dont on suit l'évolution depuis sa naissance, le 13 avril 1901, ses études au collège Stanislas, l'armée et son entrée en psychanalyse.

Dès l'enfance, Lacan a cet aspect étrange, détaché, l'air en suspens qui donne l'impression qu'il lévite et ce regard biaisé qui surprend. Intime, tel qu'en lui-même, on le voit en voyage, en vacances à Venise ou Porquerolles, avec ses enfants, sa femme Sylvia, et plus tard son assistante Gloria, et chez lui, 5, rue de Lille, dans son cabinet (presque intégralement sauve-

gardé et qu'on pourra visiter). L'album restitue ses comportements, ses poses apprêtées ou imprévisibles, frottant ses verres de lunettes, laissant flotter autour de lui l'effluve de son curieux cigare eotortillé. Assailli de pensées remuantes, ou sur la scène, lors de séminaires, en chair et en os, philosophe et clinicien, enseignant, discourtant, analysant, théorisant, distillant son savoir, « s'hystérisant », allant vers la reconnaissance de plus en plus forte des autres et devenant, au fil du temps, de manière consentie, prisonnier de son style, de son rôle, de sa célébrité, Lacan se laisse peu à peu envahir par son image et ne perd, pour ainsi dire, jamais de vue « le stade du miroir comme formateur de la fonction du « je » ».

La photographie est, bien sûr, incapable de restituer son élocution hachée, ses phrases jetées et risquées qui saillaient comme l'éclair. Mais il reste l'expression faciale, si familière et captivante, qui compense la fascination que produisait le discours. Un des intérêts de ce livre est de restituer précisément

comment se tissent les fils entre Lacan et son personnage. En fait, il ne devient vraiment lui-même qu'à partir de 1957 et de la couverture de *L'Express*, lorsque la panoplie est complète : les lunettes cerclées, le nœud papillon ou col Mao ; les cheveux poivre et sel, ces fameux Culebra, tortueux comme sa pensée, qui contribuent à faire de lui une figure, un monument.

A côté de l'éclairante planche-contact d'André Villiers, on retrouve la célèbre photo de Brassai prise en 1944, chez Michel Leiris, pendant les répétitions du *Déjà attrapé par la queue* de Picasso où figurent, entre autres, Brassai, Camus, Reverdy, Sartre et de Beauvoir. Mais on ne voit pas Lacan hrasser des centaines de billets de banque jonchant le tiroir de son bureau, comme le dit la légende.

Fruit d'un lien affectif fort et respectueux, ce récit biographique touche par la fidélité avec laquelle il restitue en images, dans sa continuité, l'histoire d'un homme, d'une vie et d'une pensée.

Jacqueline Harpman



360 p., 120 F

Je n'oublierai plus cette Yseult de onze ans, cette femme avant l'âge, et son long itinéraire à travers les éblouissements tragiques de l'amour.

Benoîte Groult

Justine de Saint-Ange



276 p., 89 F

Bien plus qu'un exercice de style très réussi, une vraie histoire d'amour.

Jean-Jacques Brochier

Stock

هكذا من الأصل

Dumayet et le silence des mots

LA NONCHALANCE
de Pierre Dumayet.
Verdier, 93 p., 75 F.

Comment résister à un écrivain qui campe ainsi le premier personnage de la famille qu'il se nous peindre : « La maison est d'une nature douce. C'est Maurice qui la contrarie. Il en veut au monde entier. La pauvreté n'y est pour rien. Odile prétend qu'il lui faudrait une compagnie à commander. La vie civile ne lui convient pas. Il n'a jamais été soldat. Si Maurice se rase, il se l'est ordonné. Ses nuits sont melleuses ; il résiste à ses ordes : dormir, rêver. Plus le temps passe, plus il est lucide. »

Le plus célèbre des hommes de littérature à la télévision s'y est fait connaître par une façon de faire parler les gens en usant de silences. On avait fini par admettre que Pierre Dumayet est pour profession de se taire en public avec bienveillance, attention et un brin d'ironie. Mais l'écrivain Dumayet (à peine rare : quatre courts livres en vingt-deux ans, plus celui-ci, le dernier : la Nonchalance), comment s'y prend-il ? Difficile d'écrire un livre avec des blancs. Dumayet y parvient avec une nonchalance très appa-

rente : en quatre-vingt-dix pages, il nous en apprend autant sur une famille française de notre temps qu'un auteur de esage en quatre gros volumes.

Un bavard contrarié

A mi-voix, entre deux succions de pipe, il trace des phrases comme celles-ci : « Guetave pouvait attendre encore un an, mais il a avancé sa barbe. Il s'est rasé ce matin pour la première fois. » « Je voudrais vivre avec quelqu'un, plus tard, qui ne serait jamais fâché. » « Quand mon père était content, je n'étais pas là ; quand mon père n'était pas là, j'étais content. » « Son père a le visage soucieux des vieux marins pêcheurs qui croient voir le niveau de la mer baisser un peu chaque année. » « Les insomniacs finissent toujours par se réveiller. » « Les paroles véritables sont des enfants : elles ne viennent pas quand on les appelle. » « En souriant, une femme peut vous faire croire qu'elle vous aime et qu'elle est ouverte à tous vos souhaits ; la sourde est la langue du corps. Il suffit d'un mot pour le démentir. » Enfin : « La mort est une langue qu'on ne comprend pas. »

Est-il possible d'être plus laconique et d'évoquer autant ? Après cela, on pourrait dire que la Nonchalance raconte une histoire d'inceste, évidemment, puisqu'il s'agit d'une famille, une histoire de morts et même de meurtre (peut-être), de succession, de dévotion, d'éducation, de cuisine, que sais-je encore ? Cela n'a vraiment aucune importance. « S'il n'y avait qu'un livre, tout le monde l'aurait lu. Longtemps, il n'y eut qu'un livre. Ceux qui écrivirent le second ne connaissent pas l'existence du premier. Maintenant, c'est trop tard. »

Pierre Dumayet semble ainsi n'être encore une fois sorti de son silence qu'avec réticence et circonspection. Comme si on en disait toujours trop. Minimaliste est un mot qu'on aurait pu inventer pour lui. Mais qui, bien sûr, ne convient pas du tout pour un homme si gourmand de mots : Pierre Dumayet est un bavard contrarié.

Son livre respire, étonne, rend heureux. On dirait qu'avec sa Nonchalance il est éblouissant accordé à notre époque, qui ne déteste rien tant que l'insistance.

M. C.

CIVILISATIONS

Des clés pour l'Asie

Dans sa Géopolitique de l'Extrême-Orient, François Joxaux, universitaire et auteur de la Nouvelle Question d'Extrême-Orient (Payot), fournit un trousseau de clés pour lire à travers les lignes de cette Asie où rien n'est simple, où Chine, Japon, Corée, Vietnam sont à la fois si proches et si différents. Des clés pour ouvrir espaces et politiques (tome I), frontières et stratégies (tome II), qu'il se faille ensuite sa propre religion. Car rien n'est pire que de croire savoir, comme ceux qui — pour faire exotique — demandent du nuoc-mam (saumure de poisson vietnamienne) dans un restaurant chinois alors que jamais ils ne mettraient du parmesan sur leur saumon fumé !

D'autant que l'Orient — même s'il se dit encore « Extrême » — nous est devenu très proche, que l'évolution du Japon, dans une bien moindre mesure de la Chine, conditionne notre avenir, aujourd'hui économique, demain peut-être stratégique. Pour ne rien dire des NPI (Nouveaux pays industrialisés, ou « Petits dragons »). Certes, plus personne ne souhaite aujourd'hui s'embourber à nouveau dans les rizières indochinoises ; mais, à force d'ignorance et en dépit des mises en garde véhémentes de M^{me} Edith Cresson, nous risquons de nous retrouver pris au piège des sogo shasha et autres chachol.

P. de B.
Géopolitique de l'Extrême-Orient de François Joxaux. Éditions Complexe, coll. « Questions au XX^e siècle », 2 vol., 224 p., 59 F. chaque tome.



Les bouleversements de la Chine

Malgré l'arrivée massive des automobiles en Chine ces dernières années, le vélo reste le symbole de cet immense pays, maintenant qu'on a disparu les bleus de travail qui lui avaient valu le surnom d'« Empire des fourmis bleues ». Tellement symbolique que, quand Castro a décidé de se prémunir contre un lâchage soviétique il a commandé — pour remplacer les voitures — des dizaines de milliers de bicyclettes Flying Pigeon.

Correspondant de l'AFP à Pékin juste avant le Printemps de 1989, Bernard Degioanni a vécu les bouleversements de la Chine des années 80. Séduit par cette ouverture, il a cependant vu très vite en cerner les limites. Et mettre en garde ceux qui croyaient que la perestroïka à la chinoise rattraperait bien vite celle de M. Gorbatchev.

Mais il n'est de pire sourd que celui qui ne veut pas entendre, et l'auteur brocarde ces « amis du peuple chinois » de tous bords qui se laissent séduire par une propagande aussi efficace que peu sincère. Tels ces Français pris au piège des sourires glacés et intéressés d'un Li Peng.

A lire avec d'autant plus d'intérêt aujourd'hui que l'URSS est en plein bouleversement, car cet ouvrage aura, peut-être, plus de chances d'être pris en compte aujourd'hui que ceux qui, il y a deux ou trois ans, prêchaient la même chose dans le désert.

P. de B.

Des vélos plain la tête, de Bernard Degioanni, Éd. France-Empire, 286p., 140 F.

HISTOIRE

Mémoire et moralisme

Ce livre présente les travaux d'un colloque organisé par la Ligue française de l'enseignement et le secrétariat d'Etat chargé des anciens combattants, avec le concours de l'Association des professeurs d'histoire et de géographie, qui s'est tenu en juin 1990. Il s'adresse avec solennité « aux pédagogues comme à tous les humanistes soucieux de transmettre les valeurs de la démocratie ». Il part à l'assaut de tous les tabous et de toutes les révisions à propos de la seconde guerre mondiale ; il entend affirmer aussi les légitimes indignations par la critique historique.

L'ensemble est à mi-chemin entre le moralisme sentencieux et la lucidité argumentée. Dans l'éparpillement de ses textes, très brefs et fort pédagogiques, dans la disparité aussi des intervenants, enseignants, journalistes, historiens ou témoins patentés, il y a du vibrant. Mais on y trouve beaucoup d'informations sûres et d'utiles réflexions sur la constitution des mémoires de 39-45, sur les enjeux de ce passé en Allemagne, aux Etats-Unis, en URSS ou au Japon, sur le rôle des médias, de l'école et des acteurs dans la transmission, si nécessaire, d'un souvenir à portée civique.

Jean-Pierre Rioux
Les échos de la mémoire. Tabous et enseignement de la seconde guerre mondiale. Textes réunis et présentés par Georges Antin et Gilles Manceron, préface de Claude Julien. Le Monde Éditions, coll. « La mémoire du monde », 370 p., 120 F.

Les pères de la Constitution

A quelque école, tendance, groupe ou camp idéologique rattaché auquel on appartienne, on s'accorde à reconnaître aux députés de l'Assemblée nationale constituante d'avoir, entre 1789 et septembre 1791, jeté les bases de la France politique moderne. Outre qu'ils ont donné à la France sa première Constitution, ces hommes, nobles, membres du clergé ou du tiers état ont accompli, dans le débat, la polémique, l'empoignade oratoire comme dans le labeur des commissions, un travail de réflexion d'une hauteur et d'une qualité étonnantes.

Mais qui étaient-ils, ces 1315 députés de la Constituante ? D'où venaient-ils, quels étaient leur situation sociale, leurs revenus, leur formation ? Et après la dissolution de l'Assemblée, que sont-ils devenus, quels ont été leur parcours politique, leur carrière, leur vie personnelle ? Sous la direction d'Edna Hindle Lemay, une petite équipe d'historiens vient de publier un monumental Dictionnaire des constituants, qui répond à ces questions en présentant la notice biographique de chacun de ces parlementaires, en même temps qu'une chronologie détaillée des travaux de l'Assemblée, une liste des comités et de leurs membres et un index des principaux sujets de débats.

Dictionnaire de consultation certes, ouvrage de référence pour les chercheurs, ce livre est aussi beaucoup plus : au travers ce bon millier de vies, c'est l'aventure politique des Français aux prises avec l'événement révolutionnaire qui est fortement évoquée. Ajoutons que ce gros ouvrage est aussi parfait dans sa présentation que dans son contenu scientifique.

P. L.

Dictionnaire des constituants, d'Edna Hindle Lemay. 2 volumes, 1 084 p. Relié pleine toile. Editions Universitaires, 62, avenue de Suffren 75007 Paris. 950 F.

ROMAN

Le désespoir tonique de Sylvie Caster

La cité de Bel-Air forme une enclave irréductible. Portes et fenêtres fermées, ses habitants sont prisonniers d'un huis clos ; parce que les quatre murs qui les encercent sont « comme leur propre peau », « comme le désastre qu'on porte en soi ». Pour soigner les jambes atrophiées d'une fillette, la narratrice, l'infirmière, débarque « au-delà de la porte folle » commence le furieux monde des vaches.

Femmes délaissées à la dérive, hommes rongés par l'alcool, mesquineries naines de la cruauté ordinaire : la galerie de portraits n'est pas inédite. Impossible de ne pas songer aux tribulations du docteur Bardamu dans les membres de La Garenne-Rancy. Quelques décennies plus tard, les ballades d'entrée délabrées se sont converties de tags et les jours gris filent au rythme des niaiseries télévisées. Mais la peur au ventre, la haine, l'incommunicabilité sont toujours au bout du voyage. Sylvie Caster, qui signe là son troisième roman, a le désespoir tonique. Aussi, ses personnages marginaux, souvent affreux, bêtes et méchants jusqu'à la caricature, peuvent forcer la sympathie du lecteur.

Florence Duthell

Bel-Air, de Sylvie Caster, Grasset, 236 p., 94 F.

LA PENSÉE
UNIVERSELLE115, BOULEVARD
RICHARD LENOIR
75540 PARIS CEDEX 11
TEL: 43 57 74 74

AHMED KEDIDI
Une analyse objective par le fondateur des mouvements de dialogue euro-arabe, Docteur à la Sorbonne... Des Croisés de la culture Un conflit

millions, expliqués dans ses racines. Indispensable à toute réflexion sur les relations actuelles entre ces deux cultures.

304 pages 126,70 F

TASSOSTSIRIS
"SOUFFLESET TENTATIONS"
180 pages 77,00 F

KARINEPEYRE
"LES JARDINS APOCALYPTIQUES"
Le thème délicat et fascinant de la mort 64 pages 48,40 F

ERICANKLEWICZ
"LEMYTHEDE L'ABSURDE"
Un Israélien tue un jour un jeune Palestinien et sa vie bascule 32 pages 39,00 F

MAXETNA
"MOISETPAR-COURS"
La parodie d'un Antillais après "Hélène" 224 pages 80,70 F

POESIE
VALÉRIE COUPEAU

MARIA-SERENA
"CORSE, MONILE"
80 pages 55,90 F

PHILIPPE JOIGREAU
"UN MONDE DIFFÉRENT"
32 pages 44,30 F

PHILIPPE LÉTS
"ANTONAZHUR"
Une construction étrange de mots et de phantasmes 48 pages 45,40 F

ANNETOUREILLE
"PETITE CHRONIQUE D'ANICROCHE"
Histoires des provinces de France 128 pages 80,10 F

RECIT
DOLORES ORTIZ-FAVIER

"MONJARDINSECRET"
128 pages 67,50 F

GIORGIO BLASI
"PINUS MARITIMA"
48 pages 44,30 F

MONIQUE GRAS
"DEL'ENCRE SUR LES MAINS"
272 pages 108,70 F

MARIE DUVERNEUIL
"FEUILLES D'AUTOMNE"
Un garçon qui aime un garçon 160 pages 80,20 F

ESSAIS
ABDELKRIM EOUAMAMA
"L'ILLUSION PERDUE"
Une histoire de jeunes, un crime ou l'ignominie 192 pages 74,80 F

"SENTIER SOUS LES AMANDIERS FLEURIS"
La volonté de vaincre d'adversité et d'y parvenir 144 pages 62,30 F

MARIE-THÉRESE SAILLANT
"LES COURANTS DE L'EAU"
96 pages 55,90 F

LAURENT DESPIERRES
"SANS TITRE DE NOBLESSE"
80 pages 55,90 F

ROMANS
JOSETTE VIRAPIN
"ENPLEIN CAUCHEMAR"
Descendez dans le monde de l'horreur 176 pages 89,70 F

"UNE VIEILLE PARENTHÈSE"
La polyarthrite rhumatoïde évolutive 160 pages 71,70 F

FREDERIQUE GARNON
"LE GRAND MOINE"
48 pages 48,50 F

CLAUDE KOENIG
"LE JARDIN SAUVAGE"
176 pages 80,20 F

BON DE COMMANDE
Je commande à la Pensée Universelle
Titre : _____
Mon Nom : _____ Mon Adresse : _____
Je joins _____ F. pour _____ exemplaires.
+ 12,50 F par livre pour le port.

LA RAGE D'ECRIRE !

هكذا من الأصل

ACTUALITÉS

Passage en revues

Littérature, poésie

« L'été n'a pas pris tout à fait congé. Il est encore temps, à la lumière, de découvrir quelques numéros de revues, spéciaux ou non, publiés sous son égide. Le traditionnel double cahier de la NRF (juillet-août) donne cette année la parole à la musique, entendue, pensée, écrite et lue par des écrivains. Cela donne un ensemble riche en tonalités et en couleurs. Après Jean-Paul Sartre remarquable comble « le jazz est hostile à l'esprit italien », Jacques Réda, qui est très loin, lui, d'être hostile au jazz, trace, avec Nietzsche et Mallarmé, quelques lignes de rencontres ou de divergences entre poésie et musique, entre langage articulé et ce que Claudel nomme « cette folle qui ne sait ce qu'elle dit » et Cingria le « sens de la délectation supérieure ».

Jean Grognon et Philippe Sollers partagent un même goût pour Haydn qui transporte le premier loin de lui, le fait être « autre », et qui permet au second d'écrire justement, à l'écoute de la sonate n° 31 : « La poésie qui discute les vérités nécessaires est moins belle que celle qui ne les discute pas. »

Lorand Gaspar, poète et médecin, s'interroge quant à lui, sur les aspects presque physiologiques de la réception des œuvres, qui nous procurent ce « sentiment d'accroissement et d'élargissement », nous « désenchevêtrement » de nous-mêmes (Gallimard, 82 F).

L'autre confirme avec son deuxième cahier ses orientations plurielles, poétiques et intertextuelles – et son exigence. C'est le poète portugais António Ramos Rosa, traduit par Michel Chan-

deigne, qui ouvre ce numéro, avec des extraits du *Libre de l'ignorance* (à paraître aux Éditions Lettres vivantes). Des écoulements sombres et inquiets résonnent dans ces poèmes, traversés des éclairs de l'illumination. Dans le même sommaire, citons, outre Umberto Saba, Bernard Noël, Inger Christensen, Alain Sautet, et Lydie Datta, dont on a pu récemment découvrir, avec émerveillement, le bref *Libre des anges* (Arfuyen) (35, rue Le Marois, 75016 Paris, 120 F).

« Polyphonies », revue semestrielle de poésie, se distingue davantage par la qualité de son contenu et de ses choix que par celle de sa présentation, sobre au point d'en être austère. « Le minéral », auquel l'équipe de Polyphonies consacre la troisième livraison de la revue, est un thème qui ouvre « à la fois l'espace d'une durée première et un lieu de mémoire, une concrétion sensible hors du flux du temps ». Le sommaire, qui inaugure des poèmes de Dante rassemblés sous l'épithète de *Pierruses* est à la hauteur du thème et de l'ambition exprimée par Pascal Cuillerier, directeur de la publication. Pierre Dhainaut, Lorand Gaspar, Yves Bergeret, le Portugais Carlos de Oliveira composent ce bel ensemble. De Nelly Sachs, ce poème traduit par Michèle Finck : « Dans cette arête d'homme / sont déposés les os de la nuit / et une précoce intelligence de la lumière / mit feu à la mélancolie / qui était encore fluide / et pleurait / toujours ton agonie / dans la nuit. » (Polyphonies, BP 189 Paris Cedex 14, 65 F).

« Le Nouveau Commerce », dans son cahier 79-80, publie un texte de

jeunesse du cardinal de Bérulle. un des grands auteurs spirituels de l'école française, datant de 1597. Ce *Bref discours de l'obéissance intérieure* s'inscrit dans la tradition de la mystique de l'abandon de soi : « ... la perfection de cette vie ne consiste pas à jouir pleinement et perpétuellement des fruits que Dieu engrasse en l'âme, mais de s'établir profondément et solidement dans ce même état, en sorte qu'il ne se sépare en l'âme, lorsqu'elle est privée de la jouissance d'icelui. » (Le Nouveau Commerce, Librairie Anima, 3, rue Ravigan, 75018 Paris, 110 F).

Orée, nouvelle « revue régionale européenne de littérature et d'art » est publiée à Charleville-Mézières par un comité de rédaction belge, luxembourgeois et français. L'ambition affichée par les animateurs de cette publication est de faire du plateau ardennais mieux qu'un simple espace régionaliste. Même si la présence de la Société des écrivains ardennais est un peu trop visible dans ce numéro, ce projet reste louable et encourage. La présentation de ce cahier est soignée et élégante (Orée, rue Jean-Jaurès, 08700 Neufmanil, 90 F).

P. K.

Sélection de rentrée du prix Goncourt

Les jurés du prix Goncourt ont publié le mardi 10 septembre octobre à Paris, leur liste de rentrée. Le prix sera décerné à Paris chez Drouant le 4 novembre.

Quinze romans sont en lice : Baptiste Moriceau : *les Sept îles de la mélancolie* (Actes Sud); Nicolas Bréhal : *Sonnet ou cloir de lune* (Mercure de France); Patrick Carré : *Yavana* (Phébus); Michel Cheillon : *la Rue du capitaine Olchowski* (Gallimard); Pierre Combescot : *les Filles du Calvaire* (Grasset); Raphaël Confiant : *Eau de café* (Grasset); Claude Duneton : *Morguerie devant les pourceaux* (Grasset); Den Franck : *la Séparation* (Seuil); Jean-Marie Laclavetine : *En douceur* (Gallimard); Christiane Lesparre : *Voyage autour d'un monde perdu* (Grasset); Pierre Moustiers : *Un si bel orage* (Albin Michel); Bernard Pouch : *Sous l'étoile du chien* (José Corti); François Salvaing : *Une vie de rechange* (François Bourin); René Swennen : *le Roman du lincoln* (Gallimard); Anne Wiazemsky : *Morimé* (Gallimard).

Une prochaine sélection sera faite le 1^{er} octobre.

Le 13^e arrondissement du livre

Le treizième devient l'arrondissement du livre, un prolongement vers l'est du Quartier latin, lieu traditionnel de l'édition parisienne. Une trentaine de maisons y sont implantées dont Denoël, les Presses de la Cité et Hachette y songe. Siège de la future Grande Bibliothèque de France, cet arrondissement est un foyer ancien pour les métiers du livre : relieurs, doreurs, graveurs... sans oublier de fameuses écoles : Estienne, la lycée Corvisart.

Le Festival 13, qui connaît depuis huit ans un réel succès, est organisé jusqu'au 28 octobre : sept « semaines » de spectacles, d'animations. Parmi les nouveautés : le concours des bouquinistes des quais de la Seine qui se propose de présenter leur profession au grand public. Autre événement, l'hommage rendu à l'écrivain Alexandre Vialatte à l'occasion du vingtième anniversaire de sa mort et du quarante-deuxième de sa naissance. Trois gros volumes de ses chroniques seront réédités en octobre chez Julliard. Le Festival 13 met à l'honneur l'écrivain à travers différentes manifestations : exposition, spectacle, plaque commémorative apposée sur l'immeuble qu'il habite et remise d'un prix littéraire Vialatte. La présidence d'honneur est confiée cette année à Jean Dutoit de l'Académie française.

I. D.

Attribution du Prix David-Neel. – Le prix Alexandra David-Neel a été décerné à Michel Jourdan pour *Journal du réel gravé sur un bâton* (Critérium).

« Le Grand Passage » d'André Velter. – La Maison des arts et des loisirs de Laon (Aisne) présentera, dans le cadre de la deuxième rencontre de l'«Heure de Laon» vendredi 20 septembre à 21 heures, un poème polyphonique d'André Velter, le *Grand Passage*. Le même jour, dans le même lieu, sera inaugurée une exposition Velickovic. Le texte du poème de Velter paraît dans un numéro spécial de la revue *Marges* (16, rue Richelieu, 51100 Reims).

OÙ TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Ecrivez ou téléphonez :
LIBRAIRIE (service 18)
LE MONDE DU LIVRE
60 RUE ST-ANDRÉ-DES-ARTS
75006 PARIS
(1) 43.25.77.04
Code Minitel : 3615 MDL

La mort de la poétesse Laura Riding

« Qu'est-ce qu'exister ? Porter un nom. / Qu'est-ce que mourir ? / N'être plus qu'un nom. »

Le nom de Laura Riding, poétesse américaine, née à New-York en 1901 et qui vient de mourir en Floride le 2 septembre, est généralement associé à ceux des poètes John Crowe Ransom, Robert Penn Warren et Allen Tate, avec lesquels elle créa la revue *The Fugitive* en Virginie, dans les années 20. Souvent aussi on l'évoque à propos de Robert Graves, sur lequel elle exerça une grande influence, moins par sa technique poétique (qui était en tous points différente de la sienne) que par ses idées et son extraordinaire personnalité.

Leur liaison, traversée d'épisodes difficiles et même tragiques, dura plus de dix ans ; ils écrivirent ensemble un essai critique, *A Survey of Modernist Poetry*, en 1928, et leur association sur le plan littéraire ne cessa pas lors de leur séparation. Le livre le plus important que Graves ait écrit, *Le Désert blanc* (1948), fut directement inspiré par Laura Riding ; il retrace, écrit un de leurs amis, « l'expérience de ces années pen-

dant lesquelles Graves se consacra entièrement à servir une muse d'une haute et terrible exigence ». Pour Laura Riding être poète ce n'était pas seulement un art, c'était avant tout une manière fondamentale de vivre, de sentir et de penser, un idéal de perfection intérieure lié, plus qu'à tout autre activité, à la poésie.

Aussi son itinéraire, comme sa poésie, sont-ils difficiles à suivre. Situés bien au-delà des quelques étapes auxquelles on se réfère d'habitude, ils touchent, comme ceux d'Emily Dickinson, à la mystique. Au lendemain de la publication de ses *Collected Poems* en 1938, elle fit retraite, renonçant à la poésie ; elle n'y revint qu'en 1967, avec un court essai d'une cinquantaine de pages, *The Telling*, qui s'apparente à une réflexion sur le langage en même temps que sur le destin de l'homme et de la femme. Ecrites dans un anglais ardu et abstrait coupé de traits d'union et de majuscules, ces pages ont la fulgurance de la vision ou de la prophétie (1).

On a dit de cette poésie qu'elle était droit sortie du XVII^e siècle et qu'elle se plaçait dans le sillage des

recherches d'un Donne ou d'un Crawshaw ; Graves lui-même voyait sa muse comme « un esprit pénétrant qui se froyait durement une voie dans le matériau récalcitrant du Temps ». Le temps est omniprésent dans ces phrases brèves lancées comme des télégrammes de l'au-delà, dans ces questions dont la simplicité apparente recèle une ambiguïté impénétrable : « Le vent est enfin entré dans l'horloge, l'horloge est enfin entrée dans le vent, / Le monde est enfin sorti de lui-même. »

En 1970, Laura Riding publia une sélection des mêmes poèmes, plus exigeante, qui frappe par son extraordinaire maîtrise : *Selected Poems in Five Sets*. Quatre cents pages de poèmes, soit l'essentiel de son œuvre avec *The Telling*, furent réunies et publiées en 1980 par les éditions Carcanet.

Christine Jordis

(1) Des extraits de *The Telling* ainsi que des poèmes de Laura Riding, traduits par Jacques Darras, figurent dans le numéro 9 d'*In/fini*, automne 1979, intitulé « Trente-quatre poètes d'Angleterre et d'Amérique ».

Louis Roque, prospecteur d'histoire...

L'HISTOIRE DE SAINT-LAURENT-DE-CERDANS A TRAVERS LES AGES
de Louis Roque, Imprimerie Copylux, 44150 Arles-sur-Tech, cinq volumes, 425 F.

M. Louis Roque n'aime pas que l'on parle de lui. Il résume sa vie en trois lignes : « Né le 2 mai 1914 à Saint-Laurent-de-Cerdans, 66260. Diplôme : certificat d'études. Profession : artisan maçon, retraité depuis 1985... »

Pourtant, cet homme modeste n'est pas ordinaire. Bien au contraire. Il fait partie de l'irremplaçable cohorte anonyme des historiens amateurs sans le bénévolat desquels le patrimoine culturel de la France ne serait en doute pas ce qu'il est. Passionné par l'his-

toire de Saint-Laurent-de-Cerdans, son village natal, niché au cœur des Pyrénées-Orientales, M. Roque, qui est âgé de soixante-dix-sept ans, prospecte depuis six ans dans toutes les archives du pays catalan. Et il y a découvert mille petits trésors qui racontent l'histoire de son canton au jour le jour, de l'An Mil jusqu'aux prémices du Premier Empire. Des kilos et des kilos d'extraits d'état civil, de procès-verbaux de gendarmerie, de comptes rendus municipaux, de copies de jugements, d'actes ecclésiastiques, de correspondances privées, tous documents pour la plupart inédits.

Mais comment faire partager ces joyeux à ses concitoyens quand on ne prétend pas soi-même à la littérature, qu'on est à la merci de certains « pil-lards » et qu'on n'a pas, de

toute façon, les moyens de se faire éditer à compte d'auteur ? Sollicité dans l'espoir d'une subvention, le ministère de la culture a encouragé M. Roque à poursuivre mais l'a renvoyé, question subvention... au conseil municipal, qui a fait un geste.

Et toutefois fellu le talent d'un imprimeur d'Arles-sur-Tech pour que les trouvailles de M. Roque ne retombent pas dans les oubliettes de l'histoire. Cela eût été dommage car les cinq tomes de son *Histoire de Saint-Laurent-de-Cerdans à travers les âges*, restant à l'état brut ces principaux documents, sans fard, sans le moindre confort romanesque, constituent un enchantement pour les esprits curieux de tout qui éminent remonter le fil du temps à l'ombre de leur propre clocher...

A. R.

EN POCHES Les adultocrates de Merle

Mercredi, 22 heures, l'heure où Jean-Marc se mue en Mitch, « l'ar-souille, le chevalier des ondes, le Goldorak des assués de la FM », pour un nouveau numéro de l'émission « Yours Sorties » sur Diago FM. 88.7. L'animateur bénévoles jubile. Trente-neuf ans, une « gueule d'ado, celle à se croire éternel », il revend de la drogue à la petite semaine. Il vit, aux crochets de ses parents et de son amie Mine, serveuse, qui souhaite décrocher un rôle dans une pièce de théâtre. Il y a aussi Gérard, dit Snoopy, le fan de Mitch, toutou fidèle et sans âme. Mitch affiche une indépendance, une liberté insolentes, un luxe qui dérange dans « un monde sans pitié ». Il exerce les donneurs de leçons tel son frère Christian, la « quintessence du médiocre », journaliste dans un magazine télé, qui propose à son cousin de céder pour la énième fois un emploi : collaborer à Magic City Night, l'émission de Morisson sur Antenne 2. Mitch, le déshérité, les « eighies » insipides. Admirateur inconditionnel de John Lennon, il est, comme lui, inadapté à ce « monde d'adultocrates », soumis et cruels. Il le pousse à la mort, au meurtre... au soulagement.

Cautique, soutenu par un style vif et concis, argotique, le *Déchirés* est le premier roman de Pierre Merle, auteur d'un *Dictionnaire du français branché* (Seuil, 1988 et 1989). Sur fond d'univers « impitoyable », c'est un texte nostalgique des sixties et une critique acide des années 80.

Isabelle Duterme

► Le *Déchirés*, de Pierre Merle, Point-Seuil, 275 p.

► Sous le titre *L'Ancien Régime*, les Editions Complexe reprennent trois parties des *Origines de la France contemporaine* d'Hippolyte Taine : « La structure de la société », « Les mœurs et le caractère » et « Le peuple ». L'œuvre, restée inachevée à la mort de l'auteur en 1893, préfigure le programme de l'école des Annales, selon Daniel Dessert, qui en assure la présentation (Collection « Historiques », n° 69).

► Dans la même collection, l'historien Xavier de Montclos propose un bilan global de l'entente des chrétiens face au nazisme et au stalinisme durant la seconde guerre mondiale. Il s'agit de saisir les enjeux de la mise à l'épreuve du christianisme par le totalitarisme. Cet ouvrage a été publié pour la première fois en 1983 (n° 71).

► Présenter une histoire raisonnée de la sociologie moderne et de son mode d'élaboration, tel est l'objet de la *Construction de la sociologie* de Jean-Nicolas Barthes (dans la collection « Que sais-je ? »). La même collection publie une *Histoire de la psychanalyse en France* de Jacques Chenu, une *Histoire des universités françaises* de Jacques Micot, ainsi qu'une étude de Frédéric Robert consacrée à la *Musique française au XIX^e siècle* et une autre de Jean Tulard sur la

► Confrontent les connaissances de faits acquises par la science contemporaine à la lumière de la philosophie classique, le physicien Bernard d'Espagnat part à la recherche du réel (Collection « Agora », Presses Pocket n° 95).

► Dans la *Philosophie tragique*, ouvrage datant de 1960 réédité dans la collection « Quadrige » des PUF, Clément Rosset s'intéresse à la philosophie du réel. Admettre le réel, aussi insaisissable soit-il, le paradoxe de la joie ou au contraire le réprimer et refuser d'affronter le tragique (le paradoxe de la morale), c'est tout l'enjeu de la problématique du livre (n° 127).

► Plus proche de nous, le *Médianoches amoureux*, recueil de nouvelles de Michel Tournier, fait son entrée dans la collection « Folio » des éditions Gallimard (n° 2290, 303 p.).

PASSIONNANT, UNIQUE INDISPENSABLE



PSYCHOLOGIES

THERAPIES POURQUOI ÇA MARCHE

SAVOIR CHOISIR PARMI TOUTES LES THERAPIES CELLE QUI CONVIENT LE MIEUX À NOTRE PERSONNALITÉ

PSYCHOLOGIES vous propose, dans son numéro de septembre, une large réflexion pour cerner un domaine en constante évolution : les thérapies.

- Un panorama de toutes les thérapies.
- Les écoles : Freud, Jung, Lacan...
- Pourquoi et comment choisit-on une thérapie ?
- La relation patient-thérapeute.
- Une bibliographie complète, etc.

Un grand dossier de 30 pages

PSYCHOLOGIES, l'harmonie du corps et de l'esprit

En vente chez votre marchand de journaux : 30 F

هكذا من الأصل

LETTRES ÉTRANGÈRES

Dans le labyrinthe de Paul Auster

Le nouveau roman de l'auteur de la trilogie new-yorkaise est un « road movie » qui tourne au fantastique

LA MUSIQUE DU HASARD

de Paul Auster.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Christine Le Bauf.
Actes Sud, 296 p., 125F.

Dans celui de ses livres qui, à ce jour, reste sans doute le plus important, *l'Invention de la solitude*, Paul Auster raconte ceci : « Pendant la guerre, pour échapper aux nazis, le père de M. s'était caché pendant plusieurs mois à Paris dans une chambre de bonne. Il avait finalement réussi à partir et à atteindre l'Amérique, où il avait commencé une vie nouvelle. Des années s'étaient écoulées, plus de vingt ans. M. était né, avait grandi et s'en allait maintenant étudier à Paris. Une fois là, il passa quelques semaines difficiles à chercher un logement. Au moment précis où, découragé, il allait y renoncer, il trouva une petite chambre de bonne. Aussitôt installé, il écrivait à son père pour lui annoncer la bonne nouvelle. Environ une semaine plus tard arrivait la réponse : « Tan adieu, écrivait le père de M., est celle de l'immeuble où je me suis caché pendant la guerre. Suivit une description détaillée de la chambre. C'était celle-là que son fils venait de louer. »

Auster poursuit par une médita-

tion sur la chambre, comme lieu où le moi, alternativement, se perd et se trouve, se dissout dans le néant et tente de se rassembler dans la mémoire. Il cite Pascal : « *Tout le malheur des hommes vient d'une seule chose qui est de ne savoir demeurer en repos, dans une chambre.* »

Lui-même a vécu toute une année dans une chambre de bonne à Paris : il y a écrit son premier livre de poèmes. Il a cru y aller jusqu'à l'oubli de soi, la dissolution, comme Hölderlin dans la chambre que lui avait ménagée dans une tour de Tübingen le charpentier Zimmer (qui veut dire « chambre » en allemand, rappelle Auster). « Oblivion », l'oubli, est l'un de ses mots favoris. Un autre est « chance », qui veut dire hasard en anglais.

Et si je voulais raconter une coïncidence dans le goût de Auster, je dirais ceci : Alors que je lisais *la Musique du hasard* (en anglais *the Music of Chance*), j'ai interrompu ma lecture pour aller au New-Morning, où jouait le pianiste de jazz Geri Allen : elle a interprété un morceau de Bud Powell très rarement joué, et je me suis penché vers Mike Zverin qui se tenait à côté de moi au bar (il est musicien et écrivain new-yorkais vivant à Paris) : « Tu reconnais cet air, Glass

Enclosure ? » Il a hoché la tête. Je pensais à Paul Auster, parce que c'est un morceau où miroite la schizophrénie. En partant, je me suis rappelé que ce thème ne s'appelle pas *Glass Enclosure* (enceinte de verre), autre titre de Bud Powell, qui serait parfait aussi pour l'auteur de *City of Glass* (City of Glass) mais *Qdälvion*. L'oubli.

Le cinéma américain

« *Se souvenir de la mort de son père. Et au-delà de tout cela, comprendre - c'est le plus important - que l'histoire de M. ne signifie rien* », continue Auster. Elle ne signifie rien mais elle est une de ces coïncidences qui font rimer la réalité dans un livre. Une de ces surprises attendues qui scandent la musique du hasard : ce sentiment que rien justement n'est là tout à fait par hasard. Les histoires d'un homme s'entourent, comme nous l'a appris le Sartre de *la Nausée*, sont une façon de déjouer la contingence.

On s'en aperçoit de mieux en mieux, Paul Auster, livre après livre, est en train de construire l'un des plus fascinants labyrinthes de vie de la littérature. Un dédale d'histoires qui se déboulent de unes des autres et dans lesquelles

nous nous égarons avec délices et stupeur. Le premier, *l'Invention de la solitude*, avait donné d'entrée de jeu leur matrice et, le lacs des thèmes : comme Shéhérazade, Auster diffère la mort en racontant la même histoire au moyen de récits différents, qui se font écho, plus ou moins lointainement.

Et l'incitation est vive d'y chercher, ainsi que le voulait Henry James, *l'Image dans le tapis*. Pour toutes ces histoires de paternité et de filiation, de quête, de fuite et d'errance, de solitude et d'écriture qui s'embolent comme des poupées gigognes, on a astucieusement parlé de « *patriochka* » (1). *La Musique du hasard* est la dernière en date de ces poupées russes, mais on peut être sûr qu'il y en aura d'autres, de taille plus importante, car Paul Auster vit de ses livres et de son imagination : de même que son aîné européen, Paul Nizon, avec qui il partage bien des obsessions, des références et des métaphores, il est loté « dans le ventre de la baleine », la matrice aux histoires.

Jim Nashe est pompier à Boston - son nom évoque la cendre. Il hérite de 200 000 dollars d'un père qu'il n'a jamais connu. Alors, il quitte son travail, s'achète une voiture, prend la route et va conduire pendant treize mois et demi à tra-

vers les États-Unis, en s'arrêtant ici ou là dans des bôtels. Une façon d'aller jusqu'au bout de la solitude ailleurs qu'en chambre. En américain cela se dit : *to hit the road*. Il part comme on se tue. « *Sans le moindre frisson d'inquiétude, Nashe ferma les yeux et s'endormit.* » Le roman raconte cette chute au ralenti.

Nashe décide d'en finir quand il aura tout dépensé. Ce qui donne une sorte de *road movie* qui tourne au fantastique, avec rencontre d'un jeune joueur de cartes professionnel, surnommé Jackpot, dont Nashe va faire un fils, lui finançant une partie de poker contre deux milliardaires maniaques, de pervers Bouvard et Pécuchet qui vont les employer, pour rembourser la dette de jeu, à bâtir un énorme mur avec les 100 000 pierres d'un château acheté en Irlande et déposées en vrac sur leur propriété de Pennsylvanie, enclose comme un camp de concentration. Ils n'en sortiront l'un après l'autre qu'en s'entantissant.

La critique a mentionné à juste titre *Lazarillo de Tormes*, prototype du roman picaresque, Cervantes (*Dan Quichotte*, roman des romans), Poe (pour l'inquiétante étrangeté) et Beckett (pour le grotesque et le dénuement) comme modèles de Paul Auster, le plus européen des romanciers améri-

cains actuels, par sa culture et son esprit philosophique. Dans *la Musique du hasard*, c'est aussi l'imaginaire cinématographique américain qu'il explore, parfois explicitement. Comment ne pas songer, par exemple, à *l'Homme aux bras d'or* et à la partie de billard de *l'Arnaqueur* ? Mais c'est plus encore à Dürrenmatt (celui de *la Parole*), à Buzzati (celui de *la Vie mode d'emploi*) que ce roman romanesque fait parfois penser.

De telles références n'écraient pas un écrivain qui, en cinq livres et quatre recueils de poèmes, a pris place parmi les plus grands et qu'on ne peut rattacher à aucune école. Nous n'en avons pas fini avec le labyrinthe de Paul Auster, qui est celui-là même de la conscience contemporaine, à l'identité disloquée. Il cite encore cette phrase de Wallace Stevens (*Opus posthume*) : « *En présence d'une réalité extraordinaire, la conscience prend la place de l'imagination.* » Je me souviens que Paul Auster habite à Paris la chambre de bonne décrite par Perec dans *Un homme qui dort*. Et si c'était vrai, cela aurait-il quelque sens ?

Michel Contat

(1) Voir la chronique de Nicole Zand du 11 mai 1990 sur *Moon Palace*, le meilleur des romans de Paul Auster.

La colère de Böll

Les dernières indignations de l'écrivain allemand

DE LA COMPASSION A LA COLÈRE

de Heinrich Böll.
Traduit de l'allemand
par Elizabeth et René Wintzen.
Belfond, 210 p., 120 F.

Le titre original du livre, *Die Fähigkeit zu trauern*, littéralement la *Faculté de s'affliger*, est une réponse au fameux ouvrage d'Alexaoder Mitscherlich, *Die Unfähigkeit zu trauern*, traduit chez nous sous le titre *le Deuil impossible* (Payot, 1972). Dans une Allemagne qui, selon l'accusation d'uo sociologue, se s'est lancée en enrps perdu dans le mirage économique que « pour essayer d'oublier l'idée insupportable de sa culpabilité », Heinrich Böll fut, sa vie durant, un empêchement de danser en rond. « *Mettre les doigts dans les plaies* », telle était selon lui la mission de l'écrivain.

Rassemblant quelques-uns des derniers textes : allocutions, préfaces, comptes-rendus de lecture..., écrits par Böll entre 1983, l'année du retour des démocrates-chrétiens au pouvoir, et 1985, celle de sa mort, *De la compassion à la colère*, pour reprendre le titre français, nous le montre fidèle, envers et contre tout, à lui-même. L'époque est à la restauration morale et sociale sous le signe du libéralisme triomphant. Prenant le contre-pied de la résignation générale, il laisse libre cours à son indignation devant le silence des partis chrétiens face au réarmement. Il polémique

avec André Glucksmann à propos de son livre *la Force du verbe*, reprochant notamment à l'auteur d'avoir « *embrigadé Proust dans la philosophie de la dissuasion* ». Revenant à diverses reprises sur le concept de résistance, l'uo de ses chevaux de bataille, il souhaite qu'on définitisse celle-ci « *comme un devoir plutôt que comme un droit* ».

S'adressant à ses collègues écrivains, il les invite à se reprendre eux-mêmes en main face au pouvoir exorbitant des médias et à se préoccuper notamment de leurs droits de propriété littéraire et de l'état de leurs comptes d'auteur. « *Je n'ai rien contre le baiser de la muse, il est doux, il donne des ailes à l'esprit. Mais cette dame est tenace et exigeante... Elle ne se met pas à virer au-dessus de la table de travail.* »

Dans le grand silence actuel des intellectuels, la colère de Heinrich Böll est parfois réconfortante, par exemple lorsque, s'adressant au président de la République fédérale, il lui recommande de recevoir dans son parc les marginaux : demandeurs d'asile, chômeurs, Tziganes, pour montrer en haut lieu que l'Allemagne est un pays d'accueil.

Les considérations de l'auteur n'en semblent pas moins bien inactuelles. « *Il est permis, écrit-il, de rêver de réunification, même d'y croire, de l'espérer, seulement je ne vais aucun Etat sur cette terre (à l'exception de la Chine, qui est très loin de nous) qui serait intéressé ou pourrait l'être par cette réunification.* »

Jean-Louis de Rambures

Singer l'irrévérencieux

Une dernière promenade depuis la rue Krochmalna jusqu'au cœur des anciennes forêts polonaises

LE PETIT MONDE DE LA RUE KROCHMALNA

d'Isaac Bashevis Singer.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Marie-Pierre Bay.
coll. « Empreinte », Denoël, 250 p., 115 F.

LE ROI DES CHAMPS

d'Isaac Bashevis Singer.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Marie-Pierre Bay.
coll. « Nouveau Cabinet cosmopolite », Stock, 250 p., 120 F.

Les deux romans de Singer, écrits peu avant la mort de l'écrivain, survient le 24 juillet (1), témoignent d'une lucidité, d'une force idéales malgré son âge et sa maladie. Ils sont inspirés comme toujours par l'ambiguïté de la nature humaine et, bien sûr, par l'histoire de ces terres d'où il vient, nourries du sang des armées mortes et des populations massacrées.

Le petit monde de la rue Krochmalna rappelle la fin du film *Huit et demi* de Fellini, lorsque ses comédiens se donnent la main sur le plateau pour exécuter une dernière ronde au son de la musique mélancolique de Nino Rota. Chez Singer aussi surgissent de cette apothéose les héros que nous connaissons, rabbins et truands, vierges et prostituées, enfants et aventuriers sans foi, ni loi, ni Dieu. Nous y retrouvons surtout l'auteur, ses angoisses et sa fascination du mal, sa culpabilité, les femmes fatales, soumises ou perdues, et aussi le monde peuplé de démons d'où émergent les vrais et les faux revenants, le monde énigmatique de la rue Krochmalna d'autrefois, en plein cœur juif d'une Varsovie qui n'est plus.

Rentrer dans son pays après plusieurs décennies passées en exil demeure le souhait lancinant de la plupart des déracinés. Max Barabander, un peu truand (mais si peu), un peu croyant, retourne en Pologne après avoir fait fortune en Argentine, où son fils vient de mourir. Sa femme, ancienne péripatéticienne devenue frigide, ne l'intéresse plus ; lui-même, dépressif, espère retrouver dans la ville de sa jeunesse une nouvelle vigueur.

Nous sommes après la révolution de 1905, Raspoutine règne à Saint-Petersbourg, les sionistes rêvent de Palestine, les socialistes à la parousie d'une société sans classes, et les Balkans explosent (déjà !). L'histoire demeure la toile de fond des histoires que Singer invente. A Var-



Isaac B. Singer : « *La religion devient littérature quand on ne la prend plus assez au sérieux.* »

sovie, 500 héros, cinquanteaire noyé dans les tourbillons de l'âge, tombe amoureux de Tsirole, dix-neuf ans, vierge sans dot, révolutionnaire et fille de rabbin. Barabander lui promet le mariage tout en sachant que sa femme, dont il n'avait pas divorcé, l'attend.

En même temps une complicité capiteuse le lie à M^{me} Kork, entre-metteuse qui le charge de recruter des jeunes filles pour les maisons closes d'Argentine. Basha, une petite servante, lui plaît ; Thérèse, sortière qui prétend faire revenir les chers disparus, le terrifie. Nostalgie de pureté et de loi juive, il séduit l'une et fuit l'autre. A son dernier rendez-vous avec l'entre-metteuse, la prison l'attend, fin libératrice, car non seulement Barabander, qui se savait coupable, souhaitait être puni sur terre, mais aussi présentait-il, au plus profond de sa peur, que « *tout avait été décelé là-haut depuis le début.* »

Nous retrouvons ici la cohérence de l'univers singierien, avec ce qu'il a de plus limpide, de plus mystérieux aussi. Pour mieux comprendre ce désordre apparent, il nous faut revoir à la confession que Singer livrait en 1986 à Richard Burgin (2) : « *La religion devient littérature seulement quand on ne la prend plus assez au sérieux. Les juifs pieux considéraient la Thora comme plus importante que tout, aussi longtemps qu'elle est respectée dans les faits... Un érudit qui ne se soucie pas des Dix Commandements, ils le considéraient comme un hérétique...* »

Le lauréat de l'Académie suédoise, qui se souciait sans doute des Dix Commandements, ne respectait certainement pas à la lettre les six cent treize commandements et interdits de la Thora. Dans ces irrévérences, dictées par la modernité, se trouve la source du complexe de culpabilité qui teinte le roman de Singer d'une lumière si particulière, entre chien et loup, patinée et nostalgique comme un vieux daguerreotype à peine licencié.

Une archéologie des passions

Les personnages de son dernier texte, terrés dans leurs sombres forêts, ignorent encore, mais ils l'apprendront bientôt, la loi du monothéisme triomphant, l'Ancien et le Nouveau Testament. Curieusement, *le Roi des champs* nous révèle un Singer rajeuni, fasciné par le paysage peu connu de la Pologne au début du haut Moyen Âge, pays vierge balayé par les migrations lorsque les Slaves s'installaient entre les Carpates et la mer Baltique et que subsistaient, à côté des premières villes marchandes, les tribus idolâtres émergeant du néolithique. Les classes mémorables, les fornications sauvages, les famines et les guerres entre clans leur laissent néanmoins le temps de découvrir les bienfaits de l'agriculture, le charme d'une vie sédentaire et aussi les troubles engendrés par le trop grand désordre amoureux.

Aux mythes protohistoriques s'affirme la puissance tutélaire des

grandes, moyennes et petites divinités, s'oppose le discours monothéiste d'un judaïsme opiniâtre, teou par un cordonnier, esclave entré venu de Babylone, et de ce christianisme déjà dominant qui, avec la dynastie des Piast, allait faire entrer la Pologne dans le giron de l'Eglise romaine.

Dans cette reconstitution fabuleuse, certains ont cru décrypter un « message » qui dénonce les totalitarismes de tous bords. En fait l'actualité du roman, s'il devait y en avoir une à l'heure où les haines tribales ressuscitent sur les ruines de l'ultime empire éclaté, se situe ailleurs. Sous les traits du roi roux, cruel et calculateur, de Cytula, son successeur épais de paix et tenté par l'inceste, de Nosenk, homosexuel et grand voyageur, de Korz, la nymphomane assoiffée de pouvoir, du juif Ben Dosa, puritan lettré que le désir pousse aussi, de Krol Yodla, guerrier polonais, chrétien et grand rassembleur, c'est le visage d'une humanité contemporaine que nous découvrons.

Isaac Bashevis Singer, après ces fouilles au plus profond de l'âme, lors des derniers mois de sa vie, nous invite à une véritable archéologie de la passion où nous retrouvons les racines de nos joies et de nos frustrations essentielles.

Edgar Reichmann

(1) Voir le Monde du 26 juillet.
(2) Conversation avec Isaac Bashevis Singer, Stock.

ÉTVDDES

Soulèvements indiens en Amérique latine
Christian Rudel

Septembre 1991

Le numéro : 50 F

ASSAS ÉDITIONS

14, rue d'Assas - 75006 Paris - Tél. : (1) 45 48 52 51
Ou taper sur Minitel : 3615 SJ ETUDES

تكرار من الأصل

Auster

Le monde au miroir

Le monde au miroir

Le monde au miroir

Le monde au miroir

Le monde au miroir

Le monde au miroir

Le monde au miroir

Le monde au miroir

Le monde au miroir

Le monde au miroir

Le monde au miroir

Le monde au miroir

Le monde au miroir

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Mais où sont les frontières de l'Europe centrale ?



L'Europe centrale au milieu du XVIII^e siècle

L'IPICA. - Allait-il ou non se tenir? L'annuel congrès des écrivains slovéniens, qui réunit depuis 1986 des écrivains et des intellectuels internationaux, sur le Karst, cette région calcaire de la Slovénie de l'Ouest, aux marches de la Mitteleurope, s'ouvrait cette année, après un été qui ébranla l'Europe, sous d'étranges auspices: l'indépendance de la Slovénie proclamée le 25 juin, suivie de ce qu'on appelle ici la « guerre de dix jours » qui mit aux prises les Slovéniens avec l'armée fédérale yougoslave; la décomposition de la fédération yougoslave; la guerre serbo-croate à cent kilomètres, avec des images horribles chaque jour à la une des journaux; l'absence à peu près totale de touristes, donc de devises, dans les stations balnéaires de la côte dalmate et de l'Istrie; un ministre de la culture qui parle un français parfait; le refus par la France pendant deux mois de reconnaître le nouvel Etat slovéne... (1)

Quelle différence avec les précédents voyages en Slovénie, ne serait-ce d'abord que la récente liaison directe Paris-Ljubljana par Adria Air? Liaison plus difficile, cependant, à celui qui venait de l'Est, à cause de l'insécurité des routes ou de la fermeture de l'aéroport de Zagreb qui contraignait, par exemple, le Polonais Adam Michnik à abandonner l'avion pour la voiture par des détours qui évitaient les champs de bataille de Croatie. Et, partout, les drapeaux blanc-bleu-rouge (le même qu'en Slovaquie et en Russie), avec un blason de montagnes à la place de l'étoile rouge, aux couleurs « panslaviques ».

A Lipica, près des célèbres haras de chevaux lipizzans qui faisaient la gloire de l'école de Vienne, l'Hôtel Klub, le plus élégant de la station hippique, fréquenté d'ordinaire par des cavaliers étrangers - autrichiens, allemands, anglais ou américains - affiche toujours le portrait de Tito. Il avait été fermé cet été et n'a été ouvert que cinq jours pour la rencontre des écrivains. Les championnats européens de dressage qui devaient commencer le 11 septembre ont été annulés; et la moitié des fameux chevaux blancs ont dû être vendus.

Hôtel fantôme du huxe socialiste, comme un théâtre de l'Europe (centrale) où ne se croisaient la semaine dernière que des poètes et des prosateurs, des traducteurs et des journalistes. Des Slovéniens (évidemment les plus nombreux), des Croates, un Bosniaque, des Hongrois (dont Peter Esterhazy, György Sömlöy, István Eörsi), des Slovaques, et même un Hongrois de Bratislava (Lajos Grendel), des Polonais, des Autrichiens; deux poètes baltés qui ne pouvaient se parler qu'en langue russe: un Lituanien (Rolandas Rastauskas), un Estonien (le poète Arvo Valton). Sans oublier la Slovaque de Paris Evgen Baver, l'aveugle prodigieux qui nous transmet sa vision intérieure du monde en photographiant ce qu'il ne voit pas (2).

Pour des raisons diverses, beaucoup des congressistes attendus n'étaient pas venus: pas de Serbe ni de Monténégrin, mais pas

non plus d'Allemand, de Tchèque, de Roumain, de Bulgare ou d'Albanais. Pas d'orthodoxes, pas de musulmans non plus... Les frontières de l'Europe centrale seraient-elles désormais, et de nouveau, des bornes confessionnelles plutôt que politiques? Pas d'Iossif Brodsky, dissuadé de quitter l'Amérique à cause de l'insécurité yougoslave. Enfin, pour comble de malchance, le lauréat du Prix de Vilenica 1991, le poète polonais Zbigniew Herbert, hospitalisé à Paris, n'avait pas pu venir recevoir son prix ni dire les vers de son personnage, « Monsieur Cogito » « le gardien de notre mémoire nationale et de notre cimetière national (qui) aujourd'hui doit unir toutes ses forces contre toutes les formes de haine », dira Adam Michnik. (Attribué depuis 1986, le Prix Vilenica a récompensé Fulvio Bertozzi, natif de l'Istrie, Peter Handke, le Hongrois Peter Esterhazy, le Tchèque Jan Skácel, le Lituanien Jan Vilius).

Etrange théâtre labyrinthique des peuples de l'Europe centrale, qu'il illustre à point nommé le remarquable *Atlas des peuples de l'Europe centrale* d'André et Jean Sellier, le père et le fils, l'historien et le géographe, auteurs savants et minutieux de l'ouvrage indispensable à tout Européen pour ne plus confondre les Slovéniens et les Slovaques, savoir succinctement ce que sont les Gagauzes, les Frères moraves, les Lettes, les Choures et les LIVES, ou encore quelle fut l'histoire des juifs de tous ces pays) (*Lire ci-dessous l'article d'Alain Jacob*). On pourra bien sûr chicaner: discuter la place des Grecs parmi les peuples d'Europe centrale à cause de l'OTAN et de la CEE; corriger le nombre des Albanais du Kosovo (plus de 1 900 000, au lieu de 1 227 000), mais il est évident que l'ouvrage fournira encore bien des éditions.

Il était difficile, dans ces conditions, de ne se consacrer qu'à la littérature. L'Europe n'est pas un puzzle, elle est extra-littéraire. La reconnaissance à l'égard de Milan Kundera pour son appel *Il faut sauver la Slovaquie* (dans le *Monde* du 4 juillet), même si la plupart des Slovéniens, tout en se montrant désireux de prendre leurs distances vis-à-vis des Balkans, affirment ne

pas partager sa conception d'une Europe centrale qui s'arrête « à la ou commencent les mondes russe et balkanique ».

Polémiques contre Peter Handke, sur-tout. Handke, adoré-rejeté. Enfant du pays, très attaché à ces terres slovéniennes où il a été élevé (« *Je ne suis pas du monde je ne me suis senti, en tant qu'étranger, autant chez moi que dans ce pays de Slovaquie* », écrit-il), Peter Handke avait ébauché les esprits et suscité une colère souvent douloureuse à cause d'un article de la *Suddeutsche Zeitung* (repris dans *Libération* du 22 août et intitulé « Ma Slovaquie en Yougoslavie »). Il y affirmait clairement

que, selon lui, jamais la Slovaquie n'avait eu l'intention de devenir un Etat (« *Rien du tout jusqu'à ce que la Slovaquie ne se transforme en Etat indépendant* »).

Président du PEN Club slovéne, Boris A. Novak, poète, professeur de littérature française, traducteur de Mallarmé, nous disait: « *Je crois que cette position est le résultat de ses émotions personnelles et qu'il doit accepter de voir la Slovaquie devenir ce qu'elle veut être. Il veut nous cantonner à être un peuple sous-alpin, mais nous avons d'autres ambitions. Il ne peut pas nous demander de vivre dans son pays imaginaire. Son texte, c'est un plaidoyer pour un*

pays qui n'existe pas, qui n'a jamais existé. Personnellement, je comprends très bien ce qu'il a voulu dire: je suis moi-même né à Belgrade et je me sens enraciné dans la langue serbe, mais, existentiellement, je me sens déraciné partout, plus ou moins un étranger partout. Mais ma patrie est la langue slovaque. C'est pourquoi je ne veux pas que la Slovaquie soit close, ce qui est une tentation instinctive pour les petites nations. Malheureusement, la situation en Yougoslavie est aujourd'hui si difficile, cette guerre civile en Croatie est vraiment atroce - on parle déjà de mille morts, deux cent mille réfugiés - et va certainement empoisonner la décennie à venir. Il n'y aura plus de possibilité d'une vie en Yougoslavie telle que nous la connaissons. Il faudra trouver une nouvelle relation ».

UN numéro spécial de la revue *Nova Revija* intitulé *The Case of Slovenia* (3) établit un dossier sur la question slovaque depuis l'adhésion à la fédération yougoslave dans l'enthousiasme panslaviste en 1918 jusqu'à l'indépendance. Hors de la germanisation comme de l'italianisation. Mais comment vivre hors de la Yougoslavie? ... Drago Jančar, l'un des rédacteurs en chef, un des romanciers les plus prometteurs du pays, nous livre, avant le divorce, dans un bel article-manifeste intitulé « *Mémoires de Yougoslavie* » (4), son bilan pour soldes de tout compte avec le « chaos yougoslave ». Un territoire chaotique où pendant tant d'années « on a expérimenté tout ce qu'il est possible d'expérimenter en politique » tandis que, dès le début, « les Slovéniens étaient convaincus d'être économiquement opprimés et soumis à l'unification culturelle, les Croates d'être opprimés, les Serbes de ne pas avoir le rôle dirigeant qu'ils méritaient après leur victoire ».

Dans la grotte de Vilenica où il s'achève, entre les cascades pétrifiées de stalactites, avec des chœurs folkloriques et des discours, tandis que l'orage tonne au-dessus des écrivains, le premier congrès de l'indépendance slovaque semblait encore dans la préhistoire. L'année prochaine, ils seront déjà dans l'Histoire. Cherchant, une fois de plus, à déterminer les limites de l'Europe centrale, ou du moins l'espace où pourrait vivre les poètes. Et les autres.

(1) Sur l'économie de la Slovaquie lire l'article de Dominik Barouch: « Les comptes de l'indépendance » (*Le Monde* du 10 septembre).

(2) Une exposition des photographies d'Evgen Baver a lieu au Centre culturel français de Berlin, 37 Unter den Linden du 17 septembre au 13 octobre.

(3) *The Case of Slovenia* (en anglais), 278 p., Nova Revija, Cankarjeva 10 b, 63 000 Ljubljana, Slovaquie. Téléphone: 19 38 61-219 125.

(4) En français dans *Littérature internationale*, numéro 28, printemps 1991. Pp. 32-38.

Les origines d'un puzzle

Un livre et un atlas pour aider à comprendre la situation dans les Balkans et en Europe centrale

HISTOIRE DES BALKANS XIV^e-XX^e siècle
de Georges Castellani.
Fayard, 533 p., 180 F.

ATLAS DES PEUPLES D'EUROPE CENTRALE
d'André et Jean Sellier.
La Découverte, 192 p., 250 F jusqu'au 30 novembre, 295 F ensuite.

Les Balkans sont probablement la région du monde dont l'histoire est à la fois la plus ancienne et la plus compliquée. L'ouvrage que leur consacre Georges Castellani prétend couvrir « seulement » la période de six siècles dont le point de départ, « *largement symbolique* », dit-il, est le jour de 1453 où le croissant remplaça la croix sur Sainte-Sophie, la basilique de Constantinople, et qui s'achève au lendemain de la seconde guerre mondiale. Près d'une centaine de pages, en fait, évoquent un passé beaucoup plus lointain, nous conduisant par exemple jusqu'au lac Baïkal pour y trouver l'origine de ces Turcs qui allaient devenir les maîtres du monde méditerranéen. Et l'on croise dans ces époques reculées des personnages comme Gengis Khan ou Tamerlan - pour ne rien dire des Croisés qui ne laissent pas dans la région que de bons souvenirs.

Comme l'écrit Georges Castellani, l'établissement de la suzeraineté ottomane sur les Balkans commence vraiment vers le milieu du XIV^e siècle et se prolongera jusqu'à la mort en 1566 de Soliman, que les Occidentaux baptisèrent « le Magnifique », maître d'un empire à l'apogée de sa puissance. Puissance aux formes diverses qui se traduit,

selon les cas, par l'assujettissement direct de populations entières comme par l'établissement de relations respectant plus ou moins l'autonomie des autorités régionales et sous laquelle coexistent - soumis à certaines règles - musulmans, chrétiens ou juifs.

Relativement linéaire jusque-là, l'évolution historique va singulièrement se compliquer avec la crise du pouvoir qui sévit à Istanbul - Georges Castellani intitule l'un de ses chapitres du prologue turc « *le poisson pourri par la tête* » - puis avec les séries de luttes que va traverser toute la région et qui sont, jusqu'à nos jours, de deux sortes différentes. Celles, d'une part, que livrent les populations balkaniques elles-mêmes, souvent pour des raisons territoriales mais aussi religieuses, culturelles, etc. Celles, d'autre part, et parallèles, des puissances européennes, engagées dans des rivalités d'influences sur l'héritage de ce qui va bientôt apparaître comme « l'homme malade de l'Europe », attentives à se surveiller mutuellement, à jouer d'alliances évitant qu'aucune d'entre elles ne puisse s'assurer une véritable suprématie. Beaucoup de sang coulera à cette époque, comme aux précédentes et plus tard encore.

La montée des nationalismes, au siècle dernier, allait donner aux peuples un rôle nouveau, plus moteur, mais toujours sous la surveillance des « grands » dont les intérêts peuvent être concernés. L'attentat de Sarajevo, le 28 juin 1914, qui joua le rôle de détonateur dans le déclenchement de la première guerre mondiale, témoigne de l'ampleur des enjeux qui étaient en cause.

Si les traités de Versailles et de Sévres, au lendemain de la guerre,

consacrèrent définitivement la disparition de la Porte en tant que grande puissance - au moment même, paradoxalement, où Mustafa Kemal entreprenait la rénovation intérieure du régime - ils n'apportèrent nullement la paix aux pays rebelles à ce « *nouvel ordre* » imposé de l'extérieur et dont les querelles, avec le développement des régimes fascistes, ne font que s'exacerber.

C'est encore de l'extérieur, après les monstrueuses épreuves de la seconde guerre mondiale, que s'imposera un nouvel ordre, dicté par la division du monde - et en particulier des Balkans - en deux blocs antagonistes. Pour un temps seulement car, si « *durant deux générations la langue de bois recouvrit les sensibilités d'écroulés de nationalismes issus d'oppositions séculaires* », la suite allait montrer que les révolutions de 1989 « *s'inscrivent dans une continuité qui resurgit à chaque pas sur la route nouvelle* ».

Le mérite majeur de cet ouvrage d'universitaire - l'auteur en destine la lecture à ses élèves de l'INALCO notamment (1) - est de montrer à quelles profondeurs plongent les racines des conflits qui ensanglantent aujourd'hui la Yougoslavie, mais aussi les antagonismes entre Turcs et Bulgares, les tensions persistantes en Transylvanie, l'antisémitisme latent en Roumanie, les revendications des Albanais du Kosovo, l'irrésistible mouvement qui annonce le détachement des Moldaves de l'ex-Union soviétique. Bref, l'essentiel de ce qui fait aujourd'hui l'actualité des Balkans. C'est à peine si, pour conclure, Georges Castellani ose formuler le vœu que « *dans la "maison commune" à construire, confédérale ou fédérale, [les pays balkaniques] puissent occuper leur place, toute leur*

place, apportant un plus irremplaçable au vieux rêve d'harmonie des dieux de l'Olympe ».

Un atlas des peuples

C'est du même sujet, mais sous une forme très différente, que traitent André et Jean Sellier dans leur *Atlas des peuples d'Europe centrale*, qui élargit cependant son étude au-delà des Balkans.

Pour définir ce qu'ils appellent « *le champ clos* » de leur investigation, les auteurs observent qu'« *en 1815, aucun des peuples d'Europe centrale n'est indépendant. Tous sont soumis aux puissances vol-*

sines: Prusse, Autriche, Empire ottoman, Empire russe ». C'est à ces peuples, dont l'émancipation est relativement récente, que cet atlas est consacré. C'est-à-dire que chacun, des Finnois aux Grecs en passant par tous les Baltes, « *les peuples de Yougoslavie* » et quelques autres, font l'objet d'une étude spécifique, historique, géographique, sociologique, remarquablement à jour puisque les bouleversements politiques survenus en Albanie, par exemple, sont pris en compte jusqu'au printemps 1991.

Ce parti pris d'inventaire, riche et documenté, n'empêche pas qu'une cinquantaine de pages soient consacrées à ce que l'on

pourrait appeler des sujets transversaux, dont l'un, en particulier, traite des langues et religions. Le propre d'un atlas est d'être illustré de cartes. Elles sont ici particulièrement nombreuses, toutes en couleurs et aussi claires que le permet la complexité du sujet. Comme chez Georges Castellani, des index très détaillés contribuent à faire de l'ouvrage d'André et Jean Sellier l'un des plus utiles et des plus maniables instruments de travail sur l'Europe contemporaine et ses origines.

Alain Jacob

(1) Institut national des langues et civilisations orientales.

La Russie du XIX^e siècle

L'EMPIRE DES TSARS ET LES RUSSSES
d'Anatole Leroy-Beaulieu.
Robert Laffont, coll. « Bouquins », 1 382 p., 150 F.

Après Custine, la découverte plutôt impressionniste de la Russie de 1839, Anatole Leroy-Beaulieu, cinquante ans plus tard, explore scientifiquement l'empire des tsars. Les deux classiques du siècle dernier sont réédités à peu près au même moment. Il y a trois ans, l'Age d'or à Lausanne avait reproduit en fac-similé la première édition des trois volumes de

Leroy-Beaulieu. Maintenant c'est le texte de la quatrième édition qui nous est offert, assorti d'une chronologie des événements en Russie, d'une part, en France et dans la rasta du monde, d'autre part, entre 1801 et 1917.

Dans sa longue préface, M. Marc Raft, professeur honoraire à l'université Columbia de New-York, montre comment Anatole Leroy-Beaulieu, rédacteur de la *Revue des Deux Mondes*, professeur à la toute nouvelle école des sciences politiques, se situe dans la lignée de Montesquieu et de Tocqueville.

La lecture constatera qu'un siècle

après avoir été rédigé la livre tient. Si, promeneur dans un milieu restreint, Custine accuse parfois la vieillasse, Leroy-Beaulieu donne le savoir du vieillissement. Pourtant l'époque russe qu'il regarde était bien différente de la nôtre. Mais ne nous redonne-t-elle pas familière avec ses tentatives de libéralisme jusqu'ici avortées? Tout est à lire dans cette grande œuvre, surtout la troisième tome consacré à la religion ou aux religions en Russie. Depuis cent ans, divers auteurs ont repris, résumé, mis à jour, complété ce tableau. Ont-ils fait mieux?

Bernard Féron

هكذا من الأصل

LES MEILLEURES PUBLICITÉS FRANÇAISES DE L'ANNÉE.
450 F. AU LIEU DE 225 F.



Attention, cette offre promotionnelle n'est valable que jusqu'à la fin de l'année. Alors téléphonez ou écrivez vite au Club des Directeurs Artistiques pour découvrir en exclusivité et en couleurs les 449 meilleures publicités presse, télé, édition, affichage, cinéma de l'année 1990. Sélectionnées par les professionnels de la création publicitaire, elles sont les plus originales, les plus brillantes, les plus impertinentes des idées mises au service de la vente d'un produit. Ne vous étonnez donc pas si, à la lecture de ce livre, vous succombez à bien d'autres tentations.

**Le Club des Directeurs
Artistiques**
12 Bd. des Batignolles
75017 Paris.
Tél. : 42.93.40.01.

Dear Sir,

Yours faithfully,

De Nieuwe Nieuw

هكذا من الأصل

32. Le Pas de Calais et l'insertion des RMIstes
33. 35. Le Monde Affaires

38. Mot d'ordre de grève à l'Aérospatiale de Bordeaux
Le PDG de GIAT Industries soutenu par les syndicats

38. Marchés financiers
39. Bourse de Paris

Le Salon de Francfort

M. Calvet persiste et signe

M. Jacques Calvet avait un but bien précis en venant le 11 septembre à Francfort, pour l'ouverture du 54^e Salon international de l'automobile centré, cette année, sur les voitures particulières : essayer de calmer le jeu entre lui et les autorités françaises.

FRANCFORT

correspondance

Après les nombreux « dérapages » auxquels ses critiques virulentes contre l'accord CEE-Japon ont donné lieu en France, le PDG de Peugeot-Citroën a utilisé ce forum pour clarifier la position de son groupe vis-à-vis de l'Europe. « PSA est un bon européen, comme le montre sa coopération avec l'Allemagne et les pays de l'Est, mais souhaite une nouvelle Europe », a-t-il répété devant la presse. Pour le PDG de PSA, il est en effet nécessaire de « redéfinir » l'Europe parce que le contexte et les conditions ont changé, notamment depuis la fin de la guerre froide et les événements à l'Est, avant de songer à négocier avec des puissances extérieures comme les États-Unis ou le Japon « sans à leur donner, sans réciprocité, les clés du marché européen », a-t-il précisé.

« Les résultats de cet accord CEE-Japon sont très mauvais et opposeront comme encore plus mauvais très rapidement. Pour moi, je pourrais comme une brute », a ajouté M. Calvet, citant comme un exemple révélateur, selon lui, de nombreuses ambiguïtés qui demeurent encore dans cet accord, le chiffre de 1,2 million de voitures japonaises supposées être fabriquées en Europe en 1999.

Une « coopération exemplaire »

« Dans la mesure où il n'y a pas eu de prise en compte globale des voitures japonaises selon qu'elles sont importées ou fabriquées dans les usines « transplantées », j'aimerais que l'on me dise si c'est 1,2 million ou 1,2 million plus l'équivalent de la production de Citroën », a-t-il demandé.

Sur la stratégie du groupe à l'égard de l'Allemagne, et notamment des cinq nouveaux Länder de l'Est, M. Calvet s'est félicité des progrès accomplis au cours des sept premiers mois de l'année, considérant qu'à la différence de Renault, Peugeot et Citroën n'avaient pas de réseaux de distribution en place au départ. « Avec l'Allemagne, nous entretenons une coopération exemplaire qui ne cesse de se renforcer dans de nombreux domaines », a-t-il précisé, citant le chiffre de 6 milliards de francs d'achat du groupe auprès de fournisseurs allemands ainsi que des contrats de recherche avec des laboratoires allemands ou des projets de coopération industrielle entre Peugeot et Porsche avec Mercedes-Benz pour le P4 et d'autres véhicules à utilisation militaire.

L'implantation en Europe de l'Est

Du côté des ventes, le chiffre d'affaires global de PSA a atteint 80 milliards de francs au cours du premier semestre de 1991, soit la moitié de celui de toute l'année 1990, mais 6,3 % de moins qu'au premier semestre de l'an dernier malgré une augmentation de 64 % du nombre des immatriculations en Allemagne où les ventes ont atteint 8,8 milliards de francs. Compte tenu d'un certain ralentissement sur le marché allemand dans les derniers mois de l'année, à la suite de la fin des incitations fiscales aux véhicules dépollués et de l'augmentation des recettes fiscales sur les carburants, la part de marché de PSA en Allemagne devrait atteindre 1,65 % en 1991 mais passera à 2 % en 1992 avec, dans le cas de Citroën, une pénétration supérieure à l'Est qu'à l'Ouest.

Vis-à-vis des pays de l'Europe de l'Est, où PSA est présente depuis longtemps par l'intermédiaire de Citroën, la stratégie de M. Calvet est progressive. Elle vise d'abord à l'établissement de relations commerciales, puis à la fabrication de pièces détachées et, enfin, à des implantations industrielles ou à la reconstitution des relations industrielles comme en Pologne, en Roumanie et en Russie.

CHRISTINE HOLZBAUER-MADISON

Le ministre de l'équipement partisan d'un « vaste débat » sur les projets d'infrastructures

Les grands chantiers de M. Quilès

M. Paul Quilès, ministre de l'équipement, du logement, des transports, de la mer, du tourisme et de l'espace, a commencé à entamer, le 11 septembre, la dizaine de dossiers qui lui tiennent à cœur, du logement des fonctionnaires à la station spatiale Columbus.

Quatre mois que M. Paul Quilès a emmenagé à la Grande Arche du haut de laquelle il règne sur un empire disparate - « mais cohérent », ajoute-t-il - où il cohabite avec un ministre délégué et trois secrétaires d'Etat. Quatre mois où il s'est plongé dans les dossiers qu'il aime à dire « de la vie quotidienne ». Quatre mois où il a joué au pompier, ce qui semble l'agacer, car, à peine était-il installé dans ses meubles qu'un ordinateur du contrôle aérien a contraint près de 2 000 personnes à coucher dans l'aéroport d'Orly. Il lui a fallu ensuite affronter des grèves à la SNCF, puis à la RATP, trouver un moyen d'unifier les services de police dans les transports d'Ile-de-France, tancer la SNCF dont les TGV en panne accumulaient plusieurs heures de retard et calmer les routiers que la hausse des péages avait presque enragé.

En bon polytechnicien, M. Paul Quilès préfère les dossiers maîtrisés et l'anticipation au charivari dont les médias, pas toujours bien intentionnés, font leurs choux gras. « Je veux sortir de la clandestinité », dit-il. Il entend, dans les prochaines semaines, tenir force conférences de presse sur le dossier de dossiers qu'il suit quotidiennement. Comme il faut un peu d'ordre dans la présentation de ces projets, le ministre les a regroupés sous les rubriques « Equipement, et environnement », « Croissance et emploi » et « Europe ». Le thème de l'environnement lui a été inspiré bien sûr

par les manifestations anti-TGV de l'été mais aussi par la perspective des programmes d'équipement que la France devra mener à bien pour rester dans le peloton de tête. Les protestations risquent d'être fortes ici ou là pour la minière autoroute ou la minière TGV. Sans parler du problème d'argent qui pourrait devenir énorme puisqu'il faudrait trouver 600 milliards de francs pour réaliser, d'ici à l'an 2010, tous les canaux, toutes les routes, toutes les voies ferrées et tous les tunnels en projet. M. Quilès a donc décidé de lancer un grand débat « public, vaste, décentralisé, national et régional » qui devra déboucher dans six mois sur de nouvelles procédures de concertation préalable et de nouveaux modes de financement.

« Le débat, méthode d'action »

« Comme eux PTT, je veux poser les problèmes à froid », déclare-t-il. Le débat est pour moi une méthode d'action politique. Cela permet de changer car, lorsqu'on écoute les différents points de vue, on s'aperçoit que tout le monde veut tout et son contraire. C'est-à-dire les gares du TGV mais pas ses voies, des autoroutes sans péage ni surcoût d'impôts, ni déficit budgétaire. Après, c'est à l'Etat de trancher mais pas de façon autoritaire et incompréhensible. Je ne dis pas que cette méthode changera tout le monde, mais elle dégonflera certains dossiers ». M. Quilès se souvient avec une certaine nostalgie de ses succès aux PTT où il a pu, par le dialogue, mettre hors jeu la CGT, qui voulait s'opposer à la séparation et à l'autonomie de la poste et des télécommunications.

Premier dossier : « environnement » : le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de l'Ile-de-France, « un gros dossier qui a besoin qu'on s'occupe de lui », en raison du poids économi-

que de la région-capitale et des personnalités politiques qui s'y trouvent. L'avenir du schéma sera pris en octobre et le débat à son sujet se poursuivra en 1992 jusqu'après les élections régionales. M. Quilès voudrait aussi faire évoluer le Syndicat des transports parisiens, mais sans pour autant confier à l'Ile-de-France la responsabilité de ses transports car « elle ne sera jamais comme les autres régions ».

Deuxième dossier : l'aménagement du littoral. « La loi que j'avais préparée en 1985 n'est pas appliquée avec une grande rigueur », dit-il. Pour mettre fin aux excès condamnables qu'il a pu constater de ses yeux dans le Var et dans les Alpes-Maritimes et continuer toutefois à aménager les côtes, le ministre réunira, fin septembre, les préfets des régions littorales et il leur dira comment « faire respecter la loi de façon intelligente ».

Troisième dossier : le TGV. M. Quilès décide prochainement les tracés contestés de la Drôme et des Bouches-du-Rhône sans se laisser arrêter par l'attitude de « quelques groupes très minoritaires ». Il veut que le débat se termine et « faire respecter la loi de façon intelligente ».

Quatrième dossier : l'aménagement de terrains des villes de Boulogne, de St-Denis et de Meudon. Le site est beau et ne devra pas souffrir de la répétition des « loupes architecturaux » constatés dans les environs et qui navrent M. Quilès.

Cinquième dossier : le Mont-Saint-Michel. Avec son collègue de la culture, le ministre de l'équipement se prépare à choisir un pro-

jet qui amènerait l'arrivée au Mont et qui finirait avec le lancement du problème de l'ensablement de celui-ci.

Sixième dossier : le logement des fonctionnaires en Ile-de-France. Là encore, il se réfère à ses succès aux PTT et aux 1 500 logements qu'il avait pu faire construire dans Paris pour les postiers au-dessus des garages et des bureaux de postes. M. Cresson lui a dit « Il faut que tu fasses la même chose pour l'ensemble des ministères ». Et tant pis si le maire de Paris juge électoralement dangereuses ces voix potentiellement de gauche !

Budget

substantiellement amélioré. Sous la rubrique « Croissance et Emploi », M. Quilès a classé le projet de budget qu'il affirme avoir substantiellement amélioré depuis son arrivée. Refusant d'être trop explicite, avant sa conférence de presse du 19 septembre, il promet « du mieux pour le logement social, pour l'entretien du réseau routier et un plan de relance du bâtiment », grâce à des mesures fiscales « qui ne déplacent pas aux professionnels ».

Allant au-delà des soucis du chef de l'Etat en matière de chômage, le ministre de l'équipement a demandé à l'un de ses collaborateurs de recenser l'ensemble des problèmes d'emploi dans les secteurs dont il a la tutelle. Il en tirera un plan surtout destiné au bâtiment et qui pourrait concerner plusieurs dizaines de milliers d'emplois. Une vingtaine de ministères chercheront à adapter l'offre à la demande de main d'œuvre. Exemple : « On a constaté que les personnes âgées avaient du mal à charger leurs bagages dans le TGV, compte tenu de la brièveté des arrêts. Il y aurait peut-être un service à rendre et à mettre en place. Nous expérimentons des formules ».

La rubrique « Europe », autrement dit la préparation de la France au grand marché européen, ouvre sur le dossier du TGV-Est. Celui-ci pousse, faute d'argent, en dépit des désirs du président de la République, M. Quilès a chargé M. Philippe Essig, ancien président de la SNCF, de lui dire, dans six mois, comment financer les 25 milliards du projet avec le concours des collectivités territoriales et, pourquoi pas, avec des fonds privés. A travers ce cas d'école, M. Quilès souhaite répondre aux questions suivantes : « Comment financer un grand équipement ? Avec quoi ? Qui paiera ? ».

Pour ce qui est du transport aérien, M. Quilès se méfie des « provocations libérales » de la Commission de Bruxelles. Assouplir progressivement les règlements tout en harmonisant les conditions de la concurrence entre compagnies, oui. Copier les États-Unis, la pagaille de leurs aéroports et les dépôts de bilans de leurs transporteurs, non.

Restent quelques dossiers épineux pour le ministre de l'équipement. Il lui faudra convaincre, en novembre, les partenaires de l'Agence spatiale européenne qui rechignent de mener à leur terme, et vite, les projets de navette Hermes et de station spatiale Columbus. Surtout, il cherche, avec son secrétaire d'Etat chargé de la mer, une « solution équilibrée » pour la réforme portuaire car le statut des dockers « risque de conduire les ports français à la ruine ».

En conclusion, M. Quilès aimerait que l'on ne parle plus de son « grand ministère technique » car il trouve cette appellation trop médiocre pour un ministère qui touche de si près la vie des Français et qui résume bien sa conception de l'action politique. M. Paul Quilès, ministre de la vie quotidienne.

ALAIN FAUJAS

Les banques ont refusé de leur accorder un prêt

Deux villes « olympiques » de Savoie sont confrontées à des difficultés financières

LYON

de notre bureau régional

La station thermale de Brides-les-Bains (Savoie), futur village « olympique » des prochains Jeux d'hiver de 1992, s'est déclarée en état de cessation de paiement. Depuis le mois de juin, cette commune de six cents habitants, engagée dans un programme de profonde rénovation de 218 millions de francs en 1991, ne peut plus payer les 50 millions de francs de travaux effectués ou exécutés par les entreprises, dont certaines ont mené à l'arrêt les chantiers. Lundi 9 septembre, le conseil municipal, à l'unanimité, a demandé au préfet de saisir la chambre régionale des comptes.

« Je n'avais pas d'autre issue », a indiqué M. Jean-François Chedal, le maire (divers droite) qui se heurte au refus opposé par les banques d'accorder un prêt de 69,5 millions de francs pour boucler le budget communal. Faute de la garantie du département, tous les organismes financiers contactés, le Crédit local de France, mais aussi le CEPME, le Crédit lyonnais - « partenaire officiel » des Jeux olympiques - le Crédit agricole de la Savoie, ainsi que la Deutsche Bank se sont tous refusés.

« La psychose d'Angoulême n'est pas un argument suffisant », plaide M. Chedal. Selon lui, Brides qui, en moins de trois ans, aura réalisé 600 millions de francs de travaux,

publics et privés, ne traverse qu'une passe difficile. Il semble toutefois que la construction d'une remontée mécanique de 110 millions de francs, en direction de la station de Méribel soit à l'origine des difficultés bancaires. Dans l'immédiat, la préfecture a décidé de réduire d'urgence le CODEFI (1) pour examiner le cas des entreprises non payées, qui risquent, à leur tour, de connaître des difficultés.

Non loin de là, Pralognan-la-Vanoise, six cents habitants, qui doit accueillir les compétitions de curling, a présenté un compte administratif 1990 en déficit de 5 millions de francs, dû à la réalisation de la patinoire et d'un centre aqua-aérodrome. Aussitôt saisie, la chambre régionale des comptes a recommandé d'importantes économies que le conseil municipal s'est refusé à mettre en œuvre, en sollicitant de l'Etat une subvention d'équilibre.

Ces décisions interviennent au moment de la première conférence des villes et régions organisatrices des Jeux olympiques d'hiver depuis 1924, réunie à Chambéry. Justement pour confronter les expériences et, si possible, en tirer les leçons.

MICHEL DELBERGHE

(1) Comité départemental d'examen des problèmes de financement des entreprises.

Après le scandale Salomon Brothers

De nouvelles firmes de courtage new-yorkaises accusées de fraude

Le groupement national de finance immobilières Federal National Mortgage Association, appelé communément Fannie Mae, a accusé mercredi 11 septembre plusieurs firmes de Wall Street chargées de placer ses obligations dans le public d'avoir truqué leurs ordres d'achat. Salomon Brothers, déjà mis en cause pour ses agissements sur le marché des bons du Trésor, fait partie des courtiers accusés. Les responsables de Salomon avaient reconnu avoir utilisé à leur insu le nom de plusieurs de leurs clients

pour dépasser les seuils légaux et capter plus de 35 % des adjudications de bons du Trésor.

Le président de la Commission fédérale de contrôle des changes et des transactions boursières, M. Richard Breeden, a indiqué devoir une sous-commission du Sénat enquêter sur le scandale de Salomon que d'autres firmes de courtage avaient fait de fausses déclarations dans le cadre d'adjudications de bons du Trésor.

Pour remédier à de telles pratiques, le département américain du

Redevenant le numéro un de la maison individuelle

L'Immobilier Phénix reprend le groupe Louis-Victor

La Compagnie immobilière Phénix, filiale de la Compagnie générale des eaux, a annoncé mercredi 11 septembre l'acquisition du groupe Louis-Victor, ce qui lui permet de redevenir le numéro un du secteur de la maison individuelle en France, position longtemps occupée dans les années 70. Le groupe Louis-Victor, présidé par M. Christian Louis-Victor, avait en quelques mois accédé au deuxième rang derrière Maisons Bouygues, en achetant de nombreuses sociétés en Ile-de-France et dans l'est de la France (Jacques Balency-Béarn, Arical, Groupe pour la maison individuelle, GMI). L'Immobilier Phénix, qui s'était déjà porté acquéreur au cours des derniers mois de plusieurs entreprises importantes du secteur (Bruno Petit, Sofralag, Decok-Delmonte et Associés), va donc ajouter 1,2 milliard de francs de chiffre d'affaires (le groupe Louis-Victor étant aussi présent en Alsace dans l'aménagement foncier avec la SAFE) à ses 3 milliards de francs prévus pour 1991.

Après la vente de son groupe, pour un prix gardé secret, M. Louis-Victor va se voir confier la direction du développement international, notamment en Europe de l'Est, du secteur maison individuelle de l'Immobilier Phénix.

Changement à la tête du groupe d'emballage

M. Jean-Marie Descarpentries quitte CMB-Packaging

Bouleversement à la tête de CMB-Packaging, numéro un européen de l'emballage et numéro trois mondial. M. Jean-Marie Descarpentries est remplacé par M. Jurgen Hintz, un Américain tout droit venu du groupe de biens de consommations Procter et Gamble.

Le conseil d'administration de CMB a cette fois confirmé les rumeurs. Jean-Marie Descarpentries alias « JMD », le brillant et très médiatique patron de CMB-Packaging, bretteur d'idées et théoricien du management à ses heures, va bel et bien quitter la tête de son groupe. Le 8 novembre prochain, il sera remplacé par M. Jurgen Hintz, quarante-neuf ans. Tout droit venu de Procter et Gamble, Américain d'origine allemande, âgé de quarante-neuf ans, il a effectué l'essentiel de sa carrière au sein de la multinationale spécialisée dans les produits de grande consommation et célèbre pour la rigueur de sa gestion et de ses méthodes commerciales.

Donner une identité

La filiation anglo-saxonne et le moule proctérien devraient inspirer à M. Hintz un mode de management beaucoup plus formel à mille lieues du « désordre créateur » préconisé par « JMD ». Ce remaniement à la tête du troisième groupe mondial d'emballage (derrière Pechiney-American National Can et le japonais Toyo Seikan), par ailleurs numéro un en Europe, intervient au moment où CMB affiche des résultats semestriels en nette amélioration. A 473 millions de francs sur les six premiers mois de l'année 1991, le résultat net (hors éléments extraordinaires) est en progression de 9 % sur la même période de l'année précédente. Le chiffre d'affaires, qui s'est élevé à 12,5 milliards de francs au premier semestre 1991, augmente de 8 %.

Ces meilleures performances financières devraient infléchir la communauté financière, qui a tou-

jours jugé de façon très sévère les résultats de CMB, né en avril 1989 du rapprochement du français Carnaud et du britannique Metal Box, après avoir attendu beaucoup de la fusion. Elles n'ont toutefois pas été suffisantes pour maintenir « JMD » dans ses fonctions.

La tâche dévolue à M. Hintz devrait être simple : le nouveau venu devra donner une identité à une multinationale encore en gestation dont les équipes ont souvent été ébranlées par les méthodes de leur ancien patron. Le style bulldozer de Jean-Marie Descarpentries a permis le développement accéléré d'une société, qui, il y a huit ans à peine, n'était qu'une grosse PME au chiffre d'affaires de 4 milliards de francs. Il s'est révélé moins adapté à la gestion d'une fusion franco-britannique, opération toujours délicate. Le changement à la tête de CMB-packaging devrait aussi s'accompagner d'une modification des structures juridiques du groupe.

L'assemblée générale extraordinaire, convoquée pour le 8 novembre prochain, devrait doter le groupe CMB-Packaging d'un directeur et conseil de surveillance jugés « mieux adaptés » au fonctionnement d'une multinationale. La présidence du premier organe serait bien entendu confiée à M. Hintz. Le conseil de surveillance devrait, lui, être présidé par M. Ernest-Antoine Scillères, le patron de la CGIP. Ce holding, qui contrôle 25,5 % du capital, est l'un des principaux actionnaires du groupe d'emballage, tout comme le britannique MB Caradon, qui détient une participation égale.

CAROLINE MONNOT

□ M. Henri Martre au Comité France-Japon. - M. Henri Martre, PDG d'Aérospatiale, a été nommé à la présidence de la section française du Comité France-Japon, où il succède à M. Lionel Stoleru, qui avait quitté ce poste après son départ du gouvernement, lors de l'arrivée de M. Cresson.

Salomon Brothers, la purge après le scandale

Warren Buffett, le « sage d'Omaha », a pris provisoirement la présidence de la banque d'affaires américaine compromise dans un des plus grands scandales de Wall Street. En décapitant l'état-major et en tentant de limiter les dégâts

NEW-YORK

de notre correspondant

TROIS semaines après le scandale qui a secoué la banque d'affaires Salomon Brothers, convaincue d'avoir manipulé les adjudications de bons du Trésor, le nouveau patron par intérim, Warren Buffett, s'efforce de répondre aux critiques et aux procès intentés contre l'une des principales institutions financières new-yorkaises. Pendant ce temps, le Congrès et les pouvoirs publics réfléchissent au moyen de réglementer — sans le casser — le marché américain des bons du Trésor, le plus important au monde, évalué à plus de 2 200 milliards de dollars. En commençant par réformer un système d'adjudications qui fonctionnait jusqu'à présent en milieu fermé.

« Je serai sans pitié », avait averti Warren Buffett à la mi-août lors de sa prise de possession de la présidence de Salomon Brothers, compromis dans l'un des plus importants scandales financiers de l'histoire de Wall Street après avoir transgressé les règles applicables aux adjudications de bons d'Etat.

Une position dominante

Déjà engagé dans des affaires de premier rang (notamment Gillette, Coca-Cola, le Washington Post, American Express...), le « sage d'Omaha », qui a tout récemment renforcé sa participation dans Wells Fargo, la dixième banque américaine installée à San Francisco et dont il détient à présent près de 10 % du capital, a pour principal atout une réputation d'intégrité et le sésame qu'exige une politique d'investissement systématiquement axée sur le long terme.

Meis ce multimilliardaire de soixante ans a surtout intérêt à ce que Salomon Bros relâsse sur place au plus vite et dans les meilleures conditions pour la bonne raison que, avec 16 % du capital de la firme, il en est le principal actionnaire individuel. Un investissement de 700 millions de dollars qui vaut bien quelques sacrifices.

Depuis son arrivée, grâce aux mesures drastiques prises à l'encontre des anciens dirigeants compromis (le Monde du 19 août), à la nomination de nouveaux responsables connus pour être compétents et respectueux des règlements, Warren Buffett a pu limiter les dégâts immédiats. Dans quelques temps, la chute de 30 % du cours de l'action Salomon en Bourse, intervenue en l'espace de quelques jours, devrait apparaître comme une « réaction émotionnelle » au regard du succès enregistré sur un autre plan par le

nouveau chairman. Il a suffi d'une visite éclair à Washington et qu'il plaide sa cause auprès de Nicholas Brady, le secrétaire au Trésor, et Alan Greenspan, le président de la Réserve fédérale pour éviter que la firme ne soit rayée à tout jamais de la liste des trente-neuf *primary dealers*, seuls habilités à participer aux adjudications de bons du Trésor, un club très fermé où Salomon occupait jusqu'à présent une position dominante et dont certains contestent désormais les privilèges.

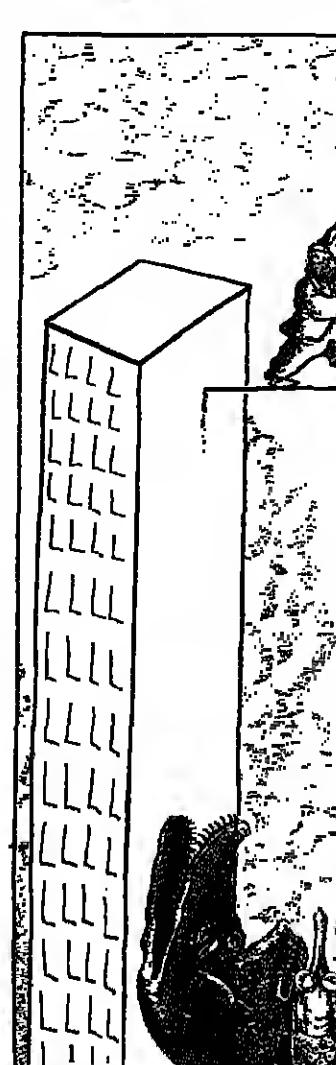
Mais d'autres menaces pèsent encore sur cette grande *investment bank*. D'abord, la défection d'une partie de la clientèle et les procès intentés par certains. Pour l'heure, une trentaine de plaintes en dommages et intérêts ont été déposées à la fois par des actionnaires de la firme, lesquels s'estiment lésés par la chute du titre, et par des investisseurs en fonds d'Etat qui accusent Salomon Brothers d'avoir organisé un *corner* (en jargon financier une opération consistant à raffler le maximum de titres disponibles de façon à dicter son prix) lors des adjudications et, partant, d'avoir contribué à renchérir le prix des bons du Trésor sur le marché secondaire. Dans le même temps, quelques grands clients, telle la Calpers, l'un des principaux organismes de retraite de Californie, ont fait savoir qu'ils n'entendaient plus passer par Salomon pour leurs achats de titres du Trésor tant que les diverses enquêtes n'auront pas abouti.

Plus grave, début septembre, le gouvernement britannique a annoncé qu'il retirait l'agrément donné à Salomon pour placer la tranche américaine d'une très importante émission de British Telecommunications PLC portant sur 8,5 milliards de dollars et qui constitue le second volet de la privatisation du géant des télécommunications, amorcée en 1984. Une perte sèche et un désaveu lourd de conséquences en termes d'image pour la firme new-yorkaise. Enfin, Moody's, l'une des deux grandes firmes new-yorkaises chargées de noter la santé financière des entreprises américaines, a ramené de A-3 à A-2 la note appliquée à la firme Salomon, laquelle voit également réduite la qualité du crédit sur ses effets commerciaux.

Les décisions de M. Propper

Une « dégradation », qui, il est vrai, aurait pu être plus sévère si la personnalité de Warren Buffett et sa volonté de ne pas éblouir les responsables du scandale, n'avaient joué en faveur de Salomon. Une sanction qui, au demeurant, ne met pas véritablement en cause la solvabilité de la firme (à la différence du douloureux précédent de Drexel Burnham Lambert, accusée à la fin de l'été 1990, même si les

des trois quarts de ses revenus proviennent du négoce de titres. D'entrée, « M. Propper » a frappé fort. Et à la tête. Pour donner l'exemple. A l'extérieur comme à l'intérieur de l'entreprise. Dans tous les domaines. Ainsi, certains départements auraient reçu récemment une circulaire leur annonçant que la direction allait bientôt entreprendre



des tests anti-drogue sur le lieu de travail. Magnanime, la firme se dit prête, toutefois, à aider à se désintoxiquer toute personne qui en ferait la demande. Avant les tests.

Parallèlement, le nouveau PDG a décapité, sans lui accorder le moindre démenti de départ, l'état-major de Salomon Bros, pourtant composé de cadres de la finance new-yorkaise. Paul Mozer, le responsable des fonds d'Etat chez Salomon (une activité qui lui avait procuré près de 5 millions de dollars de revenus en 1990) et son adjoint, Thomas Murphy, avaient été remerciés dès l'entrée en fonctions de « sage d'Omaha ». Mais ce dernier a aussi demandé — et

obtenu — les têtes de John Meriwether, vice-président de Salomon, de Thomas Strauss, le numéro deux de la firme et, surtout, de l'immuable John Gutfreund, dont la réussite financière mais aussi les excentricités accomplies seul ou en compagnie de son extravagante épouse, Susan, ont permis à l'écrivain Tom Wolfe de camper l'un des person-

inui au moins de son système d'adjudication. Le premier valet de l'opération de réhabilitation de l'image et du fonds de commerce de Salomon Brothers ne paraît pas plus aisé que le second.

A défaut de pouvoir attirer Paul Volcker, l'ancien président de la Réserve fédérale, aujourd'hui, à soixante-trois ans, chairman de James D. Wolfensohn Inc, une banque d'affaires très rentable, comme le bruit en avait couru, Warren Buffett s'est provisoirement contenté de confier à Deryck Maughn, le patron de Salomon à Tokyo, la responsabilité de la bonne marche de l'ensemble de l'entreprise. Dans le même temps, il s'est employé à écarter l'intention qui lui est prêtée de résoudre le problème de sa succession en proposant de rapprocher Salomon et Shearson Lehman, un autre grand de la finance, lui aussi éprouvé dans un passé récent. Pour être l'acquéreur principal de Salomon et un investisseur particulièrement prisé chez American Express, la société mère de Shearson où il a placé 300 millions de dollars, le financier du Nebraska connaît particulièrement bien les deux maisons.

L'explosion de la dette publique
Cette éventuelle synergie entre *investment banks* ne passionne ni le Congrès ni les pouvoirs publics, qui préfèrent se consacrer aux questions d'éthique et de renforcement de la réglementation sur un marché vital pour l'Etat fédéral qui y place ses bons du Trésor destinés à financer une « impasse budgétaire » en constante explosion. En dix ans, la dette fédérale représentée par les seuls bons du Trésor et fonds d'Etat est passée de quelque 600 milliards de dollars en 1980 à 2 360 milliards fin 1991 (dont 18 % sont détenus par des investisseurs étrangers), selon les chiffres du département du Trésor, et près de 120 milliards de dollars sont échangés quotidiennement sur ce marché qui ne cesse de croître l'année prochaine, compte tenu d'un déficit budgétaire évalué à ce jour à 320 milliards de dollars à l'automne prochain, un chiffre qui sera certainement encore révisé à la hausse.

Lorsque s'est tenue, début septembre, la première audition de Warren Buffett par le Congrès, quatre enquêtes sont menées simultanément (une par le Sénat et trois par la Chambre des représentants), l'actuel patron de Salomon qui parlait « au nom des 8 000 employés honnêtes de la société », n'a pas caché les faits. Effectivement, la firme a transgressé la règle des 35 % applicable aux adjudications (voir encadré) à plusieurs reprises, et notamment lors de la fameuse journée du 22 mai dernier lorsque Salomon s'est porté acquéreur de 10,6 milliards de dollars de bons sur un total de 11,3 milliards, ce

laissant que des miettes aux autres *primary dealers*. De quoi susciter l'irritation d'Edward Markey (démocrate, représentant l'Etat du Massachusetts), le président de la sous-commission des télécommunications et de la finance de la Chambre ébahi d'entendre le patron de Salomon et qui s'est prononcé pour « une refonte complète de procédures qui, visiblement, n'ont pas fonctionné ».

De son côté, Richard Breeden, le président de la commission boursière américaine (SEC), qui voit dans cette affaire une occasion rêvée de contrôler un marché qui, pour l'instant, lui échappe, a demandé aux législateurs de modifier la réglementation actuelle pour éviter de tels « errements ». Pendant ce temps, la SEC continue à enquêter sur d'autres éventuelles anomalies. Et d'autres suspects.

La Réserve fédérale et le Trésor se renvoient la balle des responsabilités. Lors de son intervention devant le Congrès, Gerald Corrigan, le patron de la Banque fédérale de New-York, a indiqué qu'après l'adjudication de février dernier, au cours de laquelle Salomon s'était porté acquéreur de 57 % des bons du Trésor soumis à adjudication (22 % de plus que la limite maximale), il avait signalé, dans l'heure, cette anomalie aux services de Nicholas Brady. Une affaire sans suite, jusqu'à l'incident, plus grave, du mois de mai, révéla seulement le 8 août dernier. Quant au Trésor, très mal à l'aise dans cette affaire qui engage le crédit de l'Etat, il se contente de mettre en garde les réformateurs à tout crin en faisant valoir qu'une nouvelle réglementation draconienne serait sans doute pire que le mal qui a été fait.

Pendant ce temps, le marché continue à fonctionner sans trop se soucier de ces luttes d'influence. De quoi s'interroger. « L'adjudication du 27 août, qui porta sur 12 milliards de dollars de bons du Trésor à deux ans, s'est déroulée normalement, sans la présence de Salomon », relève un spécialiste de la finance new-yorkaise. « Et si, tout à coup, on pouvait se passer de lui ? » se demande-t-il ingénument. Trois grands concurrents de la firme ont déjà répondu à cette interrogation iconoclaste, en proposant de remplacer au pied levé Salomon pour le placement de la tranche américaine de l'émission de British Telecom. Pour l'instant, il ne s'agit que d'une offre faite au seul gouvernement britannique. Et qui ne semble pas inquiéter outre mesure Warren Buffett, dont certains se demandent ce qu'il est venu faire dans cette galère new-yorkaise. « Que ce soit dans le Nebraska ou à New-York, je serai là où les circonstances l'exigent et je ne me perdrai pas », rétorque le « sage d'Omaha ». « Ma maison n'a pas une étiquette avec mon nom et mon adresse sur la doublure de ma veste. Alors, je n'ai rien à craindre ».

SERGE MARTI

Une réforme au coup par coup

NEW-YORK

de notre correspondant

Dans un passé récent, les règles de fonctionnement du marché des bons du Trésor avaient été modifiées pour remédier à une série de faux. Salomon s'étant — déjà — illustré dans le dernier d'entre eux. Durant l'été 1990, à l'occasion d'une adjudication de la Resolution Trust Corp (RTC), l'organisme chargé de liquider les caisses d'épargne en faillite, Salomon avait déposé une offre portant sur 15 milliards de dollars alors que l'adjudication ne portait que sur 5 milliards.

C'est alors que fut instaurée la règle des 35 %, soit maximal qu'un spécialiste en valeurs du Trésor ne doit pas dépasser, laquelle a été transgressée, depuis, à plusieurs reprises. Pour le reste, le Trésor s'en tenait à son système d'adjudication sur la base des prix proposés et non pas des prix officiels instaurés en 1974, les soumissionnaires étant autorisés à formuler autant d'offres qu'ils le souhaitent, à des taux différents et pour une quantité donnée. A l'expiration de l'heure limite de réception

des offres transmises via les *primary dealers* ou le réseau de 25 banques et agences du système de la Réserve fédérale réparti dans l'ensemble du pays, le Trésor retenait l'offre qui lui apparaissait la plus intéressante sur la base des propositions faites et des sommes qu'il souhaitait emprunter sur le marché.

Un système peu transparent

Ce système d'adjudication par les taux dont les pouvoirs publics ont souhaité contrôler le volume des offres, en laissant toutefois aux *primary dealers* leur monopole d'intermédiaire obligé, vient de démontrer ses limites. « Ce système consistait à accepter différents niveaux de prix permettant au Trésor de bénéficier des prix correspondant aux offres les plus agressives des négociateurs en bons du Trésor et donc de payer moins cher son endettement », admet un observateur de la place. « Mais il a prouvé que le marché manquait de transparence et qu'un *primary dealer* pouvait contrôler plus de 35 % d'une émission dominante sur le marché secondaire pour les titres nouvelle-

ment émis et en faisant payer au prix fort ceux dont l'offre n'a pas été retenue lors de l'adjudication, faussant ainsi la concurrence », souligne-t-il. D'où l'idée d'inciter le Trésor à procéder à une adjudication « à la hollandaise » avec formation d'un prix unique et élargissement du cercle des opérateurs susceptibles de soumissionner à l'offre.

Une thèse que défend notamment Milton Friedman, Prix Nobel d'économie, estimant, d'après une étude comparative des deux méthodes, — étude interdite, selon lui, par le Trésor — que ce dernier, au lieu de perdre de l'argent, aurait au fait économisé des millions de dollars à chaque adjudication. Conséquence douloureuse pour les intéressés : les *primary dealers* perdraient alors une partie de leur privilège pluriel, dans cette hypothèse, chacun peut soumissionner en entrant ses offres dans un système informatique accessible à tous et où le Trésor peut indiquer clairement les choix retenus. Depuis deux ans, la Réserve fédérale et le Trésor travaillent discrètement sur un projet de cette nature et la firme Wunsch Auction Systems, qui commercialise un système d'échange automatisé en dehors des heures de cota-

tion, destiné au marché des actions, vient d'adresser une lettre aux services de Nicholas Brady pour leur proposer de tester ce nouveau système, aisément transposable, selon la société, aux bons du Trésor et fonds d'Etat.

« Cette méthode électronique d'adjudication avec détermination d'un prix unique permet d'éviter la contrainte physique de déposer les offres à la Réserve fédérale et elle a l'avantage d'éliminer le risque d'offres inutilement agressives de la part des intermédiaires », expliquent Steven Wunsch et David Jeffrey, les responsables de la société. Conscient qu'ils risquent de se mettre à dos les *primary dealers*, les deux fondateurs de l'entreprise, tous deux anciens *brokers*, s'apprêtent cependant de leur réserver sans doute bien mineur. Celui de se botter à genoux, grâce à un compte ouvert dans leurs livres, les offres formulées directement sur l'écran d'un modestes terminal par de grands investisseurs institutionnels dont ils étaient auparavant l'intermédiaire obligé.

S. M.

EMPLOI

Le mardi, c'est tout un Monde

8 RUBRIQUES D'OFFRES D'EMPLOI

Le Monde du Premier Emploi
Le Monde des Cadres

Le Monde de l'Informatique
Le Monde des Secteurs de Pointe

Le Monde de la Gestion et des Finances
Le Monde des Ressources Humaines
Le Monde des Juristes
Le Monde de la Fonction Commerciale

Le Monde

INITIATIVES



هكذا من الأصل

AFFAIRES

Vernes et Gardini lorgnent sur une Bourse assoupie

Le banquier français, figure de l'establishment parisien, va aider son ami, le « paysan » italien ex-patron de Ferruzzi, à monter de nouveaux coups. Ensemble, ils disposent d'un joli magot

On ne prête qu'aux riches. Depuis le 13 août, date à laquelle Raul Gardini, évincé de la direction de Ferruzzi par sa belle-famille, a passé les Alpes pour faire irruption aux côtés de Jean-Marc Vernes au sein de la Société centrale d'investissement (SCI), les rumeurs vont bon train. Dès qu'un titre est ébauché en Bourse, les regards convergent vers la SCI. Comme si le duo Vernes-Gardini se tenait embusqué sur le marché, prêt à tout acheter. L'action Suez frémit-elle ? C'est eux ! Le Crédit commercial de France sort-il de sa léthargie ? C'est encore eux. Et si Beghin-Say s'envole, c'est parce qu'une OPA est imminente. Les bruits risquent de circuler encore longtemps, du moins jusqu'à ce que les nouveaux associés effectuent leur premier investissement. Ils disposent, il est vrai, d'une jolie cagnotte de plusieurs milliards de francs.

Les associations suscitent d'habitude peu d'engouement, les observateurs préférant attendre pour voir. Personnalité des protagonistes oblige (sans parler des capitaux dont ils disposent), la nervosité a été générale. D'un côté, Jean-Marc Vernes, 69 ans, descendant d'une famille de banquiers protestants, figure de l'establishment français, patron de la Banque Vernes et de Beghin-Say. De l'autre, Raul Gardini, de dix ans son cadet, fils de banquier devenu par son mariage le bras droit de son beau-père dans le groupe Ferruzzi, une entreprise qu'il hissa au premier rang des groupes industriels européens.

Quant à la SCI, elle dispose en 1991 d'un véritable trésor avec des

actifs évalués à 6 milliards de francs. L'ancienne société des Etains de Kinta, devenue Société centrale d'investissement en 1982, a recueilli au départ les 100 millions d'indemnités versés par le gouvernement lors de la nationalisation de la Banque Vernes. Rapidement le conseil d'administration s'est étoffé (des amis comme Dassault, L'Air liquide puis la Navigation mixte sont venus le rejoindre) et les actifs, peu nombreux, comprennent principalement la Banque industrielle et commerciale du Marais et un bloc de contrôle sur la compagnie d'assurance Victoire. Entre 1986 et 1987, les privatisations orchestrées par Edouard Balladur permirent à Jean-Marc Vernes d'obtenir quelques participations intéressantes, notamment dans Havas. En 1989, Jean-Marc Vernes mena un coup foudroyant : la prise de contrôle de Colonia, le second assureur allemand.

Un seul problème : comment financer la prise ? S'adresser à Suez, le second actionnaire de Victoire, revenait à perdre le contrôle de l'ensemble. En revanche, les liens tissés avec Raul Gardini et la présence au sein du groupe Ferruzzi de la compagnie d'assurance Fondaria autorisent une alternative. La chose est sûre, Raul Gardini a attentivement étudié un investissement par l'ensemble Victoire-Colonia. Mais craignant de voir le pouvoir sur Victoire filer par-delà les Alpes, comme Beghin-Say en son temps, Suez a lancé une OPA. Une bataille boursière que la SCI, perdue mais qui l'enrichit.

La vente des titres Victoire rapporte 6,5 milliards de francs à la SCI qui peut ainsi renforcer ses participa-

(11,05 %), Havas (4,9 %), l'Office d'annonces (10 %), la Banque Vernes (19 %), la Compagnie financière Edmond de Rothschild Banque (10 %), sans parler des intérêts immobiliers.

Qui régnera sur le nouvel ensemble ? « Ce n'est pas à deux que nous allons diriger la SCI, c'est tous ensemble en concertation avec nos actionnaires », s'empresse d'indiquer M. Vernes. Un principe de collégialité qui fait sourire quelques-uns des actionnaires. Même si aucune des composantes de la SCI n'est majoritaire, Vernes et Gardini en sont bel et bien le moteur. Et ce tandem fait de liens amicaux et de services rendus pourrait s'avérer solide tant les intérêts sont similaires et complémentaires.

Une sortie honorable

« Dans la vie, les personnes avec lesquelles on s'est heurté deviennent souvent des amis », explique Jean-Marc Vernes. C'est l'industrie sucrière qui a servi de cadre à leur première rencontre. Ayant remplacé Ferdinand Beghin à la tête de Beghin-Say en 1977, Jean-Marc Vernes se heurta l'année suivante à Raul Gardini, lequel ne cesse de grignoter son capital. Après avoir tenté de lui résister, Jean-Marc Vernes finira par s'entendre avec lui, au point de lui céder le contrôle de l'affaire en 1986 tout en conservant son poste de président de Beghin-Say. Depuis, les deux hommes ne cessent de s'entraider en toute amitié même si l'un, Jean-Marc Vernes, est l'employé de l'autre.

En 1991, malgré le divorce entre

Raul Gardini et sa belle-famille, Jean-Marc Vernes demeure président de Beghin-Say. Son rôle de conciliateur entre les factions du clan Ferruzzi y est pour beaucoup. « Mes relations avec toute la famille sont excellentes, reconnaît-il, ajoutant : j'ai ainsi joué un rôle dans la sortie de Raul Gardini. »

« Il Comodoro », le paysan, comme aime à l'appeler les Italiens, est une nouvelle fois son obligé. Après lui avoir permis de prendre le contrôle d'un grand de l'industrie sucrière française, Jean-Marc Vernes a travaillé à lui faire une sortie honorable. Sans oublier qu'il lui sert aujourd'hui de parrain vis-à-vis de l'establishment français des affaires. Reconnaissance oblige, Jean-Marc Vernes reste président de la SCI, même si Raul Gardini en est le premier actionnaire avec un investissement supérieur à 1,8 milliard de francs, soit une grande partie de l'indemnité versée par sa belle-famille lors de son départ de Ferruzzi.

Reste à savoir quel va être le moteur de leur association. Les deux hommes vont-ils se déployer sur des champs nouveaux ou chercher à régner des comptes ? Jean-Marc Vernes souhaite-t-il se venger d'un Suez qui lui a soufflé Colonia, l'un des plus importants investissements jamais réalisés par la finance française en Allemagne ? « Ce n'est pas dans mon caractère, la page est tournée. Seulement on se souvient », explique-t-il posément. Quand les socialistes nationalisent sa banque (au bord de la faillite) en 1982, il en est venu à se demander si son fils des ans s'avère entièrement rentable. Huit ans plus tard, il est même parvenu à reprendre le nom de son

ancienne banque dont les actifs ont été cédés entre-temps à l'istituto San Paolo di Torino.

En fait, loin de se venger, Jean-Marc Vernes cherche plutôt à ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier. Au début de l'année, il sort la BICM de la SCI pour en transférer le contrôle dans Verninvest, un holding familial au sein duquel sont présents – mais minoritaires – les amis de toujours (Dassault, Mixte, L'Air liquide). La famille Vernes s'enorgueillit de posséder à nouveau une banque à son nom. Et Jean-Marc Vernes peut espérer voir un jour l'un des siens lui succéder.

La SCI en revanche n'a rien de familial. Cette corne d'abondance sera-t-elle le moyen pour l'impétueux Gardini de laver un jour l'affront de son « licenciement » ? Car le 11 juin, quand la famille s'est rendu compte que le projet de restructuration de la Scalfino Ferruzzi, le holding de tête du groupe, émiettait plutôt les parts de chacun et confortait Raul dans une présidence à vie, l'éviction n'était immédiate. Jean-Marc Vernes a beau être dénué d'esprit de revanche, il n'en est sans doute pas de même pour Raul Gardini. Son retour à la tête de Ferruzzi est d'autant moins à exclure qu'Arturo, son beau-frère, n'a pas encore fait la preuve qu'il avait l'envergure nécessaire pour diriger un empire industriel qui plonge ses ramifications dans des secteurs aussi variés que l'assurance, l'agriculture, l'édition et la chimie, l'alimentaire et l'énergie. Quant à disposer du caractère visionnaire de Raul, la question ne se pose même pas.

Cela dit, une riposte immédiate est à exclure. Par son silence, Raul Gardini indique qu'il souhaite que les

esprits se calment. « On est dans une atmosphère d'après-divorce », note l'un de ses proches. La partage fait, il a conservé une option d'achat sur un palais à Rome en face du Capitole, et sur un vaste domaine forestier et agricole en Toscane. Et surtout sa belle-famille lui a laissé la présidence du Delfi, cette organisation qu'il a mise sur pied pour participer à l'America's Cup en mai 1992. Pour gagner cette course à la voile, la plus prestigieuse de toutes les compétitions nautiques, il a fait construire par la Montedison (une filiale de Ferruzzi) un chantier à Venise et le groupe consacre des sommes considérables à la conception de son bateau *Il Moro di Venezia*. Ce volier à la coque couleur fée de vin décore de la crinière du lion de Venise utilise les technologies les plus modernes en matière de nouveaux matériaux. Les résultats s'annoncent prometteurs puisque ce bateau a déjà remporté le championnat du monde des voiliers de classe America's Cup. Une belle et éblouissante construction à San Diego en Californie, là où se dérouleront les compétitions. La sophistication du lieu est telle que les mauvaises langues l'ont surnommé le « Taj Mahal ».

Raul Gardini non seulement dirige les opérations mais participe aux courses. Il était à bord lors de la course du Fastnet, en août dernier, quand son voilier s'est classé dans les premiers. « Dans les affaires c'est un véritable skipper, il donne des ordres très précis qui ne se discutent pas », affirment les connaissances. Pour l'heure, de Milan, Raul Gardini cherche à Paris. Le débarquement est proche.

YVES MAMOU et DOMINIQUE GALLOIS

Yasid Sabeg, ou la difficile mutation d'un financier en chef d'entreprise

Du pétrole à la finance puis à l'industrie, le récent patron de la Compagnie des signaux, obligé de lancer une OPA, entreprend une difficile conversion

« YASID SABEG, connais pas. » La réponse est brève, sans nuance, chez les industriels à l'évocation du nouveau patron de la CSEE (Compagnie des signaux et d'équipements électroniques). Ceux qui l'ont vu arriver, un beau jour de juin dernier, à l'assemblée générale de l'entreprise, pour tout bonnement démentir le conseil d'administration, installer ses actionnaires et s'asseoir dans le siège du président, se demandent toujours ce qu'il vient faire et ce qu'il veut.

A-t-il un projet industriel de remplacement ou une autre stratégie ? Non. Il prend le pouvoir au nom des 23 % acquis en Bourse quelque temps auparavant par la société Quadral qu'il dirige et qui lui ont permis de devenir l'actionnaire principal de cet équipementier électronique. Ses préoccupations portent plus alors sur les comptes de la société. A quarante et un ans, Yasid Sabeg, Français né en Algérie, réalise un rêve qui tente aujourd'hui beaucoup de financiers. La banque n'ayant plus l'aura des années 80, il cherche à démarrer une nouvelle vie dans les affaires.

« C'est ma première opération industrielle et je ne tiens pas à faire n'importe quoi », reconnaît le patron de la CSEE, qui entre de plain-pied dans un domaine, l'équipement électronique, inconnu pour lui. Jusqu'à présent, son monde était plus pétrolier et financier. Il y a laissé le souvenir d'un « gros malin avec énormément de relations ». « Il est difficile de (lui) faire prendre un engagement ferme, ajoute-t-on, mais une fois qu'il l'a pris il le tient. » Sur le plan politique, on le situe au centre, proche de Raymond Barre et ami de son fils Olivier, tout comme de celui du président de la République, Jean-Christophe Mitterrand. « Extrêmement convivial, il donne l'impression d'un homme intelligent, rapide, mais ne sachant sans doute pas trop où aller », entend-on également chez les banquiers. Sa carrière en est peut-être l'illustration. Après une année de stage à la direction des études du Crédit lyonnais entre 1968 et 1969, Yasid Sabeg reprend ses études pour devenir docteur en économie, spécialiste des questions pétrolières. Après un passage à l'UBAF (Union des banques arabes et françaises), il rejoint la DATAR, entre 1974 et 1976. « Il ne faisait pas partie du personnel, il était contractuel. Nous voulions ouvrir un bureau au Moyen-Orient et il aurait été chargé de l'opération. Mais le projet n'a pas abouti. » Yasid Sabeg travail-

lera ensuite dans le groupe saoudien Alireza, avant d'entrer en 1979 chez Spie Batignolles pour s'occuper de l'off-shore. Deux ans plus tard, il fonde Enerfinance, un cabinet de conseil et d'études économiques principalement pétrolières qu'il possède toujours.

« J'ai passé ensuite un an, entre 1987 et 1988, dans le groupe Bolloré comme conseiller et j'ai participé au dossier Rhin-Rhône », raconte Yasid Sabeg. Un passage éclair chez Euris, la société financière dirigée par Jean-Charles Naouri, et il rejoint Alain Duménil, un homme avec qui il avait déjà failli travailler. Il prend alors la présidence de la SEPAD (Société d'études, de participation et de développement), propriétaire de la station de sports d'hiver de Flaine dans les Alpes. En 1990, il fonde Quadral, une société d'investissement avec pour vocation de prendre des participations industrielles. Pourquoi Quadral ? « Parce que nous avons lancé cette entreprise avec quatre actionnaires, la banque Saga, la Midland, Novalliance et Alain Duménil », explique-t-il.

Une tactique risquée

Le premier investissement s'est présenté en mai dernier, avec le ramassage, sur le marché boursier, d'un paquet de titres de la CSEE. Et depuis, l'opération ne semble pas se dérouler aussi bien que prévu. « J'ai l'impression de m'être fait avoir », affirme-t-il vingt jours après sa prise de pouvoir, lorsqu'il découvre que l'italien Finmeccanica, partenaire de l'entreprise et actionnaire important, non seulement ne semble pas apprécier son arrivée mais de plus bénéficierait de conventions secrètes lui permettant de mettre la main sur deux des trois branches du groupe. Autre déconvenue de taille : la situation financière est pire que ce qu'on attendait. Pour couronner le tout, l'augmentation de capital lancée en août a fait franchir à Quadral la barre des 33 % d'obligation à lancer une OPA sur la CSEE et à investir au total entre 300 et 400 millions de francs dans l'opération, au lieu des 55 millions envisagés initialement. Difficile de devenir chef d'entreprise et de se débarrasser de son image de financier. « Je ne suis pas venu faire un coup mais la situation était beaucoup plus catastrophique que je ne l'imaginais. Quel qu'il arrive, je maintiendrai l'intégrité de la société », affirme à qui veut l'entendre le nouveau patron de la CSEE. Mais il ne parvient pas à

convaincre, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, même s'il est présenté dans de nombreux milieux comme le défenseur de l'industrie française face aux ambitions étrangères, ici italiennes.

Sa propension à dramatiser la situation depuis le début de l'histoire démontre beaucoup et prouve peut-être qu'il n'est pas si aisé de se défaire de ses réflexes de financier pour qui l'entreprise n'est que chiffres. Car, si d'un point de vue tactique boursière, la stratégie peut être payante, elle peut se révéler à l'inverse très dangereuse sur le plan industriel. Les nouvelles alarmistes font les délices de la concurrence. Pour l'instant, l'essentiel s'étant passé durant l'été, il n'y a pas eu trop d'impact sur le carnet de commandes. Or maintenant, tandis que l'OPA débute et que les possibilités de surenchères, de batailles boursières ou simplement de ramassage de titres par Finmeccanica, ne sont pas exclues, que va-t-il se produire ? Qui dirigera en fin de compte la CSEE à l'automne ?

« Très probablement, je connaîtrai sur le bout des doigts tous les produits de l'entreprise, affirme résolument Yasid Sabeg, confiant dans son importante capacité de travail. Mais ça aurait été tellement plus simple si la société n'avait pas été cotée. Il y aurait eu moins de remous. » Aurait-il alors été plus aisé de se glisser dans la peau d'un chef d'entreprise ? Rien n'est moins sûr.

D. G.

Les recettes-miracles de Nazmu Virani

Le PDG de Control Securities, milliardaire britannique d'origine indienne, regrette « pas d'avoir accordé sa confiance à la BCCI ». Mais il souhaite jouer la page

LONDRES

correspondance

NAZMU VIRANI ne faisait pas partie de la délégation des déposants de la Bank of Commerce and Credit International (BCCI) auquel le secrétaire au Foreign Office, Douglas Hurd, a promis, le 9 septembre, d'examiner avec l'actionnaire principal, l'émirat d'Abou Dhabi, la possibilité de relancer l'établissement, dont les activités sont suspendues depuis le 5 juillet. Cet homme d'affaires, à la cinquantaine joviale et massive, qui est le sujet britannique d'origine asiatique le plus riche du royaume, se pose en fait le problème inverse : comment faire oublier la BCCI connection qui a durement frappé Control Securities PLC, le groupe immobilier et de loisir qu'il a fondé au début des années 70.

« J'ai été totalement pris par surprise. » Voici un chef d'entreprise de plus en plus ambigüé mais aussi des plus sympathiquement habillés, retors et manipulateur. La BCCI Londres a été longtemps son banquier le plus important. N'a-t-elle pas aidé cet Indien, natif d'Ouganda, chassé par Idi Amin Dada, à financer l'acquisition d'une superette à Dulwich dans le sud de Londres, point de départ d'une *success story*, comme la dispora du sous-continent en n le secret ?

Par la suite, la BCCI, fondée par le financier pakistanais Agha Abedi, a pris 5 % des parts de la compagnie.

Nazmu Virani, par ailleurs, a livré à ce dernier deux immeubles de bureaux, le siège de Leadenhall Street (conseil financier de la BCCI), et celui d'Earls Court (opérations de change). Control Securities a aussi déposé 2 millions de livres – 20 millions de francs – dans les coffres de la BCCI, qui lui a octroyé des facilités de crédit s'élevant à 5 millions de livres. Témoin de la solidité des liens entre les deux organisations, un trophée de cricket portant la mention « Control-BCCI 1991 » trône sur la cheminée de la salle du conseil d'administration à côté de portraits de la famille Virani. Enfin, parmi les associés de Nazmu Virani, figure le milliardaire saoudien Gaith Pharaon, l'un des principaux bénéficiaires des prêts illégaux de la banque, qui a servi d'homme de paille pour son implantation aux États-Unis.

Un de mes banquiers, c'est tout

Aujourd'hui, la BCCI, c'est à peine si la quarantième fortune du Royaume-Uni s'en souvient. « C'était l'un de mes banquiers, c'est tout. » Notre interlocuteur affirme d'avoir jamais rencontré les principaux acteurs du plus gros scandale bancaire de tous les temps. Abedi, son bras droit Swaleh Naqvi, ou Syed Ziauddin Ali Akbar, responsable de la trésorerie jusqu'en 1986, recherché par la justice américaine, et arrêté le 2 septembre à Paris. Visiblement, le PDG de Control Securities veut tourner la page d'une affaire qui sape

son statut de porte-parole de la communauté des entrepreneurs indiens. Blanchiment de l'argent du trafic de drogue, services secrets, comptes de terroristes... tous les ingrédients de la saga ne peuvent que déplaire aux investisseurs protecteurs de Nazmu Virani, comme le prince Charles, l'aga Khan, ou Margaret Thatcher. Son association avec « la banque internationale des escrocs et des criminels », de surcroît, ne peut qu'agacer la City, toujours méfiante à l'égard de ce personnage venu d'ailleurs, parti à l'assaut du sanctuaire du capitalisme insulaire. On n'arrive pas à bâtir un groupe immobilier (vingt-quatre hôtels, des bureaux...) et de loisirs (brasserie, sept cent soixante-dix dubs, ...) pesant 110 millions de dollars, sans quelques recettes miracles. La sienne, c'est d'être un habile jongleur des finances.

« La BCCI avait des clients dans le monde entier, en Inde, au Pakistan, en Afrique orientale, en Amérique du Sud. Ses cadres étaient souvent originaires de notre région. Ils connaissaient nos familles, fréquentaient les mêmes lieux de culte. La BCCI ne demandait pas de références, elle prêtait sans réclamer de garanties. Pour les asiatiques, la confiance du banquier est un *maître-mot* », nous explique-t-il. Si la masse des vingt mille déposants britanniques de la BCCI (dont la moitié sont d'origine indo-pakistanaise) espère obtenir une reprise des activités de la banque, lui croit à sa mise en liquidation après la date butoir du 2 décembre, fixée par la justice londonienne. Dans ce cas de figure, Control Securities a l'intention de proposer au syndicat Touche Ross de racheter les 5 % des titres détenus par la BCCI.

Bien que les déboires de la banque aient plongé la compagnie dans le rouge, au la confection à constituer de fortes provisions, le patron lance, une note de défi dans les yeux : « Je ne regrette pas un instant d'avoir accordé ma confiance à la BCCI. C'est la seule banque qui m'a aidé à mes débuts. J'ai gardé avec elle des relations d'affaires jusqu'au bout car il ne faut jamais oublier ses amis. »

MARC ROCHE

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE DROITE

COPENHAGUE 43-59-20-41
142, Champs-Élysées F. dim.

De midi à 22 h 30. Spécialités DANOISES et SCANDINAVES. CANARD sauté, SAUMON mariné à l'aneth. MIGNONS DE RENNE au vinaigre de pin.

RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14
25, rue Frédéric-Sautet (Marb.-Mut.) F. dim.

12 h 30 - 14 h 30, 20 h - 23 h. Ouvert le samedi. Toujours son bon rapport qualité-prix, dont le menu à 170 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année.

LA PERLE DES ANTILLES 45-42-91-25
36, avenue Jean-Moulin, 14^e F. dim.

SPECIALITÉS ANTILLAISES. 1 toque G. et M. Délicieuse cuisine typique. Gratin de milillon, tasset de bœuf. Atmosphère des îles, accueil chaleureux.

ALSACE A PARIS 43-26-89-36
9, pl. Saint-André-des-Arts, 6^e T.L.J.

Au cœur du QUARTIER LATIN, de 12 h à 2 h du mat., dans un cadre à découvrir. Déj. Diner. Soupers. Grillades, Choucroutes, Poissons, Coquillages. Salons pour 16, 20, 30, 60 couverts. Pour groupes, nous consulter.

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 46-62-72-67

هكذا من الأصل

AFFAIRES

Birgit Breuel, la femme la plus importante d'Allemagne

Chargée de privatiser et de réorganiser le patrimoine public de l'ex-RDA, la présidente de la Treuhandanstalt estime qu'il faudra licencier ou « liquider » pour créer de nouveaux emplois

FRANCFORT
correspondance

BIRGIT BREUEL, cinquante-trois ans, n'aime pas que l'on parle d'elle comme de la femme la plus importante d'Allemagne. « C'est largement exagéré, car les décisions sont toujours collectives », interrompt-elle. Et pourtant, en tant que présidente de la Treuhandanstalt, société fiduciaire chargée de privatiser et de réorganiser le patrimoine public de l'ex-RDA, c'est d'elle que dépendent chaque jour le sort de millions de travailleurs est-allemands, l'avenir économique de régions entières ainsi que la survie de nombreuses branches industrielles dans les cinq nouveaux Länder. Et certains secteurs, comme la chimie, sont tellement pollués qu'il faudra sans doute plusieurs années avant de tout assainir pour arriver à vendre. Ce qui promet un bel avenir à la Treuhand, où près de 3 000 personnes sont aujourd'hui employées.

un plan personnel, mais il n'y a pas d'autre moyen que de licencier ou de liquider pour créer de nouveaux emplois », dit-elle sans l'ombre d'un état d'âme.

Pour cette fille d'un banquier de Hambourg, du nom de Münchmeyer, qui a passé les dix dernières années de sa vie comme ministre CDU de l'économie puis des finances du Land de Basse-Saxe en appliquant à la lettre ses conceptions ultra-libérales, la privatisation doit rester l'objectif prioritaire de la Treuhand, « parce que je ne connais pas de meilleure solution pour l'entreprise mais aussi pour les employés », précise-t-elle.

3400 entreprises
privatisées

D'où l'analogie qui est souvent faite entre elle et l'ancien premier ministre britannique, Margaret Thatcher, elle aussi viscéralement opposée à toute forme d'intervention de l'Etat dans l'économie. Mais, hormis le caractère sans pitié et une allure aussi décidée que celle de la « Dame de fer », la comparaison entre les deux s'arrête là, car « Frau » Breuel peut se targuer d'un bilan beaucoup plus impressionnant en matière de privatisations.

Rien qu'en juin, la Treuhand a vendu 443 entreprises, soit environ « vingt par jour » selon sa présidente. Fin juillet, le nombre total de compagnies privatisées atteignait déjà 3 000 (au moins 3 400 à la fin août), représentant une valeur de 11,6 milliards de DM, un niveau d'investissement

de 67,8 milliards de DM et la préservation de 553 000 emplois. Les critiques ne manquent pas. Ne dit-on pas que certaines de ces entreprises ont été comptées en double dans les statistiques et que les ventes ont été réalisées à une « valeur négative » pour la Treuhand ? N'assure-t-on pas qu'elles



ont été concentrées dans le secteur des services et du bâtiment essentiellement pour les « meilleurs morceaux » ? Ce qui n'a pas empêché les syndicats de reprocher à M^{me} Breuel de ne pas avoir de politique industrielle ou de vouloir « broder » les entreprises est-allemandes.

Après quelques zigzags, elle a finalement accepté, pendant l'été, de laisser la Treuhand prendre une participation de 10 % dans la création des sociétés dites « ABS » (Arbeitsförderungs, Beschäftigung und Struktur-

entwicklung) qui visent à occuper et à recycler les effectifs en surabondance dans les entreprises devant être privatisées. Cette entorse à son credo libéral, elle l'explique par un compromis pour éviter un chômage massif à l'Est qui pourrait engendrer de nombreux troubles sociaux et effrayer les investisseurs, notamment étrangers, mais sans que le processus de privatisation ne soit toutefois remis en question.

« La Treuhand a toujours été le bouc émissaire de tous les mécontentements. Rien de nouveau donc à cela. Cette situation va durer tant que la reprise économique n'aura pas eu lieu dans les cinq nouveaux Länder », ajoute-t-elle à l'intention de ses détracteurs. Déjà du temps de son prédécesseur, dont elle était devenue le bras droit, Karsten Dooley Rohwedder, assassiné le 1^{er} avril à son domicile de Düsseldorf par des terroristes de la Fraction armée rouge, les attaques contre la Treuhand ne manquaient pas. En fait, dès sa création par la loi du 17 juin 1990, le plus grand holding du monde avait réussi à faire l'unanimité entre lui : jugé « centraliste » et « incompétent » par le patronat, accusé de vouloir « nuire » les emplois par les syndicats, il était aussi très critiqué par les Allemands de l'Est en raison de son infiltration par d'anciens membres du SED. A la suite de quoi la Treuhand a dû passer successivement par une période d'épuration, d'organisation et de décentralisation, qui se poursuit.

Pendant l'été, 1 400 managers ont été licenciés dans les entreprises appartenant à la Treuhand, certains à cause de leur passé politique, la plupart pour incompétence. Mais, au

sein de la Treuhand elle-même, où plus de la moitié du personnel vient de l'Est, seuls 12 employés ont dû démissionner parce qu'ils étaient d'anciens membres de la Stasi, et 18 en raison de leur manque de qualification. Parmi l'équipe dirigeante, qui se compose de 60 chefs de département et de 60 directeurs, il n'y a que 6 Allemands de l'Est.

Birgit Breuel connaît bien les problèmes d'organisation puisque c'est elle qui avait été chargée par Detlev Rohwedder de la mise en place des quinze directions régionales de la Treuhand qui gèrent les PME de moins de 1 500 employés. Au-delà, c'est automatiquement l'organisme central de Berlin, installé aujourd'hui à Leipziger Strasse, dans les bâtiments de l'ancien ministère de la Luftwaffe à l'Est.

La vente
du siècle

A la différence de son prédécesseur, Birgit Breuel était dépourvue d'expérience en tant que patron d'industrie, malgré un passage chez Volkswagen ainsi qu'à IBM, où elle siège au conseil de surveillance. Ce qui explique qu'on lui ait adjoint un vice-président venant des milieux d'affaires pour l'assister. Il s'agit de Hero Bräun, ancien directeur financier du groupe sidérurgique Hoesch - « avec qui nous nous complétons parfaitement », précise-t-elle. Ce dernier a notamment pris le secteur des machines-outils sous sa tutelle tandis qu'elle se consacre désormais exclusivement à la stratégie commerciale de la Treuhand ainsi qu'aux relations

avec Bonn. Birgit Breuel ne craint pas à la tête des « bons morceaux » et des « mauvais morceaux » qui resteront dans le giron de la Treuhand faute d'acquéreurs. D'où son effort systématique avec Hero Bräun pour démanteler et casser les anciens combinats en unités plus petites, plus viables et plus facilement vendables. La mise en place d'un fichier électronique de toutes les entreprises dont la Treuhand a la charge a permis de répondre en partie à l'attente d'éventuels investisseurs, notamment étrangers.

La prochaine étape de cette « vente du siècle » commencera en octobre avec l'ouverture d'une filiale de la Treuhand à New-York pour convaincre les investisseurs américains de « planter » à l'Est. Jusqu'à présent, ceux-ci ont plutôt été réticents à se lancer avec seulement 115 des 3 000 entreprises privatisées rachetées par des étrangers. Le président de la Treuhand s'est aussi rendu au Japon pour convaincre, non sans mal, les investisseurs nippons de la même nécessité, et d'autres voyages sont prévus, notamment en Espagne et en Suisse.

En ce qui concerne la France, qui est en deuxième position derrière la Suisse avec quatre investisseurs, une délégation accompagnant Pierre Bénéguy devrait se rendre à Berlin en septembre. Quant à ses futures relations avec Edith Cressat, dont elle ne partage guère les points de vue, Birgit Breuel ne fait aucun mystère : « Jamais deux femmes sous le même toit », répond-elle du ton le plus quand on lui pose la question.

CHRISTINE HUBER-MADISON

Un encouragement au rachat par les cadres

FRANCFORT
correspondance

Les MBO (management buy out) sont loin de constituer une panacée à la privatisation. Mais, à la Treuhand, on a décidé d'encourager systématiquement le rachat par les managers de l'Est des anciennes entreprises d'Etat qui auraient des difficultés à trouver un acquéreur. Ainsi, près de mille six cents sociétés est-allemandes se trouvent encore dans le giron de la Treuhand pour faire l'objet d'un MBO.

Pour Werner Ehmert, un avocat de Berlin spécialisé dans le droit du travail qui siège dans le conseil de surveillance de plusieurs sociétés est-allemandes, cette troisième voie entre la vente et la liquidation profite à tout le monde. A la Treuhand d'abord, qui préserve ainsi des emplois sans être obligée de financer un plan d'investissement coûteux. A l'entreprise ensuite, qui continue de tourner tout en se res-

tructurant. Au management enfin, qui s'initie, par ce biais, beaucoup plus vite à l'économie de marché, puisqu'il est responsable.

L'exemple de la firme FER, Fahrzeuggestaltung GmbH, d'Eisenach, qui fabrique du matériel électrique pour les véhicules et les cycles, est révélateur à cet égard. Sous l'ancien régime, FER était organisée en une puissante combinée avec une gamme de vingt-sept produits et plus de quatre mille employés. Ce « Bosch rouge » de l'Est, qui avait le monopole pour les Wartburg et les Trabants, mais sous-traitait aussi à l'export pour des fabricants automobiles comme Volkswagen, Citroën ou Peugeot, constituait un morceau de choix pour son homologue de l'Ouest. Très vite, les tractations pour un rachat furent entamées avec la Treuhand, et Bosch repartit sans trop de problèmes, récupérant les meilleurs morceaux du combinat FER, comme la fabrication des phares et des essuie-glaces, tout en éliminant, du même

coup, un concurrent potentiel. La nouvelle société FER, amputée de son management, passa à Bosch, de la plus grande partie de ses produits ainsi que de l'essentiel de ses marchés, étant à terme condamnée.

Sa première chance fut la nomination par la Treuhand de personnalités éminentes et très compétentes dans son conseil de surveillance : le président vient de BMW et, en plus de Werner Ehmert, les deux autres membres sont issus de Volkswagen et d'ABB. Très vite, ils ont pris à cœur la survie de l'entreprise, qui emploie deux mille trois cents personnes, dont près de la moitié ont déjà été mises au chômage technique.

Selon le directeur de FER, Klaus Lantusch, qui a travaillé pendant vingt-cinq ans dans le combinat, où il était responsable à l'export, le plan d'assainissement mis au point avec la Treuhand prévoit un effectif de neuf cent cinquante employés d'ici à la fin de l'année et un dégraissage progressif en trois ans

pour atteindre six cent quarante employés.

Pour l'instant, la Treuhand finance les besoins en liquidités de l'entreprise, soit 30 millions de deutschemarks par an. Klaus Lantusch, qui est candidat pour un MBO, pense réaliser un chiffre d'affaires d'au moins 70 millions de deutschemarks d'ici à l'année prochaine grâce à la réorganisation de la production. FER a déjà obtenu un contrat pour la nouvelle Golf A-III et a entamé des discussions avec Opel. L'objectif est maintenant de renouveler les contacts avec ses anciens clients, notamment en France, car il lui faut trouver 34 millions de deutschemarks par an pour sa nouvelle gamme de produits : « La meilleure formule pour FER serait une combinaison entre un MBO à hauteur de 50 % et une prise de participation de ses clients pour les 50 % restants », affirme, pour sa part, Werner Ehmert.

Ch. H.-M

A TRAVERS LES REVUES ÉTRANGÈRES

Sir Karl Popper et le management

C'est une surprise. A l'initiative de Sviluppo e Organizzazione, nous découvrons un Karl Popper inédit. Lors d'une conférence prononcée à Rotterdam devant un auditoire de dirigeants d'entreprise et d'universitaires, Sir Karl parle de l'acte managérial.

Sir Karl s'interroge à haute voix : « C'est la première fois, mais est-ce raisonnable ? » « Je suis à moitié sourd et presque aveugle. J'ai eu plusieurs attaques cardiaques. » Plus encore, « Je suis un très mauvais manager ». Heureusement, ajoute Sir Karl, je ne suis pas un mauvais manager. Ni Socrate ni Descartes ne possédaient ce que vous dénommez « la compétence managériale ». Seul David Hume fut « un manager extraordinairement efficace ».

Néanmoins, Sir Karl déclare être autorisé à parler. Et, il va sans dire chez un philosophe des sciences passionné de rigueur, au nom des faits.

« A ma surprise, malgré mon incapacité, raconte Sir Karl, je reçois des industriels, des banquiers ou des consultants venus me remercier de leur avoir permis de faire des bénéfices. » Du reste, des dirigeants sidérurgiques américains n'ont-ils pas créé des séminaires d'apprentissage aux « popperian principles » dans leurs entreprises ?

La conférence s'ouvre par une leçon magistrale sur la démarche scientifique susceptible d'éclairer les hommes d'entreprise. Plus que jamais, Sir Karl rappelle ses exigences de clarté et de simplicité pour expliquer « ma philosophie de la science ou sans doute plus exactement ma philosophie de la vie ».

Rechercher l'essence d'une « science », de la gestion par exemple, est sans doute l'un des exercices favoris des professeurs mais cette activité n'est guère utile. Point de doute dans l'esprit de Sir Karl, le ressort de la connaissance managériale est transparent : résoudre des problèmes pratiques.

Pour ce faire, l'homme de management, comme l'homme de science, spéculer, imaginer, déduire, bricoler des « solutions ». Ces solutions, répète l'auteur de la Logique de la découverte scientifique, sont toujours des hypothèses, ou pour mieux dire des « essais de solution ».

Mis à l'épreuve de l'action, les essais de solution peuvent être efficaces. Par-dessus tout, ici et là, un jour ou l'autre, les essais connaissent des succès ou des échecs. C'est-à-dire que, en termes popperiens des « erreurs » récurrentes, en tout ou partie, le bien-fondé des essais de solution.

D'ordinaire, le sens commun ne fait pas bon ménage avec les erreurs. De mille et une manières, il cherche à s'en débarrasser - ne serait-ce qu'en les camouflant ou en les ignorant. A l'inverse, le manager popperien traque avec passion les irrégularités, il débute que les fautes, voire même il anticipe les erreurs.

Pourquoi ? La réponse est au centre de la théorie de la connaissance scientifique popperienne : « Nous apprenons à partir de nos erreurs, en vérité nous

n'apprenons pratiquement que grâce à nos erreurs. » Selon Popper, la collecte d'observations favorables à sa théorie n'obéit pas le savoir. L'enjeu de la démarche scientifique est autre : sans répit, trouver des faits, des expériences ou des « erreurs » susceptibles d'« réfuter » les hypothèses et partant de les corriger.

Enfin, cette démarche cyclique d'essais de solution et d'erreurs nécessite que les hommes de science ou de management se soumettent à l'hygiène du « rationalisme critique » : la volonté des débats ouverts et rigoureux ; la « libre concurrence des pensées » ; la nécessité de la critique mutuelle.

Une vision
trotskiste

Dans ce cadre, quel est ce que l'action managériale ? Tout simplement : un réformisme permanent évoluant à coups de découvertes, d'essais de solution et d'erreurs (toujours provisionnelles comme on le démontre le « succès extraordinaire » de l'organisation des transports aériens. Ce « trotskisme épistémologique », pour reprendre une expression de Popper, est, à en croire Sir Karl, éminemment pratique. Dans l'entreprise, les erreurs sont le quotidien des dirigeants et des subalternes. « Nous sommes tous faillibles ».

L'excellence managériale ne s'enveloppe pas dans le mystère. Elle correspond au plaisir d'apprendre : découvrir des problèmes, trouver des essais de solution. La bonne entreprise classe, plus elle valorise les erreurs. Ces dernières sont des « biens publics » dont tout un chacun doit pouvoir discuter au grand jour. A cet effet, l'entreprise institutionnalise, à tous les échelons, grâce à des procédures d'échanges et à des modes d'organisation, le rationalisme critique caractéristique des communautés scientifiques. En particulier, l'exigence du rationalisme critique - évaluer la justesse des raisonnements, la qualité des informations et la clarté des problèmes - permettrait de bannir des fautes de conduite familières aux managers : dogmatisme, conformisme, activité, règlements de comptes.

La diffusion européenne de la conférence de Rotterdam ne semble pas fortuite. La démarche du rationalisme critique, suggèrent les éditeurs de Sviluppo e Organizzazione, ne permettrait-elle pas d'endiguer la luxuriance des interprétations « spiritualistes » ou « charismatiques » des activités managériales ?

Sir Karl a déjà livré son point de vue : « C'est mon impression que cette mystique - celle que les sociologues appellent charismatique, mystique de la personnalité et du leadership - bien que très rare, existe. Mais le rôle qu'elle joue est hautement instable et très dangereux : rappelez-vous Adolf Hitler. Un leader ne peut être, dès l'origine, un mégalomane ou un fou, ou s'il ne l'est, il peut le devenir ».

JEAN-G. PADIGLEAU
(avec la collaboration de l'ESCP)

Le « club » des fournisseurs de la cour britannique

Le « Royal Warrant », le brevet accordé aux entreprises qui travaillent pour la famille royale, est très recherché par les milieux d'affaires. Il vaut, il est vrai, son pesant d'or

LONDRES
correspondance

BRYAN TOYE est un entrepreneur épanoui. Lors du banquet offert, le 16 juillet à Buckingham Palace, par la reine Elizabeth II aux participants au sommet des pays les plus riches du monde, les convives ont dîné sur des nappes dont la dentelle plquée or provient de son usine de Bedford. Les décorations qu'il ont portées le duc d'Edimbourg et le prince Charles, les membres du cabinet et les hauts dignitaires présents sont frappées dans ses ateliers de Birmingham. Quant aux bonnets à poil d'ours arborés par les célèbres gardes figés dans une impressionnante immobilité, ils sont créés dans sa fabrique de Weston.

Le patron de la firme Toye, Kenning & Spencer, fondée en 1695 par des huguenots, vit cependant le « Royal Warrant », le célèbre brevet des fournisseurs de la cour, l'une des distinctions les plus convoitées par les milieux d'affaires du royaume, sans être à l'aise. En bon Britannique, le président de l'association des « Royal Warrant Holders », la petite confrérie qui regroupe quelque huit cent soixante-dix récipiendaires du fameux label, ramène avec volupté cette distinction aux dimensions d'un fait banal. « Pour

savoir, le prestige vous colle parfois de l'argent... »

By Appointment to Her Majesty the Queen... cette citation, accompagnée des armoiries royales, vaut pourtant son pesant d'or en haut d'un papier à lettre, sur une carte de visite ou un rapport de conseil d'administration, sur une camionnette de livraison ou la devanture d'un magasin. L'association que préside Bryan Toye est digne de son rang. On y trouve pile-mêle des filiales britanniques de multinationales comme IBM, Bayer, ou Rhône-Poulenc et des perles de la couronne (Burberry, Harrods, Hamleys, Cross & Blackwell...). Des artisans comme le couturier Amies ou le maître-carrier de Balmoral (Ecosse), spécialiste du granit des murs de la résidence royale, côtoient le chocolatier Cadbury, le constructeur automobile Leyland ou l'électroménager Hoover.

Huit firmes
françaises

L'Union Jack flotte toujours à tous les étages de « 7 Buckingham Gate », l'hôtel particulier qui abrite le siège de la corporation. Seules une dizaine de firmes étrangères font partie du « club » le plus sélect, dont huit firmes françaises, sept producteurs de champagne et le savonnier Roger & Gallet. A bon entendeur... Son secrétaire général, le comman-

dant Hugh Faulkner, se présente comme le gardien d'une tradition qui remonte à l'octroi en 1155 par Henry II d'une charte à la guilde des tisserands : « Ce label n'est pas octroyé pour des motifs commerciaux, mais comme reconnaissance par la reine d'un service rendu. Les récipiendaires ne peuvent l'exploiter pour faire de la réclame ».

Pour obtenir cette distinction, il faut avoir été fournisseur de la cour pendant au moins trois ans consécutifs. Le choix est l'œuvre des différents départements de la maison royale, qui portent des noms aussi drôles et insolites que Her Majesty's Privy Purse (paiement des fournisseurs), The Master of the Household (entretien et alimentation), Lord Chamberlain Office (administration), le Royal Mews (carrosses et chevaux)...

Un tiers des candidats sont refusés. La liste des heureux élus, qui doit être révisée tous les ans, est publiée par le London Gazette (équivalent du Journal officiel). Pas question ensuite d'occuper le devant de la scène une fois que la gloire vous a fait les yeux doux ! Les conditions d'utilisation sont draconniennes. Le palais doit être informé de tout changement intervenu dans l'activité. Le brevet étant accordé à un individu et non pas à la firme, il doit être renoué chaque fois qu'un changement intervient à la tête de l'entre-

prise. La raison de ce contrôle est claire. « Au niveau commercial, le brevet, donné avec parcimonie, peut s'avérer un atout important, surtout à l'exportation. Les Japonais et dans une certaine mesure les Américains sont très impressionnés par ce symbole royal », souligne Hugh Faulkner. Pour Bryan Toye, le brevet est également un facteur de motivation de la main-d'œuvre qui facilite le maintien des impératifs de qualité. « C'est un signe de confiance dans la qualité financière et morale de la compagnie. Son aura revêt également un caractère historique de continuité », explique notre interlocuteur, pour qui « le brevet peut faire la différence après l'examen du rapport qualité-prix ».

Comme tous les bénéficiaires de la faveur royale, Bryan Toye est tenu à la discrétion quant aux chiffres de ses ventes au Palais : « Je me contenterai de vous révéler que la reine est un bon client. » Si le label est prisé, car il peut faire grimper le chiffre d'affaires, les intendants de la « firme royale » passent pour des businessmen durs et impitoyables. Hardy Amies, couturier favori de la souveraine, a récemment révélé que la reine Elizabeth II s'étonnait toujours du prix de ses créations et ne manquait jamais de faire des « sous-entendus », bien qu'il lui répète que ce sont bien là les prix.

M. R.

هكذا من الأصل

UNE
COMMUNICATION FINANCIERE
INTERNATIONALE REUSSIE
N'A PAS DE PRIX...

SI !



FINANCIMAGE GRAND PRIX DE L'IMAGE FINANCIERE INTERNATIONALE

LES ECUS OR 1991

Nikkei, Dow Jones, Cac 40... L'information financière occupe une place prépondérante dans le concert médiatique. Parallèlement la communication financière sur les places étrangères est devenue un des atouts majeurs des sociétés à vocation internationale.

Le Monde organise en 1991 la troisième édition des Ecus Or, le Prix FINANCIMAGE de l'image financière internationale avec le concours du Centre Français du Commerce Extérieur. Cette compétition est ouverte à toutes les sociétés françaises cotées en bourse communiquant vers les places financières, et récompense les meilleures initiatives prises dans ce domaine.

Pour obtenir des informations complémentaires et un dossier de participation pour votre entreprise, appelez Carole BONNET au (1) 40 93 98 40.

Le Monde

AVEC LA PARTICIPATION DU

CFCE

CLM - RC N° 108 531 270

مكتبة من الأصل

DÉBATS

91 5

TRAIT LIBRE



COURRIER

L'Union soviétique et le désarmement

L'Union soviétique s'est engagée, dans l'article premier du traité de non-prolifération nucléaire, à ne pas transmettre d'armes nucléaires à un autre État. La disparition de l'Union soviétique en tant que telle ne peut impliquer que le démantèlement de l'arsenal nucléaire soviétique dans son ensemble ; et tout gouvernement d'une ancienne République soviétique s'auto-déclarant indépendant subit automatiquement, à ce moment-là, l'obligation de devenir un État sans armes nucléaires.

Il importe, à mon avis, d'imposer cette vérité à M. Eltsine, qui semble peu enclin à respecter les normes de la nouvelle situation qu'il se cherche au nom de la Russie. L'Occident n'a pas négocié le désarmement nucléaire avec l'Union soviétique pendant des décennies pour voir surgir plusieurs nouveaux adversaires nucléaires ou pour mettre des armes nucléaires entre les mains d'un homme dont l'engagement vers le désarmement, à la différence de celui de M. Gorbatchev, demeure douteux.

PETER LOMAS
Bruxelles

Une médiation pour les Yougoslaves ?

Le Monde du 29 août donne en gros titre de la page une : « Les Douze imposent leur médiation à la crise yougoslave ». Titre contestable : une médiation n'existe que si elle est acceptée librement, on ne peut l'imposer ; le médiateur ne jouit d'aucun pouvoir discrétionnaire ; on impose un jugement ou un arbitrage à partir de lois ou d'une autorité précises, qui peuvent obliger. Une médiation, que ce soit en amont, que ce soit en aval, est affaire de strict choix libre et de parcours libre, non impossible ; on ne peut forcer la main aux deux parties, ni d'ailleurs au médiateur lui-même, qui accepte librement.

Joseph Rovani, dans son point de vue sur la même « crise yougoslave » (le Monde 1^{er}-2 septembre) parle, quant à lui, tout à fait justement, de la nécessité d'un « médiateur européen », d'une « instance médiatrice » qui serait un « instrument d'observation et de proposition ». Une puissance impose ; une médiation propose.

JEAN-FRANÇOIS SIX
Institut de formation à la médiation

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. : 48 00 20 20 - Télex : DROUOT 842 250
Informations téléphoniques permanentes
en français et en anglais au : 48 00 20 17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Sauf indications particulières, les expositions auront lieu
la veille des ventes, de 11 h à 18 h. Exposition le matin de la vente.
Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 45 63 12 68.

MARDI 17 SEPTEMBRE

- S. 14 - Livres, bijoux, meubles. - M^{me} CARDINET-KALCK.
- S. 16 - Meubles et objets d'art. - M^{me} MILLON, ROBERT.

MERCREDI 18 SEPTEMBRE

- S. 4 - Tableaux, bibelots, meubles. - M^{me} BOISGIRARD.
- S. 5 - Faïences, mobilier ancien et de style. ARCOLE (M^{me} RABOURDIN, CHOPPIN DE JANVRY).
- S. 10 - Bons meubles. Objets mobiliers. - M^{me} ADER, TAJAN.

JEUDI 19 SEPTEMBRE

- S. 9 - ÉTAINS, tableaux, meubles et objets d'art. - M^{me} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.

VENDREDI 20 SEPTEMBRE

- S. 2 - Tableaux, meubles, objets d'art. - M^{me} LENORMAND, DAYEN.
- S. 7 - Volumes, gravures, dessins, aquarelles, tableaux. Mobilier 18^e et 19^e siècles. Orfèvrerie. Objets de vitrine. Tapis. - M^{me} JUTHEAU.
- S. 10 - Bons meubles. Objets mobiliers. - M^{me} ADER, TAJAN.
- S. 13 - Tableaux, bibelots, meubles anciens et style. - M^{me} AUDAP, GODEAU, SOLANET.

ADER, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
CARDINET-KALCK, 17, rue Le Peletier (75009), 48-24-06-11.
JUTHEAU, 13, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-95-22.
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Lucas (75009), 42-81-50-91.
MILLON, ROBERT, 19, rue de la Grange-Batelière (75009), 44-00-99-44.
PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-88-38.
RABOURDIN, CHOPPIN DE JANVRY, 4, rue Rossini (75009), 47-70-34-91.

ÉDUCATION

Point d'argent, point de Suisse

par Rémi Langevin

Je parlerai ici des mathématiciens, chercheurs et enseignants. Sans doute un chirurgien des hôpitaux ou l'un de ces innombrables fonctionnaires encore dévoués bien que mal payés pourrait sans peine transposer mon discours.

Afin de susciter des vocations, un métier doit pouvoir faire rêver un enfant de six ans, proposer des idéaux. Au Brésil, le mathématicien est pour l'homme de la rue le précepteur de télévision qui commente les résultats de la loterie. C'est l'argent qui permet à ce présentateur de détourner l'image d'une science, tandis que dans son pays les mathématiciens sont en voie de paupérisation rapide (1).

Pourtant, la demande internationale en mathématiques se développe. IBM entretient près de New-York une douzaine de mathématiciens parce que de problèmes que se posent ces chercheurs viendra peut-être une des percées technologiques des prochaines années.

En France il existe encore une école mathématique très vigoureuse, sans doute la troisième au monde, après les écoles américaine et russe. Pour autant les mathématiciens, à de rares exceptions près, sont peu connus du grand public, tandis que leur œuvre est totalement ignorée. Qui suit que les découvertes de Jean-Pierre Serre ou René Thom ont, en mathématiques, un impact analogue à celles de Pierre et Marie Curie en physique ?

Une caricature de la situation française se voit dans les pays de l'Est. Il y a deux ans, en Pologne, les revenus d'un chauffeur de taxi privé étaient cinq fois plus élevés que le salaire d'un professeur d'université. Il ne faut pas se laisser tromper par ces chiffres, que des milliers d'une thèse en sciences exactes embrassent la carrière... de chauffeur de taxi. En France, où un maître de conférences débutant gagne 8 700 francs par mois et un professeur de première classe de quarante ans 16 066 francs par mois (2), les vocations se tarissent de plus en plus.

Durant le septennat de Giscard, la perte de pouvoir d'achat et de moyens des scientifiques a été trop constante pour ne pas peser à une volonté politique d'indifférence. Un homme politique peut juger que la recherche fondamentale est un luxe inutile. Il aurait fallu dans ce cas proposer aux intellectuels jugés en sur-nombre un plan de reconversion, comme ce fut fait pour les sidérurgistes.

L'hypocrisie a conduit à un gâchis : beaucoup des meilleurs étu-

dians formés à des professions scientifiques se sont empressés de choisir des carrières de gestion plus rémunératrices. Dans leur profession, la formation scientifique ne leur apporte que la certitude d'avoir raison et d'être les meilleurs là où, souvent, l'adaptabilité à des situations imprévisibles serait plus utile (3).

En informatique, le décalage entre les salaires offerts dans le privé et par l'université a des effets dramatiques, les vocations se tarissent et les quelques enseignants compétents assez jeunes pour le faire désertent. En mathématiques, si l'industrie offre aujourd'hui moins de débouchés qu'en informatique, les salaires américains attirent de nombreux jeunes diplômés.

La pénurie de postes offerts pendant plus de dix ans en France, la situation catastrophique des pays de l'Est permettront peut-être de garnir convenablement les postes offerts au CNRS et dans les universités pendant un ou deux ans. Après, ce ne sont pas les effectifs des DEA et troisième cycles pendant ces dernières années qui pourront assurer la relève, surtout si beaucoup de diplômés choisissent d'autres métiers.

La morale vient ici interférer de manière perverse avec un problème économique. Le souci d'égalité entre disciplines ou à l'intérieur de la fonction publique (quel politique osera toucher à la Grille ?) ne camoufle-t-il pas des inégalités autrement plus grandes, et socialement plus dommageables, entre fortune héritée et salaires, aussi élevés soient-ils, par exemple ?

Une égalité illusoire

Un professeur d'université ayant, pendant ses quinze dernières années, consciencieusement fait son travail, enseignement, recherche et encadrement doctoral, peut, en compensation avec un ingénieur travaillant dans le privé, estimer avoir perdu au moins 1 000 000 de francs. Le moyen le plus facile par lequel il peut aujourd'hui compenser ce manque à gagner est de n'assurer plus que ses heures d'enseignement, sans préparation ni recherche. Beaucoup ont déjà fait, consciemment ou non, ce choix (4).

De plus, M. Peyan, il y a quelques années, a donné un coup de poignard dans le dos des chercheurs universitaires en augmentant leurs services d'enseignement pour faire face, à moindre coût, à une augmentation des effectifs étudiants. Cette mesure n'a pas, à l'époque, déclenché une grève générale, car quelques universités prestigieuses, en particulier par-

isiennes, ont été à l'époque dispensées de son application.

Le manque de moyens et la cristallisation sur une égalité illusoire et mesquinement contrôlée ont d'autres conséquences. Il ne faut pas s'étonner de ce que quelques mathématiciens cachent la misère de leur communauté par des théories élitistes. Celui qui prétend qu'il n'existe en mathématiques et simultanément en activité qu'une dizaine de chercheurs significatifs, qui peuvent être éventuellement assistés de quelques rédacteurs-babailleurs, justifie indirectement les conditions indignes offertes, en particulier, en début de carrière.

La démagogie des 80 %

La distance entre les mathématiciens et le monde économique explique que d'excellents mathématiciens aient pu suggérer indirectement de faire axiomatiquement définir la valeur absolue par des maîtres auxiliaires gagnant 6 000 francs par mois. Le résultat de l'enseignement de mathématiques dites modernes dans le secondaire par des enseignants non scientifiquement formés recrutés à la va-vite et au rabais a été que des générations de Français confondent orthographe et littérature, pardon, vocabulaire plus ou moins enseignant et mathématiques.

La démagogie, par contre, se déchaîne. Accueillir 80 % d'une classe d'âge au baccalauréat se fera en changeant... le baccalauréat. En effet, par quels enseignants seront formés ces nouveaux lycéens ? Par qui seront formés ces futurs enseignants ? Depuis longtemps, déjà, l'enseignement secondaire n'est plus perçu comme une voie de promotion sociale. Il en va aujourd'hui de même pour l'enseignement supérieur et la recherche. Il n'y a plus assez de candidats à l'admission pour fournir aux lycées ni même aux universités assez de professeurs, en particulier de mathématiques, compétents. Une majorité d'enseignants sous-payés présente mal des élèves qui obtiennent en fin d'études un diplôme souvent en monnaie de singe. En fin de chaîne, les réactions brutales des lycéens, aujourd'hui, sont celles de clients flous.

Prétendre qu'il n'existe qu'un métier d'enseignant, de la maternelle à l'université, à Vaux-en-Velin comme dans le système parisien, des lettres classiques à l'informatique, est moralement confortable, mais pratiquement dangereux.

Accepter la diversité des tâches, des individus et des disciplines est indispensable pour ne pas prolonger

le gâchis. Proposer à tous des enseignants et des diplômés différents suivant leur travail et leurs capacités, proposer à tous les enseignants des audiences et des rémunérations différentes en fonction de leur travail, leurs compétences et les conditions du marché ne paraît le seul moyen d'inverser la tendance désastreuse actuelle.

L'insiste, c'est une question d'ordre de grandeur : il faudrait permettre, à très court terme, aux mathématiciens performants de doubler leurs revenus afin de combler le décalage entre leur rémunération et celle d'ingénieurs de bon niveau. Une voie pourrait être de les aider à trouver auprès d'entreprises un supplément important de rémunération. Un rôle de conseil ou d'accompagnement pourrait être confié aux meilleurs consacrant le temps que les meilleurs consacrent à la recherche.

En plus de sensibiliser quelques chercheurs planants aux réalités du monde économique, cette solution éviterait de ne laisser à ceux que leur situation actuelle révolte que le choix entre le départ et la résignation aigrie. Elle permettrait peut-être de remotiver quelques mathématiciens ayant « décroché » et donnerait du temps pour procéder à un véritable réajustement des rémunérations.

Qu'on arrête de parler de vocation ou de sacerdoce, la recherche et l'enseignement sont des métiers, et toute peine mérite salaire. Le pouvoir de chantage immédiat des mathématiciens est nul, contrairement à celui des employés des chemins de fer. Cela explique la diminution dramatique de leur pouvoir d'achat et de leur statut social en un demi-siècle. Faute d'une action rapide et énergique, d'ici une ou deux décennies ils ne seront plus assez nombreux pour répondre à une éventuelle sollicitation du pouvoir politique, fût-ce par un bras d'honneur.

(1) Entre 1980 et 1989, le pouvoir d'achat des professeurs de l'université de Sao-Paulo a été divisé par deux.

(2) Salaires de décembre 1990.

(3) Le PDG de BSN, A. Riboud, disait à peu près la même chose dans une émission à Europe 1, le 10 décembre 1990. Pour lui, l'élite exagère et la formation des classes préparatoires est en partie responsable de la rigidité de beaucoup de cadres supérieurs.

(4) Le rapport « Recherche et Université » publié par le Comité national d'évaluation des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel en 1986 est sévère. En lisant entre les lignes on peut en déduire que la moitié des universitaires n'assurent pas convenablement leur mission de recherche.

► Rémi Langevin est professeur à l'université de Bourgogne.

Devoirs de rentrée

par Guy Coq

Où l'effort financier consenti par la nation en faveur de la recherche est considérable, et cela se ressent dans la manière dont se passent désormais les rentrées scolaires. Tout est fait pour empêcher les « bavures ». Et le résultat se voit : rares sont les cas où des groupes de jeunes se retrouvent sans le maître ou le professeur auquel ils ont droit. De plus, l'assommoir démographique aidant, on notera que, cette année, le taux d'encadrement s'est nettement amélioré dans les lycées (pratiquement cinq élèves de moins par classe de lycée, en moyenne, qu'à la rentrée 1990).

Pourtant, trêve de discours de satisfaction : la politique éducative nationale n'a pas encore accompli les évolutions nécessaires. C'est pourquoi, il faut parler des devoirs de rentrée qui s'imposent aux responsables du système scolaire.

Tout d'abord, il conviendrait de prendre conscience des limites de certaines réformes. Car le traitement pédagogique de l'échec scolaire a, comme le traitement social du chômage, des limites qu'on a tort de se dissimuler. Trop de promesses sur l'amélioration de l'école reposent en fait sur la croyance répandue aujourd'hui qu'en « professionnalisant » les enseignants, on obtiendra d'eux des résultats supérieurs, et qu'ainsi la formation des maîtres est la clé principale d'un système scolaire enfin « rénové ». Le grand défaut de cette conception est d'exagérer les pouvoirs d'un changement dans la formation des enseignants sur l'évolution positive du système scolaire. Et, par contrepoint, on impose ainsi une image dévalorisée du corps enseignant français aujourd'hui. Les instituts universitaires de formation des maîtres feront-ils mieux que les écoles normales d'instituteurs ? Doit-on en attendre des miracles ?

S'il est essentiel que les ensei-

gnants puissent se perfectionner dans leur travail, il reste que de la formation des maîtres, l'école élémentaire a de compter principalement sur une soudaine libération de la créativité pédagogique des maîtres et sur des stages de formation devant révéler cette créativité et des remèdes extraordinaires pour tout aller mieux à l'école élémentaire.

Dissimuler les échecs

L'autre défaut de la réforme des écoles est de participer d'une logique de dissimulation des échecs pour en atténuer le scandale. Ce n'est pas défendre le système des redoublements de classe que de voir, dans les nouveaux cycles, un moyen de camoufler les situations d'échec sans pour autant les supprimer. On disait : « Tout élève qui a redoublé le cours préparatoire est pratiquement perdu pour les études longues ». On dira bientôt : « Tout élève qui passe trois ans au lieu de deux dans un ou deux des cycles élémentaires sera perdu pour les études longues ». En outre, le système des cycles risque d'introduire de vraies filières dans l'école élémentaire... alors qu'officiellement on veut éviter cela.

En cette rentrée, dans l'euphorie des mots nouveaux qui fleurissent partout : cycles, projets d'école, etc., il est d'un complet mauvais goût de crier : halte aux politiques de l'illusion ! Ce serait pourtant un excellent sujet de devoir de rentrée, pour M. Jospin, que d'entreprendre un travail de vérité, une chasse aux illusions sur les pouvoirs des réformes de l'école seule, dans la lutte contre l'injustice sociale. Cette politique de l'illusion touche actuellement tous les cinq ou six ans, un grand secteur de l'enseignement. Ainsi, au début du premier

septennat, on renoua les collèges. Or sont les nouvelles alors proposées en cours, et les prochains travaux de la Commission nationale des programmes porteront sur le collège.

Auparavant, la « rénovation pédagogique » des lycées aura pris effet. Avec cette rentrée s'ouvre l'année préparatoire à la mise en application de ce fameux plan Jospin pour les lycées. Là aussi, hélas ! une politique de l'illusion est à l'œuvre (nous avons analysé ce point dans la livraison de septembre de la revue *Esprit*). Mais la question la plus délicate reste à traiter : que deviendra le baccalauréat ? C'est le sujet de devoir qui cache le maximum de pièges. Car la moindre inquiétude collective sur une remise en question de la nature et de la fonction de cet examen national créera dans les lycées une situation aussi explosive qu'en décembre 1986.

Cloisonnements désastreux

On fera bien de ne pas céder à la démagogie décentralisatrice, à propos de cet examen. Tout système a ses défauts, mais le bac est une clef de voûte pour l'équilibre de l'ensemble de l'école et de l'université. Certes, il prend du temps, mais qui a songé à la pression continue que répandrait dans les établissements un système de contrôle continu où chaque lycée, mis en concurrence avec d'autres, en rajouterait soit en exigence, soit en laxisme ?

C'est bien d'un extrême devoir de prudence qu'il faut parler dès cette rentrée à propos des projets sur le bac, et que cela plaise ou non, la situation est telle que l'avenir de l'enseignement secondaire à la française est comme suspendu au maintien de ce type d'examen. Si l'on se faisait un devoir de moins compter

sur la belle façade des réformes sociales, on s'apercevait peut-être qu'aujourd'hui la politique scolaire souffre moins, dans ce pays, d'un excès de centralisme que de cloisonnements désastreux par rapport à d'autres aspects de la politique sociale.

Quand on veut traiter des problèmes scolaires, il faut agir sur l'école, mais aussi, par exemple, sur les conditions de vie, et les mesures efficaces seraient celles qui pèseraient sur plusieurs leviers significatifs à la fois, dans et hors l'école. C'est ce cloisonnement qui paralyse tant une évolution significative sur l'apprentissage. Un important devoir de rentrée serait de réfléchir aux conditions d'une politique scolaire décloisonnée.

Ajoutons que la décentralisation en matière scolaire exigerait aujourd'hui un bilan aussi sérieux que l'ancien centralisme gestionnaire. Il est urgent de repenser l'équilibre entre l'État et la région, et le local, et de mettre un terme au mythe de la solution à tout par transfert des responsabilités au local. Un dernier devoir de rentrée consisterait à calmer l'inflation des grandes phrases sur les maux de notre système éducatif. Celui-ci est loin d'être le pire, dans les comparaisons internationales. Cela devrait être dit plus souvent. De plus, à côté du devoir de mieux travailler qu'on sait rappeler aux enseignants, à côté des droits qu'on les jeunes à la culture, on révérait d'un discours de rentrée où le ministre oserait aussi parler aux jeunes et aux familles du devoir de travailler à l'école, du fait qu'aucune réussite n'est automatique. Révéric de rentrée ?

► Guy Coq est professeur de philosophie, membre du comité de rédaction de la revue *Esprit*.

مكذبا من الأصل

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 12 SEPTEMBRE

Cours relevés à 13 h 47

Règlement mensuel									
COMPAGNIE	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	COMPAGNIE	VALEURS	Cours	Précéd.
3500	CHL 5%	4000	4000	4000	-0.74	250	Electron	356	356
3505	BNP T.P.	825	825	825	0.00	255	Environ	187	187
3510	BNP T.P.	825	825	825	0.00	260	Environ	187	187
3515	BNP T.P.	825	825	825	0.00	265	Environ	187	187
3520	BNP T.P.	825	825	825	0.00	270	Environ	187	187
3525	BNP T.P.	825	825	825	0.00	275	Environ	187	187
3530	BNP T.P.	825	825	825	0.00	280	Environ	187	187
3535	BNP T.P.	825	825	825	0.00	285	Environ	187	187
3540	BNP T.P.	825	825	825	0.00	290	Environ	187	187
3545	BNP T.P.	825	825	825	0.00	295	Environ	187	187
3550	BNP T.P.	825	825	825	0.00	300	Environ	187	187
3555	BNP T.P.	825	825	825	0.00	305	Environ	187	187
3560	BNP T.P.	825	825	825	0.00	310	Environ	187	187
3565	BNP T.P.	825	825	825	0.00	315	Environ	187	187
3570	BNP T.P.	825	825	825	0.00	320	Environ	187	187
3575	BNP T.P.	825	825	825	0.00	325	Environ	187	187
3580	BNP T.P.	825	825	825	0.00	330	Environ	187	187
3585	BNP T.P.	825	825	825	0.00	335	Environ	187	187
3590	BNP T.P.	825	825	825	0.00	340	Environ	187	187
3595	BNP T.P.	825	825	825	0.00	345	Environ	187	187
3600	BNP T.P.	825	825	825	0.00	350	Environ	187	187
3605	BNP T.P.	825	825	825	0.00	355	Environ	187	187
3610	BNP T.P.	825	825	825	0.00	360	Environ	187	187
3615	BNP T.P.	825	825	825	0.00	365	Environ	187	187
3620	BNP T.P.	825	825	825	0.00	370	Environ	187	187
3625	BNP T.P.	825	825	825	0.00	375	Environ	187	187
3630	BNP T.P.	825	825	825	0.00	380	Environ	187	187
3635	BNP T.P.	825	825	825	0.00	385	Environ	187	187
3640	BNP T.P.	825	825	825	0.00	390	Environ	187	187
3645	BNP T.P.	825	825	825	0.00	395	Environ	187	187
3650	BNP T.P.	825	825	825	0.00	400	Environ	187	187
3655	BNP T.P.	825	825	825	0.00	405	Environ	187	187
3660	BNP T.P.	825	825	825	0.00	410	Environ	187	187
3665	BNP T.P.	825	825	825	0.00	415	Environ	187	187
3670	BNP T.P.	825	825	825	0.00	420	Environ	187	187
3675	BNP T.P.	825	825	825	0.00	425	Environ	187	187
3680	BNP T.P.	825	825	825	0.00	430	Environ	187	187
3685	BNP T.P.	825	825	825	0.00	435	Environ	187	187
3690	BNP T.P.	825	825	825	0.00	440	Environ	187	187
3695	BNP T.P.	825	825	825	0.00	445	Environ	187	187
3700	BNP T.P.	825	825	825	0.00	450	Environ	187	187
3705	BNP T.P.	825	825	825	0.00	455	Environ	187	187
3710	BNP T.P.	825	825	825	0.00	460	Environ	187	187
3715	BNP T.P.	825	825	825	0.00	465	Environ	187	187
3720	BNP T.P.	825	825	825	0.00	470	Environ	187	187
3725	BNP T.P.	825	825	825	0.00	475	Environ	187	187
3730	BNP T.P.	825	825	825	0.00	480	Environ	187	187
3735	BNP T.P.	825	825	825	0.00	485	Environ	187	187
3740	BNP T.P.	825	825	825	0.00	490	Environ	187	187
3745	BNP T.P.	825	825	825	0.00	495	Environ	187	187
3750	BNP T.P.	825	825	825	0.00	500	Environ	187	187
3755	BNP T.P.	825	825	825	0.00	505	Environ	187	187
3760	BNP T.P.	825	825	825	0.00	510	Environ	187	187
3765	BNP T.P.	825	825	825	0.00	515	Environ	187	187
3770	BNP T.P.	825	825	825	0.00	520	Environ	187	187
3775	BNP T.P.	825	825	825	0.00	525	Environ	187	187
3780	BNP T.P.	825	825	825	0.00	530	Environ	187	187
3785	BNP T.P.	825	825	825	0.00	535	Environ	187	187
3790	BNP T.P.	825	825	825	0.00	540	Environ	187	187
3795	BNP T.P.	825	825	825	0.00	545	Environ	187	187
3800	BNP T.P.	825	825	825	0.00	550	Environ	187	187
3805	BNP T.P.	825	825	825	0.00	555	Environ	187	187
3810	BNP T.P.	825	825	825	0.00	560	Environ	187	187
3815	BNP T.P.	825	825	825	0.00	565	Environ	187	187
3820	BNP T.P.	825	825	825	0.00	570	Environ	187	187
3825	BNP T.P.	825	825	825	0.00	575	Environ	187	187
3830	BNP T.P.	825	825	825	0.00	580	Environ	187	187
3835	BNP T.P.	825	825	825	0.00	585	Environ	187	187
3840	BNP T.P.	825	825	825	0.00	590	Environ	187	187
3845	BNP T.P.	825	825	825	0.00	595	Environ	187	187
3850	BNP T.P.	825	825	825	0.00	600	Environ	187	187
3855	BNP T.P.	825	825	825	0.00	605	Environ	187	187
3860	BNP T.P.	825	825	825	0.00	610	Environ	187	187
3865	BNP T.P.	825	825	825	0.00	615	Environ	187	187
3870	BNP T.P.	825	825	825	0.00	620	Environ	187	187
3875	BNP T.P.	825	825	825	0.00	625	Environ	187	187
3880	BNP T.P.	825	825	825	0.00	630	Environ	187	187
3885	BNP T.P.	825	825	825	0.00	635	Environ	187	187
3890	BNP T.P.	825	825	825	0.00	640	Environ	187	187
3895	BNP T.P.	825	825	825	0.00	645	Environ	187	187
3900	BNP T.P.	825	825	825	0.00	650	Environ	187	187
3905	BNP T.P.	825	825	825	0.00	655	Environ	187	187
3910	BNP T.P.	825	825	825	0.00	660	Environ	187	187
3915	BNP T.P.	825	825	825	0.00	665	Environ	187	187
3920	BNP T.P.	825	825	825	0.00	670	Environ	187	187
3925	BNP T.P.	825	825	825	0.00	675	Environ	187	187
3930	BNP T.P.	825	825	825	0.00	680	Environ	187	187
3935	BNP T.P.	825	825	825	0.00	685	Environ	187	187
3940	BNP T.P.	825	825	825	0.00	690	Environ	187	187
3945	BNP T.P.	825	825	825	0.00	695	Environ	187	187
3950	BNP T.P.	825	825	825	0.00	700	Environ	187	187
3955	BNP T.P.	825	825	825	0.00	705	Environ	187	187
3960	BNP T.P.	825	825	825	0.00	710	Environ	187	187
3965	BNP T.P.	825	825	825	0.00	715	Environ	187	187
3970	BNP T.P.	825	825	825	0.00	720	Environ	187	187
3975	BNP T.P.	825	825	825	0.00	725	Environ	187	187
3980	BNP T.P.	825	825	825	0.00	730	Environ	187	187
3985	BNP T.P.	825	825	825	0.00	735	Environ	187	187
3990	BNP T.P.	825	825	825	0.00	740	Environ	187	187
3995	BNP T.P.	825	825	825	0.00	745	Environ	187	187
4000	BNP T.P.	825	825	825	0.00	750	Environ	187	187

COMPTANT (sélection)

SICAV (sélection)

11/9

VALEURS	% du nom	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission Fraiss. incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Fraiss. incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Fraiss. incl.	Rachet net
Obligations																				
Exp. 10/10/97	120.00	2.60	CLM	1080	1080	Mag. L'Espresso	138	138	A.A.A.	1048.43	1022.85	Fuadine	898.36	847.18	Poste Gestion	81408.08	81408.08			
Exp. 10/10/98	100.75	1.66	CLM 10/10/98	2600	2600	Magnum	186	186	Action	220.10	214.21	Fructum	29.41	27.72	Pharm. Olig.	10842.39	10842.39			
Exp. 10/10/99	102.55	0.73	CLM 10/10/99	90	90	Mail Display	87	87	Agapagos	813.34	778.32	Fruct-Primier	10655.70	10655.70	Phenyl Euronel	112.06	112.06			
Exp. 10/10/00	100.35	0.73	CLM 10/10/00	90	90	Navigation (M&L)	208	210	Amphidre	7506.69	7217.97	Fruct-2	5069.88	5057.04	Ph. Associations	25758.18	25758.18			
Exp. 10/10/01	102.88	1.12	CLM 10/10/01	90	90	Orca (C)	338	338	Arbange Court T.	840.65	822.18	Fruct-3	1340.56	1307.06	Profrisks	1101.55	1074.68			
Exp. 10/10/02	100.35	0.73	CLM 10/10/02	90	90	Orca (C)	338	338	Assoc.	8733.99	8733.99	Gen. Assurances	13565.03	13785.70	Quatre	121.78	128.72			
Exp. 10/10/03	104.30	1.11	CLM 10/10/03	90	90	Orca (C)	338	338	Assoc. 1	1129.12	1129.12	Gen. Assurances	1217.11	1159.68	Quatre	880.66	864.66			
Exp. 10/10/04	100.35	0.73	CLM 10/10/04	90	90	Orca (C)	338	338	Assoc. 2	1129.12	1129.12	Gen. Assurances	1217.11	1159.68	Quatre	880.66	864.66			
Exp. 10/10/05	102.88	1.12	CLM 10/10/05	90	90	Orca (C)	338	338	Assoc. 3	1129.12	1129.12	Gen. Assurances	1217.11	1159.68	Quatre	880.66	864.66			
Exp. 10/10/06	100.35	0.73	CLM 10/10/06	90	90	Orca (C)	338	338	Assoc. 4	1129.12	1129.12	Gen. Assurances	1217.11	1159.68	Quatre	880.66	864.66			
Exp. 10/10/07	102.88	1.12	CLM 10/10/07	90	90	Orca (C)	338	338	Assoc. 5	1129.12	1129.12	Gen. Assurances	1217.11	1159.68	Quatre	880.66	864.66			
Exp. 10/10/08	100.35	0.73	CLM 10/10/08	90	90	Orca (C)	338	338	Assoc. 6	1129.12	1129.12	Gen. Assurances	1217.11	1159.68	Quatre	880.66	864.66			
Exp. 10/10/09	102.88	1.12	CLM 10/10/09	90	90	Orca (C)	338	338	Assoc. 7	1129.12	1129.12	Gen. Assurances	1217.11	1159.68	Quatre	880.66	864.66			
Exp. 10/10/10	100.35	0.73	CLM 10/10/10	90	90	Orca (C)	338	338	Assoc. 8	1129.12	1129.12	Gen. Assurances	1217.11	1159.68	Quatre	880.66	864.66			
Exp. 10/10/11	102.88	1.12	CLM 10/10/11	90	90	Orca (C)	338	338	Assoc. 9	1129.12	1129.12	Gen. Assurances	1217.11	1159.68	Quatre	880.66	864.66			
Exp. 10/10/12	100.35	0.73	CLM 10/10/12	90	90	Orca (C)	338	338	Assoc. 10	1129.12	1129.12	Gen. Assurances	1217.11	1159.68	Quatre	880.66	864.66			
Exp. 10/10/13	102.88	1.12	CLM 10/10/13	90	90	Orca (C)	338	338	Assoc. 11	1129.12	1129.12	Gen. Assurances	1217.11	1159.68	Quatre	880.66	864.66			
Exp. 10/10/14	100.35	0.73	CLM 10/10/14	90	90	Orca (C)	338	338	Assoc. 12	1129.12	1129.12	Gen. Assurances	1217.11	1159.68	Quatre	880.66	864.66			
Exp. 10/10/15	102.88	1.12	CLM 10/10/15	90	90	Orca (C)	338	338	Assoc. 13	1129.12	1129.12	Gen. Assurances	1217.11	1159.68	Quatre	880.66	864.66			
Exp. 10/10/16	100.35	0.73	CLM 10/10/16	90	90	Orca (C)	338	338	Assoc. 14	1129.12	1129.12	Gen. Assurances	1217.11	1159.68	Quatre	880.66	864.66			
Exp. 10/10/17	102.88	1.12	CLM 10/10/17	90	90	Orca (C)	338	338	Assoc. 15	1129.12	1129.12	Gen. Assurances	1217.11	1159.68	Quatre	880.66	864.66			
Exp. 10/10/18	100.35	0.73	CLM 10/10/18	90	90	Orca (C)	338	338	Assoc. 16	1129.12	1129.12	Gen. Assurances	1217.11	1159.68	Quatre	880.66	864.66			
Exp. 10/10/19	102.88	1.12	CLM 10/10/19	90	90	Orca (C)	338	338	Assoc. 17	1129.12	1129.12	Gen. Assurances	1217.11	1159.68	Quatre	880.66	864.66			
Exp. 10/10/20	100.35	0.73	CLM 10/10/20	90	90	Orca (C)	338	338	Assoc. 18	1129.12	1129.12	Gen. Assurances	1217.11	1159.68	Quatre	880.66	864.66			
Exp. 10/10/21	102.88	1.12	CLM 10/10/21	90	90	Orca (C)	338	338	Assoc. 19	1129.12	1129.12	Gen. Assurances	1217.11	1159.68	Quatre	880.66	864.66			
Exp. 10/10/22	100.35	0.73	CLM 10/10/22	90	90	Orca (C)	338	338	Assoc. 20	1129.12	1129.12	Gen. Assurances	1217.11	1159.68	Quatre	880.66	864.66			
Exp. 10/10/23	102.88	1.12	CLM 10/10/23	90	90	Orca (C)	338	338	Assoc. 21	1129.12	1129.12	Gen. Assurances	1217.11	1159.68	Quatre	880.66	864.66			
Exp. 10/10/24	100.35	0.73	CLM 10/10/24	90	90	Orca (C)	338	338	Assoc. 22	1129.12	1129.12	Gen. Assurances	1217.11	1159.68	Quatre	880.66	864.66			
Exp. 10/10/25	102.88	1.12	CLM 10/10/25	90	90	Orca (C)	338	338	Assoc. 23	1129.12	1129.12	Gen. Assurances	1217.11	1159.68	Quatre	880.66	864.66			
Exp. 10/10/26	100.35	0.73	CLM 10/10/26	90	90	Orca (C)	338	338	Assoc. 24	1129.12	1129.12	Gen. Assurances	1217.11	1159.68	Quatre	880.66	864.66			
Exp. 10/10/27	102.88	1.12	CLM 10/10/27	90	90	Orca (C)	338	338	Assoc. 25	1129.12	1129.12	Gen. Assurances	1217.11	1159.68	Quatre	880.66	864.66			
Exp. 10/10/28	100.35	0.73	CLM 10/10/28	90	90	Orca (C)	338	338	Assoc. 26	1129.12	1129.12	Gen. Assurances	1217.11	1159.68	Quatre	880.66	864.66			
Exp. 10/10/29	102.88	1.12	CLM 10/10/29	90	90	Orca (C)	338	338	Assoc. 27	1129.12	1129.12	Gen. Assurances	1217.11	1159.68	Quatre	880.66	864.66			
Exp. 10/10/30	100.35	0.73	CLM 10/10/30	90	90	Orca (C)	338	338	Assoc. 28	1129.12	1129.12	Gen. Assurances	1217.11	1159.68	Quatre	880.66	864.66			
Exp. 10/10/31	102.88	1.12	CLM 10/10/31	90	90	Orca (C)	338	338	Assoc. 29	1129.12	1129.12	Gen. Assurances	1217.11	1159.68	Quatre	880.66	864.66			
Exp. 10/10/32	100.35	0.73	CLM 10/10/32	90	90	Orca (C)	338	338	Assoc. 30	1129.12	1129.12	Gen. Assurances	1217.11	1159.68	Quatre	880.66	864.66			
Exp. 10/10/33	102.88	1.12	CLM 10/10/33	90	90	Orca (C)	338	338	Assoc. 31	1129.12	1129.12	Gen. Assurances	1217.11	1159.68	Quatre	880.66	864.66			
Exp. 10/10/34	100.35	0.73	CLM 10/10/34	90	90	Orca (C)	338	338	Assoc. 32	1129.12	1129.12	Gen. Assurances	1217.11	1159.68	Quatre	880.66	864.66			
Exp. 10/10/35	102.88	1.12	CLM 10/10/35	90	90	Orca (C)	338	338	Assoc. 33	1129.12	1129.12	Gen. Assurances	1217.11	1159.68	Quatre	880.66	864.66			
Exp. 10/10/36	100.35	0.73	CLM 10/10/36	90	90	Orca (C)	338	338	Assoc. 34	1129.12	1129.12	Gen. Assurances	1217.11	1159.68	Quatre	880.66	864.66			
Exp. 10/10/37	102.88	1.12	CLM 10/10/37	90	90	Orca (C)	338	338	Assoc. 35	1129.12	1129.12	Gen. Assurances	1217.11	1159.68	Quatre	880.66	864.66			
Exp. 10/10/38	100.35	0.73	CLM 10/10/38	90	90	Orca (C)	338	338	Assoc. 36	1129.12	1129.12	Gen. Assurances	1217.11	1159.68	Quatre	880.66	864.66			
Exp. 10/10/39	102.88	1.12	CLM 10/10/39	90	90	Orca (C)	338	338	Assoc. 37	1129.12	1129.12	Gen. Assurances	1217.11	1159.68	Quatre	880.66	864.66			
Exp. 10/10/40	100.35	0.73	CLM 10/10/40	90	90	Orca (C)	338	338	Assoc. 38	1129.12	1129.12	Gen. Assurances	1217.11	1159.68	Quatre	880.66	864.66			
Exp. 10/10/41	102.88	1.12	CLM 10/10/41	90	90	Orca (C)	338	338	Assoc. 39	1129.12	1129.12	Gen. Assurances	1217.11	1159.68	Quatre	880.66	864.66			
Exp. 10/10/42	100.35	0.73	CLM 10/10/42	90	90	Orca (C)	338	338	Assoc. 40	1129.12	1129.12	Gen. Assurances	1217.11	1159.68	Quatre	880.66	864.66			
Exp. 10/10/43	102.88	1.12	CLM 10/10/43	90	90	Orca (C)	338	338	Assoc. 41	1129.12	1129.12	Gen. Assurances	1217.11	1159.68	Quatre	880.66	864.66			
Exp. 10/10/44	100.35	0.73	CLM 10/10/44	90	90	Orca (C)	338	338	Assoc. 42	1129.12	1129.12	Gen. Assurances	1217.11	1159.68	Quatre	880.66	864.66			
Exp. 10/10/45	102.88	1.12	CLM 10/10/45	90	90	Orca (C)	338	338	Assoc. 43	1129.12	1129.12	Gen. Assurances	1217.11	1159.68	Quatre	880.66	864.66			
Exp. 10/10/46	100.35	0.73	CLM 10/10/46	90	90	Orca (C)	338	338	Assoc. 44	1129.12	1129.12	Gen. Assurances	1217.11	1159.68	Quatre	880.66	864.66			
Exp. 10/10/47	102.88	1.12	CLM 10/10/47	90	90	Orca (C)	338	338	Assoc. 45	1129.12	1129.12	Gen. Assurances	1217.11	1159.68	Quatre	880.66	864.66			
Exp. 10/10/48	100.35	0.73	CLM 10/10/48	90	90	Orca (C)	338	338	Assoc. 46	1129.12	1129.12	Gen. Assurances	1217.11	1159.68	Quatre	880.66	864.66			
Exp. 10/10/49	102.88	1.12	CLM 10/10/49	90	90	Orca (C)	338	338	Assoc. 47	1129.12	1129.12	Gen. Assurances	1217.11	1159.68	Quatre	880.66	864.66			
Exp. 10/10/50	100.35	0.73	CLM 10/10/50	90	90	Orca (C)	338	338	Assoc. 48	1129.12	1129.12	Gen. Assurances	1217.11	1159.68	Quatre	880.66	864.66			
Exp. 10/10/51	102.88	1.12	CLM 10/10/51	90	90	Orca (C)	338	338	Assoc. 49	1129.12	1129.12	Gen. Assurances	1217.11	1159.68	Quatre	880.66	864.66			
Exp. 10/10/52	100.35	0.73	CLM 10/10/52	90	90	Orca (C)	338	338	Assoc. 50	1129.12	1129.12	Gen. Assurances	1217.11	1159.68	Quatre	880.66	864.66			
Exp. 10/10/53	102.88	1.12	CLM 10/10/53	90	90	Orca (C)	338	338	Assoc. 51	1129.12	1129.12	Gen. Assurances	1217.11	1159.68	Quatre	880.66	864.66			
Exp. 10/10/54	100.35	0.73	CLM 10/10/54	90	90	Orca (C)	338	338	Assoc. 52	1129.12	1129.12	Gen. Assurances	1217.11	1159.68	Quatre	880.66	864.66			
Exp. 10/10/55	102.88	1.12	CLM 10/10/55	90	90	Orca (C)	338	338	Assoc. 53	1129.12	1129.12	Gen. Assurances	1217.11	1159.68	Quatre	880.66	864.66			
Exp. 10/10/56	100.35	0.73	CLM 10/10/56	90	90	Orca (C)	338	338	Assoc. 54	1129.12	1129.12	Gen. Assurances	1217.11	1159.68	Quatre	880.66	864.66			
Exp. 10/10/57	102.8																			

AGENDA

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 11 septembre au palais de l'Élysée sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des travaux, un communiqué a été diffusé, dont voici des extraits :

● Agence du médicament
(Le Monde du 25 août.)

● Rentrée scolaire
et année scolaire
(Le Monde des 10, 11 et 12 septembre et lire page 13.)

● La politique
de la montagne

Le secrétaire d'État à la ville et à l'aménagement du territoire a présenté une communication sur la politique de la montagne. La réunion, le 11 juillet dernier, du conseil national de la montagne a permis de faire le point sur le développement, l'aménagement et la protection de la montagne.

L'accès à un service public moderne est une condition du développement des régions de montagne. Des schémas départementaux des services publics seront arrêtés par l'État après concertation avec les élus locaux et les usagers. Ces schémas, qui tiendront compte des particularités des zones de montagne les plus défavorisées, organiseront une meilleure complémentarité entre les différents services.

2. - L'agriculture de montagne a bénéficié au cours des dernières années de la revalorisation de l'indemnité spéciale de montagne et de la majoration de la dotation d'installation des jeunes agriculteurs. Des mesures de simplification sociale et fiscale interviendront pour favoriser la pluriactivité professionnelle. Dans la réglementation du label « provenance montagne », l'accent sera davantage mis sur la qualité, et l'attribution du label sera déconcentrée. Des programmes par massif définiront les conditions dans lesquelles l'État soutiendra les industries de première transformation du bois.

3. - Le développement du tourisme en montagne fait l'objet d'un plan, adopté le 15 avril dernier. Celui-ci vise à maîtriser le rythme des constructions immobilières, à améliorer l'offre d'hébergement, à promouvoir le tourisme d'hiver et à développer la qualité des prestations. Des « projets de station », préparés par l'État en concertation avec les collectivités locales, définiront la stratégie du développement de chaque station qui en bénéficiera. L'État consacrera 35 millions de francs en trois ans au financement de ces projets.

4. - Les régions de montagne, en particulier celles qui étaient restées jusqu'ici à l'écart des autoroutes, bénéficieront de la mise en œuvre du schéma directeur routier national adopté en novembre 1990, par l'amélioration ou la création d'itinéraires de décontournement. Un soin particulier sera porté au respect de l'environnement et des paysages, notamment dans la réalisation des autoroutes traversant le Massif Central dont 1 % du coût des travaux sera consacré à des actions en ce domaine.

5. - Le souci d'organiser la solidarité financière entre les collectivités locales a donné lieu à l'institution, par une loi du 13 mai 1991, d'une dotation de solidarité entre départements qui bénéficie particu-

lièrement aux départements de montagne. Conformément à cette loi, le gouvernement déposera prochainement un rapport sur les conditions dans lesquelles la répartition de la dotation globale de fonctionnement des communes pourrait être modifiée pour mieux tenir compte de l'insuffisance des ressources des communes rurales, notamment de montagne.

● Saison touristique

Le ministre délégué au tourisme a présenté une communication sur la saison touristique. La plupart des régions ont connu une fréquentation touristique importante, égale et souvent supérieure à celle de l'année précédente.

De janvier à juillet, le tourisme a dégagé un excédent de 30,5 milliards de francs, soit 3 milliards de mieux qu'au cours de la même période l'an dernier. La forte augmentation du nombre des touristes en provenance des États de la Communauté européenne et la venue d'un grand nombre de visiteurs des pays de l'Est ont fortement contribué à ces bons résultats globaux. Sur les douze derniers mois, les Allemands restent nos premiers clients avec 10,6 millions de séjours.

Mesures individuelles

Sur proposition du ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et du budget, le conseil des ministres a nommé conseiller maître à la Cour des comptes, mercredi 11 septembre, M. Gérard Cureau, ancien préfet de la région Bourgogne et de la Côte-d'Or, nommé préfet hors cadre en juin dernier.

Sur proposition du ministre de l'intérieur, M. Paul Migasson, directeur du cabinet de M. Michel Delebarre, ministre d'État chargé de la ville, a été nommé préfet. M. Jean Glavany, préfet, délégué interministériel chargé du projet de grand stade, a été placé en service détaché.

M. Michel Blangy, préfet du Val-de-Marne, a été nommé préfet de la région Poitou-Charentes et du département de M. Ivan Barbot, nommé préfet hors cadre, hors classe.

(Né le 5 mai 1939 à Suresnes (Hauts-de-Seine), M. Michel Blangy, diplômé de l'IEP de Paris, ancien élève de l'ENA, administrateur civil, est affecté en 1966 à la direction générale des collectivités locales. Sous-préfet en 1968, directeur du cabinet du préfet du Val-de-Marne, M. Lucien Janier, qu'il suit en 1974 à la direction générale de l'administration, puis, en 1975, à la préfecture de la région parisienne, il est nommé conseiller de la République des Hauts-Alpes en juillet 1982. Préfet de la Réunion en 1984, directeur des personnels et de la formation de la police en 1986, M. Blangy avait été nommé préfet du Val-de-Marne le 23 août 1989.)

Un contrôleur général des armées à la tête du SIRPA

En remplacement du général Raymond Germain, qui a été appelé à commander la 11^e division parachutiste (le Monde des 5 et 6 septembre), le contrôleur général des armées Gérard Delbault a été nommé, au conseil des ministres du 11 septembre, chef du Service d'information et de relations publiques des armées (SIRPA). M. Delbault était commissaire général aux transports et haut fonctionnaire de défense au ministère des transports. (Nos dernières éditions datées 12 septembre.)

(Publicité)
« VOUS AIMEZ LA POÉSIE LA POÉSIE VOUS AIME »
Vous écrivez des poèmes ou vous aimez en écouter. Si vous partagez la même passion, venez nous rejoindre, nous vous attendons !
CLUB DES POÈTES DE CHAMPS-SUR-MARNE
MARNE-LA-VALLÉE
7, rue Wexleria,
77420 CHAMPS-SUR-MARNE.

Galerie Clivages
Grande Galerie
5, rue Sainte-Anastase, 75003 Paris - Tél. : 42-72-40-02
A l'initiative du peintre et du poète, la Galerie Clivages est heureuse d'accueillir Michael Lonsdale pour une lecture des poèmes d'Hisashi Okuyama, le jeudi 12 septembre 1991, à 21 heures.

Naissances

- Caroline et Nicolas DUFOURCO
sont très heureux d'annoncer la naissance de

David,
le 7 septembre 1991.

- Sylvie VINCENT et Yves MOULIN
ont la joie d'annoncer la naissance de

Elise,
à Paris, le 22 août 1991.

108, rue de Ménilmontant,
75020 Paris.

- David, Aurélien et Virginie
ont la grande joie de faire part de la naissance de

Nicolas,
le 21 août 1991.

Michèle et François Blanchard,
128, rue Mouffette,
75005 Paris.

- Brigitte Albignac, son épouse,
Régis, Hugo, Gaëtan, ses fils,
ont la douleur de faire part du décès de

Hervé ALBIGNAC,
le 29 août 1991, à l'âge de quarante-huit ans.

Les obsèques ont été célébrées à Grenoble, le 4 septembre, dans l'intimité familiale.

Des dons peuvent être adressés à l'association ARTBC, Francis Lévi, Paul-Brousse, 12, avenue Paul-Vaillant-Couturier, 94800 Villejuif.

- M^{me} Jean-Pierre Fabrigue, M^{me} René Fabrigue, M. et M^{me} Emmanuel Fabrigue et leurs enfants,
M. et M^{me} Denis Fabrigue et leurs enfants,
M. et M^{me} Adrien Verrier et leurs enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Pierre FABRIGUE,
chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite, officier du Mérite agricole, officier des Palmes académiques,
survenu le 11 septembre 1991.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 13 septembre 1991, à 14 heures, en la collégiale du Moustier, à Saint-Vrieix-la-Perche (Haute-Vienne).

Ni fleurs ni couronnes.
Des dons peuvent être faits à la Fondation pour la recherche médicale Limousin, 4, place Winston-Churchill, 87000 Limoges. CCP 2197 82 V Limoges.

Cet avis tient lieu de faire-part.
Bois Joli,
87500 Saint-Vrieix-la-Perche.

- Le personnel de la S.A. Fabrigue a la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Pierre FABRIGUE,
président-directeur général,
survenu le 11 septembre 1991.

- Le président,
Le vice-président,
Et les secrétaires perpétuels de l'Académie des sciences,
ont la profonde tristesse de faire part du décès brutal de leur confrère

Georges MILLOT,
membre de l'Académie, ancien doyen de la faculté des sciences de Strasbourg, docteur honoris causa de nombreuses universités étrangères, et l'un des plus éminents savants français dans le domaine de la géologie et de la géochimie.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 13 septembre 1991, à 14 h 30, en l'église du Christ-Ressuscité à Strasbourg.

(Le Monde du 12 septembre.)

CARNET DU Monde

- Le conseil d'administration de l'Orphelinat de l'enseignement public du second degré et supérieur, 44, boulevard Saint-Michel, Paris, a la douleur de faire part du décès, le 1^{er} août 1991, à Saint-Brevin, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, de son vénéré vice-président

André PERRICHET,
qui s'est dévoué au service des orphelins de l'enseignement public pendant plus d'un demi-siècle.

Professeur honoraire de mathématiques spéciales au lycée Saint-Louis à Paris, il était : officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945, commandeur des Palmes académiques, chevalier du Mérite social.

L'inhumation a eu lieu au cimetière du Père-Lachaise à Paris.

Nous rappelons que la famille fait dire une messe à son intention, le mardi 17 septembre, à 8 h 30, en l'église Saint-Lambert, place Gerbert, Paris-15.

- M^{me} Maurice Vincent, sa mère,
M^{me} Denise Vincent, son épouse,
Gérard et Guillemette Vincent, Laurent Vincent et Chantal Hémar, Anne et Antoine Buffault, Pierre et Elsa Vincent, ses enfants et beaux-enfants,
Siloé, Marie, Sylvestre, Bastien, Ulysse, Noémie, Juliette et Cécile, ses petits-enfants,
Le professeur Pierre Deniker et M^{me} Magali Vincent,
M. et M^{me} André Vincent,
Le docteur Jean-Pierre Vincent et M^{me},
ses frères, sœurs, beau-frère et belles-sœurs,
Et tous ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Claude VINCENT,
conseiller auprès du président du groupe Matra,
survenu le 8 septembre 1991 à Paris, dans sa soixante-quatrième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu au temple protestant de Vénoson, dans la plus stricte intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.
61, rue des Saints-Pères,
75006 Paris.

Très jeune diplômé de l'École supérieure d'électricité, Claude Vincent avait travaillé dans la société LMT et sa maison mère ITT un champ d'action à la mesure de ses talents techniques et de ses qualités d'homme. Il y fut, de 1949 à 1979, un des acteurs essentiels du développement national et international de l'industrie française de la communication téléphonique et de l'expansion de la société ITT. Il sera la direction générale à partir de 1975.

Dans les difficiles étapes de la longue reconstruction de cette industrie, il a été, tant à CIT-Alcatel qu'à la CGCT, dont il fut le dernier président-directeur général, un des rares dirigeants de référence, attentif à la mise en œuvre des nouvelles technologies, à la dimension mondiale du marché des télécommunications, à la qualité sociale des solutions apportées aux ajustements de capacités qui s'avérèrent nécessaires.

Cette large maîtrise lui valut en 1987 d'être appelé auprès du président du groupe Matra, et son expérience internationale put se déployer pleinement dans ce groupe et dans les différentes instances et commissions de haut niveau dont il était membre ou conseiller.

Dans ce parcours sans faute, l'homme de tête n'a jamais sacrifié l'homme de cœur. Claude Vincent était aussi un chef de famille solide, confiant, d'une grande cordialité et un ami disponible, ouvert, tolérant.

Un homme de grande qualité nous a quittés, un exemple à suivre. Nous suivons.

[Avec M. Claude Vincent disparaît l'un des figures de l'histoire du téléphone français : né le 11 novembre 1927 à Paris, ingénieur de l'École supérieure d'électricité, il a passé trente ans chez LMT (la filiale téléphonique), avant d'entrer en 1979 à CIT-Alcatel comme directeur général adjoint, poste qu'il quitta en 1984 pour prendre la tête de la CGCT (la Compagnie générale de constructions téléphoniques) jusqu'en 1988. Dans un contexte politique et industriel particulièrement difficile, il a travaillé avec conviction pour assurer l'avenir de ce secteur de télécommunications qui ne pouvait survivre qu'en s'alliant à un grand fleuve industriel et le français Matra. On attribue également à cet homme chaleureux d'avoir convaincu M. Michel Hovard, son beau-frère, de la nécessité de poursuivre le statut de la partie et des télécommunications françaises, opération menée avec succès il y a un an.]

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 13 septembre 1991, à 14 h 30, en l'église du Christ-Ressuscité à Strasbourg.

(Le Monde du 12 septembre.)

- M^{me} Henriette Rusbach, M. et M^{me} Jean-Paul Grandazzi, ses enfants,
M. et M^{me} Alexandre Grandazzi, M^{me} Isabelle Grandazzi, ses petits-enfants,
Pauline, Constance et Anne, ses arrière-petites-filles,
M^{me} François Boud'Hors, sa sœur,
Les familles parentes et alliées
Boud'Hors, Bruet, Chaploz, Chapillaz, Hervieux, Huguenin, De Jonge, Masquelier, Moritz, Ritter, Roméro, Sandoz, Veron,
Ses amis fidèles,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Charlotte SANDOZ,
survenue à Paris, le 9 septembre 1991, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

La défunte ayant fait don de son corps à la science, il n'y aura pas d'obsèques.

Un culte commémoratif sera célébré en l'église réformée des Batignolles, 44, boulevard des Batignolles, Paris-17^e, le lundi 16 septembre, à 14 heures.

« Quand je marche dans la vallée de l'ombre de la mort, je ne crains point, car Tu es avec moi. »
Ps. 23, V. 4.

43, rue La Bruyère,
75009 Paris,
29, rue Desaix,
75015 Paris.

- M^{me} W. Coudert-Schikowski, son épouse,
André, Rena, Pablo et Rafael Schikowski,
Francis Schikowski,
Irène, Lella et Maya Rad,
ses enfants et petits-enfants,
Les familles Schikowski, Verbitsky, Coudert, Didier, Gernont et Riehl,
ont la douleur de faire part du décès, survenu le 8 septembre 1991, de

Léon SCHIKOWSKI,
dit Battelle,
ancien fonctionnaire des Nations unies, journaliste, écrivain, correspondant de El Dia de Mexico.

Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité.

96-98, rue Saint-Dominique,
75007 Paris.

THÈSES
Tarif Étudiants
50 F la ligne H.T.

Nos abonnés et nos lecteurs, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5606
seul. - XI. L'endroit le plus large du lit.

VERTICALEMENT
1. Femme qui fume sans arrêt. - 2. Plane ou galope. Gardée pour soi. - 3. Coule à l'étranger. N'est pas pratiquée par le plongeur qui a pris de la bouteille. - 4. Vêtement pour rien. - 5. Bande d'étoffe. Donné de mauvais conseil. Pour le cycliste, fait parfois ballon. - 6. Une femme qui a intérêt à ne pas oublier ses clés. - 7. Fut victime d'une tromperie. Est parfois bien fait. Un mot repoussant. - 8. N'est pas haut sur pattes. N'a rien de bestial. - 9. Agrément étranger. Sur l'Adriatique.

Solution du problème n° 5605
Horizontalement
1. Mésalliance. - 2. Introit. - 3. Nuée. Foin. - 4. Oman. Turc. - 5. Tête. Ri. - 6. Eros. Erin. - 7. Rus. Brute. - 8. Béris. Es. - 9. El. Il. Lei. - 10. Sermelle. - 11. Neuve.

Verticalement
1. Minoteries. - 2. Enumérables. - 3. Stéatose. - 4. Arènes. Rien. - 5. Lâ. Bille. - 6. Lifters. Lu. - 7. Hou. Ru. Lav. - 8. Irrité. - 9. Synchrisme.

GUY BROUTY

LA SURPRISE DE TAILLE



DANS
SACRÉE SOIRÉE.

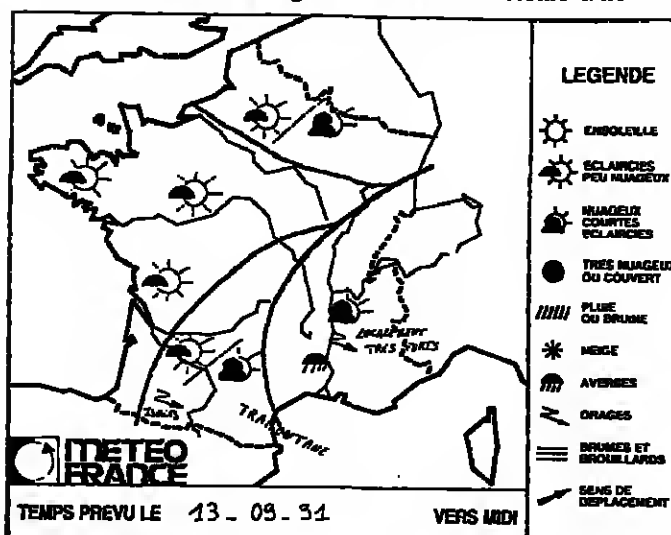
PEUGEOT
UN CONSTRUCTEUR SORT SES GRIFFES

Quand la 106 s'offre SACRÉE SOIRÉE, tout peut arriver ! Gagnée en direct hier soir par un téléspectateur, la 106 vous donne à nouveau rendez-vous Mercredi prochain. Vous aussi vous pouvez gagner une 106. Participez au grand jeu 106 dans le réseau PEUGEOT-TALBOT un tirage au sort désignera les 3 grands gagnants dans l'émission de SACRÉE SOIRÉE du 18 Septembre sur TF1.

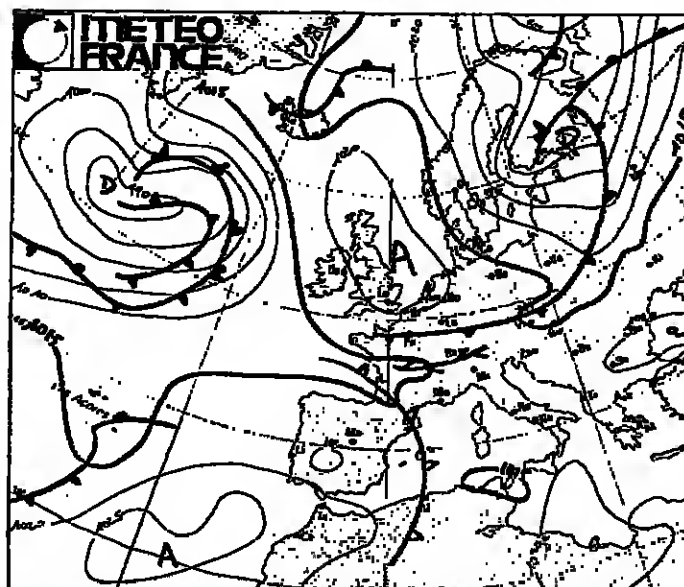
هكذا من الأصل

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le Vendredi 13 septembre 1991
Encore des orages du Centre-Est au Sud-Est.
Temps plus calme et généralement ensoleillé ailleurs.



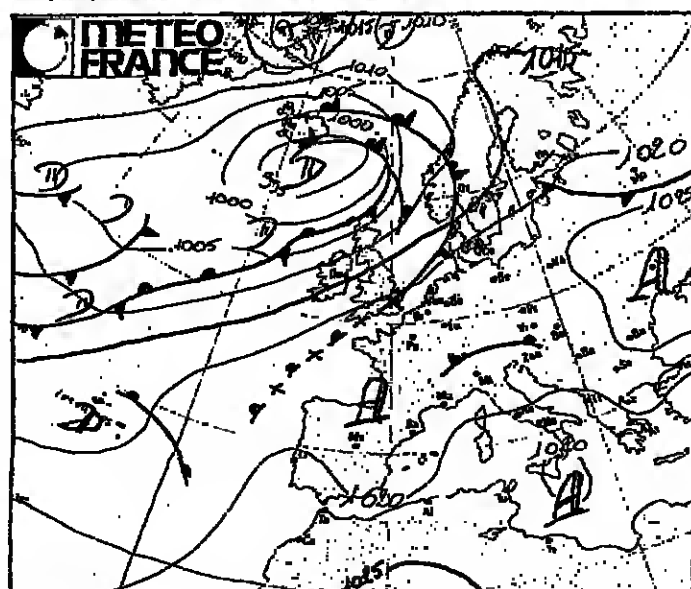
SITUATION LE 12 SEPTEMBRE 1991 A 0 HEURE TU



Samedi 14 septembre : passage pluvieux sur la moitié nord. — Tout au long de cette journée, les nuages seront généralement très présents sur une large moitié nord de la France. Un passage pluvieux devrait même affecter les régions de la Bretagne au Nord-Pas-de-Calais le matin et gagner l'après-midi, les Pyrénées, le Sud-Ouest, le Centre, le Sud-Est, et le Languedoc. Quelques éclaircies pourront toutefois se développer près des côtes de la Manche en cours d'après-midi, mais elles resteront limitées et de courte durée, car de nouvelles pluies devraient intéresser ces régions, ainsi que l'extrémité nord en soirée.

Sur une petite moitié sud, après la dissipation des bancs de brume et de brouillard matinal, la journée sera bien ensoleillée. Des nuages élevés arriveront sur les régions les plus au nord au cours de l'après-midi. Sur la Corse, des nuages se développeront l'après-midi et un coup de tonnerre n'est pas exclu en fin de journée. Les températures maximales seront comprises entre 10 degrés et 14 degrés sur la moitié nord et les régions du Centre et entre 13 degrés et 18 degrés plus au sud. Elles seront voisines de 18 degrés près de la Méditerranée. Les températures maximales évolueront entre 19 et 24 degrés sur la moitié nord et entre 24 degrés et 29 degrés sur la moitié sud.

PRÉVISIONS POUR LE 14 SEPTEMBRE 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés le 11-9-1991 à 18 heures TU et le 12-9-1991 à 8 heures TU

FRANCE			ÉTRANGER		
ALGER	28 18 D	TOULOUSE	25 17 D	LUXEMBOURG	20 14 C
ANGERS	26 18 D	TOURS	24 17 D	MADRID	29 19 D
BORDEAUX	26 19 N	POINTE-AITRE	22 24 D	MARRAKECH	34 24 D
BRETAGNE	24 24 C			MEXICO	27 22 D
CARIN	21 14 D	ALGER	25 25 D	MILAN	25 20 D
CHARENTAIS	21 14 D	AMSTERDAM	20 6 D	MONTREAL	16 11 D
CHER	21 14 D	ATLANTA	27 17 D	NAIROBI	27 12 D
CHERBOURG	21 14 D	BANGKOK	24 24 P	NEW DELHI	35 26 D
CLERMONT-FR	27 19 D	BARCELONE	20 22 C	NEW YORK	27 23 D
DJON	27 19 D	BERGAMO	26 14 D	OSLO	8 9 D
GRENOBLE	27 19 D	BERLIN	17 8 D	PALMA-DE-MAJ	30 22 N
LILLE	22 12 D	BIRMINGHAM	22 12 N	PARIS	15 15 N
LIMOGES	22 12 D	BOULOGNE	22 12 N	ROME	28 22 D
LYON	27 19 P	LA CAIRE	22 22 D	SINGAPOUR	28 22 D
MARSEILLE	28 23 D	COPENHAGUE	15 7 D	STOCKHOLM	6 6 A
NANCY	22 17 D	DAKAR	20 24 D	SYDNEY	19 14 D
NANTES	22 17 D	DARBA	24 24 D	TOKYO	25 23 N
NICE	26 21 D	GENEVE	18 18 N	TUNIS	30 25 D
PARIS-MONTS	24 15 C	HONGKONG	32 28 D	VALENCIE	25 11 A
PAU	24 14 A	ISTANBUL	18 18 N	VIENNE	17 17 P
PERPIGNAN	27 19 D	JERUSALEM	19 19 D		
RENNES	22 17 P	LESBONNE	28 28 D		
ST-ETIENNE	26 17 P	LONDRES	19 14 C		
STRASBOURG	26 17 D	LOS ANGELES	21 15 D		

A = brume, B = ciel couvert, C = ciel dégagé, D = ciel nuageux, E = orage, F = pluie, G = tempête, H = neige.
TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

PIERRE GEORGES

Amédée Mitterrand

C'était un rugbyman, Amédée Dornenech peut-être, dit le Duc et prince de la goulaille, ou Walter Spanghero qui, un jour, après un match plutôt musclé, lança cette phrase immortelle : « Partis comme on l'est, c'est sûr, on ne fera pas de jolis vieux » ! La Duc na connaissait pas Amédée Mitterrand. Car si la politique s'apparente parfois, ces derniers temps surtout, à une tumultueuse mêlée ouverte, force est de reconnaître que les vœux, même présidentiels, ont encore assez jolie allure. Les nouvelles de l'été, pour tout dire, étaient pourtant éloquentes : usure du pouvoir, vieillissement, feux-pas, mauvaises prestations, lucidité moindre. Bref, si l'on permet cette métaphore rurale, l'ancien ne passerait pas le septennat. Déjà, sentant l'écume, nombre plaçaient dans une apparence désordonnée, à la joyeuse perspective de la curée.

Pour être juste, il faut bien admettre que François Mitterrand dans ses prestations télévisées du mois d'août n'était pas apparu au sommet de son art. Raison de plus pour se méfier. Car tous les manuels de politologie contemporains, recueils de lieux communs et d'expériences croisées, le signalent, en rouge, depuis des décennies : Mitterrand, François, attantion, jamais aussi fort que

lorsqu'en difficulté. Dopé par l'adversité, en somme. François Mitterrand était-il dopé ? Ce serait à se le demander, surtout de la part d'un recordman du monde du septennat de France qui sut dire, avec une modestie louable, que son exploit de l'été n'était rien à côté de ceux du 4 x 100 américain ou de la française Perce. Ou sut, faisant référence au dessin de Plantu la veille — ce « je les hais » à propos de la presse —, dire aux journalistes, avec un sourire gourmand, combien il appréciait leur contact. C'était façon de dire, à nous deux mes gaillards, d'annoncer ce que serait d'abord, sur la forme, cette conférence de presse : une

démonstration à la presse, une sorte de j'y suis, j'y reste médiatique, la preuve voyez l'aroste. On exagère ? Très peu, juste le nécessaire. La vexation du président à se lire si vieux dans les gazettes, la rage à entendre les chroniques d'une mort politique annoncée, l'impuissance de l'opposition, les doutes amis, tout cela est ressorti brutalement en une phrase. Celle sur le pouvoir qui use, c'est vrai, si l'on s'en sert. Et sur ceux qui sont usés même à ne rien faire. François Amédée Mitterrand, en cette formule musclée, venait de signifier à tous qu'il avait, lui, opté pour le jeu dur.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : > signalé dans « le Monde radio-télévision » ; < film à éviter ; * On peut voir ; ** Na pas manquer ; *** Chef d'œuvre ou classique.

Jeudi 12 septembre

- TF 1**
20.50 Série : Commissaire Chabert. Le Tueur du dimanche.
22.25 Magazine : Le Droit de savoir.
23.30 Magazine : Télévision.
0.05 Journal, Météo et Bourse.
0.15 Magazine : Le Débat, présenté par Michèle Collas.
- A2**
20.40 INC.
20.45 Magazine : Envoyé spécial. Les Mystères de Moscou ; Prois ; Kowalt ; l'enfer. La rentrée d'un rendez-vous à ne pas manquer.
22.05 Cinéma : Le Bête de guerre. Film américain de Kevin Reynolds (1988).
- FR 3**
20.45 Cinéma : Le Quatrième Pouvoir. Film français de Serge Leroy (1985).
22.25 Journal et Météo.
22.50 Téléfilm : Meurtres au collège. Dans une pension de jeunes filles... de bonne famille.
0.20 Musique : Carnet de notes.

- CANAL PLUS**
20.30 Cinéma : Trois années. Film français de Fabrice Cazeneuve (1990).
22.00 Flash d'informations.
22.05 Cinéma : Family Business. Film américain de Sidney Lumet (1990).
23.55 Cinéma : Halloween 4. Film américain de Dwight H. Lind (1988).
- LA 5**
20.40 Journal des courses.
20.50 Divertissement : Les Géants du music-hall. Thierry Le Luron.
22.20 Téléfilm : Pour la peau de M. Wilde.
0.10 Journal de la nuit.
- M 6**
20.35 Cinéma : Tendern. Film français de Patrice Leconte (1987).
22.15 Série : La Voyeuse.
22.40 Cinéma : Le Diable à Paris. Film italien de Bernardo Bertolucci (1972).
0.50 Six minutes d'informations.

- LA SEPT**
20.00 Histoire parallèle.
21.00 Magazine : Avis de tempête.
22.50 Documentaire : Dvorsk, sa vie, son œuvre.
- FRANCE-CULTURE**
20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. Sur les pas d'Aaron Copland.
20.30 Avignon 91. Sophie Louchevsky.
21.30 Profils perdus. Jean Zay.
22.40 Les Nuits magnétiques. A l'est de Magnun. 3. Traverses orientales.
- FRANCE-MUSIQUE**
20.00 Heïku.
20.30 Concert (donné le 23 juillet à l'Opéra de Paris) : Trois pièces pour orchestre op. 6, de Berg ; Tristan et Isolde, acte II, de Wagner, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Marek Janowski ; sol : Hildegard Behrens, Gary Lakes, Horne Schwarz, Matthias Heide, Laurent Neouri.
23.07 Poussières d'étoiles. La Boîte de Pandore. Œuvres de Beethoven, Alkan, Fauré, d'Indy, Debussy, Chausson, Franck, Saint-Saëns, Chopin, Delibes, Ravel, Koechlin, Berlioz.

Vendredi 13 septembre

- TF 1**
13.00 Journal, Météo et Bourse.
13.35 Feuilleton : Les Feux de l'amour.
14.25 Feuilleton : Côte Ouest.
15.20 Feuilleton : La Clinique de la Forêt-Noire.
16.10 Feuilleton : Rivière.
18.40 Divertissement : Rire en boîte.
17.00 Club Dorothée.
17.35 Série : 21 Jump Street.
18.30 Jeu : Une famille en or.
18.55 Feuilleton : Santa Barbara.
19.20 Jeu : La Roue de la fortune.
19.50 Divertissement : Le Sébaste Show (et à 1.00).
20.00 Journal, Météo et Tapis vert. Interview exclusive de John Major.
20.45 Variétés : Tous à la Une. Avec Liane Foly, Francis Perrin, Leger, Gilbert Bécaud, Iva Gipey King, Jean Roucas, Pierre Palmade, David Hallyday, Jane Birkin, François Feldman.
22.45 Magazine : Grands reportages. Couple... ça passe ou ça casse, de Claude Couderc.
23.55 Spécial sports : Boxe. Rocchigiani (Allemagne)-Blanchard (Hollande), à Düsseldorf.
- A 2**
13.45 Feuilleton : Des Jours et des vies.
14.10 Feuilleton : Falcon Crest.
14.35 Série : Détective gentleman.
15.30 Variétés : La Chance aux chansons.
16.00 Série : Drôles de dames.
16.45 Magazine : Giga.
18.05 Jeu : Des chiffres et des lettres.
18.30 Magazine : Défendez-vous.
18.45 Série : Mister T.
19.10 Jeu : Question de charme.
20.00 Journal et Météo.
20.45 Jeu : Fort Boyard. Animé par Sophie Devant et Patrice Laffont.
22.00 Série : Pas de faire-part pour Max. M qui ni non, de Bradford May, avec Edward Woodward, Jessica Lundy.
22.45 Journal et Météo.
23.05 Cinéma : L'Amour fou. Film français de Jacques Rivette (1967). Avec Bulle Ogier, Jean-Pierre Kalfon, José Destoop.
- FR 3**

- 17.30 Jaf.
18.15 Magazine : Une pêche d'enfer.
18.30 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 La 19-20 de l'information.
20.00 Un livre, un jour. La Musique du hasard, de Paul Auster.
20.10 Divertissement : La Classe.
20.45 Magazine : Thelassa. Un Eskimo à Hawaii, de Loïc Etevenard et Hervé Collet.
21.40 Magazine : Caractères. Présenté par Bernard Rapp. La rentrée en romans. Invités : Lucien Bodard (les Dix Mille Marches), Agota Kristof (le Troisième Mensonge), Claude-David Markus (l'Insensibilité), Jean d'Ormesson (le Petit Monde de la rue Kocsmarska), le Roi des champs, d'Isaac Bashevis Singer.
22.45 Journal et Météo.
23.10 Magazine : Musicales. Cycle Beethoven.
0.05 Magazine : Ramdam.
- CANAL PLUS**
13.30 Cinéma : Ripoux contre Ripoux. Film français de Claude Zidi (1989). Avec Philippe Noiret, Thierry Lhermitte, Line Renaud.
15.15 Documentaire : Des requins et des hommes. De Nicolas Noron.
16.10 Cinéma : Arthur 2 dans la déche. Film américain de Bud Yorkin (1988). Avec Dudley Moore, Liza Minnelli, John Gielgud. Canaille peluche. Babar.
18.00 En clair jusqu'à 20.30.
18.30 Le Top.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Gildas, Antoine de Caunes et Jérôme Bonaldi. Invité : Luc Thuillier.
20.00 Sport : Football. Championnat : PSG-Lille, en direct du Parc des Princes.
22.50 Flash d'informations.
23.00 Cinéma : Cocoon, le retour. Film américain de Daniel Petrie (1989). Avec Don Ameche, Wilford Brimley, Courtney Cox.
0.50 Sport : Golf.
- LA 5**
13.20 Série : L'inspecteur Derrick.
14.25 Série : Sur les lieux du crime.
15.50 Série : L'Enquêteur.
18.50 Youpi ! L'école est finie.
17.30 Jeu : Pas de panique.
17.45 Série : Cap danger.
18.15 Série : Shérif, fais-moi peur.
19.05 Série : Kojak.
20.00 Journal et Météo.
20.40 Journal des courses.
20.50 Téléfilm : La blonde était presque parfaite. Da Paul Lynch, avec Meredith Baxter-Birney, Robert Urich.
22.30 Série : Capitaine Furillo.
23.25 Feuilleton : Mystères à Twin Peaks.

- 0.15 Journal de la nuit.
0.25 Omeien se décide aujourd'hui. Evelynne Baux, comédienne.
- M 6**
13.40 Série : Murphy Brown.
14.05 Feuilleton : La Dynastie des Guldenburg.
15.40 Variétés : Bleu, blanc, clip.
18.50 Jeu : Zygomusic.
17.15 Série : L'Homme de fer.
18.05 Série : Mission impossible.
19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Cosby Show.
20.30 Météo 6.
20.40 Téléfilm : Adieu Alcatraz. De Paul Wendkos, avec David Carradine, Richard Dysart.
22.25 Série : Equalizer.
23.20 Magazine : Vénus.
23.50 Capital.
0.00 Six minutes d'informations.
0.05 Documentaire : Daux fois vingt ans.
- LA SEPT**
16.55 Documentaire : Du Kirov à l'Opéra. De Jean Rabeta. Des étoiles en herbe.
18.20 Danse : Tancrède le croisé. Chorégraphie d'Angelina Preljocaj.
18.55 Documentaire : L'Escalier céleste. De Hans-Jörg Voth.
20.00 Documentaire : L'Anthropographe. De Gérard Paris et Marie-Cristine Pouchelle. Solitudes.
20.50 Cinéma d'animation : Images.
21.05 Téléfilm : Toscanini. De Franco Zeffirelli, avec C. Thomas Howell, Elizabeth Taylor (2 parties).
22.30 Téléfilm : Le Pénitent. De Jean-Pierre Bastid, avec Maxime Leroux, Martine Jonckheere.
- FRANCE-CULTURE**
20.30 Radio-archives.
21.30 Musique : Black and Blue. Mingus en Début.
22.40 Les Nuits magnétiques. A l'est de Magnun. 4. L'Ariésienne.
0.05 Du jour au lendemain. Dans la bibliothèque de... Jacques Meunier.
0.50 Musique : Coda.
- FRANCE-MUSIQUE**
20.05 Concert (donné le 7 septembre à Sarrebruck) : Album pour la jeunesse op. 69, de Schumann (arrangement d'Adorno) ; Rondo pour violon et orchestre en ut majeur K 373, de Mozart ; Concerto pour violon et orchestre en la mineur op. 82, de Glazounov ; Symphonie en trois mouvements, de Stravinsky, par l'Orchestre radio-symphonique de Sarrebruck, dir. Marcello Viotti ; sol. Franz Peter Zimmermann, violon.
23.07 Poussières d'étoiles.

هكذا من الأصل

La conférence de presse du président de la République

M. Badinter nommé président de la commission d'arbitrage de la CEE sur le conflit yougoslave

M. Mitterrand a indiqué, mercredi 11 septembre, au cours de sa conférence de presse, que M. Robert Badinter, président du Conseil constitutionnel, assurait la présidence de la commission d'arbitrage sur le conflit yougoslave. L'idée d'un tel organisme revient à la France, qui l'avait proposé le 3 septembre dernier lors d'une réunion des ministres des affaires étrangères de la Communauté.

La séance inaugurale de cette commission a eu lieu mercredi à Paris. Les ministres de la Communauté avaient décidé qu'elle serait formée de cinq membres, trois nommés par la CEE et deux par les Yougoslaves. Ces derniers n'étant pas parvenus à se mettre d'accord sur deux noms, ce sont les trois membres désignés par la CEE, MM. Robert Badinter (France), Roman Herzog (Allemagne) et Aldo Corasaniti (Italie), qui ont finalement coopté leurs deux collègues

manquants. Ils ont choisi M. Irène Petry (Belgique) et M. Francisco Tomas Valiente (Espagne). Les cinq ont élu M. Badinter président.

La commission est donc au complet et prête à travailler. Le choix des deux derniers membres, dû à la nécessité, n'a pas été fait sans arrière-pensées. L'Espagne et plus encore la Belgique sont des pays qui ont une certaine expérience en matière d'arbitrage culturel et ethnique. Ces cinq personnalités sont à la tête, dans leurs pays respectifs, de l'autorité constitutionnelle suprême.

La commission doit fonctionner parallèlement à la conférence de paix de La Haye. Elle examine les différends qui lui sont soumis par les parties en conflit et rend ses décisions dans les deux mois. Son « lieu principal de réunion » a été fixé à Paris. La commission, réunie au Palais-Royal, dans les locaux du Conseil constitutionnel français, a

donné mandat à M. Badinter de se rendre jeudi 12 septembre à La Haye pour y rencontrer Lord Carrington, président de la conférence pour la paix en Yougoslavie. Il lui appartient éventuellement ensuite d'aller sur le terrain. « Il s'agit d'une démarche très originale, nous a déclaré mercredi soir M. Badinter. Si une telle juridiction avait existé dès le début de la crise yougoslave, les Croates auraient pu par exemple la saisir d'emblée de leurs griefs. » Pour M. Badinter, la création d'un tel organisme de recours est nécessaire pour combler un vide juridique : « On oublie parfois à quel point la Cour de justice européenne de Luxembourg a été utile à la construction européenne. Or, les parties en présence en Yougoslavie n'ont aucune instance à laquelle elles puissent demander que le droit dans les conflits qui les opposent. »

Pour M. Badinter, l'important est

que des principes qui ne valent pas seulement pour le Yougoslavie soient posés. Ceux-ci vaudront pour l'avenir. La situation actuelle en Europe est caractérisée en effet, selon lui, par deux facteurs. Tout d'abord, chacun se réclame peu ou prou des mêmes valeurs, telles que la démocratie et l'état de droit. Mais l'effondrement du communisme laisse également réapparaître des vieux conflits nationaux, qui étaient « gelés » depuis des décennies. Le président du Conseil constitutionnel compare la philosophie qui inspire les efforts actuels à celle qui avait présidé à la création de la Société des nations après la première guerre mondiale. Celle-ci a finalement échoué parce qu'elle avait en face d'elle des États, tels que l'Allemagne nazie, qui ne partageaient pas les mêmes principes. La nouveauté est que désormais en Europe, ces principes semblent adoptés par tous.

DOMINIQUE DHOMBRES

La visite du ministre vietnamien des affaires étrangères à Pékin

Dernière étape de la normalisation entre la Chine et le Vietnam

PÉKIN

de notre correspondant

En quittant Pékin en novembre 1977, à l'issue d'une visite officielle, le secrétaire général du PC vietnamien, Le Duan, avait embrassé fraternellement le chef du régime chinois d'alors, M. Hua Guofeng, époux de Mao Zedong. Le geste constituait une ultime tentative de donner le change, et de montrer que les relations entre les frères ennemis du communisme asiatique restaient cordiales, alors qu'on en viendrait bientôt à faire parler les armes. Pour la Chine, Hanoï allait devenir « le petit hégémoniste » régional, au service du « grand hégémonisme » soviétique.

Quatorze ans plus tard, en novembre prochain vraisemblablement, le chef du PCV, M. Do Muoi, viendra à Pékin mettre un point final au processus de normalisation.

lisation avec l'ancien suzerain chinois, désormais, avec le Vietnam, l'un des derniers régimes communistes du monde. Le ministre des affaires étrangères vietnamien, M. Nguyen Manh Cam, a quitté Pékin, jeudi 12 septembre, après avoir finalisé les détails de cette cérémonie rituelle, dont il ne manque plus à connaître que la date exacte.

Le premier ministre chinois, Li Peng, s'est félicité que ces conversations aient été couronnées d'un « succès complet ». Cependant, l'idée par la chute du communisme à Moscou, cette normalisation ressemble à un rhabillage de circonstance au terme duquel les deux pays conserveront les relations méfiantes qui ont toujours été les leurs derrière la courtoisie de façade.

Répondant à l'AFP, M. Cam, dont les entretiens à Pékin ont été entourés du mystère qui sied à des pourparlers communistes sur la défensive, a indiqué que cette normalisation

était « une nécessité objective » pour les deux pays. Une manière de reconnaître l'isolement idéologique dans lequel Pékin et Hanoï se retrouvent. Ces conversations ont notamment porté sur la restauration des échanges économiques et commerciaux, ainsi que des communications, suspendus en 1978, avant que les deux pays n'en viennent à se faire la guerre lorsque la Chine avait voulu « punir » Hanoï pour son invasion du Cambodge.

Cette dernière question étant quasiment réglée et le prédecesseur de M. Cam, M. Nguyen Co Thach, honni de Pékin, ayant été mis sur la touche, il ne reste plus, a précisé le chef de la diplomatie vietnamienne, qu'à négocier « dans un esprit d'amitié et de coopération » la reprise de toutes les relations. Derrière la polysémité diplomatique-mercantile, les formes théâtrales de cette réconciliation cadrent avec un cycle historique des relations entre les empires chinois et vietnamien.

FRANCIS DERON

Le dollar au plus bas depuis cinq mois

La baisse du dollar, amorcée la semaine dernière, s'est accélérée jeudi 12 septembre. Le cours de la devise américaine est retombé à 1,6880 DM et 574 francs, alors qu'il atteignait 1,85 DM et 620 francs à la fin du mois de juillet dernier, en pleine ascension, vers les 6,50 francs en fin d'année. Le recul actuel du dollar est provoqué par la rumeur d'une nouvelle diminution des taux d'intervention de la Réserve fédérale des États-Unis, qui justifierait la mollesse de la reprise de l'économie outre-atlantique et une relative sagesse des prix domestiques. Une baisse du loyer de l'argent à New-York rendrait les placements en dollars moins rémunérateurs, d'où le fléchissement de cette devise.

ALLEMAGNE : taux incertains. - Le Bundesbank n'a pas modifié sa politique monétaire lors de la réunion de son conseil central organisée le 12 septembre à Francfort. Le taux d'escompte allemand reste fixé à 7,5 % et le taux lombard à 9,25 %, leur valeur depuis août. - (AFP)

Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les effractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans le jour ces fenêtres qui sont le clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Devis gratuit. Magasin d'exposition 111, rue Lafayette (104) - M^e Gare-du-Nord. Tél. 48-97-18-18.

Le Monde sans vis

Le Monde sans vis

Le Monde sans vis

Alors que les émeutes se poursuivent

La police britannique dénonce une « orchestration » de la violence

LONDRES

de notre correspondant

L'évolution de la violence, qui continue une à une plusieurs villes de Grande-Bretagne et notamment, depuis le dernier week-end, l'agglomération de Newcastle-upon-Tyne (côte nord-est de l'Angleterre), inquiète fortement les autorités policières britanniques. Les courses folles en voiture qui se terminent dans la destruction des magasins, les incendies de pubs, de voitures, le vandalisme, les jets de cocktails Molotov et de briques, voire les assauts contre les forces de police, semblent de moins en moins spontanés, presque organisés.

Les responsables de la police parlent maintenant de l'« orchestration » et de la « mise en scène » de la violence, des « embuscades » tendues à la police. Les gangs de l'ouest auraient ainsi leurs chefs et ceux-ci, s'agissant des émeutes qui se sont produites lundi et mardi à North Shields (banlieue de Newcastle), seraient au nombre de six, très certainement des « criminels endurcis, âgés d'une vingtaine d'années », selon un responsable local de la police.

Mardi 11 septembre, de nouvelles scènes d'émeutes ont eu lieu à Newcastle. De 15 heures à minuit, des bandes de trois cents à quatre cents jeunes ont transformé le centre de la ville en véritable champ de

bataille, allumant plus de vingt-cinq incendies. La police et les pompiers ont ainsi été obligés de disperser leurs forces, ce qui s'est rendu leur intervention le plus dur du temps trop tardif.

Plus de trente-cinq camions de pompiers ont été mobilisés et la police a enregistré environ deux cents appels signalant des violences ou un début d'incendie. A bord de voitures volées, les « joyriders » se sont livrés à leur passe-temps favori, consistant à défier la police par une succession de tête-à-queue et de dérapages plus ou moins contrôlés, pour ensuite prendre la fuite à toute vitesse. Dans la région de la Northumbria, trente mille vols de voiture ont été enregistrés en 1990, soit une augmentation de 30 % par rapport à l'année précédente. De plus en plus souvent, les véhicules volés sont utilisés pour défoncer les portes et grilles des magasins, permettant ainsi le pillage des étalages.

Les statistiques de la criminalité font, d'autre part, apparaître une augmentation de 8,5 % en 1991 (janvier à juin), soit un total de 200 000 infractions. Fidèle à sa tradition, bien qu'égarant de façon plus « amusée » que par le passé, la police britannique s'efforce d'éviter toute provocation, se contentant d'une présence de plus en plus massive et intervient un coup par coup.

LAURENT ZECCHINI

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Ronchons

DITES, les enfants, vous avez pas bientôt fini de râler ? Non, c'est vrai, vous n'êtes pas à prendre avec des pincettes depuis la rentrée. Moi, je rase les murs, là, en ce moment. Hier, j'errais un passant : la rue Hector-Malot, vous connaissez ? Il m'a bôlé aux mollets. Qu'est-ce que ça peut bien vous foutre ? Je m'approche d'un distributeur de billets, je lui enfonce ma Carte bleue, il me le recrache à la gueule. Ve te faire mngnétiser ailleurs, espèce d'idiot !

Dans le métro, kif kif bountout. On se bouscule, on se piétine, on se regarde en chiens de fufence, chiens méchants, toujours prêts à montrer les dents. Vous descendez à la prochaine ? - Non, mais de quoi je me mêle ? Jusqu'au portillon qui refuse de me laisser passer. Je m'adresse au guichet : Qu'est-ce qu'il a ? Pourquoi il me... - J'en sais rien, moi, vous avez qu'à lui demander.

Bon, d'accord, ça c'est Paris-sur-Seines. Encore qu'à Lyon, Lille, Strasbourg ou Marseille, ça

doit être pareil, à en croire le sondage de Match cette semaine.

- Bonjour monsieur, bonjour madame, c'est pour BVA. Permettez que je vous pose deux, trois questions ? Quel est le mot qui définit le mieux votre état d'esprit au retour des vacances ? Serein ?

- Serein toi-même !
- Confiant ?
- En qui ?
- Inquiet ?
- Il y a de quoi, non ?
- Et concernant l'avenir de vos enfants ? Optimiste ?

- Vous voulez rire !
Le reste à l'avenant. Votre compte en banque ? Il est à découvert. Vos économies ? Elles vont se volatiliser. Changer de bagnole ? C'est pas demain la veille. Les trois millions de chômeurs, en revanche, c'est pour Noël. Quant à la Cresson, elle peut aller se rhabiller. Et le Mimi avec.

Bref, c'est la grogne. Surtout ne le prenez pas mal, hein ! Jamais j'aurais osé vous accuser d'être d'une humeur de dogue, si c'était pas marqué dans le journal. Pas folle, la guêpe !

EN BREF

□ L'Est a acquis aux enchères la villa de l'ancien maire de Nice. - La ville de M. Jacques Médéric, ancien maire (CNI) de Nice, actuellement en exil en Uruguay, qui était mise en vente jeudi 12 septembre devant la chambre des criées du tribunal de grande instance de Nice a été acquise par le Trésor pour la somme de 12 710 000 francs.

□ Un médecin condamné à indemniser un patient devenu parapégique. - Le docteur Yacovick Vermont, de Tours, a été condamné, mardi 10 septembre, par la cour d'appel d'Orléans (Loiret), à verser 450 000 francs d'indemnités à l'un de ses patients, devenu parapégique en 1984 alors qu'il se faisait soigner pour une hernie discale. La cour reproche notamment au docteur

Vermont d'avoir tardé à transmettre aux médecins hospitaliers les résultats d'une ponction lombaire. La cour d'appel d'Orléans a suivi les juges de première instance qui avaient estimé, en 1989, que le docteur Yacovick Vermont était « responsable d'une perte de chance ».

□ La conférence internationale sur le sida aura lieu à Amsterdam. - La huitième conférence internationale sur le sida aura lieu à Amsterdam, le 19 au 24 juillet 1992. Elle était prévue initialement à Boston, mais avait été annulée par les organisateurs, qui entendaient ainsi protester contre la législation américaine qui interdisait l'entrée sur le territoire des États-Unis à toute personne contaminée par le virus VIH. - (Reuters, AFP)

HORS SERIE SCIENCE & VIE

LA VIE DES OCÉANS

Couvrant 71 % de la surface du globe, le monde océanique reste encore aujourd'hui largement à découvrir et à comprendre. Physique, biologie, chimie, les questions scientifiques qu'il pose sont des questions majeures pour l'avenir de notre Terre. Ce numéro hors série explore la face cachée de la Planète Bleue, un milieu riche, varié, sauvage...

UN NUMÉRO HORS SÉRIE
DE SCIENCE & VIE

Le mensuel PASSAGES

Simone Vell, Antoinette Fouque, Véronique Nefz, Anne Lauzegeon, Arlette Laguilher, Catherine Millot, Francine Gomez, Marie-Sara, Sophie Calle... sont dans Passages.

LES FEMMES AIMENT-ELLES LE POUVOIR ?

Numéro de septembre
vente en kiosque 30 F

DÈS JANVIER 92 ÉTUDIEZ AUX USA

Dans une grande université de Californie ou Floride. Pour un stage linguistique ou pour des études (BA, Master, MBA, Ph.D.). Année : 60 000 F env. Semestre : 35 000 F env. Cours, logement, repas inclus. University Studies in America. French Office, 57, rue Charles-Lafitte 92200 Neuilly (1) 47-45-09-19

مكتبة من الأصل